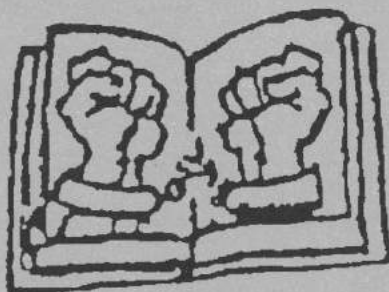


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 13 - AVRIL 2001

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

email : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5

- **Révolution, Assemblée constituante
et pouvoir des soviets :** p. 9
 - la position du menchevik Jules Martov
 - Rosa Luxemburg : Assemblée nationale
ou gouvernement des conseils ouvriers
 - Sverdlov et Boukharine
à l'Assemblée constituante

- **1918 : l'Eglise orthodoxe russe
face à la séparation de l'Eglise et de l'Etat** p. 23

- **Léon Trotsky : discours (inédit)
au comité central d'octobre 1923** p. 29

- **Les ouvriers de Kharkov
face au pouvoir (première partie)** p. 39
(Eric Aunoble)

- **Ernst Thälman
et le pacte germano-soviétique** p. 49
(Vadim Rogovine)

- **L'hommage à Tresca,
Alter et Ehrlich à Mexico (1943)** p. 55

- **Interview de Jean-Paul Depretto
sur *Les Ouvriers en URSS (1928-1941)*** p. 63

- **Sergo Lominadzé :
le *Staline* de Radzinski** p. 69

- **Documents sur la grève des ouvriers de Berlin-Est
et de RDA (16-17 juin 1953)** p. 87

- **Rousseau et quelques figures
de la lutte anticolonialiste et révolutionnaire
au Viêt Nam p. 99**
(Ngo Van)

- **L’histoire
telle qu’on l’enseigne à nos élèves
(première partie) p. 111**
(Odile Dauphin)

- **A propos des souvenirs enfin complets
de Nikita Khrouchtchev p. 125**

- **Notes de lecture p. 131**

- **Chronique des falsifications p. 145**
— le cimetière de Picpus
— un antisémite “scientifique” : Lev Goumilev

- **Les archives du CERMTRI p. 151**

Présentation

C E numéro s'ouvre sur trois textes presque contemporains du dirigeant menchevique Jules Martov, de la dirigeante social-démocrate de gauche Rosa Luxemburg, qui allait dix jours plus tard fonder avec Karl Liebknecht le Parti communiste allemand, et du bolchevik Nicolas Boukharine le jour même de la réunion de l'Assemblée constituante russe, le 5 janvier 1918. Ces trois textes abordent le même problème, celui de l'existence parallèle de deux types d'organismes : l'Assemblée nationale (ou Constituante) et les soviets (ou conseils d'ouvriers et de soldats en Allemagne, conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans en Russie).

Nous publions ensuite une déclaration faite en janvier 1918 par le patriarche de l'Eglise orthodoxe russe Tikhon, que la perspective de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et de l'Eglise et de l'école, amène à s'élever avec une extrême violence contre le Conseil des commissaires du peuple (à l'époque bolcheviks-S-R de gauche). La vision très à la mode d'une Eglise orthodoxe paisible martyr des bolcheviks en est quelque peu corrigée...

La première partie d'une étude d'Eric Aunoble sur les ouvriers de Karkhov dans les années 1920 et une interview de Jean-Paul Depretto, auteur du livre *Les Ouvriers en URSS*, auquel est consacrée une recension dans ce numéro, fournissent des éléments de réflexion sur la classe ouvrière soviétique, surtout à l'époque de sa formation.

Le discours, inédit, de Trotsky au comité central du Parti bolchevique du 26 octobre 1923, où sa présence, tue par lui, a été longtemps ignorée, éclaire l'un des moments initiaux de la formation de l'Opposition de gauche en 1923.

Dans un long et minutieux article, Sergo Lominadzé, le fils de l'ancien favori de Staline, Besso Lominadzé, qui finit par se dresser contre le secrétaire général, examine en détail les erreurs, inventions et affabulations du dernier auteur russe d'une biographie de Staline, le dramaturge Edouard Radzinski.

La partie soviétique ou russe de ce numéro se conclut par quelques brèves remarques sur "*l'ethnoparasitisme*", inventé par l'historien et ethnologue russe Lev Goumilev (fils de la poétesse Anna Akhmatova), qui constitue l'un des fondements "théoriques" de l'antisémitisme contemporain en Russie.

L'étude de Vadim Rogovine sur les lettres adressées de sa prison à Staline par l'ancien secrétaire du PC allemand emprisonné par les nazis, Ernst Thälman, montre avec quel cynisme Staline a abandonné à son sort dans les geôles hitlériennes celui que les nazis abatront peu avant leur défaite. Vadim Rogovine suppose que cet abandon est lié aux réticences manifestées par Thälman face au pacte germano-soviétique.

Trois mois après la mort de Staline, les ouvriers de Berlin-Est se dressaient contre le stalinisme. Leur mouvement gagna en quelques heures des dizaines d'usines et de villes, avant de trouver des échos dans les camps soviétiques (1). La documentation recueillie dans une brochure publiée en RFA en 1954 et jamais republiée, ni publiée en français, éclaire l'ampleur du mouvement.

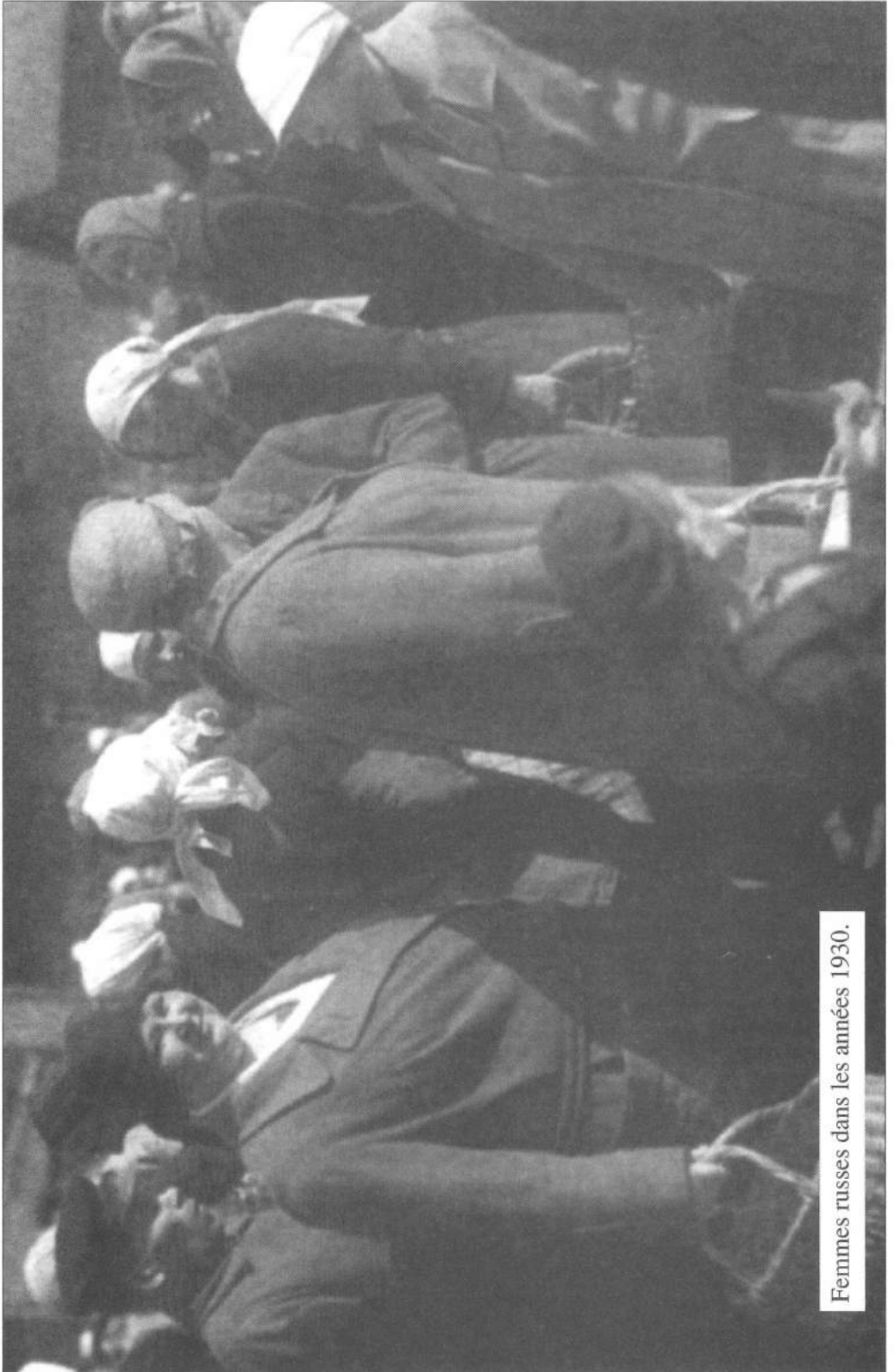
A des lieux géographiques et historiques de là, Ngo Van étudie l'influence de la pensée de Jean-Jacques Rousseau sur la formation de nombreux intellectuels et militants révolutionnaires vietnamiens, qui ont, face au colonialisme, exprimé les aspirations de leur peuple.

L'histoire telle qu'on l'enseigne est peut-être plus importante que l'histoire que l'on écrit : les manuels scolaires s'adressent à des dizaines, voire des centaines de milliers d'élèves. Odile Dauphin, professeur d'histoire dans le secondaire, étudie à partir des manuels de deux classes les modifications apportées au cours des dernières années à la présentation de certaines périodes décisives de l'histoire du monde. Si tout enseignement scolaire de l'histoire suppose un choix qui peut toujours être contesté, l'évolution systématique unilatérale que note Odile Dauphin souligne le glissement vers un en-

(1) Voir dans les *Cahiers*, n° 12, "*La révolte du camp de Kenguir*".

semble de choix idéologiques, qui relèvent plus de la manipulation des jeunes esprits que de la préparation à la compréhension de l'histoire du monde.

N. B. : La dernière série des articles de Benoît Malon sur la grève du Creusot sera publiée dans le n° 14.



Femmes russes dans les années 1930.

**Révolution,
Assemblée
constituante
et pouvoir des soviets**

En Russie soviétique, comme en Allemagne après la chute de l'empire, les révolutionnaires furent confrontés au problème de l'existence parallèle de deux types d'organismes : l'Assemblée nationale (ou Constituante) et les soviets (ou conseils d'ouvriers et de soldats en Allemagne, conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans en Russie). Le problème se posait sous deux angles :

- ces deux organismes pouvaient-ils coexister et, si oui, lequel devait être subordonné à l'autre ?
- étaient-ils antagoniques ou contradictoires et, si oui, lequel l'emporterait sur l'autre ?

Nous donnons dans ce numéro les réponses qui furent fournies en trois semaines par le dirigeant menchevique Jules Martov, par la dirigeante social-démocrate de gauche Rosa Luxemburg, fondatrice avec Karl Liebknecht du Parti communiste allemand, et par les bolcheviks, essentiellement par la bouche de Boukharine, le jour même de la réunion de l'Assemblée constituante russe, le 5 janvier 1918.

Dans le n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, en introduction à une biographie de son frère cadet, Sergueï Ossipovitch Tserderbaum, nous présentons Jules Martov par les lignes suivantes, que nous reproduisons ci-dessous, car nous n'avons rien à y changer : Jules Martov est le pseudonyme de Iouli (ou Jules) Ossipovitch Tserderbaum, né à Constantinople le 12 novembre 1873. La guerre entre la Russie et la Turquie (1876) contraignit le père de Iouli à rentrer en Russie ; la famille se fixa à Odessa, grande ville juive ravagée par un pogrom en 1881. Iouli vit naître un grand nombre de frères et de sœurs (Nadiedjda, Lidia, Margarita, Evguenia), qui tous, à des degrés divers, militèrent dans la social-démocratie russe et, à dater de la scission en 1903, dans son courant, puis parti, menchevique.

Coorganisateur avec Lénine de l'Union de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière créée à Saint-Pétersbourg en 1895, et dont Dan fut lui aussi membre, Martov devint avec ce dernier en 1903 le dirigeant du courant menchevique. Hostile à la guerre, il dirigea à dater de 1914 son aile internationaliste, minoritaire. Il fit partie des 280 militants russes qui rentrèrent en Russie par l'Allemagne en 1917. Hostile à la révolution d'Octobre, qu'il considérait comme une aventure devant déboucher sur une dictature bourgeoise, il dirigea avec Dan dans le Parti menchevique le courant hostile à toute alliance avec les Blancs. Sa petite-nièce Tatiana affirme, à juste titre :

“L. Martov partit de Russie en 1920. Dans les journaux, on a affirmé qu'il était parti illégalement avec l'aide de Lénine. Pure invention. Il n'y avait là rien d'illégal ; Martov vivait à Moscou en toute légalité, ne se cachait nullement. Il fut arrêté une fois, mais pas emprisonné, simplement assigné à résidence et aussitôt remis en liberté. Il partit (en 1920) au congrès du Parti social démocrate indépendant d'Allemagne, où il devait prendre la parole (1). Il reçut au commissariat du peuple aux Affaires étrangères son passeport, avec un billet de train. Pendant le procès des socialistes-révolutionnaires (2), il voulut revenir en Russie pour prendre leur

Notes de la rédaction :

(1) A ce congrès, Zinoviev intervint pour l'adhésion des sociaux-démocrates indépendants à la III^e Internationale, Martov contre. La majorité des congressistes suivirent Zinoviev.

(2) En juin 1922.

défense, mais le gouvernement soviétique ne lui donna pas de visa. Martov mourut de tuberculose le 4 avril 1923, au sanatorium de Schwartzwald."

L'article de Martov publié dans les pages suivantes porte sur la question, jugée alors cruciale, du sort de l'Assemblée constituante, où les socialistes-révolutionnaires de droite ont obtenu la majorité absolue des voix et des sièges face aux soviets et au Conseil des commissaires du peuple, dont le deuxième congrès des soviets (25 et 26 octobre 1917) a validé la constitution.

Jules Martov s'affirme partisan résolu de la souveraineté de l'Assemblée constituante. On remarquera que son argumentation, fondée sur un examen de la situation intérieure de la Russie, ne repose pas sur des considérations de type légaliste, mais sur une analyse de la nature de la révolution : puisque celle-ci, dit-il, ne peut avoir qu'un contenu démocratique, répondant donc aux intérêts de toutes les couches de la population, l'organe qui représente l'ensemble de ces couches et nullement socialiste (l'Assemblée constituante) — y compris la bourgeoisie, en dehors de la noblesse et des grands propriétaires terriens — doit prendre le pas sur l'organe (les soviets) qui n'en représente qu'une partie.

Les élections à l'Assemblée constituante, commencées le 12 novembre, s'achèvent avant la fin du mois : 41 millions d'électeurs, soit près de 80 % du corps électoral, ont voté. Les bolcheviks récoltent 24,5 % des voix, les socialistes-révolutionnaires de toutes nuances, 48,5 %, les mencheviks, 4,5 %, dont la moitié en Géorgie, les Cadets (constitutionnels démocrates, monarchistes libéraux), 4,7 %.

Le reste des suffrages se répartit entre divers groupements socialistes et-ou nationalistes.

Plus de 80 % des suffrages exprimés, dans un pays paysan, se portent sur des partis "socialistes" déclarés, et moins de 8 % sur les partis conservateurs et libéraux. Les bolcheviks, majoritaires dans les grandes villes, sont minoritaires dans l'ensemble du pays (sauf en Lettonie, où ils recueillent 72 % des voix) ; les S-R sont largement majoritaires à la campagne. Mais ce résultat est en partie trompeur : les paysans qui votent en masse S-R le font pour garder la terre que ceux-ci leur avaient promise, mais leur ont refusée une fois au gouvernement ; ils rejettent la guerre que les S-R veulent poursuivre.

Ce résultat électoral exprime ainsi de façon biaisée une volonté populaire profonde. Il reflète l'influence passée des S-R, non leur force sociale réelle du moment.

Le 5 janvier, l'Assemblée constituante ouvre ses travaux. Les députés socialistes-révolutionnaires de droite, majoritaires, se réunissent avant sous la présidence du maire de Moscou, Roudnev, sous l'autorité de qui près de 300 ouvriers et gardes rouges avaient été fusillés malgré et pendant la trêve, à Moscou, le 28 octobre 1917.

Jacob Sverdlov, membre du comité central du Parti bolchevique et président du comité exécutif central des soviets, ouvre la séance. Après un concert de sifflets et de hurlements venus de la gauche, et un début de bagarre, l'Assemblée élit comme président le S-R Tchernov, ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement provisoire. Il prononce un discours de deux heures.

Après lui, cinquante-quatre interventions, dont sept d'un même orateur, un S-R ukrainien, font durer jusqu'à quatre heures du matin la séance, commencée à quatre heures de l'après-midi. Boukharine y prononce le discours central des bolcheviks, qui, avec les S-R de gauche, abandonnent la séance peu après minuit. La garde dirigée par un marin anarchiste, Jelezniakov, met les députés dehors à quatre heures du matin, au nom de sa fatigue.

Le Conseil des commissaires du peuple dissout l'Assemblée le lendemain, comme opposée aux soviets.

La position du menchevik Jules Martov

“ **C**'EST pourquoi l'Assemblée constituante est si chère au cœur de tous les ennemis ouverts de la révolution, qu'elle doit, selon eux, arrêter la révolution socialiste en Russie.”

C'est ce qu'écrivent les *Izvestia*.

Le programme du Parti ouvrier social-démocrate russe (1) a de façon claire et sans ambiguïté défini comme but de la révolution russe la constitution d'une république démocratique et, en conformité avec ce but, a fait de l'Assemblée constituante du peuple tout entier son slogan de combat central.

Il y avait dans le programme du parti une pleine adéquation entre le but et le moyen. C'est précisément parce que la fin de la révolution n'est pas socialiste, mais démocratique, que l'Assemblée constituante peut les réaliser complètement : l'Assemblée constituante, en effet, vu le rapport des forces sociales dans le pays, doit être formée dans sa majorité par des représentants de la petite bourgeoisie paysanne et urbaine. C'est précisément parce que, dans la lutte avec les résidus du système de caste féodal, cette petite bourgeoisie paysanne et urbaine est capable de se poser de façon conséquente des tâches révolutionnaires dans l'œuvre de démocratisation des relations sociales et du régime politique, que la social-démocratie attendait à bon droit de l'Assemblée constituante qu'elle réalise son programme minimum.

L'histoire a brillamment confirmé la justesse de la prévision du Parti ouvrier social-démocrate russe. Le fait que ce sont précisément les socialistes-révolutionnaires, le parti le plus proche de la paysannerie moyenne, expression de son aspiration révolutionnaire à la terre, à la destruction du système de caste et à l'établissement de la démocratie, qui ont

une majorité significative de l'Assemblée constituante, ce fait montre que l'Assemblée constituante peut être l'instrument de la réalisation des tâches de la révolution démocratique.

Mais ce n'est pas un hasard si les ouvriers moyens, à la question : “*Vous êtes social-démocrates ?*”, répondent d'ordinaire : “*Non, nous sommes bolcheviks.*” Le bolchevisme a rompu avec le programme du Parti ouvrier social-démocrate russe de façon irréversible lorsqu'il a déclaré que la tâche de la révolution était la révolution socialiste en Russie (2).

L'Assemblée constituante russe ne peut pas être l'organe d'une **révolution socialiste** en Russie, bien entendu sauf trucage. Si, finalement, on se laisse guider par la sagesse du héros de Tchekhov convaincu que “*si on bat bien un lièvre, on peut lui apprendre à allumer des allumettes*”, alors, bien entendu, par une succession de dissolutions, de fraudes électorales, de manipulations d'Ourit-

Notes de la rédaction :

(1) Les mencheviks ont conservé la dénomination historique du parti que les bolcheviks abandonneront en 1918.

(2) Dans ce passage, Martov utilise les deux mots russes qui veulent dire révolution, le mot d'origine latine “*revolioutsia*” et le mot d'origine russe “*perevorot*”, qui veut dire la même chose (“*tour-nant complet*”). Dans cette phrase, “*revolioutsia*” est le premier mot, “*perevorot*” le second. Nombre d'historiens affirment que “*perevorot*” veut dire “*coup d'Etat*”. C'est peut-être, pour certains qui ne connaissent pas la langue, question d'ignorance ; pour d'autres, il s'agit d'une falsification pure et simple. Le dictionnaire russe-français de Makarov, publié à Saint-Pétersbourg en 1908, traduit “*perevorot*” par “*révolution, cata-clysmes*”. C'est l'expression “*gosoudarstvenny perevorot*” (*gosoudarstvenny* veut dire “*d'Etat*”) qui signifie “*coup d'Etat*”. Lorsque les bolcheviks parlent donc de “*oktiabrski perevorot*”, par opposition à “*fevral'skaia revolioutsia*”, ils ne “*re-connaissent*” nullement, contrairement à ce qui s'écrit un peu partout, qu'Octobre 1917 a représenté un coup d'Etat, mais au contraire que Février n'a effectué qu'un changement politique

ski (3) et de tours de passe-passe de Larine (4), on peut arriver à fabriquer une Assemblée constituante adaptée à l'introduction du système socialiste. Une telle Assemblée, selon l'expression de Saltykov-Chtchedrine (5), introduira avec la même célérité les phalanstères de Fourier (6) et les colonies militaires d'Araktcheiev (7). Nous ne pensons pas à une Assemblée de ce type, mais à une Assemblée constituante librement élue par l'ensemble du peuple et exprimant la volonté de la majorité du peuple.

Les bolcheviks le comprennent si bien qu'ils proclament franchement : « Dans les conditions actuelles, la réalisation du mot d'ordre : "Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante" signifie l'arrêt de la révolution. » Et ils assimilent "la victoire du pouvoir soviétique" (sur l'Assemblée constituante) avec la "victoire du socialisme".

S'il en est ainsi, les allusions présentées sous une sauce savante par les *Izvestia* au fait bien connu que, dans toutes les révolutions, "seule l'avant-garde révolutionnaire" s'est révélée "capable de prendre les mesures nécessaires pour garantir les conquêtes déjà arrachées et manifester l'initiative révolutionnaire permettant leur élargissement ultérieur" n'ont aucune signification pratique. La discussion que nous avons aujourd'hui avec les bolcheviks ne porte pas sur la question de savoir s'il est nécessaire qu'à côté d'un organisme représentatif exprimant "la conscience moyenne" existe une classe plus "à gauche", menant une politique indépendante et la "poussant à effectuer des pas décisifs" ; la discussion porte sur la nécessité ou non qu'existe **au-dessus** de l'Assemblée constituante un pouvoir **d'Etat** "plus à gauche" et **indépendant** d'elle. Et cela, messieurs les savants des *Izvestia*, n'a figuré dans aucune révolution.

C'est le premier point. Ensuite, dans les révolutions de 1792 et de 1848, l'avant-garde révolutionnaire a pu jouer un rôle moteur vis-à-vis de la représentation populaire générale seulement dans la mesure où elle se tenait sur le terrain des mêmes tâches historiques que se fixait la volonté de la majorité populaire

exprimée dans l'Assemblée représentative. Les jacobins et les sans-culottes tenaient à réaliser la même transformation sociale répondant aux intérêts de la majorité petite-bourgeoise à laquelle aspirait l'Assemblée constituante. Ils ont formé une avant-garde parce qu'ils manifestaient leur esprit de décision et leur radicalisme dans la réalisation de ces tâches. En revanche, dans la révolution actuelle, les léninistes attribuent à l'"avant-garde" le rôle d'une force chargée d'imposer à l'Assemblée constituante, non pas des **méthodes** plus radicales de réalisation des tâches reconnues par la majorité du peuple (la paix, la République, la réforme agraire), mais des **tâches** tout à fait opposées, contradictoires avec la conscience de la majorité populaire et, pour cette seule raison même, utopiques.

Les ouvriers socialistes conscients, qui comprennent quel grand pas en avant pour une véritable émancipation du pro-

alors qu'Octobre a vraiment constitué un retournement complet, à la fois politique, social et économique.

(3) Moïse Solomonovitch Ouritski : membre du comité central du Parti bolchevique depuis août 1917, nommé commissaire du Conseil des commissaires du peuple près la commission panrusse chargée de la convocation de l'Assemblée constituante. Il venait de déclarer que l'Assemblée ne serait convoquée qu'une fois enregistrés au moins 400 députés (sur 750).

(4) Iouri Larine, ancien menchevik, rallié aux bolcheviks au cours de l'été, avait, dans les *Izvestia*, proposé de faire régner dans le pays une atmosphère qui contraindrait l'Assemblée à chasser de ses rangs les élus du parti Cadet (parti constitutionnel-démocrate, monarchiste libéral), en contacts étroits avec l'Armée des volontaires contre-révolutionnaire, qui commençait à se former dans le sud du pays, de telle façon que cette expulsion apparaisse comme "l'exécution de la volonté du peuple et non comme un acte d'arbitraire forcé" (les *Izvestia*, 24 novembre, n° 234).

(5) Saltykov-Chtchedrine (1826-1889), auteur de nombreux romans satiriques, dont les plus connus sont *La Famille Golovblev*, *L'Histoire d'une ville*.

(6) Phalanstères : communautés de travailleurs vivant ensemble, imaginées par le socialiste utopiste Charles Fourier (1772-1837).

(7) Araktcheiev (1769-1834), conseiller militaire du tsar Alexandre I^{er} (mort en 1825), a généralisé et organisé systématiquement des colonies militaires, qui étaient à la fois des camps et des exploitations économiques (en général agricoles), gérées avec les règles de la discipline de l'armée.

létariat russe et international représentera la conquête du pouvoir populaire en Russie, le renforcement et le développement de la République démocratique, qui constitue, selon la formule de Marx, la meilleure forme politique dans le cadre de laquelle peut se réaliser l'émancipation du prolétariat, ces travailleurs conscients rejeteront les so-

phismes des nouveaux "communistes" utopiques et, sans craindre d'être enfermés dans le camp des "contre-révolutionnaires", proclameront : "Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante !"

(Novy Loutch,
15 décembre, n° 12)

Rosa Luxemburg : Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ouvriers

ASSEMBLÉE NATIONALE ou gouvernement des conseils : c'est en ces termes qu'est formulé le deuxième point de l'ordre du jour du congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, et c'est en effet la question cardinale de la révolution dans le moment présent. Ou l'Assemblée nationale, ou tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ; ou le renoncement au socialisme, ou la lutte de classe la plus rigoureuse contre la bourgeoisie, avec le plein armement du prolétariat : tel est le dilemme.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne.

Comment les choses se sont-elles passées en Angleterre ? C'est là qu'est le berceau du parlementarisme bourgeois, c'est là qu'il s'est développé le plus tôt, avec le plus de force. Lorsqu'en 1649 l'heure de la première révolution bourgeoise moderne sonna en Angleterre, le Parlement anglais avait déjà derrière lui

une histoire plus que trois fois centenaire. C'est pourquoi le Parlement devint, dès le premier moment de la révolution, son centre, son rempart, son quartier général. Le fameux "Long Parlement" a vu sortir de son sein toutes les phases de la révolution anglaise. Depuis les premières escarmouches entre l'opposition et la puissance royale, jusqu'au procès et à l'exécution de Charles Stuart, ce Parlement fut, entre les mains de la bourgeoisie ascendante, un instrument insurpassable, parfaitement adapté.

Et qu'advint-il ? Ce même Parlement dut créer une "armée parlementaire" spéciale, que des généraux choisis dans son sein conduisirent au combat, pour y mettre en déroute complète, au cours d'une guerre civile longue, âpre et sanglante, le féodalisme, l'armée des "cavaliers" fidèles au roi. Ce ne fut pas dans les débats de l'abbaye de Westminster, qui était pourtant alors le centre spirituel de la révolution, mais sur les champs de bataille de Marstonmoor et de Naseby, ce ne fut point par les brillants discours prononcés au Parlement, mais par la cavalerie paysanne, par les "Côtes de fer" de Cromwell que se décida le sort de la révolution anglaise. Et son développe-

ment conduisit du Parlement, au travers de la guerre civile, à l'“épuration” par la force, à deux reprises, de ce même Parlement, et, finalement, à la dictature de Cromwell.

Et en France ? C'est là qu'est née l'idée de l'Assemblée nationale. Ce fut, dans l'histoire mondiale, une géniale inspiration de l'instinct de classe, lorsque Mirabeau et les autres déclarèrent en 1789 : *“Les trois états, jusqu'à maintenant toujours séparés, la noblesse, le clergé et le tiers-état, doivent dorénavant siéger en commun en tant qu'Assemblée nationale.”* Cette assemblée devint en effet d'emblée, par la réunion des états, un instrument de la bourgeoisie dans la lutte des classes. Avec l'appui de fortes minorités des deux états supérieurs, le tiers-état, c'est-à-dire la bourgeoisie révolutionnaire, disposait immédiatement dans l'Assemblée nationale d'une majorité compacte.

Et qu'advint-il, encore une fois ? La Vendée, l'émigration, la trahison des généraux, la constitution civile du clergé, le soulèvement de 50 départements, les guerres de coalition de l'Europe féodale, et, finalement, comme seul moyen d'assurer la victoire finale de la révolution : la dictature, et avec elle le règne de la terreur. Voilà donc ce que valait la majorité parlementaire pour la défense des révolutions bourgeoises. Et pourtant, qu'était l'opposition entre la bourgeoisie et le féodalisme, auprès de l'abîme géant qui s'est ouvert aujourd'hui entre le travail et le capital ! Qu'était la conscience de classe des combattants des deux camps qui s'affrontaient en 1649 ou 1789, comparée à la haine mortelle, inextinguible, qui flambe au jourd'hui entre le prolétariat et la classe des capitalistes ! Ce n'est pas en vain que Karl Marx a éclairé de sa lanterne scientifique les ressorts les plus cachés du mécanisme économique et politique de la société bourgeoise. Ce n'est pas en vain qu'il a fait apparaître, de façon éclatante, tout son comportement, jusqu'aux formes les plus sublimes du sentiment et de la pensée comme une émanation de ce fait fondamental qu'elle tire sa vie, comme un vampire, du sang du prolétariat.

Ce n'est pas en vain qu'Auguste Bebel, en conclusion de son célèbre discours du congrès du parti de Dresde, s'est écrié : *“Je suis et je reste l'ennemi mortel de la société bourgeoise !”*

C'est le dernier grand combat, dont l'enjeu est le maintien ou l'abolition de l'exploitation, c'est un tournant de l'histoire de l'humanité, un combat dans lequel il ne peut y avoir ni échappatoire, ni compromis, ni pitié.

Et ce combat, qui, par l'ampleur de ses tâches, dépasse tout ce que l'on a connu, devrait mener à bien ce qu'aucune lutte de classes, aucune révolution n'a jamais mené à bien : dissoudre la lutte mortelle entre deux mondes en un doux murmure de luttes oratoires au Parlement et de décisions prises à la majorité !

Le parlementarisme a été, pour le prolétariat, une arène de la lutte de classes, tant qu'a duré le train-train quotidien de la société bourgeoise : il était la tribune d'où les masses, rassemblées autour du drapeau du socialisme, pouvaient être éduquées pour le combat.

Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la révolution prolétarienne, et il s'agit aujourd'hui de porter la hache sur l'arbre de l'exploitation capitaliste elle-même. Le parlementarisme bourgeois, comme la domination de classe de la bourgeoisie, dont il est l'objectif politique essentiel, est déchu de son droit à l'existence.

C'est maintenant la lutte de classes sous sa forme la plus dépouillée, la plus nue, qui entre en scène. Le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, ils n'ont plus maintenant qu'à s'empoigner dans un corps à corps sans merci pour que le combat décide lequel sera jeté à terre.

La parole de Lassalle vaut aujourd'hui plus que jamais : l'action révolutionnaire consiste toujours à exprimer ce qui est. Et ce qui est s'appelle : ici est le travail — ici le capital ! Pas d'hypocrite négociation à l'amiable, là où il y va de la vie et de la mort, pas de victoire de la communauté, là où il s'agit d'être d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est clairement, ouvertement, honnêtement, et avec toute la force que confèrent la clarté et l'honnêteté, que le prolétariat doit, en tant que classe constituée, ras-

sembler dans ses mains la puissance politique tout entière.

“*Egalité des droits politiques, démocratie !*”, nous scandèrent pendant des décennies les prophètes grands et petits de la domination de classe bourgeoise.

“*Egalité des droits politiques, démocratie !*”, leur scandent aujourd’hui, comme un écho, les hommes à tout faire de la bourgeoisie, les Scheidemann.

Oui, ce mot d’ordre doit maintenant devenir une réalité, car l’“égalité politique” s’incarne au moment où l’exploitation économique est radicalement anéantie. Et la “démocratie”, la domination du peuple commence lorsque le peuple travailleur s’empare du pouvoir politique. Il s’agit d’exercer sur les mots d’ordre mésumés par les classes bourgeoises pendant un siècle et demi la critique pratique de l’action historique. Il

s’agit de faire, pour la première fois, une vérité de la devise de la bourgeoisie française en 1789, “*Liberté, Égalité, Fraternité*” — par la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie. Et comme premier pas, voici le moment, devant le monde entier, et devant les siècles de l’histoire mondiale, d’inscrire hautement à l’ordre du jour : ce qui, jusqu’à présent, se présentait comme égalité des droits et démocratie — le Parlement, l’Assemblée nationale, le droit de vote égal — était mensonge et tromperie ! Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l’extermination du capitalisme — cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie !

(*Die Rote Fahne*,
17 décembre 1918)

Sverdlov et Boukharine à l’Assemblée constituante

JACOB SVERDLOV (1) : Le comité exécutif du soviét des députés ouvriers et paysans m’a chargé d’ouvrir la séance de l’Assemblée constituante (*cris à droite et au centre* : “Vous avez les mains tachées de sang ! Assez de sang !” — *Applaudissements tempétueux à gauche.*)

Le comité exécutif central du soviét des députés ouvriers soldats et paysans (*voix à droite* : “Truqué !”) exprime l’espoir que l’Assemblée constituante adoptera entièrement tous les décrets et toutes les décisions du Conseil des commissaires du peuple. La révolution d’Octobre a allumé l’incendie de la révolution socialiste non seulement en Russie, mais dans tous les pays (*rires à droite, bruits*). Nous ne doutons pas que les étincelles de notre incendie voleront par le monde entier (*bruits*) et le jour est proche où les classes travailleuses de

tous les pays se dresseront contre leurs exploiters, comme en Octobre s’est insurgée la classe ouvrière russe, suivie par la paysannerie (*applaudissements tempétueux à gauche*).

Nous ne doutons pas que les véritables représentants du peuple travailleur qui siègent à l’Assemblée constituante doivent aider les soviets à liquider les privilèges de classe : les représentants des ouvriers et des paysans ont reconnu les droits du peuple travailleur sur les instruments et les moyens de production, dont la propriété donnait aux classes exploiteuses toutes les possibilités d’exploiter le peuple travailleur.

Comme, en son temps, la révolution bourgeoise française pendant la grande Révolution de 1789 avait promulgué une

(1) Documents de l’année 1917. *Procès-verbaux de l’Assemblée constituante*, pp. 3 et 4.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, c'est-à-dire des droits d'exploiter librement les hommes privés des moyens et des instruments de production, de même notre révolution socialiste russe doit établir sa propre déclaration (*applaudissements sur les bancs bolcheviques*).

Boukharine (2) : Camarades et citoyens ! au nom du parti ouvrier communiste prolétaire des bolcheviks, nous proposons à l'Assemblée constituante d'examiner, comme question la plus urgente à l'ordre du jour, l'adoption de la déclaration du pouvoir suprême de la République soviétique russe, de la déclaration du comité exécutif central des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans et, d'abord, la question du pouvoir.

Je me permettrai, camarades, de le faire en peu de mots, parce que maintenant le temps nous est précieux — et je ne suivrai pas l'exemple du citoyen Tchernov, qui, après nous avoir déclaré qu'il était indispensable d'être bref, a bavardé ici très longuement (*voix* : "Quelle expression !").

Je me permettrai de motiver brièvement notre proposition. C'est un fait, camarades, que l'on peut jurer par Zimmerwald et être, en même temps, traître à Zimmerwald ; on peut, camarades, parler des masses travailleuses et les faire fusiller, en même temps, par les balles dum-dum des junkers ; on peut, camarades et citoyens, affirmer que l'on veut le socialisme et, en même temps, assassiner ce socialisme. On peut, camarades, piller à droite et à gauche le programme du parti prolétarien et, en même temps étrangler ce parti prolétarien (...).

Nous estimons que le problème du contrôle du pouvoir par le parti du prolétariat révolutionnaire est un problème essentiel de la réalité russe vivante, un problème que résoudra définitivement cette même guerre civile, qu'aucun des exorcismes de messieurs Tchernov et Cie ne pourra arrêter, jusqu'à la victoire définitive des ouvriers, soldats et paysans russes victorieux (*bruits, cris et applaudissements à gauche*).

Le citoyen Tchernov, dans une belle envolée, nous a déclaré que le grand Etat

russe doit affirmer sa volonté de bâtir le socialisme. Nous pouvons nous ranger entièrement à cet avis, mais nous serions de fieffés hypocrites si nous nous contentions d'en parler, sans agir. Or, dans la mesure où nous voulons agir dans ce sens, on nous poignarde dans le dos, et ce, au moment même où nous marchons contre les forces du capital international, mobilisé et uni contre nous, bien que le monde bourgeois ait pris les armes contre nous, et non seulement la bourgeoisie russe, mais encore la bourgeoisie de l'Europe entière, du globe terrestre tout entier (*Soukhanov, de sa place* : "Vous vous croyez encore à un meeting ?").

Permettez-moi de motiver nos exigences à l'aide d'exemples précis et concrets. Prenons par exemple, camarades, l'un des problèmes essentiels et peut-être aujourd'hui l'un des plus douloureux, celui de la réglementation de la production. Si, camarades, nous nous contentions d'adopter la formule de la réglementation de la production par l'Etat sans régler, en même temps, le problème de l'Etat lui-même en tant que république des ouvriers et des paysans, en tant que république soviétique, non seulement nous n'apporterions rien de bon au peuple travailleur, mais au contraire, nous le plongerions dans l'esclavage où il se trouve déjà dans les pays prétendus civilisés, mais en réalité barbares.

Camarades, si nous transférons la réglementation de la production entre les mains d'un pouvoir autre que celui des ouvriers et des paysans, entre les mains d'un pouvoir dit populaire, ou encore national, c'est-à-dire entre les mains de la coalition trois fois méprisable et trois fois maudite, nous aboutirions au résultat suivant : nous rendrions au capitalisme toute la production que nous lui avons déjà arrachée, malgré les citoyens Tchernov et Roudnev (3). La réglementation de la production se ferait alors dans l'intérêt de la guerre impérialiste, dans le sens de l'asservissement maximum des masses populaires, en faveur de la clique financière internationale, qui nous avait montré son

(2) *Ibidem*, pp. 25 à 31.

(3) Dirigeants du parti S-R. Tchernov fut ministre de l'Agriculture du gouvernement Kerenski.

vrai visage avant la révolution d'Octobre, et cela grâce à Tseretelli, qui avait accepté et soutenu la coalition, grâce à Tchernov, qui, après ses incantations, a préféré s'abstenir à un moment décisif, mais commode pour lui. Cette réglementation aboutirait alors à une production qui serait, dans son essence même, celle d'un capitalisme d'Etat, que l'idéologue-économiste Maslov, l'un de nos adversaires politiques, a qualifié, à juste titre, de "capitalisme de baigne".

Prenons maintenant le problème de la terre. Si nous disons que nous allons transférer toute la terre à l'Etat, la signification positive ou négative de cet acte sera déterminée par le problème suivant : entre quelles mains se trouvera alors le pouvoir étatique, c'est-à-dire sera-t-il entre les mains de la classe des travailleurs et uniquement entre ses mains, pourra-t-elle disposer de cette terre commune en s'appuyant sur une puissante organisation des ouvriers et des paysans (cette alliance du travail la plus formidable de l'histoire, l'alliance des deux forces motrices de la plus grande des révolutions russes), ou bien cette terre, ce fonds agraire, sera-t-il mis, sans contrôle, à la disposition d'un Etat dit national, qui sera le maître et où le citoyen Tseretelli serrera la main du citoyen Boublikov (4) ?

Camarades et citoyens ! Examinons de même le problème des banques. Si, pour le moment, nous avons réussi à briser aux trois quarts — et cela, malgré tous les efforts déployés par nos adversaires et ennemis politiques — la domination du capital financier, si nous avons réussi à étouffer à moitié le monstre du capital financier, qui, jusqu'à présent, nous poussait vers le carnage impérialiste, le problème de la nationalisation des banques risque de devenir une caricature, le contraire de ce que nous voulions, s'il n'est pas résolu comme nous le proposons. Si les banques, même nationalisées, se trouvent, en effet, entre les mains d'un pouvoir "conciliateur", et nous savons ce que ce pouvoir signifie en fait (c'est *de facto* le pouvoir de la clique impérialiste), si donc ces banques, nationalisées, se trouvaient entre les mains d'un Etat dominé, en fin de compte, par les chefs du capital financier,

nous ne ferions alors qu'aider la bourgeoisie, en créant à son profit un appareil technique centralisé, et nous serions les fidèles commis, les chiens de garde de nos oppresseurs, des exploités des masses laborieuses (...).

Nous ne formulons point ici un jugement *a priori*, sans l'avoir étayé par l'expérience. Les partis que vous venez d'entendre ont déjà démontré quel pouvoir ils désiraient. Ils avaient entre leurs mains toutes les possibilités, et ils ont choisi, comme type idéal du pouvoir d'Etat, un pouvoir "conciliateur", impérialiste, que dirigerait en fait Riabouchinski (5), par l'entremise de Kerenski. Nous savons, sans le moindre doute, qu'il s'agit bien là du même pouvoir, qu'ils ont déjà soutenu dans le passé ; car ils n'ont jamais renoncé de façon expresse et publique aux arguments qu'ils ont utilisés pendant huit mois. C'est précisément pourquoi nous savons que le service du travail général obligatoire se transformerait, sous leur direction, en un instrument d'asservissement accru des masses laborieuses.

Cela signifie que la classe ouvrière, que chaque prolétaire pris à part et qui, aujourd'hui, est un prolétaire révolutionnaire rouge, que chaque soldat, que chaque matelot et chaque paysan deviendraient de misérables esclaves blancs, pliant sous le poids, sous le joug d'un Etat impérialiste et pillard ; ce ne seraient plus que des bagnards rivés à la brouette impérialiste, qu'ils devraient pousser nuit et jour pour servir les intérêts d'un Etat capitaliste, constitué avec l'aide de ces mêmes partis qui préconisent un pouvoir "conciliateur".

Camarades, le problème de la paix, qui nous tient tant à cœur, se présente exactement de la même façon. Mais, camarades, si le problème de la paix était confié, lui aussi, aux organes dits nationaux et non à des organisations de classe, c'est-à-dire aux organisations des travailleurs, nous trahirions la cause de la paix, de la grande lutte contre la guerre

(4) Tseretelli, dirigeant menchevique. Boublikov, dirigeant du parti monarchiste dit "progressiste".

(5) Gros banquier moscovite.

impérialiste, en la remettant, par l'intermédiaire des "conciliateurs", que nous connaissons si bien et qui ont assez révélé quelle était leur nature politique, entre les mains de nos ennemis, entre les mains des exploités, contre lesquels — nous le jurons du haut de cette tribune — nous mènerons la guerre civile, sans conciliation possible (*vifs applaudissements à gauche*).

Camarades ! un autre problème très important, lié également à celui du pouvoir, se pose devant nous : celui de l'armement du peuple et de la milice, dont a parlé ici le citoyen Tchernov, celui du pouvoir. Ce problème peut être résolu d'une façon diamétralement opposée à celle qu'il propose. Il est vain de parler de milice populaire si le pouvoir n'est pas transféré aux masses laborieuses et à elles seules (...).

La milice n'est populaire que lorsqu'elle implique un désarmement total de l'Etat et l'armement total des prolétaires et des paysans ; or cela ne peut s'accomplir que si tout le pouvoir appartient entièrement à l'ouvrier, au paysan et au soldat, et non aux institutions dites nationales, où, à côté du peuple, siègent aussi ses assassins, s'il appartient au peuple travailleur et à lui seul (...).

Nous considérons que seule l'organisation des forces armées concentrant tous les fils, de la base au centre, entre les mains des classes travailleuses organisées en un pouvoir d'Etat, que seul un tel pouvoir peut résoudre franchement, dans l'avenir, le problème d'une milice effectivement populaire.

Camarades, je le répète, il est facile de multiplier les belles phrases. N'est-ce pas le citoyen Kerenski qui disait, en menant des millions de soldats russes au carnage, que ceux-ci défendaient la cause de la révolution russe, au moment même où il recevait, par des voies secrètes, les ordres infâmes de l'impérialisme étranger, auxquels il obéissait comme un laquais ?

(...) Camarades, nous vivons un grand moment de l'histoire : une ligne de partage divise aujourd'hui l'Assemblée en deux camps irréconciliables — ne jouons plus à cache-cache en essayant de dissimuler ce fait par des mots. Cette ligne de

partage entre deux camps irréconciliables, opposés sur le terrain des principes, dessine une frontière entre les partisans du socialisme et les ennemis. Le citoyen Tchernov a déclaré que nous devons montrer que nous voulons le socialisme : mais de quel socialisme parlait le citoyen Tchernov ? De celui qui s'instaurera dans quelque deux cents ans et que construiront nos petits-fils ? Est-ce de ce socialisme-là qu'il parlait ? Nous, nous parlons du socialisme vivant, créateur, d'un socialisme dont nous ne voulons pas seulement parler, mais que nous voulons réaliser (*applaudissements à gauche*).

Voilà, camarades, ce qui s'appelle être un socialiste actif, si l'on prend au sérieux le problème soulevé par le citoyen Tchernov et si l'on manifeste sérieusement sa volonté d'instaurer la dictature des classes travailleuses (*applaudissements à gauche*). Tous les socialistes ont toujours dit, toujours considéré, jusqu'alors, que, pour réaliser le socialisme, il fallait aspirer à la dictature de la classe ouvrière. Tous les socialistes ont, jusqu'à présent, affirmé que seule la conquête dictatoriale du pouvoir politique tout entier, seule l'exploitation exclusive de l'appareil tout entier de la machine gouvernementale permettraient aux classes laborieuses de renverser la dictature de l'actuel régime capitaliste. On en a parlé, disserté, on a proféré des serments.

Mais aujourd'hui que nous nous trouvons à un moment décisif, que la classe ouvrière russe, les travailleurs pauvres des campagnes, entourés d'ennemis, couverts d'une sueur de sang, mettent enfin sur pied cette dictature, c'est à ce moment suprême qu'apparaissent les renégats du socialisme. Ils font des avances au Don (6), à la Rada bourgeoise (7), ils pointent, en ce moment même les canons de leurs fusils contre les soviets ukrainiens, c'est-à-dire contre les représentants authentiques des travailleurs ukrainiens. Il se trouve des socialistes pour déclarer que la dictature

(6) Un soulèvement contre-révolutionnaire cosaque, dirigé par le général Kalédine, tenait le Don depuis décembre.

(7) Assemblée ukrainienne, hostile à la révolution d'Octobre et nationaliste.

relève d'une morale de Hottentots. Et lorsque nous, les social-démocrates révolutionnaires, nous nous prononçons pour une solution dictatoriale du problème du pouvoir (*bruits au centre*), pour les mesures les plus hardies, pour des mesures tendant à la guerre la plus décidée, la plus impitoyable contre tous les ennemis du peuple, c'est alors que ces socialistes viennent nous dire : "*Mais vous copiez les procédés de l'autocratie, vous raisonnez comme le Hottentot qui déclarait : si c'est moi qui vole une vache, c'est bien, mais si c'est à moi qu'on vole une vache, c'est mal.*"

En posant le problème du pouvoir et de la dictature en ces termes, ces honorables citoyens ne réussissent à démontrer qu'une seule chose : c'est qu'ils mettent sur le même plan les esclaves misérables et exploités, mais fiers et révoltés, et leurs exploités, représentants du capital financier. Ils les placent dans des conditions identiques et leur reconnaissent le même droit moral : celui d'étrangler l'adversaire.

Et c'est au moment où le parti du prolétariat révolutionnaire et celui des couches laborieuses de la population mènent la lutte la plus cruelle que l'on ait jamais vue dans l'histoire, et qu'ils tendent toutes leurs forces pour la gagner, c'est au moment même où ces partis et ces classes emploient la violence et même, si nécessaire, la terreur contre l'oppression séculaire pour renverser cette triste société capitaliste, c'est à ce moment même que nos adversaires braillent que l'on viole le droit du capitaliste à exploiter librement les citoyens de la grande République soviétique.

Camarades, nous devons aujourd'hui garder en mémoire toute la responsabilité qui pèse sur nous : nous ne devons pas oublier que l'humanité vit actuellement une période cruciale de son histoire, que ni pendant la guerre de Trente ans, ni pendant la grande Révolution française, ni pendant les guerres de libération bourgeoises, jamais ne s'est produite, depuis qu'existe la société humaine, une éruption aussi colossale que la nôtre.

En ce moment, camarades, nous posons les fondements de la vie de l'humani-

té pour les millénaires à venir. Nous sommes tous mortels, et aujourd'hui une question se pose devant chacun de nous et pèse de tout son poids sur la conscience de chacun : avec qui serons-nous ?

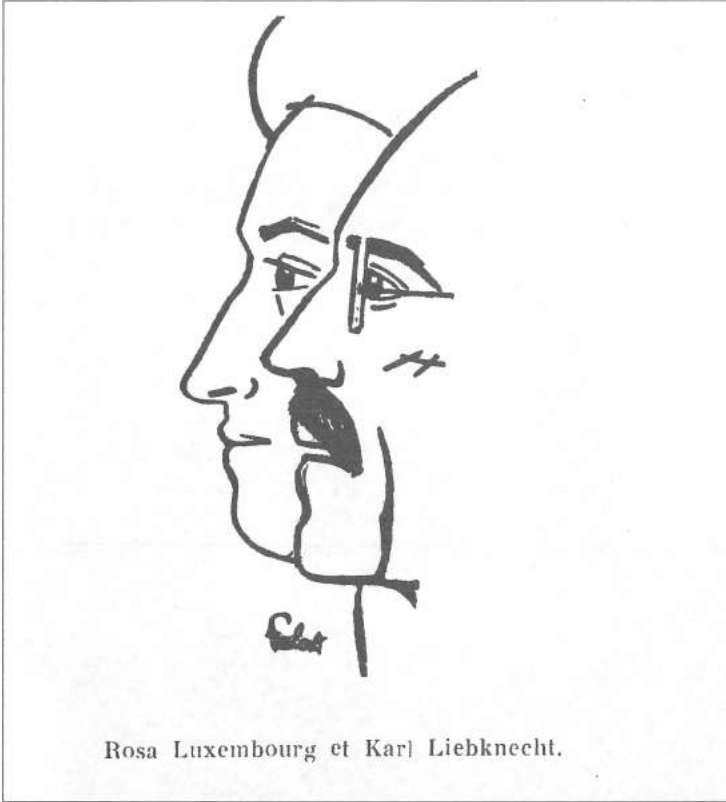
Avec Kalédine (...), avec les junkers, avec les fabricants, avec les négociants, avec les directeurs de banques, qui favorisent le sabotage et étranglent la classe ouvrière, ou bien avec les capotes grises, les ouvriers, les soldats, les matelots ; allons-nous marcher avec eux, épaule contre épaule, partageant leur destin, heureux de leurs victoires, abattus par leurs défaites, liés par une seule et unique volonté : bâtir le socialisme, par un seul et unique désir : édifier un pouvoir fort, le pouvoir de la grande République soviétique russe, pour écraser sous une roue de fer le capital mondial (*applaudissements à gauche*) ?

Camarades ! la dernière nouveauté que nous offrent nos adversaires politiques, c'est aujourd'hui, à l'heure d'une guerre impérialiste désespérée, la création d'une minable république bourgeoise parlementaire, sur le modèle de la république qui exécute ses socialistes à l'électricité ou de la France, sous la coupe toute-puissante de sa clique financière !

Et maintenant, camarades, alors que, du jour au lendemain, le monde entier va s'embraser de l'incendie de la révolution, du haut de cette tribune, nous déclarons à la république bourgeoise parlementaire une guerre sans merci (*vifs applaudissements à gauche, qui se transforment en ovation*).

Nous, les communistes, nous, le parti ouvrier, nous voulons créer, en Russie d'abord, la grande République soviétique des travailleurs, nous lançons le mot d'ordre proclamé par Marx il y a déjà un demi-siècle ; que les classes dominantes et leurs parasites avec elles tremblent devant la révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre, que leurs chaînes, et ils conquerront le monde entier !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (*ovations à gauche. Cris : "Vive le pouvoir des soviets !"*).





Jules Martov (1873-1923).

**1918 : l'Eglise
orthodoxe russe
face à la séparation
de l'Eglise
et de l'Etat**

En Russie, le problème de la paix et des discussions sur ce sujet avec les représentants de l'état-major allemand et autrichien est le plus brûlant en ce début d'année 1918.

Pourtant, le Conseil des commissaires du peuple discute d'un projet de loi décrétant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, étroitement imbriqués dans la Russie tsariste et que le gouvernement provisoire n'avait jamais voulu décider. Informé de l'existence de ce projet, le patriarcat de Moscou décide de réagir en dénonçant le pouvoir des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche, alors alliés.

Sans aucun doute pour tenter de s'allier les sympathies des socialistes-révolutionnaires de droite, engagés dans la lutte contre les bolcheviks après la dissolution de l'Assemblée constituante, le 5 janvier, mais peu favorables à l'Eglise, le texte du patriarche Tikhon, ci-après traduit, ne fait pas allusion au projet de loi.

La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat est promulguée le lendemain et publiée dans la *Pravda* (21 janvier).

L'article 1 de la loi affirme : "L'Eglise est séparée de l'Etat", l'article 9 : "L'école est séparée de l'Eglise" et supprime de l'école l'enseignement religieux, jusque-là obligatoire.

Le 25 janvier, le concile de l'Eglise orthodoxe adopte la déclaration suivante :

"Le décret publié par le Conseil des commissaires du peuple sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat constitue, sous l'apparence d'une loi sur la liberté de conscience, un attentat prémédité contre toute l'organisation de l'existence de l'Eglise orthodoxe et un acte de persécution ouverte contre elle..."

Toute participation à la publication de cette réglementation hostile à l'Eglise comme toute tentative de la mettre en application sont incompatibles avec l'appartenance à l'Eglise orthodoxe et attireront sur les coupables de confession orthodoxe les plus lourds châtiments ecclésiastiques jusqu'à l'excommunication (conformément à la règle 73 des saints apôtres et à la règle 13 du Conseil œcuménique)" (Actes du sacré concile de l'Eglise orthodoxe, Moscou, 1918, livre 6, premier fascicule, pp. 71-72).

“L'œuvre satanique (...) de rebuts du genre humain”

**(Epître du patriarche Tikhon,
le 19 janvier 1918)**

L'HUMBLE Tikhon, patriarche de Moscou et de toutes les Russies par la grâce de Dieu, à ses bien aimés pasteurs et prélats, et à tous les fidèles enfants de l'Eglise orthodoxe Russe :

“Que Dieu nous arrache au présent siècle mauvais” (Epître aux Galates, 1, 4).

La Sainte Eglise orthodoxe du Christ sur la terre russe vit des temps pénibles : les ennemis publics et secrets de la vérité du Christ ont multiplié contre elle les persécutions et s'efforcent de ruiner l'œuvre du Christ et de semer, en lieu et place de l'amour chrétien, les graines de la méchanceté, de la haine et de la guerre fratricide.

Les enseignements du Christ sur l'amour du prochain sont oubliés et bafoués ; chaque jour, nous parvenons des nouvelles sur les massacres effrayants et sauvages d'innocents et même de gens cloués sur leur lit de souffrance, et qui ne sont coupables que d'avoir rempli leur devoir devant la patrie, d'avoir consacré toutes leurs forces au bien du peuple ; tout cela s'accomplit non seulement sous le voile de l'obscurité de la nuit, mais aussi, ouvertement, à la lumière du jour, avec une insolence encore jamais vue et une férocité inouïe, sans aucun jugement et en bafouant tous les droits et toute légalité ; cela s'accomplit aujourd'hui dans presque toutes les

villes et presque tous les bourgs de notre patrie, dans les capitales et dans les marches éloignées (à Petrograd, à Moscou, à Irkoutsk, à Sébastopol et ailleurs). Tout cela emplit notre cœur d'une affliction profonde et douloureuse, et nous contraind à nous adresser à ces rebuts du genre humain en brandissant les mots menaçants de la dénonciation de l'apôtre Paul : *“Ceux qui pèchent, reprends-les devant tous, afin que les autres aussi éprouvent de la crainte”* (Première Epître à Timothée, 5, 20).

Reprenez vos esprits, fous que vous êtes, mettez fin à vos sanglants châtiements. Ce que vous faites n'est pas seulement une œuvre de cruauté : c'est en vérité une œuvre satanique, pour laquelle vous serez soumis aux feux de la géhenne dans votre vie future d'outre-tombe, et à la malédiction effrayante de la postérité dans votre actuelle vie terrestre. Par le Pouvoir qui nous vient de Dieu, nous vous interdisons d'approcher des sacrements du Christ, nous vous anathémisons si seulement vous portez encore des noms chrétiens et si au moins, par votre origine, vous appartenez à l'Eglise orthodoxe. Nous vous adjurons, vous tous, fils fidèles de l'Eglise orthodoxe du Christ, de n'avoir aucun commerce avec ces rebuts du genre humain.

La persécution la plus féroce est déchaînée contre la Sainte Eglise du Christ ;

les bienfaits sacrements qui bénissent la venue au monde d'un être humain ou l'union conjugale d'une famille chrétienne sont ouvertement déclarés inutiles et superflus (1), les temples sacrés sont soumis à la destruction par les tirs d'armes mortelles (les saintes cathédrales du Kremlin de Moscou) ou au pillage et à des outrages sacrilèges (la chapelle du Saint-Sauveur, à Petrograd) ; des lieux sacrés (comme les laures d'Alexandre Nevski et de Patchaïev) sont saisis par des maîtres sans dieux des ténèbres de ce siècle et déclarés vague propriété du peuple ; les écoles financées par les ressources de l'Eglise orthodoxe (2) et destinées à préparer des pasteurs de l'Eglise et des enseignants de la foi sont déclarées superflues et transformées en écoles d'incrédulité, voire directement en pépinière d'immoralité. Les biens des monastères et des églises sont saisis sous le prétexte qu'il s'agit d'une propriété du peuple, mais sans aucun droit et même sans la moindre volonté de tenir compte de la volonté légitime du peuple même...

Et enfin, le pouvoir, qui a promis d'instaurer en Russie le règne du droit et de la vérité, de garantir la liberté et l'ordre, manifeste partout son arbitraire débridé et une violence totale contre tous, et en particulier contre la Sainte Eglise orthodoxe. Où est la limite de ces railleries contre l'Eglise du Christ ? Comment et par quels moyens peut-on arrêter cette offensive de ces ennemis furieux contre elle ?

Nous vous lançons un appel, à vous tous, croyants et fils fidèles de l'Eglise : portez-vous à la défense de notre Sainte Mère aujourd'hui outragée et opprimée.

Les ennemis de l'Eglise s'emparent du pouvoir sur elle et sur sa fortune par la force d'un armement mortel ; vous leur opposerez la force de la foi de votre clameur publique, qui arrêtera ces fous et leur montrera qu'ils n'ont pas le droit de

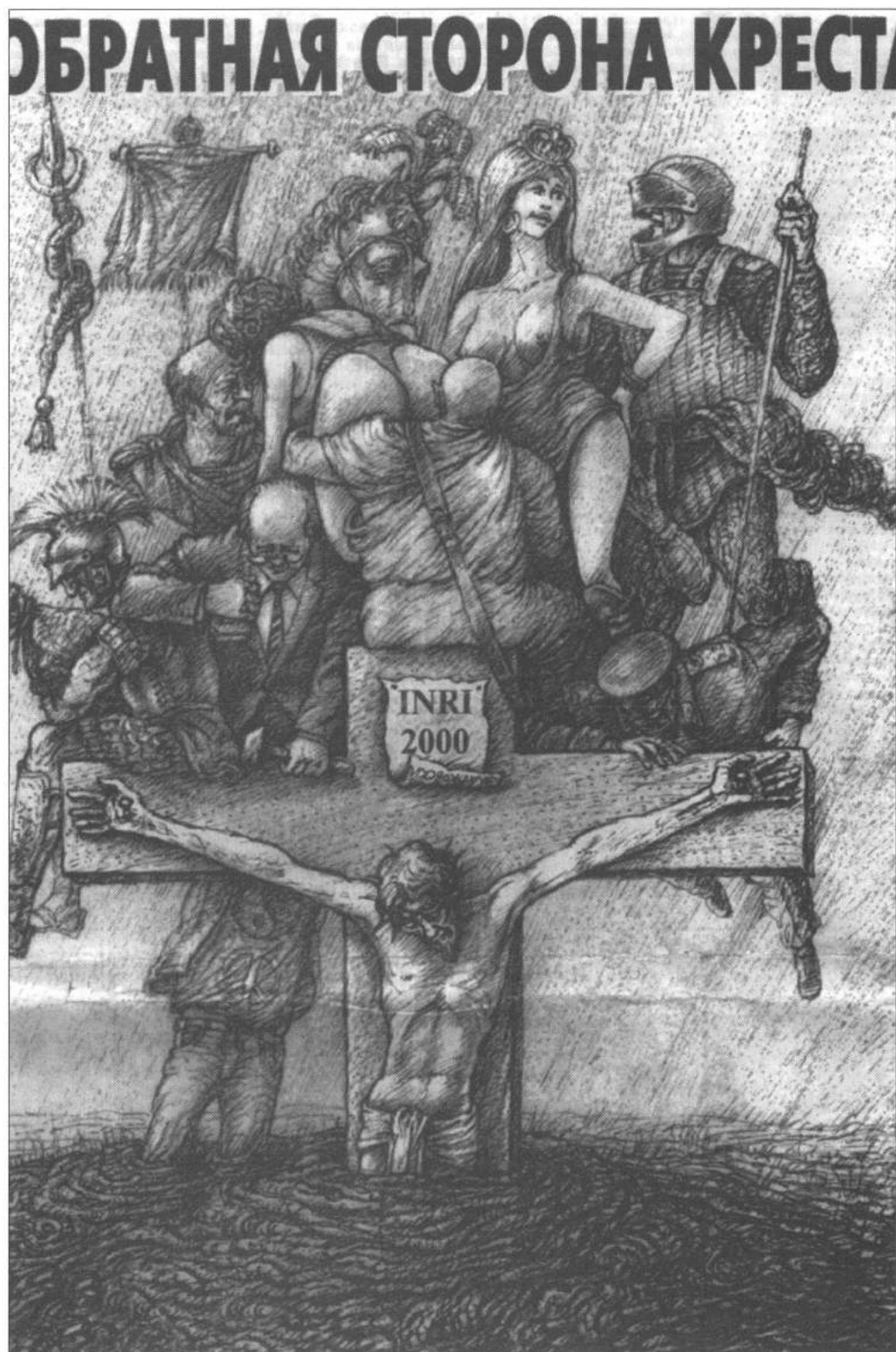
se donner le nom de champions du bien du peuple, de constructeurs d'une existence nouvelle conforme aux ordres de la raison populaire, car ils agissent en contradiction absolue avec la conscience populaire. Et s'il faut souffrir pour la cause du Christ, je vous appelle, vous les enfants chéris de l'Eglise, je vous appelle à subir ces souffrances avec moi par les paroles de l'apôtre Paul : "*Qui nous séparera de l'amour de Dieu ? Sera-ce la tribulation ou l'angoisse, ou la persécution, ou la faim, ou la nudité, ou le péril, ou l'épée ?*" (Epître aux Romains, 8, 35).

Et vous, frères prélats et pasteurs, sans tarder d'une seule heure dans l'exécution, appelez avec un zèle enflammé vos fils à défendre les droits de l'Eglise orthodoxe aujourd'hui foulés aux pieds, construisez sans tarder des unions ecclésiastiques, appelez non par la peine, mais par la bonne volonté, à entrer dans les rangs des combattants ecclésiastiques, qui opposeront à la force extérieure la puissance de leur exaltation sacrée, et nous espérons que les ennemis de l'Eglise seront humiliés et dispersés par la force de la croix du Christ, car la promesse du porte-croix divin lui-même est indiscutable : "*Je fonderai mon Eglise et les portes de l'Enfer n'en viendront pas à bout...*" (*Tserkovnie Viedomosti*, 1918, n° 2, pp. 11-12).

Notes de la rédaction :

(1) Le patriarche Tikhon fait ici allusion à la légalisation du mariage civil et à la décision de créer un état-civil enlevé des mains de l'Eglise, qui en avait jusqu'alors la gestion. Jusqu'à la révolution, le mariage civil était interdit en Russie. Il était impératif de se marier religieusement, de préférence, évidemment, à l'Eglise orthodoxe : ainsi, Lénine et Staline s'étaient-ils mariés à l'Eglise orthodoxe, et Trotsky devant un rabbin.

(2) Le patriarche déforme quelque peu la réalité : sous les tsars, l'Eglise et ses "services" étaient largement financés par l'Etat...





**Léon Trotsky :
discours (inédit)
au comité central
d'octobre 1923**

Le 8 octobre 1923, Trotsky adresse au bureau politique une lettre, où il affirme notamment :

“A l'époque la plus acharnée du communisme de guerre, le système de la nomination des responsables dans le parti n'avait pas le dixième de l'ampleur qu'il a atteinte aujourd'hui. La nomination des secrétaires des comités provinciaux est désormais la règle. Cela donne au secrétaire une position fondamentalement indépendante de l'organisation locale (...). La XII^e conférence du parti s'était déroulée sous le signe de la démocratie. Nombre des interventions faites alors en faveur de la démocratie ouvrière m'avaient paru exagérées et, une grande partie, démagogiques, étant donné l'impossibilité d'une démocratie ouvrière complète dans un régime de dictature. Mais il était parfaitement clair que le système de pression du communisme de guerre devait laisser place à un système de responsabilité plus vivante et plus large. Mais le régime actuel, qui a commencé à se former avant la XII^e conférence, et qui depuis s'est défini et renforcé, est beaucoup plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime de la période la plus acharnée du communisme de guerre. La bureaucratisation de l'appareil du parti s'est développée dans des proportions inouïes au moyen de méthodes de sélection des secrétaires (...).

On a ainsi créé une très large couche de permanents, qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles ou, du moins, à leur expression ouverte, comme s'ils pensaient que la hiérarchie des secrétaires constitue l'appareil qui crée l'opinion du parti et façonne les décisions. Sous cette couche de permanents, qui renoncent à leurs opinions personnelles, se trouve la large masse des adhérents du parti, à qui chaque décision apparaît sous la forme d'ordres ou de sommations.

A la base du parti, un mécontentement d'une ampleur inhabituelle s'accumule (...). Ce mécontentement ne se dissipe pas par l'échange ouvert d'opinions dans les réunions du parti et par l'influence que la masse des adhérents du parti devrait exercer sur l'organisation du parti lui-même (élection des comités du parti, des secrétaires, etc.), mais elle s'accumule en secret et mène à des tensions intérieures.”

Une semaine après, 46 militants et dirigeants du Parti bolchevique adressèrent au comité central une lettre affirmant notamment :

« Nous voyons s'effectuer une division sans cesse croissante et désormais à peine masquée entre la hiérarchie des secrétaires et le “peuple tranquille”, entre les cadres professionnels du parti, recrutés par en haut, et la masse des membres, qui ne participent pas à la vie commune du parti. C'est un fait bien connu de chaque militant. Les membres du parti mécontents de telle ou telle décision du comité central ou même d'un comité provincial, qui ont des doutes, qui notent en privé telle ou telle erreur, telle ou telle irrégularité, tel ou tel désordre, ont peur d'en parler dans les réunions du parti — et même dans leurs conversations, à moins que l'interlocuteur ne soit parfaitement sûr du point de vue de la “discretion” —, la libre discussion au sein du parti a pratiquement disparu, l'opinion publique du parti est paralysée.

Aujourd'hui, ce n'est plus le parti, ce n'est plus la masse de ses militants qui choisit et sélectionne les membres des comités provinciaux et du comité central du PCR. Au contraire — et ce à un degré sans cesse plus grand —, c'est la hiérarchie des secrétaires qui recrute les délégués des conférences et des congrès, qui deviennent ainsi de plus en plus les assemblées exécutives de cette hiérarchie. Le régime établi dans le parti est parfaitement intolérable ; il détruit l'indépendance du parti en remplaçant ce dernier par un appareil bureaucratique sélectionné, qui fonctionne sans à-coups en période normale, mais est incapable de faire face aux crises et menace d'être totalement inefficace devant les événements graves à l'ordre du jour. Cette situation s'explique par le fait que la dictature d'une fraction dans le parti — instaurée en fait après le X^e Congrès — s'est perpétuée, alors qu'elle a fini de jouer son rôle.

Nombre d'entre nous ont accepté de se subordonner à un pareil régime. Le tournant politique de 1921, puis la maladie du camarade Lénine exigeaient aux yeux de certains d'entre nous la dictature dans le parti comme une mesure temporaire. D'autres camarades ont dès le début adopté une attitude sceptique ou négative à cet égard. Quoi qu'il en soit, dès l'époque du XII^e Congrès, ce régime dictatorial avait épuisé ses possibilités ; il se survit et commence à étaler ses aspects négatifs. »

En réponse à cette double initiative, la direction convoque une réunion exceptionnelle du comité central et de la commission centrale de contrôle, avec les dirigeants de dix régions du parti acquises à sa cause, pour mettre en accusation Trotsky. Ce dernier n'évoquant cette réunion ni dans *Ma Vie* ni dans ses écrits ultérieurs, les historiens ont longtemps affirmé qu'il n'y avait pas assisté. C'est une erreur.

En 1990, la revue *Voprossy Istorii KPSS* (“Questions d'histoire du PCUS”) a publié le discours que Trotsky y a prononcé. Nous le reproduisons ci-après intégralement.

Le discours de conclusion de Léon Trotsky à la session commune du comité central et de la commission centrale de contrôle (26 octobre 1923)

CAMARADES ! On a fait mention ici de désaccords dont j'avais fait état sur toute une série de questions. Mais certains camarades ont tenté de dépeindre la situation comme si j'avais écrit que le parti était déchiré de désaccords graves et fondamentaux. Je dois rappeler que ce qui était cité était un passage de ma lettre au camarade Kouïbychev. Le camarade Kouïbychev m'accusait d'avoir une approche trop hardie des questions les plus graves et réduisait pratiquement la question à mon tempérament (1). Pour démontrer qu'il ne s'agit pas du tout d'une question de tempérament, mais d'un désaccord profond sur la façon de résoudre certaines questions, je dois, dans ma réponse, énumérer nos désaccords.

Mais le camarade Vareïkis (2) a abordé une autre vaste question : celle de notre politique étrangère. Je dois vous dire que les derniers télégrammes de Pologne communiquent que le discours de Trotsky au congrès des métallurgistes a donné l'impression à tous les gouvernements bourgeois que nous étions pour une politique de paix. Néanmoins, le bureau politique n'avait pas de ligne définie sur les relations avec la Pologne. J'ai exigé qu'elle le soit. Imaginez que je prenne la parole dans un meeting de masse. Je

n'interviens pas simplement en tant que membre du parti ; j'interviens comme commissaire du peuple à la Guerre, comme ministre de la Guerre, dont chaque parole (et a fortiori s'il s'agit de la possibilité de la guerre) est écoutée avec attention par tous les gouvernements bourgeois. On me demande : "*Y aura-t-il la guerre, oui ou non ?*" Ma réponse positive ou négative est lourde d'énormes conséquences. On me pose des questions et je dois savoir que répondre, et pour

(1) Kouïbychev Valerian (1888-1935), dirigeant du parti et homme d'Etat. Membre du parti depuis 1904, secrétaire du comité central depuis 1922, président de la commission centrale de contrôle de 1923 à 1926, pendant la même période commissaire de peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne. A partir de 1926, président du Conseil central de l'économie nationale de l'URSS.

Trotsky fait allusion à une conversation qui avait eu lieu entre lui et Kouïbychev, après qu'il eut quitté la réunion du comité central du 25 septembre. Ce jour-là, Kouïbychev avait commencé son intervention par l'examen de l'élargissement de la composition du Conseil militaire révolutionnaire (CMR) en y faisant entrer six membres du comité central, y compris son secrétaire général. Après l'intervention du membre du comité central Komarov, Trotsky quitta la réunion. Kouïbychev et Piatakov furent chargés par le comité central de négocier avec lui, mais Trotsky refusa de revenir.

cela il faut que le bureau politique ait une position claire ; et pour qu'il ait cette position, il faut éclaircir la question de nos relations avec la Pologne. C'est ce que j'ai tenté d'obtenir. J'affirme que ma position était absolument justifiée.

En ce qui concerne ma lettre, il y a deux points de vue : les uns disent que l'intervention de Trotsky, c'est un coup de tonnerre dans un ciel serein, quelque chose d'absolument imprévu, qui ne peut s'expliquer que par le mécontentement de Trotsky sur la composition du Soviet militaire révolutionnaire. Les autres disent : Trotsky répète ce qu'il dit depuis deux ans ; il n'y a rien de nouveau ; c'était la même chose quand Lénine était là.

Camarades, ont dit ici qu'il y avait eu des réunions particulières, où la question avait été préalablement examinée. Il faut adopter une ligne unique, quelle qu'elle soit.

Bien sûr, aucun des points de vue que j'ai cités ne correspond à la réalité. Il y a les séquelles de désaccords antérieurs, mais il y a aussi des points de désaccords nouveaux, que la nouvelle situation a exacerbés. J'ai énuméré les uns et les autres. Quand, à la fin de cette année, la situation réelle a confirmé que mon point de vue sur les données économiques essentielles était exact, j'ai à nouveau soulevé ces questions. Il est totalement faux que je ne les ai pas soulevées également au bureau politique. Je les ai soulevées, et voici le résultat : Rykov (3) a tenté de convoquer une réunion particulière ; vous savez à quoi a abouti cette tentative.

Ça n'a pas marché. Et que s'est-il passé ensuite ? Comme il y a un autre bureau politique dans le bureau politique et un autre comité central dans le comité central, j'ai été de fait écarté de cette discussion. Mais je n'avais pas la possibilité d'informer les autres membres du comité central. C'est pourquoi je n'avais pas d'autre issue. Le camarade Zinoviev a dit que j'avais refusé une tentative d'accord proposé par lui par l'intermédiaire de Sérébriakov (4). Camarades, mais c'est de l'enfantillage que de poser ainsi la question. Imaginez la situation.

Dans la résolution adoptée, le comité central déclarait qu'il ne voyait rien d'offensant pour Trotsky dans le discours de Komarov et que, par son refus de revenir à la réunion, Trotsky le plaçait dans l'obligation "de débattre de la composition du Conseil militaire de la République (CMR) en son absence". Le comité central approuva l'admission au CMR des membres du comité central, deux d'entre eux — K. E. Vorochilov et M. M. Lachevitch (le premier étant lié à Staline, le second à Zinoviev) — étant même cooptés immédiatement. Il était également prévu de flanquer le président du CMR d'un organe exécutif, dont la liste des membres devait être définitivement approuvée par le bureau politique. Les premières propositions étaient d'y faire participer Serge Kamenev, Lachevitch, Piatakov, Sklianski, Staline et d'autres. Ainsi, le travail du Soviet militaire révolutionnaire et de son président devenait soumis à un contrôle extrêmement sévère.

Comme le départ de Trotsky de la réunion avait été enregistré dans la résolution et que le discours de Komarov avait été avancé comme raison de ce départ, Trotsky adressa le 4 octobre au comité central et à la commission centrale de contrôle une lettre où il citait sa déclaration du comité central motivant son départ. Trotsky écrivait :

"Je n'ai pas dit un mot sur le fait que le discours du camarade Komarov ait eu un caractère offensant et, si tel avait été le cas, je n'aurais pas quitté la réunion pour ce genre de raison... J'ai avancé les arguments suivants contre l'élargissement proposé du CMR : 1) Dans les mois à venir, le centre essentiel ne sera pas le CMR, mais l'industrie de guerre ; c'est là qu'il faut envoyer des gens ; 2) Constituer un nouveau CMR, plus nombreux, sera considéré dans le monde entier comme le début d'une politique agressive ; 3) Le travail collégial au jour le jour suppose une unité de vue dans les méthodes de travail, ce qui n'est pas le cas... La proposition d'une nouvelle direction collégiale est dictée par des combinaisons précises de lutte à l'intérieur du parti, chacun le comprend ici... Je considère qu'il est indigne de mener les débats à ce niveau. A tout le moins, dans le cadre du comité central, il conviendrait de dire ouvertement qu'il s'agit de la poursuite de la lutte interne au parti, qui est systématiquement menée au sommet et dissimulée au parti" (TS...).

Dans cette même lettre, Trotsky exposait l'essentiel de sa conversation avec Kouïbychev : "J'ai indiqué au camarade Kouïbychev que cette politique, où les nominations, les mutations, les révocations dictées par des considérations de lutte interne et directement dommageables pour la cause sont présentées officiellement au parti sous de tout autres motifs, était inadmissible... Il est temps d'en finir avec le régime actuel de double comptabilité du parti, qui a déjà causé beaucoup de mal et est lourd de nouveaux et très graves dangers..." (TS...).

Le 7 octobre, Kouïbychev envoya aux membres du comité central et de la commission centrale de contrôle une note explicative, dans laquelle il écrivait, pour rendre le caractère de sa conversation avec L. D. Trotsky :

Cela fait deux ans que je n'ai pas vu Sé-rébriakov. Tout d'un coup, il vient me voir avec cette proposition. Vous comprenez que je lui ai répondu : qu'est-ce que ce "groupe des cinq" ? Que signifie adjoindre à un "groupe de trois" Boukharine et Trotsky ? Nous avons un bureau politique du comité central. Si Zinoviev veut établir des rapports normaux, il faut en finir avec ces "groupes" de trois ou de cinq (5).

Pourquoi n'ai-je pas soumis cette question à la commission centrale de contrôle ? Camarades, on a beaucoup parlé ici de "bureaucratisme". Je ne reprendrai pas le terme, mais il convient tout à fait ici. Les membres de la commission centrale de contrôle connaissent toute une série de faits d'une lutte de groupes contre de soi-disant "trotskystes". Les membres de la commission centrale de contrôle savent qu'on appelle aujourd'hui "trotskystes" tous ceux qui ne mènent pas une lutte active contre Trotsky. Car qu'est-ce d'autre qu'un "trotskyste" ? Je ne vois pas d'autre explication. Je n'ai jamais porté hors du comité central les divergences qui s'y étaient exprimées, je n'en ai jamais fait part à des camarades de parti, n'ai jamais tenté de les réunir, d'organiser un groupe, une fraction. Néanmoins, vous savez que, ces derniers temps, on a déplacé et révoqué de nombreux soi-disant trotskystes. Dans quel sens pourraient-ils être "trotskystes" ? Il n'est pas question d'aucune association ou regroupement. On considère comme "trotskyste" celui qui considère qu'il n'y a pas besoin de "l'entourage" dont a parlé ici le camarade Petrovsky (6) et de cette attitude envers les "trotskystes" dont a parlé le camarade Frounze (7), et la commission centrale de contrôle n'a eu aucune réaction. Comment pouvais-je, sachant tout cela, faire trancher la question par la commission centrale de contrôle ? Je ne faisais pas confiance, je ne lui fais toujours pas confiance. C'est pourquoi je ne me suis pas adressé à elle.

Certaines circonstances personnelles, qui en l'occurrence ont une grande importance, me contraignent à avoir cette attitude envers la commission centrale de contrôle et m'ont forcé à éviter de

m'y adresser. Camarades, il ne faut pas oublier que le camarade Kouïbychev défend la politique du secrétariat, cette po-

"J'avais envie de dire au camarade Trotsky que dans les cas où le comité central est en désaccord avec Trotsky ou dans ceux où il veut se prémunir de son tempérament impétueux, des risques de sa hardiesse dans les grandes questions, la majorité du comité central a du mal à prendre de telles décisions, que le respect et l'amour pour Trotsky excluent toute possibilité d'hostilité et que c'est seulement la conscience de la rationalité révolutionnaire qui les contraint à prendre telle ou telle décision en dépit de l'opposition catégorique du camarade Trotsky (comme cela a été le cas dans la question du CMR)" (TS...).

« Par ses dénégations, écrivait L. D. Trotsky aux membres du comité central et de la commission centrale de contrôle, le 10 octobre, Kouïbychev tentait de remettre la question au niveau des arguments et des arguties qui ne sont avancées que pour l'extérieur, bien que tous les initiés, et en premier lieu le camarade Kouïbychev, connaissent parfaitement les raisons et les arguments réels. J'ai dit au camarade Kouïbychev : "N'est-il pas monstrueux que vous insistiez pour que je prenne part à une discussion (sur la composition du CMR) où personne n'avance les arguments réels, bien que tout le monde les connaisse ?"

*La question n'est pas du tout que le comité central ait, telle ou telle fois, voté contre moi. Et le camarade Kouïbychev le sait parfaitement. La question était celle de la politique menée quotidiennement, interne au parti, dans le but d'isoler, de bloquer toute une série de militants, dont la seule faute est de considérer que ce régime interne au parti est malsain et injuste » (souligné par l'auteur — TS...) (Note de la revue *Voprosy Istorii KPSS*).*

(2) Vareïkis Joseph (1894-1939) : à l'époque membre suppléant du comité central, deviendra titulaire en 1930. Liquidé en 1939.

(3) Alexis Rykov : voir dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, pp. 74 à 89, l'article décrivant sa carrière et les souvenirs de sa fille.

(4) Leonide Sérebriakov (1888-1937) : membre du comité central de mars 1919 à mars 1921, secrétaire du comité central de mars 1920 à mars 1921. Signataire de la "Lettre des 46", puis l'un des dirigeants de l'Opposition unifiée. Condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou.

(5) Trotsky fait allusion ici à l'existence officielle d'une "troïka" (groupe de trois) dirigeante, formée de Zinoviev, Kamenev et Staline. Le premier, inquiet du pouvoir grandissant de Staline, avait en juillet-août 1923 proposé des mesures pour le restreindre, qui avaient abouti à la proposition d'y ajouter en fait Boukharine et Trotsky.

(6) Grigori Petrovski (1877-1958) : président du comité exécutif central des soviets d'Ukraine de 1919 à 1937, finira ses jours directeur adjoint du Musée de la révolution, à Moscou.

(7) Mikhaïl Frounze (1885-1925) : commanda pendant la guerre civile les fronts de l'Est, du Turkestan puis du Sud, face à Wrangel, en Crimée.

litique qui considère comme "trotskyste" quiconque n'affiche pas activement sa défiance envers Trotsky. Le camarade Iaroslavsky (8) en est également partisan. Les camarades Kouïbychev et Iaroslavsky dirigent actuellement le travail de la commission centrale de contrôle.

Et voyons ce que cela donne. Prenons les faits. Le présidium de la commission centrale de contrôle discute de la faute d'un membre du parti, ce camarade est accusé de crimes graves envers le parti ; les fondements élémentaires de l'éthique du parti et de l'impartialité exigent qu'on écoute les explications de ce membre du parti ; pourtant, la question est discutée et la décision prise sans qu'on lui demande de s'expliquer. Est-ce que cela ne caractérise pas la commission centrale de contrôle ?

Plus encore. Sur cette même question, il y a une réunion du présidium de la commission centrale de contrôle avec des membres du Conseil des commissaires du peuple. La question est à nouveau discutée et une décision est à nouveau prise. Est-ce qu'on m'a invité à cette réunion, est-ce qu'on m'a donné la possibilité de m'expliquer et d'expliquer les faits ? Rien de cela n'a été fait.

Camarades, souvenez-vous de l'idée qui était à l'origine de la constitution de la commission centrale de contrôle. La commission centrale de contrôle devait être un organe indépendant et absolument impartial, permettant de remédier aux défauts, aux erreurs, aux excès des responsables du parti.

J'affirme que vous avez transformé la commission centrale de contrôle en instrument du secrétariat du comité central dans cette lutte interne au parti. J'affirme que vous dénaturez la pensée de Vladimir Ilitch, qui a présidé à sa mise en place. Je ne me suis pas adressé à la commission centrale de contrôle, je ne lui ai pas soumis les questions que je soulevais.

Cette accusation, camarades, l'accusation de ne pas m'être adressé à la commission centrale de contrôle, à un organe auquel, pour toutes les raisons évoquées, je ne pouvais pas m'adresser, c'est ce bureaucratisme que je dénonce.

Maintenant, camarades, parlons du bonapartisme, dont m'accusent les membres du bureau politique dans leur lettre (Kamenev : "*La lettre n'utilisait pas ce mot.*"). Camarade, je ne peux pas négliger cette lettre des membres du bureau politique, comme le conseille le camarade Kamenev. Dans cette lettre, il est dit (je cite) que je veux associer à mes pleins pouvoirs dans le secteur militaire les pleins pouvoirs dans le secteur du Conseil supérieur de l'économie nationale. Examinons d'abord, camarades, ce que sont ces "pleins pouvoirs", dont il est question dans la lettre. Bien sûr, chacun de vous sait que toutes les nominations dans l'armée passent par le bureau d'organisation et le bureau politique. Le travail dans l'armée, comme n'importe où, est fait par des gens. Regardez le choix des dirigeants dans l'armée : en Sibérie, le camarade Lachevitch (9), dans le Sud-Est, le camarade Vorochilov (10), en Ukraine, le camarade Frounzé, etc. Ce n'est qu'à Moscou que, par hasard, un horrible "trotskyste", Mouralov (11), se trouve diriger. Camarades, l'évocation de mes "pleins pouvoirs" dans le secteur militaire ne peut tromper que des provinciaux ! N'est-ce pas clair pour vous ?

On a dit que j'avais dit au XII^e Congrès que l'armée se rapproche du parti, que les liens se resserrent et que, dans l'ensemble, tout va bien dans l'armée, et que maintenant je dis le contrai-

Nommé en 1924 membre suppléant du bureau politique, vice-président du Conseil militaire révolutionnaire aux côtés de Trotsky, qu'il remplacera en janvier 1925. Meurt en 1926 des suites d'une opération.

(8) Emelian Iaroslavsky (1878-1943) : membre titulaire du comité central de 1921 à sa mort, secrétaire de la société des Sans-Dieu, que Staline dissoudra peu avant sa mort, et auteur d'une histoire officielle du Parti bolchevique.

(9) Kliment Vorochilov (1881-1969) : membre du bureau politique de 1926 à 1952, commissaire à la Guerre de 1925 à 1940, destitué pour ses échecs dans la guerre de Finlande de 1939-1940, puis président du Soviet suprême de 1953 à 1960. Fidèle compagnon de Staline.

(10) Mikhaïl Lachevitch (1884-1928) : membre du comité central de 1918 à 1927, vice-commissaire à la Défense de 1924 à 1926, proche de Zinoviev.

(11) Nicolas Mouralov (1877-1937) : voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, pp. 59 à 71.

re. C'est entièrement faux. J'ai dit au congrès et je répète aujourd'hui que le processus de rapprochement est en cours. Je ne retire rien de ce que j'ai dit. Je parlais de tout autre chose en attirant l'attention sur des aspects anormaux du travail dans l'armée. Je parlais de mes conditions de travail personnelles. Ces conditions sont les suivantes : tout collaborateur, tout individu qui travaille avec moi ou qui, simplement, est susceptible de travailler avec moi, sans même qu'il soit question de considérations politiques ou d'intérêts de groupe, devient par là même suspect de trotskysme. Bien que, je le répète, je ne parle absolument jamais des questions internes au parti, même avec mes collaborateurs les plus proches, par exemple avec le camarade Sklianski (12), que je vois et avec qui je parle quotidiennement pratiquement deux heures pour affaires de service. Et voilà, camarades, le tableau réel : on éloigne de moi tous ceux avec qui je peux travailler et on m'entoure de gens qui me sont activement hostiles, c'est l'isolement total. Et on appelle cela "*les pleins pouvoirs illimités*" dans le secteur militaire !

Parlons maintenant du Conseil supérieur de l'économie nationale. Je ne refuse pas d'y travailler. Je pourrais m'en sortir pas plus mal que d'autres. Et quand le camarade Boukharine m'a parlé d'y travailler, je ne lui ai pas dit que j'étais contre, j'ai répondu qu'il était impensable de concilier ce travail avec le travail militaire.

Je dois vous donner des éclaircissements sur les conversations que j'ai eues avec Vladimir Ilitch sur mes fonctions d'adjoint (13) et autres sujets. C'est qu'il y a, camarades, un aspect personnel dans mon travail qui ne joue aucun rôle dans ma vie personnelle, dans ma vie quotidienne, si l'on veut, mais qui a une grande importance politique. C'est mon origine juive.

Je me souviens parfaitement que le 25 octobre, allongé par terre à Smolny, Vladimir Ilitch me dit : "*Camarade Trotsky ! Nous allons faire de vous notre commissaire du peuple aux Affaires intérieures. Vous ferez rendre gorge à la*

bourgeoisie et à la noblesse." J'objectais qu'à mon avis, on ne pouvait donner un tel atout à nos ennemis ; je considérais qu'il valait mieux qu'il n'y ait pas un seul Juif dans notre premier gouvernement soviétique. Vladimir Ilitch me dit : "*Ce sont des bêtises. Tout cela n'a aucune importance.*"

Mais en dépit de sa position sur cette question, mes arguments ne furent pas sans effet sur lui. En tout cas, j'échappai au poste des Affaires intérieures et fus chargé de diriger notre politique extérieure, bien que là également, soit dit en passant, mon opposition fut tout aussi radicale. Quand il devint indispensable d'organiser nos forces armées, le choix se porta sur moi. Eh bien, camarades, après tout le travail que j'ai fait dans ce secteur, je peux dire avec assurance que j'avais raison. Je ne parle pas des résultats directs de mon travail, vous savez que j'ai tenu les engagements que j'avais pris et vous appréciez positivement mon travail, mais, camarades, j'aurais peut-être pu faire encore plus si cet aspect des choses n'avait empiété sur ce travail et ne l'avait entravé. Souvenez-vous à quel point, dans les moments les plus difficiles, pendant l'offensive de Ioudenitch, Koltchak, Wrangel, nos ennemis ont utilisé dans leur propagande le fait qu'un Juif était à la tête de l'Armée rouge. C'était un obstacle de taille.

Camarades, je dois répéter encore une fois que, dans ma vie personnelle, cet aspect ne joue aucun rôle ; en politique, c'est un problème sérieux. Je ne l'ai jamais oublié. Vladimir Ilitch considérait cela comme une marotte et en a souvent parlé dans ses conversations avec moi ou avec d'autres camarades comme d'une marotte. Et lorsque Vladimir Ilitch m'a proposé d'être vice-président du Conseil des commissaires du peuple, j'ai énergiquement refusé, tou-

(12) Ephraïm Sklianski (1892-1925) : vice-président du Conseil militaire révolutionnaire de la République et vice-commissaire du peuple à la Défense de 1918 à 1924. Mort noyé au cours d'une mission commerciale aux Etats-Unis.

(13) Trotsky fait allusion ici à la proposition faite par Lénine, rejetée par lui, de le nommer vice-président du Conseil des commissaires du peuple.

jours pour les mêmes raisons, pour ne pas donner à nos ennemis des motifs d'affirmer que notre pays était dirigé par un Juif. Vladimir Ilitch était presque d'accord avec moi. Il est vrai qu'extérieurement, il n'en a rien laissé paraître et a continué à dire : "*Ce sont des bêtises. Cela n'a aucune importance*", mais au fond de lui, il était d'accord avec moi.

Pourquoi ne suis-je pas entré au Conseil des commissaires du peuple et au Conseil du travail et de la défense ? Camarades, c'est que je craignais plus que tout de donner l'impression que Trotsky constituait une fraction. Et il y eut un temps où Vladimir Ilitch l'a craint également. Après le X^e Congrès, il était sur ses gardes. Quand je l'ai senti, je suis allé le voir exprès pour lui dire qu'il n'y avait rien de semblable. Nous avons eu une longue conversation, et il me semble que je l'ai convaincu que je ne constituais aucun groupe ni fraction, que je n'en avais même pas l'idée. Camarades, je ne l'ai pas trompé. Je n'ai jamais fait mention à l'extérieur de quoi que ce soit qui pût être compris comme un désaccord, comme une critique de l'activité du comité central. Quand les désaccords sur les questions économiques se sont aggravés, j'ai dû en informer les membres du comité central. Là, la question majeure était celle du Gosplan.

Je considère, camarades, qu'il doit exister un organisme chargé d'examiner toutes les questions sous l'angle de leur coordination planifiée avant qu'elles ne soient soumises à la décision des organes supérieurs du parti et de l'Etat. Si cet organisme n'existe pas, si ce travail préparatoire n'est pas effectué, comment résoudre ces questions ?

Je ne vois absolument pas comment cela est possible. Personnellement, je ne peux pas voter au bureau politique si des gens expérimentés, qui connaissent parfaitement les problèmes, ne les ont pas préalablement étudiés. Je ne peux pas me forger une opinion sur la seule base des documents d'accompagnement, secs et bureaucratiques, qui nous sont le plus souvent distribués. Si je ne suis pas convaincu que la question économique à

l'ordre du jour a été examinée et étudiée en liaison avec l'ensemble des problèmes, je ne peux pas voter. C'est précisément pourquoi, camarades, je me suis souvent abstenu ces temps derniers au bureau politique sur les questions économiques capitales.

Si on m'avait libéré de toute autre charge pour me mettre au Gosplan, je n'aurais pas eu d'objection. J'affirme que notre crise est aggravée à 50 %, 75 % et peut-être même à 100 % par l'absence de planification économique. Le Gosplan, c'est notre organe essentiel. Et pourtant, camarades, vous avez entendu dire que notre Gosplan n'était "*pas terrible*", selon l'expression de Kamenev. Avec un Gosplan "*pas terrible*", on n'ira pas loin. Si ce Gosplan "*pas terrible*" n'est pas réorganisé, les questions vitales de notre économie continueront à être résolues au hasard, sans ligne générale de conduite ; il n'y aura toujours pas de plan, on n'arrivera pas à joindre les deux bouts.

Camarades, il n'est pas exagéré de dire que c'est aujourd'hui la question primordiale. J'en reviens à la question : que ferai-je au Conseil des commissaires du peuple et au Conseil du travail et de la défense si le Gosplan n'est pas réorganisé ? Ou bien je devrai prendre en charge l'étude préalable minutieuse des questions, ce qui, bien entendu, est physiquement impossible, ou bien je devrai transmettre les questions du bureau politique au Conseil des commissaires du peuple ou au Conseil du travail et de la défense.

Il faut ici prendre en compte les traits de caractère qui me sont propres. Je suis ainsi fait que je ne peux signer un papier mal écrit, un ordre ou quoi que ce soit d'autre, qu'il soit simplement mal rédigé ou qu'il soit faible par son contenu. Je ne supporte pas l'imprécision, le manque de réflexion, le je-m'en-foutisme. Peut-être est-ce un défaut, mais je le répète, je suis ainsi fait et je ne peux pas être autrement.

De plus, ma journée de travail est toujours assez remplie. Je ne perds pas de temps pour rien. Je dois ici démentir avec indignation les insinuations sur mon travail concernant les questions de

la vie quotidienne (14) — pour ce travail, qui en définitive est loin d'être inutile, je n'ai pas pris une minute sur mon temps de travail, je l'ai fait pendant mon temps de repos à Kislovodsk, qui m'avait été donné pour me soigner. Ainsi, camarades, la seule issue que je vois à cette situation, c'est de restructurer cet organisme, c'est le seul moyen d'améliorer les conditions de travail.

J'en viens à la situation interne au parti. Sur ce point, les Ukrainiens ont mis tous les points sur les "i". Le camarade Mantsev (15) les a déplacés. Sa déclaration correspond à la logique de la situation, ce qu'a dit le camarade Frounzé n'y correspond pas ; ce qu'a dit le camarade Petrovski n'y correspond que dans la partie où il parle de "l'encerclement". Une situation s'est créée où Trotsky intervient et, soit dit en passant, intervient pour le "démocratisme". Vous savez parfaitement, camarades, que je n'ai jamais été un "démocrate". Il ne s'ensuit pas que je n'autorisais pas la pensée critique, que j'ignorais l'avis de mes camarades de travail. Je vais donner un exemple. Vous vous souvenez que, dans les milieux militaires, on a longuement débattu d'une doctrine militaire unique que défendait activement le camarade Frounzé. Je dois vous dire que je ne comprenais pas de quoi il pouvait s'agir, que je ne le comprends toujours pas et que je doute que quiconque puisse le comprendre. La meilleure caractérisation en serait de l'entchéisme (16) dans le domaine militaire. Mais en dépit de ma totale hostilité à cette doctrine militaire unique, nous avons polémique à ce sujet tout à fait amicalement avec le camarade Frounzé et, à la fin de la polémique, nous avons réuni nos articles et les avons publiés sous forme de brochure.

On donne un autre exemple. On dit que la conférence des régions militaires s'est prononcée pour écarter Arjanov et que je n'exécute pas cette décision, que je fais traîner les choses. Il faut que vous sachiez que cet Arjanov est une personnalité peu sympathique et que son passé est exécration. C'est un ancien officier, qui a été à deux doigts de fusiller les rouges au Turkestan. Il n'est pas aimé du tout et il m'est aussi proche que, disons,

Sologoub (17) ou Arens (18). Il n'est pas question que j'aie pour lui la moindre sympathie. Mais le problème est qu'il faut le remplacer. À côté de tous ses défauts, cet homme de type aventurier a un mérite immense : il a une énergie extraordinaire et mène à bien toute tâche qui lui est confiée. Si, pour prendre un exemple, on lui ordonnait à l'instant de livrer en Allemagne plusieurs millions de tonnes de blé, il le ferait quoi qu'il arrive, et à 100 % (une voix : "Et causerait plus de mal que de bien...").

Tout à fait exact, je ne discute pas, il est très possible qu'il causerait, ce faisant, beaucoup de tort, mais il exécuterait la tâche qui lui a été confiée ; je donne cet exemple pour caractériser son énorme capacité de travail, son énergie et sa ponctualité. Dès que la conférence eut décidé de le remplacer, j'ai donné mon accord. Mais il faut le remplacer au poste de chef du ravitaillement. On a nommé le camarade Dmitriev (19) pour le seconder. Pour le seconder, parce que c'est un travail énorme, compliqué, il faut le dominer. On pensait qu'il allait se former et qu'il remplacerait Arjanov. Dmitriev a travaillé trois mois. On s'est aperçu qu'il ne faisait pas l'affaire. On a cherché d'autres candidatures. On a proposé Kolegaiev (20). Mais cette candidature est tombée d'elle-même, car il est malade et ne pourrait se mettre au travail avant de nombreux mois. Enfin, on a choisi le camarade Oskine : il a quitté son ancien travail, a été nommé adjoint d'Arjanov. Il se familiarise avec son travail. Quand ce sera fait, on le nommera.

(14) Allusion au livre publié l'année précédente par Trotsky : *Questions de la vie quotidienne*. Ses adversaires lui reprochaient d'avoir distrait du temps sur ses fonctions de commissaire du peuple pour l'écrire.

(15) Mantsev (1889-1939) : président de la Tchéka d'Ukraine.

(16) Sorte de "monisme", dont le nom vient de celui du biologiste Entchemena, qui réduisait l'homme à un "système de mouvements organiques".

(17) Fiodor Sologoub (1863-1927) : romancier, auteur entre autres du *Démon mesquin*.

(18) Nous ignorons qui est ce personnage.

(19) *Idem*.

(20) Kolegaiev (1887-1937) : ancien socialiste-révolutionnaire, rallié au Parti bolchevique en 1920.

C'est une question de temps. Comme vous le voyez, camarades, le seul problème est de trouver un remplaçant, il est monstrueux d'en faire un désaccord de principe.

Maintenant, sur l'incident avec la transcription des paroles de Vorochilov sur la Roumanie, qui a été rapporté ici. J'ai une bonne mémoire, mais je ne me rappelle absolument pas de ça ; même si cela a eu lieu, c'était une telle futilité et j'y ai alors accordé si peu d'importance que je ne m'en souviens absolument pas.

Camarades, je ne demande pas de brevet de démocratisation. Mais la situation que j'ai trouvée à mon retour, après un repos de deux mois, m'a contraint à regarder attentivement autour de moi, à étudier la question. Les faits témoignent que la situation exige d'être clarifiée. Ces notes sur la séance du bureau politique du 11 octobre, que j'ai rendue publique, ce sont des faits. Il faut trouver une issue. De deux choses l'une : où un tournant vers la démocratie dans le parti (je ne dirai pas, comme le camarade Boukharine, "*un brusque changement de direction*" ; non, simplement un tournant), ou admettre qu'elle s'épanouit. On dit aussi que j'aurais inventé tout cela pour constituer une fraction. Quand ? A quel moment ? Dans quel but ? Où ? Dans l'armée, peut-être ? Dites tout ce que vous avez à dire, appelez ça du bonapartisme !

Je répète qu'à mon retour de vacances, j'ai trouvé une situation telle que j'ai vérifié mes impressions à travers une dizaine de camarades expérimentés (et vous savez qu'en raison de ma situation officielle, je n'ai pratiquement pas d'autre moyen d'apprécier l'opinion générale dans le parti), j'ai dit : moins de tracasseries policières,

plus de plan. C'est pour cela que vous voulez me juger.

Camarades, je dirai ce que j'ai sur le cœur. Nous avons au bureau politique des gens qui veulent aller jusqu'au bout, c'est-à-dire approfondir constamment les divergences, qui aspirent à porter le débat devant la masse du parti et à rendre impossible à l'avenir un travail en commun. Je pense que la majorité du comité central et du parti ne veulent pas cela. Mais il est tout à fait probable que soit adoptée la décision unilatérale qui se prépare ici et qui va vous être soumise. J'ai peur qu'elle ne soit un point d'appui pour ceux qui veulent empêcher tout travail collectif commun ultérieur.

Camarades, avant de la voter, essayez de réfléchir et de comprendre ma situation. J'étais dans des conditions très difficiles. Je ne pouvais pas intervenir contre ceux qui créent l'illusion que je lutte contre les traditions de Vladimir Ilitch. Camarades, j'étais dans une situation désespérément difficile, une situation véritablement tragique. Tandis que ce filet se resserrait autour de moi, je ne pouvais rien expliquer, je ne pouvais dire à personne ce qui était la vérité, je ne pouvais engager le combat. Il fallait déchirer ce filet.

Au moment présent, décisif peut-être, de l'histoire mondiale, celui qui me soupçonnerait de motifs personnels, de l'aspiration risible de prendre sur mes épaules toute cette immense responsabilité, de la prendre seul, autocratiquement, celui-là me prendrait pour un triple coquin et un triple fou.

Réfléchissez, camarades, avant de décider. Si vous vous engagez sur la voie où vous semblez vouloir vous engager, vous commettrez une faute énorme.

**Les ouvriers
et le pouvoir
à Kharkov
de 1920 à 1933,
à travers
les archives régionales**

(première partie)

(Eric Aunoble)



“Avec méfiance et condescendance”

LA récente chute de Milosevic a permis aux journalistes de présenter une fois de plus la classe ouvrière comme la “*privé-giée*” des régimes staliniens. A cet égard, la grève politique des mineurs de Kolubara aurait été une sensation... Inutile de rappeler aux faiseurs d’opinion les multiples révoltes des ouvriers polonais, la révolution hongroise ou la manifestation de Berlin-Est en 1953... Tout cela reflète évidemment des préjugés sociaux, dont une grande crédulité à la parole des puissants.

L’historiographie a souvent pris, elle aussi, les proclamations staliniennes au pied de la lettre. Le déclin de l’URSS a certes permis la remise en cause de “*l’analyse de classe*” stalinienne. Mais dès lors, prévaut “*l’idée que les attitudes ouvrières à l’égard du régime ont été largement déterminées par des facteurs d’ordre matériel*” (J.-P. Depretto) (I). Si l’on ne peut nier l’importance des conditions de vie, il reste que ce schéma explicatif semblerait beaucoup moins *naturel* appliqué à d’autres groupes sociaux, tels que paysannerie ou intelligentsia. En réduisant l’ouvrier à un être de besoins, on retrouve des clichés très anciens. Surtout, on diminue sensiblement les chances d’une “*psychologie politique*” (S. V. Jarov) (II), pourtant possible grâce à l’ouverture des archives. L’absence de

conscience politique, résultat de l’asservissement, devient une hypothèse de départ. Elle permet d’affirmer l’adhésion de larges fractions de la classe ouvrière à la politique stalinienne, en la motivant par l’appétit de promotion sociale (1).

Préparant une thèse sur le mouvement communal, j’ai eu l’occasion de travailler longuement aux archives de Kharkov (III), en étant attentif aux prises de position singulières, qu’elles soient d’engagement ou de révolte. Soixante-dix-sept des liasses dépouillées au gré de ces recherches concernent les ouvriers. Elles émanent surtout du parti (sections féminines, Jeunesses communistes, sections d’entreprises...), mais aussi de

(I) Jean-Paul Depretto, *Les Ouvriers en URSS (1928-1941)*, Paris, Publications de la Sorbonne-Institut d’études slaves, 1997, p. 255. Dans la suite de l’ouvrage, l’auteur nuance fortement son propos. Il ouvre “*quelques pistes pour la recherche*” en se demandant “*comment définir le domaine du politique*” dans un régime dictatorial (p. 335).

(II) S. V. Jarov, *Proletarij kak politik. Politiceskaja psixologija rabocix Petrograda v 1917-1923 gg.* (“Le prolétaire et la politique. La psychologie politique des ouvriers de Petrograd en 1917-1923”). Sankt-Peterburg : Institut Rossijskoj Istorii RAN (Spb), Dmitrij Bulanin, 1999. Très riche en sources inédites, l’ouvrage privilégie malgré tout l’explication économique de l’opinion politique ouvrière.

(III) Première capitale de l’Ukraine soviétique, de 1919 à 1934.

l'Etat (administration d'entreprises). Ces sources, qui n'ont pas été consultées dans une démarche systématique, m'ont tout de même donné une autre idée des rapports de pouvoir entre les ouvriers et les autorités de 1920 à 1933. Cet article n'a d'autre ambition que d'en faire part au lecteur (IV).

1920 : patronner

Les archives du parti pour 1920 recèlent les comptes rendus de trois "réunions de ville des déléguées féminines", ainsi que de tout le travail préparatoire (assemblées générales d'entreprises ou rapports des militantes des sections féminines). Pour comprendre la fonction de ces réunions hors des structures des soviets ou du parti, un retour en arrière s'impose.

Kharkov étant l'un des plus grands centres urbains et industriels de l'empire tsariste, les ouvriers avaient une expérience révolutionnaire certaine. Après des manifestations armées en novembre 1905, le mois de décembre avait vu plusieurs insurrections ouvrières, aux chemins de fer et à l'usine Gelferich-Sade (rebaptisée "Faucille et Marteau" après la révolution) (2). Mais, si l'activité ouvrière reprend naturellement en 1917, le soviets, partagé entre conciliateurs et probolcheviks, ne prend pas le pouvoir en novembre. Dès lors, la situation politique de la ville dépend uniquement d'interventions militaires extérieures (3).

La ville est tenue par les rouges de janvier à avril 1918, puis de janvier à juin 1919. Elle est deux fois perdue. La brutalité des dirigeants bolcheviques en Ukraine (V) leur aliène le soutien populaire, ce qui explique les deux défaites. La cruauté supérieure des Allemands, des nationalistes ukrainiens, puis de Denikine permet le retour de la ville dans le giron soviétique (4). Mais, après la reprise définitive de la ville en décembre 1919, il s'agira d'être plus prudent, de plus tenir compte de l'avis de la population. Cela explique la tenue de "confé-

rences sans-parti", parmi les femmes, les paysans ou les ouvriers. Elles s'inscrivent également dans le souci général de ramener les classes pauvres vers la politique, alors que les soviets ont été désertés.

Pour les militants communistes, c'est un retour au travail politique parmi la masse des travailleurs, après deux ans d'activité conspirative et-ou guerrière. A la lecture des rapports du début de l'année 1920, on voit des militants réagir de façon opposée à la méfiance des populations urbaines et rurales. Devant l'échec de la propagande, certains prônent le recours systématique à la force (5). A l'inverse, d'autres attribuent l'hostilité populaire aux manières mêmes des militants : "Il ne vient à l'idée de personne de garder avec soi ne serait-ce que de vieux journaux pour discuter avec les paysans. On voyage comme des fonctionnaires tsaristes (cinovniki) qui se rendent de district en district (6)."

Les sections féminines (*JenOtdel*) du PC de la région de Kharkov sont créées dans ces circonstances, en janvier 1920 (7). Leur champ d'action est très vaste : éducation politique, évidemment, mais aussi sociale et syndicale (VI). Com-

(IV) Dans une même approche des sources, bien qu'avec un parti-pris différent, voir les récents ouvrages de S. V. Jarov : 1) *Gorozanin kak politik. Revoljucija, voennyj kommunizm i NEP glazami petrogradcev*. 2) *Krest'janin kak politik. Krest'jansvo severo-Zapada Rossii v 1918-1919 gg. : Politiceskoe myslenie i massovyj protest*. 3) *Proletarij kak politik. Politiceskaja psixologija rabocix Petrograda v 1917-1923 gg.* Sankt-Peterburg : Institut Rossijskoj Istorii RAN (SPb), Dmitrij Bulanin, 1999.

(V) Liés au "groupe de Tsarytsine", que combattit Trotsky. Voir Pierre Broué, *Trotsky*, Fayard, Paris, 1988, pp. 262 et 264.

(VI) Au hasard des comptes rendus d'exposés : "Les bases de la sécurité sociale", "L'Internationale communiste, le congrès international des femmes communistes, le conseil de protection de l'enfance, l'alimentation sociale, la question du logement", "La construction soviétique", "La protection du travail"... P1/1/307 (déjà cité) et P1/1/319 (*Xar'kovskij GubKom KP(b)U : Protokoly zenskix obszegorodskix delegatskix sobranij g. Xar'kova du 19 mars 1920 au 24 octobre 1920*). A noter qu'à cette époque, le féminisme est quasiment absent, même dans son acception bolchevique.

mençant une activité totalement nouvelle, les militantes débordent d'enthousiasme et d'abnégation (VII) sans connaître le cynisme ou l'amertume de leurs camarades masculins évoqués plus haut. Les *"procès-verbaux des assemblées générales des ouvrières des fabriques, usines et administrations soviétiques de la ville de Kharkov pour l'élection des déléguées à la conférence sans-parti féminine"* (8) sont d'autant plus éclairants sur les "retrouvailles" entre militants et travailleurs du rang.

La plupart des procès-verbaux sont très laconiques, indiquant juste le nombre de travailleuses réunies et le nom des déléguées élues. Dans quinze réunions (dont sept dans l'industrie), pourtant, le débat est plus développé, grâce à la présence d'une opinion contradictoire. Des mencheviks interviennent dans cinq réunions (VIII) et le mandat qu'ils proposent est adopté trois fois contre celui du PC. L'organisation "partisane", bolchevique, de la conférence sans-parti suscite également la méfiance.

Ainsi, des travailleuses rejettent le mandat du PC en alléguant leur non-appartenance (9). Deux autres assemblées générales refusent le vote par liste de parti, préférant les candidatures individuelles (10). Enfin, le mandat du PC, accepté, est assorti de restrictions : on affirme *"le plein droit (des déléguées) à voter ou présenter des propositions (...) d'autres partis, à condition que ce soit en accord étroit avec les intérêts des travailleuses"* ou l'on tient à *"rejeter les étroites querelles de parti pour travailler exclusivement dans l'intérêt du prolétariat et du pouvoir soviétique"* (11). Ces différents votes manifestent une défiance clairement politique : la question des partis ou fractions est posée, pas celle des conditions de vie, pourtant éprouvantes (IX).

Comme ces velléités oppositionnelles n'apparaissent que dans les administrations et services (X), les travailleuses de l'industrie peuvent sembler plus acquiescentes au bolchevisme. Ce n'est pourtant pas évident, pour plusieurs raisons. Le "multipartisme" est moins fréquent dans les réunions d'ouvrières que dans celles

d'employées et il est plus souvent limité aux alliés des bolcheviks (*"borot'bistes"* c'est-à-dire SR de gauche ukrainiens). Surtout, les secteurs industriels représentés sont des plus archaïques (tabac, couture, cartonnage). L'expression y est moins facile et-ou plus fruste. Ainsi, le 28 janvier 1920, *"les ouvrières (de la première manufacture de tabac) ont quitté en masse l'assemblée générale à cause de leur méfiance et de leur incompréhension envers la conférence elle-même"*. En mai, l'assemblée générale des mêmes travailleuses vote à une écrasante majorité de chômer pour la fête du... chemin de croix (12) !

D'autres documents donnent une idée saisissante des nuances de l'opinion ouvrière en 1920. Soixante billets écrits par les participantes d'une réunion de déléguées ont été conservés par hasard dans un dossier. Il s'agit de billets adressés aux *"camarades représentantes"*, à la tribune du congrès (13). On leur adresse des demandes d'intervention contre un patron, un bourgeois, un voisin ou contre ses collègues de travail. La déléguée de l'usine de locomotives (XPZ), une des plus grosses de Kharkov, attend l'arrivée d'agitateurs pour contrer les ouvriers, partisans d'un *"pouvoir semblable à Denikine"*.

(VII) Ainsi, Taisija Agatevna Metan, 19 ans, supervisant la section féminine du bourg de Lebedin, ainsi que 70 syndiqués dans trois entreprises. Elle a caché qu'elle avait la tuberculose pour rester à son poste... (cf. P1/1/323, section féminine du district d'Axtyr, pp. 21 à 24 et 26). Voir également P1/1/319 et P1/1/326 (section féminine du district de Voleansk).

(VIII) Le plus souvent sous l'appellation *"parti social-démocrate"* ou *"parti ouvrier social-démocrate"*.

(IX) En 1921 encore, les ouvriers de Gelferich-Sade sont souvent payés en nature (voir R1147/2/13 : *Serp i Molot (zavod) - Liste des embauches, mutations, transferts ; notes sur les payes* du 1^{er} janvier 1921 au 31 décembre 1921).

(X) Soutien aux mencheviks au *GubSovNarXoz* (administration de l'économie régionale), au *PO-JuR* (services juridiques) et à la coopérative *TrudBank* ; refus du mandat bolchevique à l'Union du crédit coopératif et au conseil de Kharkov des congrès coopératifs ; refus du vote par parti et amendements antipolitiques chez les travailleuses de la pharmacie et des impôts indirects.

Les déclarations d'enthousiasme sont assez naïves. *"Vive le pouvoir soviétique ! Vive le parti communistique (komuniciskaja partija) de nos chers libérateurs !"*, affirme l'une d'elles. Une Juive remercie l'orateur qui a évoqué les nationalités ; grâce à lui, *"nous, Juifs, avons perdu beaucoup d'ennemis"*. Ces déclarations proviennent de gens conscients de leur infériorité. Une participante écrit à la fin de son papier : *"Je suis fruste et peu éduquée. Je suis une ouvrière fruste."* Les connaissances politiques semblent faibles, en effet : alors qu'un billet demande pourquoi il y a un portrait de Lénine et pas de Trotsky, un autre se plaint exactement de l'inverse !

Les enjeux de la conférence sont évoqués dans cinq billets. Deux prennent parti contre l'influence menchevique, de façon manœuvrière ou flagorneuse. Les trois autres expriment de l'exaspération face aux luttes d'appareil. En effet, la conférence réunit des *"membres des syndicats et pas seulement du PC"*. D'ailleurs, dit une autre, *"il me semble que nous ne nous sommes pas réunies (...) pour juger si tel ou tel autre parti est bon, et c'est pourquoi je propose de commencer à édifier la vie nouvelle au plus vite ; on aura bien le temps ailleurs de décider si les mencheviks (ou d'autres du même genre) sont bons pour ça"*. Le dégoût de la politique peut conduire à un rejet plus global : *"Et pourquoi donc l'intelligentsia a-t-elle pu s'introduire ici ? Et qui a donné des laissez-passer ?"*

Le tableau est cohérent. L'opposition aux bolcheviks existe dans les secteurs les plus cultivés, les moins industriels. Il tend à s'infléchir en refus général des luttes politiques. Dans le milieu le plus ouvrier, les réactions d'adhésion ou de rejet sont moins politiques. L'attitude bolchevique tient compte de cette configuration. Les procès-verbaux de réunions préparatoires après février 1920 ne font plus état d'interventions dissonantes et cultivent le consensus moralisant et unanimiste. Plusieurs comptes rendus affirment que *"l'assemblée générale a décidé de s'organiser intégralement en une famille unie pour la défense des intérêts féminins"*. Plus d'opposition organisée pour porter la contradiction. Les bolche-

viks, raidis et justifiés par la guerre civile, se sentent investis d'un magistère et du droit de l'imposer.

L'orientation du travail des sections féminines en ville vers les *"travailleuses les plus arriérées"* confirme ce sentiment de supériorité morale. L'éducation aux droits personnels, sociaux et syndicaux qui se développe avec la NEP (14) place les travailleuses en situation d'élèves, voire d'obligées. Les petits patrons, les *nepmen*, servent d'ersatz de bourgeoisie. Les militantes retrouvent ainsi les sensations de l'action révolutionnaire, sans risquer de contestation. Elles recueilleront au mieux l'admiration plutôt passive de leur base, au pire une indifférence conformiste. La relation pédagogique qui s'établit entre le parti et la classe ouvrière (15) est grosse de dangers.

1926-1930 : contrôler

Alors que la masse est passive, parce que peu politisée, les documents de 1920 montrent que les expressions de mécontentement ne se cristallisent pas sur les conditions de vie, ni sur l'idéologie bolchevique elle-même. Malgré les difficultés, tout le monde affirme son attachement au *"pouvoir des soviets"* et à la volonté d'édifier la *"vie nouvelle"*. En revanche, les méthodes utilisées pour faire prévaloir les idéaux choquent. Pour qui se donne la peine de réfléchir, ces méthodes paraissent grossières et en contradiction avec les buts affichés. La question retrouve naturellement son acuité lors de l'affrontement entre le clan stalinien et l'Opposition unifiée (1926-1927).

Très peu de documents, pourtant, évoquent ce problème. C'est que la dépolitisation règne également dans le parti. Les réunions et les conférences prennent des décisions purement administratives. Quand elles traitent de thèmes généraux, ils sont sociaux (alcoolisme, religion, etc.) plus que politiques et correspondent à ce que la presse de l'époque

discute. De plus, le thème de l'unité (du parti, du pays) devient une obsession. Rien ne favorise donc la discussion contradictoire.

Dans les documents consultés, le voile opaque qui dissimule la réalité du pouvoir n'est levé qu'une fois, lors d'une "conférence des organisateurs du parti du quartier de l'Usine rouge" (16), en décembre 1926. Le sténogramme reproduit ces discussions entre petits responsables dans leur naturel. Cette fois encore, les questions traitées sont plus morales que politiques. Pourtant, le jeune communiste Kon, de l'usine de vêtements Kutuzov, prend la parole sur un tout autre thème. Sur le ton de l'anecdote pittoresque, il explique que sa cellule de la JC a voté pour l'Opposition !

Il rassure tout de suite ses camarades, qui se récriaient : la cellule n'a pas voté par conviction politique, mais parce qu'elle a été révoltée par les procédés utilisés. Les adhérents ont été mis au courant trop tard du choix à faire. Ils n'avaient plus le temps de discuter à fond les thèses en présence. Ils ont voté pour l'Opposition afin de garantir le droit d'expression de cette dernière et de son représentant à l'usine, un dénommé Mekker. Par la suite — soulagement ! — la cellule s'est reprise et s'est ralliée à la majorité... Le rejet des méthodes "staliniennes" provoque une incrédulité presque hilare chez les autres responsables de cellule. Le ton du document laisse également penser que, dans l'esprit des petits dirigeants, le pire n'est pas un vote contre, mais un vote qui serait motivé et fondé.

Le parti n'est donc plus politique. La description critique du système mis en place ne peut plus émaner alors que de l'extérieur. Ainsi, un "rapport du parti sioniste travailliste Ceire-Sion (Gitaxdut) sur les soviets juifs en formation" (17) parle, à la même époque, de "terreur politique" et de "pression grossière du PC sur les électeurs". Il détaille les procédures de scrutin public et l'impuissance de soviets dessaisis par des comités exécutifs (*IspolKom*) agissant sans contrôle. En conséquence, la passivité politique grandit et le taux de participa-

tion aux élections chute. A son tour, la politique communiste de "revivification des soviets" signifiera encore plus de contrainte et de coercition. L'analyse touche juste. Or, malgré son appellation, l'organisation clandestine ne se place pas du point de vue ouvrier. Elle stigmatise au contraire la privation de droit de vote des "petits boutiquiers", nombreux dans la population juive.

"Représentée" hégémoniquement par le parti, la classe ouvrière n'apparaît pas comme un pôle de résistance en tant que tel. Pourtant, même après l'élimination de l'Opposition, elle reste potentiellement une force politique. Il faut empêcher à tout prix qu'elle prenne forme en s'assurant que pas la moindre étincelle contestataire ne peut surgir des ateliers. La grande campagne de purge du parti en 1929-1930 y contribue. Sur un quartier de Kharkov, celui de Petino-Zuravlëv, cela représente 81 dossiers, dont 24 concernant des entreprises industrielles (18). Nous en avons consulté dix, parmi lesquels certaines des usines les plus célèbres de la ville : "Faucille et Marteau" (matériel agricole), "Fil rouge", "Confiseur rouge"...

La procédure suivie par les "commissions de purge" tient de la manipulation psychologique. La commission de trois membres ("*troïka*") auditionne chacun des adhérents de la cellule inspectée, lors d'une séance le plus souvent ouverte à tous. Ainsi, le curriculum vitæ de chacun est étalé et discuté publiquement. La foule impressionne l'individu, déjà intimidé par l'autorité de la "*troïka*". De plus, l'effet de groupe autorise, de la salle, les pires dénigrements. Ainsi les règlements de comptes personnels sont instrumentalisés politiquement. Le dispositif est efficace. Dans tous les dossiers consultés, l'impudeur de la méthode n'est mise en cause qu'une fois (19). La révolte est rarissime : seul un ouvrier, taxé d'alcoolisme, finit par crier "*Ta gueule !*" à ses accusateurs (20).

En 1929, l'Opposition a déjà été défaite et l'antitrotskysme est devenu un credo rituel. Pour saisir l'opinion ouvrière, il faut donc recenser les ex-opposants ou ceux qualifiés comme tels à cause

d'une parole ou d'un geste. Sur plusieurs centaines de vies militantes relatées, on en compte seulement vingt-huit. Dix-huit tiennent à un positionnement politique : deux anciens "*borot'bistes*" de 1918-19, deux partisans de l'Opposition ouvrière en 1921 (dont un fréquentera les anarchistes du groupe Kareline), un membre d'une cellule qui vota pour l'Opposition de gauche en 1923, quatre tenants de l'Opposition unifiée et dix personnes qui prirent la défense de gens exclus en 1927.

Avec ou sans attache partisane, on note cinq jugements négatifs sur le cours politique et social suivi par le PC. Un ouvrier démissionne en affirmant : "*Je ne veux pas être malhonnête et entrer au parti pour ma carrière (...) comme font beaucoup* (21)." Un autre critique l'industrialisation en affirmant qu'il faudrait plutôt privilégier le niveau de vie des ouvriers (XI). A. V. Logvinov, ouvrier de 42 ans, bolchevik depuis 1906, pense quant à lui que les objectifs du plan sont irréalisables (XII). Enfin, deux ouvriers refusent de faire partie des équipes de propagande envoyées collectiviser les campagnes. L'un a peur de se faire tuer. L'autre, d'origine rurale, "*dit que, si on apprend au village qu'il est membre du parti, il se fera jeter à coups de bâton*" (22).

La condition ouvrière motive six opinions critiques. Si quatre protestations sont "syndicales" (contre la baisse du tarif, la hausse des normes de production ou les mauvaises conditions de travail), deux sont au contraire individualistes (réclamant une rémunération à la qualification ou aux pièces). Aucune de ces protestations n'est devenue vraiment collective. Quand elles ont dépassé la simple discussion, elles ont abouti à une démission du parti ou à... la grève individuelle !

Le faible niveau politique de la classe ouvrière est ainsi confirmé. On remarque même dans les biographies une dépolitisation consécutive à la révolution. Nombre d'adhérents de la période "politique" de la révolution (1917-1918) perdent le lien avec l'organisation pendant le communisme de guerre. Quant à ceux dont l'Armée rouge fit des communistes

pendant la guerre civile, beaucoup d'entre eux ne renouvellent pas leur adhésion vers 1923. Les uns comme les autres ne sont récupérés que par la voiture-balai de la "*promotion Lénine*", en 1924.

Les usines ne semblent pas être des foyers de vie politique. La composition des cellules est trop "jeune" pour avoir permis la transmission d'une culture ouvrière d'une génération à l'autre. Les adhérents d'avant 1925 ne sont pas fréquents, ceux d'avant 1918 très rares. Seule la Cinquième Fabrique de chaussures présente un profil différent, avec beaucoup de vieux militants, souvent juifs. Est-ce pour cela que, parmi les jeunes, on trouve trois "trotskystes" et deux protestataires contre la hausse des normes ? Dans cette usine, les exclusions sont nombreuses, mais essentiellement en raison de l'origine sociale. De nombreux "*fils de riche*" et "*fils de patron*" sont dénoncés. En fait, ce sont des enfants de savetiers juifs...

Les problèmes politiques ne représentent, au total, qu'une faible part de l'activité des commissions de purge. L'essentiel touche aux "*questions du mode de vie*". "*Grossièreté*", "*manque de tact*", "*ivrognerie*", "*négligence*", "*bizutage*" des jeunes ouvriers par les anciens, "*polygamie*" semblent former le quotidien des cellules d'usine. Chez les militants d'origine juive, les circoncisions de nouveau-nés se pratiquent encore souvent. Ailleurs, c'est l'antisémitisme qu'il faut toujours combattre. Ainsi, malgré la corruption bureaucratique, le parti peut garder sa position d'éducateur, de mentor de la classe ouvrière.

Il rétablit un semblant de justice en punissant un directeur d'usine qui a engrossé une ouvrière, la poussant ainsi vers la prostitution (23). Néanmoins, il place surtout les ouvriers dans la nécessité de se justifier moralement. Mal à

(XI) Ancien "trotskyste" de 1927, il est dès lors catalogué comme "*opposant de droite*". P15/2/50, p. 24.

(XII) C'est d'abord caractérisé comme "*dévi- tion de droite opportuniste*", puis édulcoré en "*mauvaise appréciation des possibilités*". P15/2/72, p. 29.

l'aise, ils se défendent de façon involontairement comique. "Personne ne dira que les communistes ne boivent pas du tout ; mais il ne faut pas boire comme le camarade Olejnicenko boit", dit l'un. Un autre se défend : "Est-ce qu'on peut m'accuser (d'antisémitisme) alors que je m'occupe d'un mouvement d'enfants dans lequel il y a des petits youpins (Zidy) ? (24)"

Les travailleurs sont rabaissés moralement. Le Parti communiste affirme publiquement que la classe ouvrière est une force sociale d'avant-garde. Mais il la traite avec méfiance et condescendance, selon la représentation d'un peuple arriéré et sauvage. Loin de chercher à exprimer et développer les aspirations ouvrières, il craint et régente celles-ci. C'est pourquoi la base prolétarienne du PC est l'objet d'une pression constante. Les militants ouvriers ne peuvent pas

être les organisateurs de leurs camarades vis-à-vis du pouvoir. Ils deviennent au contraire les mouchards de l'appareil communiste dans les usines. Ainsi, l'atomisation de la classe ouvrière s'accroît encore (XIII).

(XIII) On pourrait croire que l'appareil communiste y gagne en pouvoir, mais ce n'est pas évident. Le contrôle administratif du PC s'était étendu dès la guerre civile, alors qu'il profitait de la puissance de son organisation et de son rayonnement politique. Avec l'affaiblissement de ce dernier, d'autres appareils commencent à concurrencer le parti dans l'administration. Ainsi, la "correspondance secrète" de l'usine "Fil rouge" sur les questions militaires de 1926 à 1930 montre un Guépéou empiétant non seulement sur les prérogatives de la direction de l'entreprise, mais prenant également le pas sur le parti. Voir *Krasnaja Nit' (Sukomnaja f-ka) - sekretnaja perepiska* : R238/1/1 du 7 janvier 1925 au 29 décembre 1926 ; R238/1/9 du 10 octobre 1929 au 5 novembre 1930 ; R238/1/11 du 10 octobre 1929 au 5 novembre 1930.

(1) Hiroaki Kuromiya *Stalin's industrial revolution : politics and workers (1928-1932)* ; Cambridge UP, 1988 ; et Depretto, *op. cit.*, pp. 314-335.

(2) *Istoria gorodov i sel ukraïnskoj SSR : Xar'kovskaja oblast'* ; Kiev : Institut Istorii an USSR/Glavnaja Redakcija Ukraïnskoj Sovetskoj Enciklopedii, 1976, p. 88.

(3) O. A. Havrylenko et I. A. Lohvynenko, "Bil'ovic'kyj perevorot u Xarkovi : jak ce bulo" ; *Naukovy zapysky kafedry Ukraïnoznavstva xarkiv'skogo universitetu*, n° 1, Vyd. "Osnova" pri XDU ; Xarkiv, 1994.

(4) Voir Dzjuba O. M., Repryncsev V. F. et Verstjuk V.F. : *Ukraïna vid najdavnisjx casiv do s'ogodennja, Xronolohiènyj dovidnyk* ; Kyïv : Naukova Dumka, 1995, p. 333 ; et Graziosi Andrea : *Bolseviki i krest'jane na Ukraïne, 1918-1919 gg. Ocerki o bolsevismax, nacional-socializmax i krest'janskix dvizenijax* ; Moskva : AIRO XX "Pervaja publikacija v Rossii", 1997.

(5) P1/1/56 : *Xarkovskij GubKom KP(b)U - Doklady o dejatel'nosti*, du 1^{er} janvier 1920 au 26 novembre 1920, p. 49 ; rapport du 10 mars 1920 sur un voyage à Merefa.

(6) *Ibidem*, p. 57 ; rapport du 25 mars 1920, signé Kozlov.

(7) P1/1/307 : *Xarkovskij GubKom KP(b)U - Otcèty i svodki o rabote Zenotdelov po Uezdnam* ; du 2 avril 1920 au 31 décembre 1920, p. 2.

(8) P1/1/318 : *Xar'kovskij GubKom KP(b)U - Protokoly obsix sobranij rabotnic (...)* g. Xar'kova po vyboram delegatok (...), du 4 janvier 1920 au 25 septembre 1920.

(9) P1/1/318, p. 141.

(10) P1/1/318, p. 101 et 114.

(11) P1/1/318, pp. 153 et 75.

(12) P1/1/318, pp. 14 et 179.

(13) P1/1/323 : *Xarkovskij GubKom KP(b)U - Protokoly, doklady i otcèty o rabote Axtyr'skogo i Volcanskogo U Zenotdelov* du 1^{er} mars 1920 au 28 novembre 1920, pp. 34 à 104.

(14) Voir la collection de *Kommunarka Ukraïny*, la revue de la "Section centrale des ouvrières et paysannes du PC(b)U", qui paraît à Kharkov de novembre 1920 à 1934.

(15) Voir également Peter Kenez : *The birth of the propaganda state*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985, p. 257.

(16) P45/1/45 : *Cervonozavodskij RajKom KP(b)U g. Xar'kova - Stenogrammy sovesanij kommunistov-proizvodstvennikov, partjadra LKS-MU s partorgami* du 8 septembre 1926 au 24 novembre 1926, pp. 140-217, document daté du 10 décembre 1926.

(17) P10/1/876 : *Xar'kovskij Obl'istPart - Proklamacii i bjulleteni Xar'kovskix Sionistskix organizacij*, 1925-1927, pp. 11-12, s. d.

(18) P15/2 : *Opis' fonda - komissija po cistke partii, Petino-Zuravlevskij RajKom KP(b)U g. Xar'kova* du 1^{er} février 1929 au 31 décembre 1930, liasses n°s 48 (usine d'avions), 50 (5^e Fabrique de chaussures), 54 (typographie "Kommunist"), 55 (typographie "Frunze"), 62 ("Confiseur rouge"), 65 (usine de cartonnage "8 Mars"), 68 ("Fil rouge"), 72 (usine de vélos), 73 et 74 ("Faucille et Marteau").

(19) P15/2/72, p. 31.

(20) "Zakroj xlebaló !", P15/2/48, p. 21.

(21) P15/2/54, p. 28.

(22) P15/2/73, p. 17 et P15/2/74, p. 40.

(23) P15/2/65, p. 18.

(24) P15/2/74, p. 91 et P15/2/73, p. 41.



**Ernst Thälman
et le pacte
germano-soviétique**

(Vadim Rogovine)

Président du Parti communiste allemand de 1925 à sa dissolution en 1933 et à son arrestation, Ernst Thälman a été emprisonné, puis, après le début de la guerre contre l'URSS, interné à Buchenwald, où les nazis l'exécuteront en août 1944.

En septembre 1928, il avait été suspendu de la présidence du Parti communiste allemand par le bureau politique pour avoir couvert, par esprit de groupe, les malversations financières du trésorier de la section communiste de Hambourg, Wittorf, qui dépensait au jeu l'argent des cotisations. Le bureau politique allemand soumit aussitôt son cas à la direction de l'Internationale communiste. Staline fit aussitôt voter par le bureau politique soviétique l'annulation de la décision du bureau politique du PC allemand, contraint à l'autocritique et à l'obéissance.

Depuis lors, Thälman était devenu, publiquement au moins, un inconditionnel de Staline. Et il défendit en public la politique dite du "social-fascisme", c'est-à-dire l'affirmation que la social-démocratie n'était qu'une aile (et la plus dangereuse) du fascisme.

Lors du premier tour de l'élection présidentielle allemande, le 19 mars 1932, il avait obtenu 5 millions de voix, contre 18 600 000 au maréchal Hindenburg, que les sociaux-démocrates soutenaient en le qualifiant de "moindre mal" (et qui appellera bientôt Hitler au pouvoir), et 11 300 000 à Hitler. Après la signature du pacte germano-soviétique, Staline laissa complètement tomber son ancien partisan.

« Leurs doutes les poussent même à aller jusqu'à prononcer le mot de "trahison"... »

O N a récemment découvert dans les archives du président de la République de Russie des lettres jusqu'alors inconnues d'Ernst Thälman à Staline et à Molotov, écrites dans les prisons nazies en 1939-1941. Elles ont été publiées dans la revue *Novaia i Noveichaia Istoria* et en édition séparée en Allemagne (1).

Ces lettres nous apprennent que Thälman, arrêté en mars 1933, a été soumis à une pression permanente de la part des fonctionnaires hitlériens, qui ont tenté d'obtenir de lui une déclaration de renonciation à ses opinions communistes (2).

Les conditions de détention de Thälman étaient beaucoup plus supportables que celles des détenus politiques soviétiques. On lui fournissait du papier, de l'encre et des journaux, et les rencontres avec sa femme et sa fille furent autorisées jusqu'à leur arrestation, qui ne se produisit qu'en 1944 ; à la suite de quoi, elles furent internées dans un camp de concentration, d'où l'Armée rouge les libéra.

Après la signature des pactes de non-agression et d'amitié entre l'Allemagne et l'URSS, les conditions de détention de Thälman furent sensiblement améliorées. Il eut dès lors deux rendez-vous par semaine avec sa femme, qui pouvaient durer jusqu'à 8 heures. Ils se voyaient

seuls, sans surveillance des gardiens de la prison et, comme Rosa Thälmann n'était soumise à aucune fouille, elle avait la possibilité d'emporter secrètement de la prison les lettres de Thälman à la direction soviétique. Bien que Rosa Thälman ait été surveillée, elle put visiter l'ambassade soviétique une dizaine de fois environ et y transmettre les lettres de son mari, qui étaient immédiatement transmises à Moscou. C'est ainsi que parvinrent à Moscou 24 lettres de Thälman (3).

Dans ses lettres antérieures à la signature du pacte germano-soviétique, Thälman analysait en détail les relations internationales et exprimait l'espoir que se constitue une coalition rassemblant l'Angleterre, la France, l'URSS et les Etats-Unis, dirigée contre les puissances fascistes.

Dans une lettre à Staline du 1^{er} mars 1939, Thälman adresse un salut au XVIII^e Congrès du PC soviétique. Tout en répétant les clichés banals sur "*les grandioses succès*" de l'URSS et sur la

Notes de la rédaction :

(1) Ernst Thälman : *An Stalin. Briefe aus dem Zuchthaus 1939 bis 1941*. Berlin, 1996.

(2) *Novaia i Noveichaia Istoria*, 1996, n° 6, pp. 107-108.

(3) *Ibidem*, pp. 79, 82 et 83.

légitimité de la répression la plus sévère contre l'opposition, il avança des idées qui ne devaient guère plaire à Staline. Ainsi, il exprima la certitude que *"même les insuffisances sérieuses et les fautes commises dans la vie du parti seront discutées sans peur, ouvertement, devant l'opinion publique, lors du congrès du parti. Un congrès, ce n'est pas seulement un guide choisi comme rapporteur qui prononce un discours pour le congrès du parti et pour le peuple russe, pendant que tous les autres écoutent et doivent se taire. Non, tout le monde peut participer à l'enrichissement des problèmes et des positions, affirmer son opinion et, par là, participer à l'éducation du parti et du peuple (4)."*

A en juger par le contenu de son salut au congrès, Thälman espérait qu'il serait publié en URSS. Seulement, au Kremlin, ce document provoqua la résolution suivante, qui y fut jointe : *"Strictement confidentiel. A communiquer seulement aux membres du bureau politique (5)."*

Sa lettre du 1^{er} septembre, qui fait écho au pacte germano-soviétique, présente un intérêt tout particulier. Thälman écrit que le pacte a constitué pour lui une grande surprise, bien qu'il ait pu auparavant remarquer quelques signes d'amélioration des relations germano-soviétiques : *"A partir de la fin février 1939, écrit-il, il a été significatif que le mensonge et la calomnie contre l'Union soviétique, ainsi que les attaques ordurières contre ses dirigeants ont presque complètement cessé dans la presse allemande... Et même quelques remarques à propos du 18^e Congrès du PC soviétique dans la presse allemande permettaient de constater un certain relâchement dans la tension des rapports (6)."*

Thälman exprimait l'espoir que le problème de sa libération serait évoqué pendant les discussions de Moscou : *"Je ne peux pas savoir, écrivait-il, si la question a été réglée de telle façon que je puisse espérer une libération rapide, mais j'espère bien aujourd'hui que oui (7)."*

Après la conclusion du pacte, la pression se renforça sur Thälman pour obte-

nir de lui une déclaration favorable au régime hitlérien. Thälman fit savoir qu'il répondait à toutes ces propositions en déclarant : *"Je suis maintenant convaincu que Staline et Molotov n'ont pas abandonné et n'ont pas oublié, lors des négociations de Moscou avec Ribbentrop, de soulever la question de la libération des détenus politiques en Allemagne, dont moi... Pour moi, il est parfaitement clair que mes amis n'ont pu qu'agir ainsi et pas autrement (8)."*

Thälman continua à avoir cette position même lorsqu'il apparut évident que "l'amitié" germano-soviétique ne débouchait pas sur un changement de son destin. Faisant allusion aux renseignements fournis par Rosa Thälman, Proskourov, qui remplissait alors les fonctions de chef du service de renseignements de l'état-major de l'Armée rouge, écrivait dans une lettre à Dimitrov (17 février 1940) : *"On est venu proposer à Ernst de signer un document dénonçant le communisme et affirmant qu'il renonçait au communisme parce que ses amis ont décidé de le laisser tomber. En réponse, il a cité les noms des dirigeants et du plus haut dirigeant (à savoir le camarade Staline) et déclaré que ses amis ne l'abandonneront jamais (9)."*

Thälman ne put jamais savoir que, prenant connaissance de sa lettre du 5 mars 1940, où il exprimait l'"espoir d'une intervention active des amis russes" pour sa libération, Staline nota dessus : *"A classer aux archives"* (10). Les interventions répétées de Rosa Thälman auprès de l'ambassade soviétique en lui demandant de faire connaître les mesures qu'entreprendrait Moscou pour aider Thälman s'avèrentent tout aussi vaines.

Peut-être l'un des motifs de l'indifférence que manifesta Staline à l'égard du

(4) *Ibidem*, p. 85.

(5) *Ibidem*, p. 81.

(6) *Ibidem*, pp. 100 et 103.

(7) *Ibidem*, p. 107.

(8) *Ibidem*, pp. 109-110.

(9) *Comintern i mirovaia Voina*, première partie, p. 270.

(10) *Novaia i Noveichaia Istoria*, *ibidem*, p. 89.

destin de Thälman vient-il des réflexions que contient sa lettre du 1^{er} septembre sur l'influence catastrophique que le pacte aura inéluctablement sur le développement du mouvement révolutionnaire dans le monde entier. Certes, en exprimant ses craintes, Thälman parlait de la thèse stalinienne sur la priorité des intérêts étatiques de l'Union soviétique sur les intérêts de la révolution mondiale. Il montrait que *“les couches révolutionnaires du monde ne doivent pas souffrir longtemps des conséquences du pacte. Mais (...) chaque révolutionnaire conséquent doit mettre à la base et place plus haut que tout le rôle et la signification de l'Union soviétique (11).”*

Bien que Thälman n'ait eu aucune information sur les réactions des camarades de son parti sur le pacte germano-soviétique, il décrivit de façon assez précise l'indignation que ce pacte a suscitée chez les communistes allemands : *« Une partie de nos sympathisants à l'étranger et d'anciens camarades ne sont pas satisfaits, écrivait-il... Ils posent la question : comment est-il possible que Staline et Hitler se soient unis ? Leurs doutes les poussent même à aller jusqu'à prononcer le mot de “trahison”... Ils croient qu'en cas de guerre européenne, l'aide apportée par le gouvernement soviétique*

à l'Allemagne empêchera la liquidation du régime hitlérien. Et leur espoir le plus vif, qui est de se débarrasser de ce régime, est aujourd'hui anéanti (12). »

Prévoyant l'inévitabilité de la guerre entre l'Allemagne et la Pologne, la France et l'Angleterre, Thälman montrait que l'alliance germano-soviétique influencerait très lourdement sur le destin des partis communistes dans les pays démocratiques bourgeois et écarterait des centaines de milliers d'hommes du communisme : *“L'aide apportée par l'Union soviétique aura une grande importance pour l'Allemagne et renforcera l'accord passé plus encore qu'en temps de paix. Nos partis, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, se trouveront alors placés dans une situation très difficile, parce que le pacte germano-soviétique de non-agression sera utilisé comme prétexte pour interdire complètement l'activité légale des partis communistes pendant la guerre. Sur la base de l'accord germano-soviétique, il faut prévoir le développement d'une grande antipathie à l'égard de l'Union soviétique en cas de guerre (13).”*

(11) *Ibidem*, p. 101.

(12) *Ibidem*, p. 106.

(13) *Ibidem*.



Ernst Thälman, président du Parti communiste allemand de 1925 à 1933.

**Hommage
à
Tresca, Alter
et Ehrlich
à Mexico (1943)**

Carlos Tresca, militant anarchiste italien, réfugié après la guerre d'Espagne aux Etats-Unis, continua à manifester pendant la Seconde Guerre mondiale ses sentiments antistaliniens. Il fut abattu de plusieurs balles, le 11 janvier 1943, dans une rue de New York. La police américaine ne retrouva pas trace de ses assassins. Son meurtre, que ses camarades attribuaient soit aux fascistes, soit au NKVD (et plutôt à ce dernier), ne fut pas revendiqué.

Le 23 février 1943, l'ambassadeur soviétique Litvinov répondait aux inquiétudes exprimées par le président de l'American Federation of Labor concernant le sort de deux anciens dirigeants du Bund polonais et de l'Internationale socialiste, Henrik Ehrlich et Victor Alter. Il osa affirmer, sous la dictée de Staline, que ces deux hommes avaient été condamnés à mort par le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS *"pour avoir appelé les troupes soviétiques à arrêter l'effusion de sang et à conclure une paix immédiate avec l'Allemagne"*. En réalité, enlevés à Kouibychev le 4 décembre 1941 par le NKVD, ils avaient été abattus par ce dernier en 1942.

L'indignation suscitée par ce triple meurtre conduisit des militants ouvriers de diverses tendances, réfugiés à Mexico, à organiser le 1er avril 1943, au Centre culturel ibéro-mexicain de Mexico, une soirée pour rendre hommage aux trois assassinés. Des commandos staliniens attaquèrent la réunion à l'arme blanche avant même son ouverture et la présentèrent ensuite comme une réunion pro-hitlérienne. Les organisateurs de la réunion publièrent peu après une brochure en espagnol racontant le détail de l'agression et de la campagne calomnieuse contre ses organisateurs qui la suivit. Cette brochure, sans précision de date ni d'éditeur, a été rapportée en France par Marceau Pivert, alors exilé au Mexique.

L'attaque par les staliniens du Centre culturel ibéro-mexicain

LE 11 janvier 1943, Carlos Tresca tombait dans une rue du centre de New York, assassiné par des inconnus. Ce vieux militant libertaire, un des responsables de la ligue Mazzini, estimé de tous les mouvements de gauche des Etats-Unis, ami d'hommes d'idéologies aussi différentes que celles du grand philosophe John Dewey, du grand socialiste américain Norman Thomas et du maire de New York, Fiorello La Guardia, n'avait pas d'ennemis, sinon parmi les deux partis totalitaires qu'il combattit avec acharnement : le néofasciste et le stalinien. Le crime fut si minutieusement préparé qu'il n'a pas été possible, jusqu'à présent, de rassembler contre les auteurs d'autres preuves que celle de disposer d'un appareil éprouvé, entraîné à ces basses besognes. Les recherches se sont dirigées à la fois en direction des fascistes et des staliniens italiens. Aux Etats-Unis, l'indignation a été générale.

A Mexico, la revue *Tiempo*, qui publiait souvent des articles d'inspiration stalinienne, terminait le 22 janvier 1943 son article sur ce sujet en citant les paroles suivantes, attribuées à un prétendu témoin de l'assassinat : "*Quel dommage ! Depuis le temps qu'il le méritait.*" Et l'auteur de l'article d'ajouter : "*L'anarchiste assassiné n'eut pas d'autre épitaphe.*" Ce fut la seule insulte proférée sur la tombe de notre éminent camarade.

En revanche, la grande revue américaine *Time*, le 25 janvier de la même année, écrivait : "*C'était un homme sans parti, exprimant ici comme dans sa patrie les pensées qui occupaient l'esprit de ses concitoyens s'opposant à l'oppression.*"

Des informations publiées par le *New York Times* indiquaient que les recherches de la police américaine s'orientaient vers les milieux communistes de Mexico.

Carlos Tresca a été assassiné par les fascistes ou les staliniens. Nous ne savons pas vraiment quels ont été ses véritables assassins ; les uns et les autres ont commis suffisamment d'assassinats politiques pour que nous ayons des raisons de les suspecter également. Pour notre part, nous condamnons également tous les crimes totalitaires, d'où qu'ils viennent, quels que soient ceux qui les commettent.

L'assassinat de Ehrlich et de Alter

Henrik Ehrlich et Victor Alter adhéraient depuis leur plus jeune âge au mouvement socialiste international. Ils avaient pris part à la lutte révolutionnaire

qui provoqua la chute du régime tsariste russe en 1917 et furent membres, à cette époque, du premier soviet de Petrograd.

De retour en Pologne, ils furent les dirigeants de la grande organisation ouvrière juive, le Bund (Union générale des ouvriers juifs de Pologne). Sous leur direction, le Bund s'attira la sympathie de 80 % des trois millions d'ouvriers juifs polonais et obtint la majorité de la représentation juive au sein des municipalités de Varsovie et d'autres grandes villes. Dans le même temps, Victor Alter était l'un des leaders des syndicats polonais. Tous les deux représentaient le socialisme polonais au sein du Comité de l'Internationale socialiste.

Quand la Pologne fut envahie par les Allemands, ils participèrent activement à l'organisation de la défense de leur pays. Quand l'Armée rouge, qui alors collaborait avec les nazis au démembrement de la Pologne, occupa une partie du pays, le Guépéou les emprisonna, ainsi que leurs camarades les plus connus. Beaucoup de ces militants du Bund et des organisations ouvrières polonaises furent exécutés immédiatement par le Guépéou. Anna Rosenthal, l'héroïne en 1904 d'une insurrection de prisonniers politiques dans l'un des bagnes du tsar en Sibérie, militante courageuse admirée de toute la classe ouvrière polonaise, mourut mystérieusement à 68 ans dans une prison du Guépéou. Ehrlich et Alter furent condamnés à mort. Cependant, les protestations des intellectuels et des socialistes de tous les pays leur sauvèrent la vie. La peine de mort fut commuée en dix ans de travaux forcés.

Quand Hitler mit fin à ses relations amicales avec Staline et envahit l'Union soviétique, le chef de l'Etat russe se dépêcha de reconnaître le nouveau gouvernement polonais et les prisonniers politiques polonais de l'URSS furent mis en liberté. Au mois de septembre 1941, les hauts fonctionnaires soviétiques présentèrent leurs excuses à Ehrlich et à Alter. Leur condamnation fut officiellement considérée comme une erreur monstrueusement déplorable. Mis en liberté, ils furent entourés d'attentions et logés comme des diplomates, d'abord à Mos-

cou et ensuite à Kouybychev. Simultanément, le gouvernement polonais en exil les nomma membres de son conseil national. Une fois libres, après quatorze mois de prison, les deux grands militants participèrent avec énergie à l'organisation de la résistance polono-russe à l'agression nazie.

Le colonel Wolkowsky, haut fonctionnaire du commissariat du peuple à l'Intérieur, et Béria, commissaire du peuple de ce même commissariat et chef de la police politique (Guépéou), proposèrent à Ehrlich et à Alter la formation d'un Comité mondial juif de lutte contre le nazisme. Ehrlich et Alter acceptèrent. Au mois d'octobre 1941, le Comité mondial juif était déjà formé. Le chef du Guépéou, Béria, les invita à présenter à Staline tous les projets qu'ils formaient pour le comité, en lui écrivant personnellement. C'est ce que Ehrlich et Alter firent séance tenante. Des copies de ces projets et de leurs lettres se trouvent en lieu sûr à New York.

A l'aube, un peu après minuit d'un des premiers jours de décembre 1941, Ehrlich et Alter furent invités par téléphone à se présenter en personne au Guépéou pour une entrevue urgente, qui ne devait durer que quelques minutes. Ils se présentèrent sans appréhension aucune. Ils ne repassèrent jamais les portes du Guépéou. Telle fut la réponse de Staline à leurs lettres et à leurs projets.

La réponse internationale

Dès ce jour de décembre 1941, les protestations et les démarches pour la défense des deux détenus ne firent que croître de jour en jour. Le gouvernement polonais, présidé par le colonel Sikorski, s'adressa à plusieurs reprises officiellement au Kremlin. Le conseil général des "Trade Unions" britanniques demanda avec insistance la libération de Ehrlich et de Alter. L'ambassadeur d'Angleterre, M. Stafford Cripps, intervint personnellement, ainsi que M^{me} Roosevelt. L'"Ame-

rican Federation of Labor” et le CIO engagèrent des démarches insistantes. Wendell Willkie, envoyé personnel de Roosevelt, intercèda pour eux personnellement auprès de Staline. Aucune de ces démarches n’obtint de résultat ni de réponse. Ehrlich et Alter étaient déjà morts.

Le 27 janvier 1943, un groupe important de citoyens américains, auquel participaient William Green, président de la Fédération américaine du travail, Philip Murray, président du Congrès des organisations industrielles (CIO), le professeur Albert Einstein, David Dubinsky, leader des ouvriers juifs américains, le pasteur Reinhold Niebur, le docteur Frank Kingdon, Leo Krzycky, président du Congrès slave d’Amérique, et bien d’autres militants ouvriers et intellectuels de renom envoyèrent à Molotov le télégramme suivant : *“Au nom de la justice et de l’humanité, nous vous renouvelons notre demande de mise en liberté pour les éminents et courageux ennemis du nazisme et du fascisme Henryk Ehrlich et Victor Alter.”*

Une réponse vint enfin. L’ambassadeur Litvinov, dans une lettre adressée au président de la Fédération américaine du travail, indiquait que Ehrlich et Alter, considérés comme des citoyens soviétiques, avaient été condamnés et exécutés comme *“espions et traîtres”*. A l’assassinat, maintenu secret pendant de longs mois, s’ajoutait la vile calomnie.

Toutes les informations que nous donnons ont été publiées aux Etats-Unis par *Time*, *The Socialist Courier* (en russe), *The Call*, *Poland Fights*, *The New Leader* et beaucoup d’autres publications.

Le cri des consciences

La nouvelle de ce crime inqualifiable provoqua un vaste mouvement d’indignation et de protestations. William H. Chamberlin dénonça dans la presse américaine un nouveau cas *“Sacco-Vanzetti”*, qui met toutes les consciences à

l’épreuve face au totalitarisme stalinien. La *New Republic* (15 mars) constate douloureusement :

“Un de nos alliés les plus puissants, celui qui a imposé le plus fort châtiment à nos ennemis communs, est un pays qui rejette catégoriquement la liberté d’expression et s’impose par la peur... Les libéraux américains ont fermé durant trop de temps les yeux devant ce fait... La mort de Ehrlich et Alter nous a dessillé les yeux.”

Le 30 mars, 250 dirigeants ouvriers et intellectuels renommés de la gauche aux Etats-Unis, soutenus par les syndicats de New York représentant au moins 150 000 adhérents, appelèrent à une grande manifestation de deuil et de protestation, à l’occasion de laquelle prirent la parole William Green, Reinhold Niebuhr, M. Mendelson, James Carey, Adolph Held, James Mead, Friedrich Adler, Jerry Voorhis, J. B. S. Hardman, David Dubinsky et Abraham Cahan.

Le journal polonais de New York, *Poland Fights*, écrit le 20 mars :

“L’exécution des leaders polonais et juifs est considérée comme une agression à l’égard des Nations unies.”

En effet, si deux membres du Conseil national polonais ont été fusillés par le Guépéou en tant que *“citoyens soviétiques”*, c’est que l’URSS veut confirmer le démembrement de la Pologne et entre en conflit avec le gouvernement polonais en exil.

L’assassinat des leaders socialistes, universellement respectés, est un défi à la conscience du socialisme international. Après ce nouvel outrage et ce nouveau sang versé, tout contact et toute collaboration entre socialistes et communistes staliniens deviennent d’autant plus impossibles.

Les travailleurs juifs du monde entier, et avec eux tous les hommes de bonne volonté qui se dressent contre le sanginaire antisémitisme du nazisme, ressentent ce nouveau crime du Guépéou comme un outrage désespérant. Staline a fait fusiller les dirigeants de la classe ouvrière juive et polonaise au moment précis où le nazisme exterminait toute la popu-

lation juive de la Russie occupée et de Pologne, et appliquait au peuple polonais un régime de terreur inhumaine.

L'indignation à Mexico

Le 10 mars dernier, les socialistes juifs de Mexico, dont beaucoup appartenaient au Bund et connaissaient personnellement Ehrlich et Alter, ont organisé dans le local du comité central israélite, 81, rue de Cuba, une réunion solennelle de deuil en mémoire des martyrs de la liberté, Ehrlich et Alter. Au moment même où résonnaient les premières mesures de la marche funèbre de Chopin, des énergumènes staliniens, dirigés par messieurs Bruno Fray, Leo Katz, Leo Zuckerman (Leo Lambert), connus depuis de nombreuses années comme collaborateurs du Guépéou, provoquèrent un violent tumulte, aux cris de "*Mort à la cinquième colonne !*" (*Excelsior*, 12 mars).

Le Centre culturel ibéro-mexicain organisa pour le 1^{er} avril une grande cérémonie de deuil pour commémorer la mémoire de Carlos Tresca, Ehrlich et Alter.

Le Centre culturel ibéro-mexicain, principalement constitué de militants libertaires et socialistes espagnols, qui luttèrent jusqu'au dernier moment contre Franco, offrait ce soir-là l'hospitalité aux militants rescapés de tous les camps de concentration d'Europe et à des personnalités de la communauté israélite de Mexico. La cérémonie devait commencer à neuf heures du soir. A huit heures, une bande d'au moins une centaine de communistes staliniens, armés de bâtons, de matraques, de poignards et de pistolets, prirent d'assaut le local, dans lequel il n'y avait encore qu'une trentaine de ceux qui fréquentaient habituellement le centre.

Notre camarade Enrique Adroher Gironella, anciennement professeur à Barcelone, membre du premier comité central des milices de Catalogne au début de la guerre civile, intellectuel éminent de la communauté des réfugiés espagnols, fut gravement blessé à la tête à coups de

barre de fer en tentant d'empêcher que les assaillants ne forcent la porte. Les assaillants s'étaient postés aux alentours du local depuis sept heures de l'après-midi. Quand ils parvinrent à entrer dans la maison — la plupart d'entre eux, manifestement recrutés dans les débits de boisson pour quelques pesos, mais encadrés par des nervis des Partis communistes espagnol et mexicain —, ils se mirent à détruire tout ce qui leur tombait sous la main, s'en prenant jusqu'aux tableaux accrochés aux murs. Heureusement, ils rencontrèrent une vive et active résistance des personnes présentes et l'affrontement se généralisa, faisant de nombreux blessés dans les deux groupes. Les défenseurs du local réussirent à former une barricade devant la porte de l'une des pièces, derrière laquelle ils se retranchèrent pour protéger la vie des orateurs, manifestement recherchés par les assaillants en vue d'être lynchés, selon les consignes reçues de leurs chefs.

Pendant la lutte, et parmi d'autres personnes, fut blessé notre camarade Julian Gorkin, journaliste connu, écrivain, auteur, entre autres livres, de *Cannibales politiques* et président de la commission culturelle du centre.

Nous avons su, plus tard, que dans la masse des assaillants, dont la plus grande partie était en état d'ébriété, comme nous l'avons déjà dit, se trouvaient plusieurs tueurs staliniens, avec ordre d'abattre certains des militants qui se trouvaient dans le local. Par chance, la police, prévenue par la direction du centre, arriva à temps pour éviter les homicides.

Pendant ce temps, dans la rue, un autre groupe nombreux d'agitateurs des deux sexes, militants eux aussi des Partis communistes d'Espagne et du Mexique, tentaient d'ameuter les passants en leur expliquant qu'il s'agissait de disperser une réunion de membres allemands, juifs et espagnols de la cinquième colonne. Pour preuve de la préméditation de l'assaut, la mise en place d'un service de voitures ainsi que d'un camion avec lesquels ils évacuèrent les blessés — pas moins d'une douzaine — de leur troupe de choc. La police parvint à appréhender

dans le local de soixante-dix à quatre-vingts assaillants, parmi lesquels figuraient plusieurs communistes connus.

Les fonctionnaires de police arrivés sur les lieux établirent le constat de l'agression, du saccage et des tentatives d'assassinat.

À dix heures, la cérémonie prévue put commencer normalement, devant un public d'environ trois cents personnes, composé principalement de militants et d'intellectuels de gauche, mexicains et étrangers.

La réunion put se tenir dans une parfaite tranquillité, avec toute la dignité propre à une commémoration de deuil. Y prirent la parole Emiliano Maldonado, de la CNT, secrétaire du Centre culturel ibéro-mexicain ; le président du centre, l'avocat Luis Octavio Madero, ex-consul du Mexique en Espagne ; le journaliste italien Paul Chevalier ; le directeur de l'un des quotidiens israélites de Mexico, Jacobo Abrams ; le camarade Kristal, membre du Bund israélite ; et l'écrivain russo-français Victor Serge. Julian Gorkin ne put prendre la parole en raison de ses blessures.

Tous les orateurs rendirent un hommage fervent aux vaillants soldats de l'Armée rouge, qui défendent la vie et l'avenir du peuple russe, tandis que les crimes du Guépéou poignardent dans le dos l'honneur du pays. Tous les participants prirent l'engagement de défendre fermement la liberté de pensée et d'expression socialistes contre toutes formes de totalitarisme et de violence. M^e Madero souligna en termes émouvants l'amour du peuple mexicain pour la liberté et la sympathie qu'il témoigne aux opprimés du monde entier.

Tous les orateurs remercièrent sincèrement les autorités mexicaines pour avoir garanti la liberté d'expression.

Pendant ce temps, les assaillants arrêtés répétaient au commissariat la leçon préalablement apprise : passant par la rue Venustiano Carranza, ils avaient entendu, provenant du centre, les cris de "Vive Hitler", "Vive Mussolini" et "Vive Franco" (cela alors que le public n'était pas encore arrivé au local, et deux heures avant le début de la réunion).

On retrouve aisément leurs mensonges, en outre ridicules et cyniques, reproduits dans *El Popular*, des 2 et 3 avril. C'est l'unique quotidien de la capitale qui, en quelques lignes, sans prononcer les noms des grands assassinés, Tresca, Alter et Ehrlich, a réussi à écrire plus de mensonges que de mots. Il indique, par exemple, que l'esclandre se produisit quand une partie de l'auditoire réagit à des propos de l'un des orateurs hostiles au Mexique et favorables à Franco et à Hitler, alors qu'il n'y eut pas de tels propos, ne serait-ce que parce que la réunion n'était pas commencée.

Le même quotidien annonça le 3 avril que certains syndicats, évidemment sous influence communiste, se préparaient à organiser une campagne pour exiger des sanctions contre les membres de la "cinquième colonne", c'est-à-dire contre les socialistes et les démocrates victimes de l'agression et de la tentative d'assassinat.

Comme militants socialistes, fidèles à la cause des travailleurs et empreints du plus grand respect pour les organisations ouvrières, nous devons déplorer l'abus criminel que les agents staliniens prétendent faire de l'organisation syndicale à des fins indignes, inoculant le venin de la falsification et l'esprit de pogrome.

Aucun des faits rappelés ci-dessus ne peuvent être réfutés. Nous nous en sommes tenus à la stricte vérité, constatée par les trois cents participants à la réunion.

Nous savons, par ailleurs, que les dirigeants communistes espagnols à Mexico, en accord avec les responsables communistes mexicains, ont décidé de déchaîner une campagne terroriste dans le pays, notamment contre certains militants socialistes révolutionnaires et libertaires réfugiés à Mexico, connus pour leur anti-stalinisme. À partir de maintenant, nous les tenons pour responsables de ce qui pourrait leur arriver.

Nous voulons conclure en rendant un fervent hommage à la mémoire de nos éminents camarades, le libertaire Carlos Tresca et les socialistes Alter et Ehrlich, dernières victimes connues de la longue liste des défenseurs du socialisme et de la liberté, sacrifiés aux sanglants moulchs totalitaires.

Une fois de plus, nous affirmons notre ferme volonté de lutter pour la véritable libération de l'homme et nous réaffirmons l'espoir que le sang de nos héros n'aura pas été versé en vain.

Dans cette lutte, aucun terrorisme de parti ou de faction, aucune Gestapo, aucune Ovra, aucune Phalange, aucun Guépéou ne pourra faire plier notre fer-

me volonté d'hommes libres et de militants socialistes et antitotalitaires.

**Des militants socialistes
de toutes les tendances antitotalitaires :
mexicains, espagnols, allemands,
autrichiens,
français, italiens, russes,
tchécoslovaques**

***Les Ouvriers
en URSS,
1928-1941***

(Jean-Paul Depretto)



Dans une usine de Leningrad.

Entretien avec Jean-Paul Depretto sur son ouvrage (1)

• Qu'avez-vous voulu démontrer dans ce livre ?

• Ce livre est tiré de ma thèse, soutenue en 1997. Mon ambition de départ, démesurée, était d'expliquer la transformation du régime soviétique en une autocratie capricieuse et meurtrière. Je cherchais à établir un lien entre cette évolution politique et les changements sociaux survenus dans les années vingt et trente. Deux historiens illustres, E. H. Carr et I. Deutscher, avaient proposé cette hypothèse de travail : selon eux, la guerre civile achevée, les entreprises industrielles avaient été "envahies" de paysans et cet afflux de nouvelles recrues était responsable de l'apathie politique des usines à la fin des années 1920, de l'échec de l'opposition trotskyste et du triomphe de Staline. Or, au cours de mes recherches, je me suis aperçu que cette analyse sociologique était fautive : une source de bonne qualité, le recensement syndical de 1929, montre en effet qu'à la fin de la NEP, dans la grande industrie, les ouvriers se différenciaient nettement de la paysannerie :

— un sur deux avait déjà un père ouvrier ;

— la même proportion était entrée dans l'industrie avant 1917 ;

— un sur quatre seulement possédait de la terre.

En fait, je suis arrivé à la conclusion qu'il est vain de vouloir à toute force découvrir une classe (ou une catégorie) dont les intérêts et les conceptions auraient donné naissance à la dictature stalinienne. Le monde du travail était très divisé : les ouvriers n'avaient pas tous la même attitude à l'égard du pouvoir.

• Quels rapports ont existé, au fil des années, entre la classe ouvrière soviétique et les organisations qui s'en réclamaient : parti unique, syndicat unique quasi obligatoire ?

• Sous la NEP, les syndicats sont subordonnés à l'Etat-parti : toutefois, en 1922, les autorités reconnaissent le droit de grève dans le secteur privé et, sous conditions très strictes, dans les entreprises d'Etat. A cette époque, les organisations professionnelles assurent une défense très "corporative" des travailleurs (ce terme de "corporatisme" est critiquable, mais je n'en trouve pas de meilleur) : afin de lutter contre le chômage, par exemple, elles obtiennent du gouvernement, en 1927, que l'accès aux offices de placement soit rendu difficile, voire impossible, pour les migrants venus de la campagne, accusés de concu-

(1) Paris, Publications de la Sorbonne, Institut d'études slaves, 1997.

rener la main-d'œuvre urbaine dans la recherche d'un emploi. La "purge" de 1929 fait disparaître le peu d'autonomie que les syndicats avaient conservée jusqu'alors ; en 1935-1937, leur crise est si patente qu'elle est reconnue officiellement : Staline note alors que "l'ouvrier moyen" s'interroge sur leur utilité.

Quant au Parti bolchevique, il jouit dès le début des années vingt du monopole de la légalité : les organisations anarchistes, socialistes-révolutionnaires, etc., disparaissent. Il est très difficile d'analyser les rapports entre les prolétaires et le parti unique, qui exerce le pouvoir en leur nom. C'est la direction qui contrôlait le mouvement des effectifs : ils ont triplé entre le 10 janvier 1927 et le 1^{er} janvier 1933 et, dans cette période, la politique de recrutement a constamment donné la priorité aux ouvriers.

L'historien serait évidemment naïf de considérer ces adhésions massives comme la preuve irréfutable d'un soutien croissant à Staline. L'étude de l'opinion doit faire appel à d'autres sources : ainsi, pour l'année 1928, nous avons la chance de disposer d'une enquête menée dans des usines de Moscou sur le thème : pourquoi n'entrez-vous pas au parti ? Les réponses ont été partiellement publiées dans la presse, que complètent fort heureusement les matériaux conservés dans les archives du comité central : elles font apparaître l'ampleur du mécontentement causé par les privilèges des communistes et leur comportement à l'égard des "sans-parti", mais si les "sondés" veulent être mieux écoutés, ils ne rejettent pas en bloc le régime, mais espèrent voir son fonctionnement se modifier.

• **Peut-on repérer des continuités entre l'ancien régime et la période soviétique ?**

• Elle sont nettes en matière d'origine sociale. Le monde du travail est divers : pour résumer schématiquement, en 1932-1933 comme en 1929, on peut opposer deux types de communautés :

— les "forteresses ouvrières", où prédominent les prolétaires de deuxième ou troisième génération : c'est le cas dans

l'industrie cotonnière de Moscou, la sidérurgie de l'Oural et la construction mécanique de Léninegrad ;

— les secteurs qui recrutent avant tout dans la paysannerie : mines du Donbass, construction, extraction de la tourbe, industrie forestière.

Pour une part au moins, ces réalités relèvent d'héritages de longue durée : à la fin du XIX^e siècle, les "ouvriers héréditaires" constituaient plus de 86 % de la main-d'œuvre dans l'industrie ouralienne, où les métiers se transmettaient de père en fils. En revanche, avant 1914, les mineurs du Donbass venaient le plus souvent des campagnes russes, en particulier de la région des terres noires centrales, caractérisée par une forte surpopulation agricole.

• **Quels ont été les processus d'intégration de couches de cette classe ouvrière dans la bureaucratie dirigeante et son appareil à diverses étapes ? Peut-on distinguer des périodes et des rythmes de ces processus ?**

• La promotion d'ouvriers (de préférence communistes) au sein de l'appareil d'Etat s'est pratiquée dès les débuts du régime soviétique : en 1920, les directions collégiales d'usine comptaient 63 % d'anciens prolétaires, passés par l'école du "contrôle ouvrier". En 1922-1923, a été confirmé le système de la "nomenklatura", géré par un département du comité central du PC, mais les nominations à des postes dirigeants passaient aussi par le canal des syndicats. Le recensement du Parti bolchevique (1927) a montré que ce parti fonctionnait comme une machine à transformer des ouvriers (et plus rarement des paysans) en fonctionnaires. S'élevant à 11 600 environ pour les années 1923-1926, le nombre de promus n'a cessé de s'accroître jusqu'en 1930, où il atteignit 37 790 personnes. Le 15 mars 1931, le bureau politique mit fin à cette pratique ; l'accent fut mis désormais sur la formation des jeunes par le système scolaire. Il est probable que ce phénomène d'ascension sociale a eu d'importantes conséquences politiques en privant le monde du travail de leaders potentiels.

• **Comment analysez-vous la situation de la classe ouvrière aujourd'hui, dans les pays de l'ex-URSS ?**

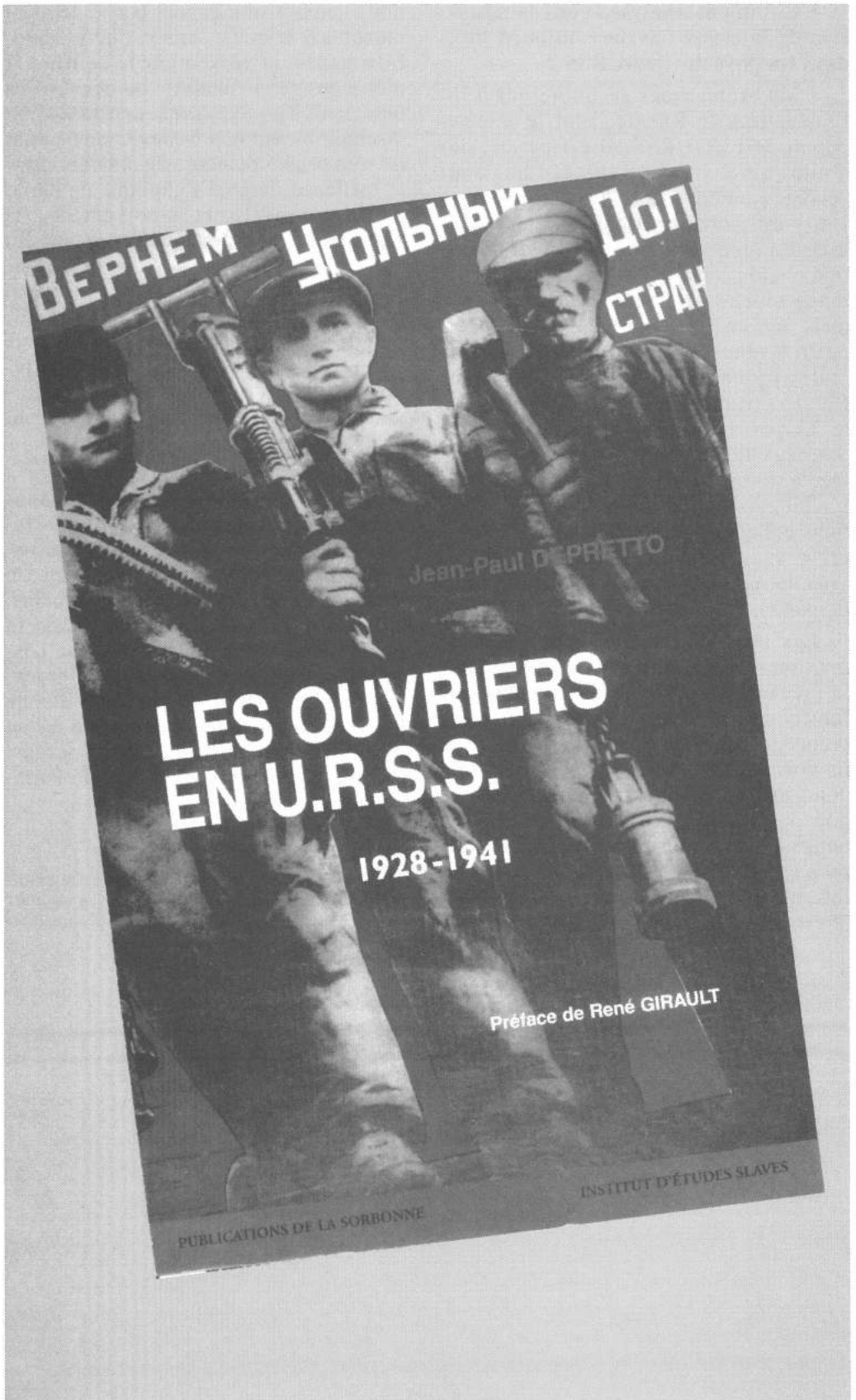
• Mes remarques se limiteront à la Fédération de Russie, Etat le mieux connu de l'ex-URSS. Il est permis de douter qu'il y existe aujourd'hui une "classe ouvrière", tant le monde du travail y est morcelé. Depuis dix ans, on a assisté à une véritable désindustrialisation ; selon les chiffres officiels, le chômage touche 12,5 % de la population, mais une source syndicale cite le chiffre de 26 %. Fin 1999, le Comité d'Etat aux statistiques indiquait que 34 % de Russes vivaient sous le seuil de pauvreté. Le pouvoir d'achat moyen a diminué des deux tiers depuis 1991, et pourtant, face à ces agressions, la mobilisation des travailleurs est faible, bien que des actions collectives aient été menées (cf. la grève quasi-générale des mineurs en février 1996, avec un demi-million de participants).

Les raisons de cette situation sont multiples. Dans un contexte où règnent la précarité et la flexibilité, nombre de femmes et d'hommes sont avant tout préoccupés de leur survie individuelle : ils doivent, par exemple, exercer un second métier, cultiver un lopin de terre pour se nourrir, ce qui leur laisse peu de temps libre et d'énergie disponible. La propagande libérale ne reste pas sans effets, qui présente les ouvriers comme des êtres incapables de s'adapter à la moder-

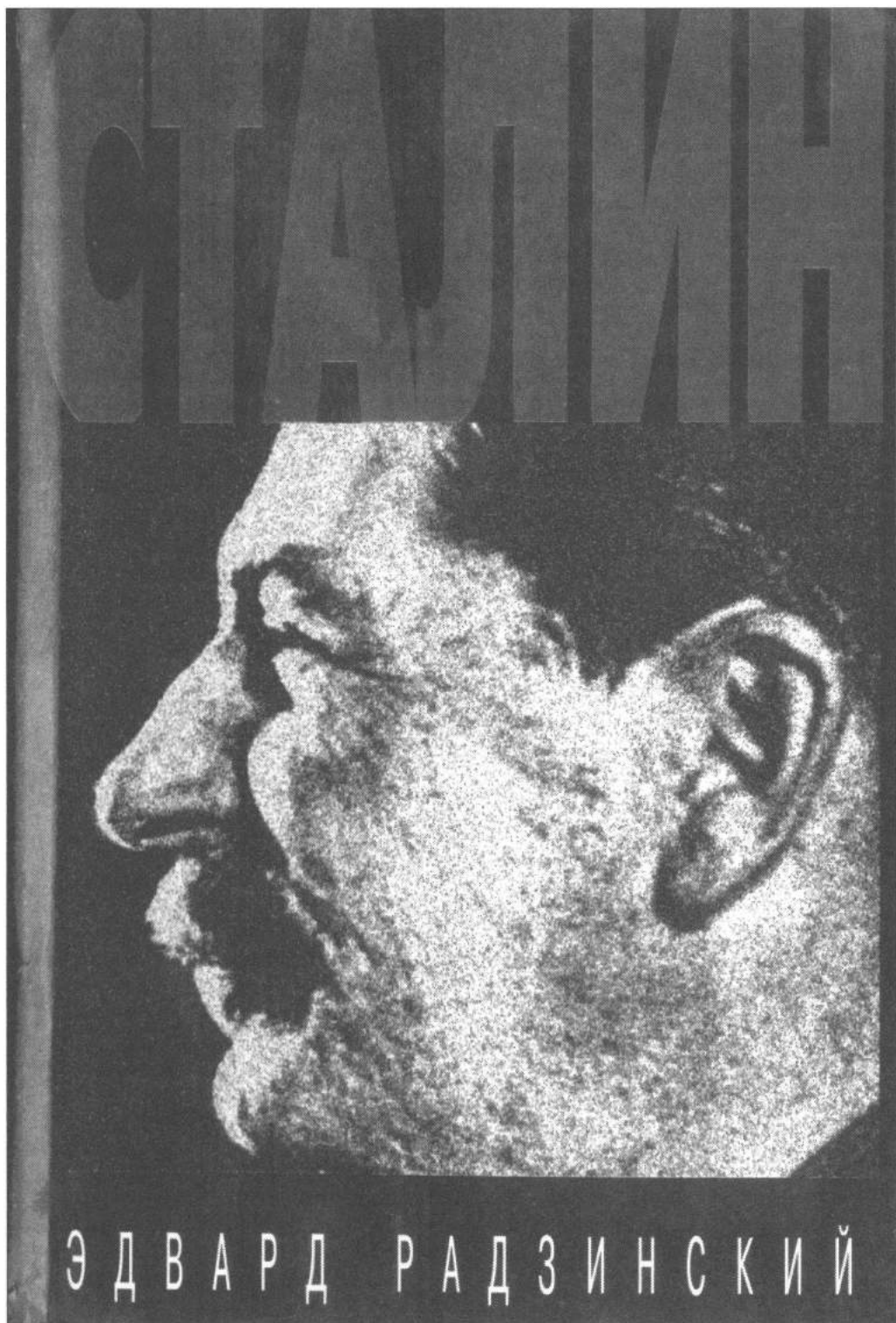
nité : ceux-ci sont gagnés par le désarroi identitaire, le doute sur soi, plutôt démobilisateurs, et ressentent le sentiment d'être des gens "inutiles" ou des "moins que rien". Les syndicats souffrent d'un discrédit massif auprès des salariés, dont ils sont censés défendre les intérêts : cette méfiance durable s'explique en partie par le fait qu'ils ont massivement pris parti pour le régime de Boris Eltsine. En outre, il n'existe pas actuellement d'alternative politique crédible : le principal parti communiste, dirigé par Ziouganov, est à la tête d'une coalition "patriotique", s'intéresse davantage au travail parlementaire qu'à la mobilisation des travailleurs et passe des compromis de fait avec le pouvoir (2).

Toutefois, les syndicats ont réussi à obtenir le report de l'adoption du nouveau Code du travail à la Douma : ils rejetaient tous ce texte, qui donnait au patronat, par exemple, le droit d'allonger la durée de travail à 56 heures par semaine. C'est une première victoire, mais la faible mobilisation de la population laisse craindre que le nouvel examen du texte, prévu pour le printemps 2001, donne lieu à des manœuvres et débouche sur un mauvais compromis : n'oublions pas que Poutine dispose d'une majorité au Parlement...

(2) Pour plus de détails, cf. deux articles de D. Mandel et K. Clement (*Recherches internationales*, 2000, n° 1) sur lesquels je me suis appuyé.



Sergo Lominadzé :
sur le
Staline
de
Radzinski



A la va-vite

Sur le *Staline* de Radzinski, Sergo Lominadzé (1), *Novy mir*, n° 8, 1998 (pp. 188-200)

EDOUARD RADZINSKI vient de publier un livre auquel il dit "avoir pensé toute sa vie" et qu'il a commencé à écrire en 1989 (2). A l'époque, il avait déjà "obtenu la possibilité unique" de consulter les "Archives présidentielles" (qui comprennent également "les archives personnelles de Staline"), ainsi que d'autres archives qui restent aujourd'hui encore difficilement accessibles au simple mortel. C'est là que notre célèbre auteur dramatique, ancien élève de l'Institut des archives historiques, lit-on dans le "Prologue", s'est "intéressé à Staline, au Staline caché". On s'attendrait donc que cet énorme "pavé", intitulé tout simplement *Staline*, présente des faits soigneusement vérifiés, sinon des révélations historiques essentielles. Mais on reste stupéfait des bévues que commet l'auteur, aussi bien dans le domaine secret que dans ce qui est de notoriété publique.

Des bévues...

Ainsi, on lit à propos du XIV^e Congrès : "Si, hier encore, Zinoviev et Kamenev prenaient le parti de Staline contre Trotsky, aujourd'hui, ils prennent celui de Trotsky contre Staline." Or, au XIV^e Congrès, non seulement Trotsky

n'est pas intervenu avec Zinoviev et Kamenev contre Staline, mais il a été à l'origine de la bataille entre celui-ci et l'opposition de Leningrad. Dans son discours de clôture, Staline évoqua "l'histoire de notre bataille interne au sein de la majorité du comité central" et déclara : « Comment a commencé notre brouille ? Elle a commencé sur la question de savoir "que faire du camarade Trotsky". C'était fin 1924. Le groupe de Leningrad avait d'abord proposé d'exclure le camarade Trotsky du parti... Nous, c'est-à-dire la majorité du CC, nous n'étions pas d'accord... (Des voix : "Exact !"). Quelque temps après, quand nous avons réuni le plénum du CC et que les Léningradois ont réclamé avec le camarade Kamenev l'exclusion immédiate du camarade Trotsky du bureau politique, nous ne fîmes pas non plus d'accord avec cette proposition de l'opposition... et nous nous sommes contentés de relever le camarade Trotsky de son poste de commissaire à la Guerre. Nous n'étions pas d'accord avec les ca-

(1) Sergo Vissarionovitch Lominadzé, homme de lettres, est né à Moscou en 1926. Ancien élève de l'Institut de littérature Gorki. Membre de l'Union des écrivains en 1979. Il a publié des ouvrages sur la poésie de Lermontov et des critiques littéraires.

(2) Radzinski Edouard, *Staline*, Moscou, Vagrius, 1997, 637 pages.

marades Zinoviev et Kamenev parce que nous savions que la politique qui consiste à faire tomber des têtes est lourde de grands dangers pour le parti, que cette méthode, la méthode de la saignée — car ils voulaient du sang — est dangereuse et contagieuse : aujourd'hui, on fait tomber une tête, demain une autre, après-demain une troisième, et que nous restera-t-il dans le parti ? » (applaudissements) (3). Il est intéressant de voir que Radzinski rapporte les paroles de Staline sur la méthode de la saignée, mais feint de ne pas remarquer qu'il s'agit de Trotsky. Ces bizarreries ne sont pas rares dans le livre. Citons encore quelques-unes de ces bévues. *“Oui, le soviétique (de Petrograd, après Février — S. L.), c'est une force, écrit-il. Il partage réellement le pouvoir avec le faible gouvernement provisoire, et il a déjà pour président le S.-R. Alexandre Kerenski.”* Or Kerenski n'a jamais été président du soviétique de Petrograd.

“En 1936, la principale sensation en URSS, ce n'était pas les procès, mais la venue des footballeurs basques.” Cependant, les Basques ne sont pas venus en 1936, mais en 1937. *« Rudolf Eikhe, après avoir reconnu toutes les fausses accusations, mourut en criant : “Vive Staline !”. »* Mais Eikhe se prénomme Robert (Indrikovitch) et non pas Rudolf. *“Ouborevitch est ce géant barbu qui s'est emparé avec Frounze de l'imprenable Crimée et qui a commandé la région militaire de Biélorussie.”* Mais Ouborevitch n'était ni géant ni barbu. En été 1935 ou 1936, quand j'étais enfant, j'ai eu l'occasion de le voir une journée entière (avec ses galons de commandant), un jour qu'il était venu nous voir à notre datcha de Serebrianny Bor : il était blond, maigre, de taille moyenne, le visage bien rasé et portait un pince-nez (un “Allemand”, me suis-je dit). *“A la place de Timochenko, Staline avait nommé commissaire Joukov, audacieux et impitoyable, un peu comme lui-même”,* déclare l'auteur, en relatant le défilé de la place Rouge du 7 novembre 1941. Or ce n'était nullement Joukov, mais lui-même que Staline avait nommé, dès juillet de cette année-là, commissaire à la Défense à la place de Timochenko. *“La bataille*

de Stalingrad, la ville de son nom, serait la prochaine grande étape de la guerre... Une contre-offensive incroyable fut préparée pour décembre 1942, avec une multitude d'armées, des milliers de chars et d'avions.” Mais qui ignore que notre contre-offensive de Stalingrad commença le 19 novembre ?

Les footballeurs basques...

L'ouvrage a ceci de particulier que les erreurs factuelles (qui vont des imprécisions regrettables aux fautes grossières) se mêlent souvent à des versions douteuses, voire à de pures inventions. Ainsi, on peut difficilement être d'accord avec Radzinski quand il parle de cruauté stalinienne à propos de Joukov, même si celui-ci, comme beaucoup de gens le pensent aujourd'hui, n'a guère épargné le sang des soldats, ou quand il compare le courage de Staline, qui ne s'est jamais montré sur le front de toute la guerre, à celui de Joukov. Ou pour prendre ces mêmes “*footballeurs basques*”, non seulement il les fait arriver chez nous un an trop tôt, mais il prétend que cela ne s'est pas fait tout seul. C'est Staline qui, profitant d'une “*faiblesse idiote de ses concitoyens*” pour le football, a décidé de faire “*un cadeau au peuple en invitant ces grands footballeurs*” afin de détourner son attention des “*procès*”. Peut-être aussi qu'il les a d'abord “*fait venir*” en France, en Tchécoslovaquie et en Pologne, pays où ils ont commencé leur tournée européenne avant de se rendre en URSS ? Le guide n'a nullement encouragé la “*faiblesse de ses concitoyens*” pour le football : rappelons simplement que la sélection du pays n'était pas sortie sur le terrain depuis 1935 et que son premier match officiel n'aura lieu qu'en 1952 (lorsque l'Union soviétique est devenue membre de la FIFA). Si Staline a accepté la ve-

(3) Staline I., *De l'opposition. Articles et discours 1921-1927*, Moscou-Leningrad, 1928, pp. 222-223.

nue des Basques (et a peut-être fait preuve d'une certaine initiative dans ce sens), c'est pour des raisons politiques bien compréhensibles, en signe de solidarité avec l'Espagne républicaine, aux prises avec la rébellion fasciste : "*l'équipe du Pays basque*", c'étaient des représentants des républicains. Mais tout cela reste anecdotique.

Mais on trouve plus loin, sous la plume de Radzinski, une véritable affabulation : "*Iagoda et Iejov s'étaient arrangés pour que le Spartak ne soit pas inscrit dans les rencontres ; les Basques jouèrent donc avec le Dynamo. Mais l'équipe du NKVD fut écrasée deux fois de suite ! Le pays était en deuil. Et quand Staline donna l'ordre de gagner, Iejov proposa de faire sortir le Spartak. Il escomptait qu'une défaite devant les Basques sonnerait la fin de l'équipe.*" C'est pourquoi les joueurs du Spartak "*se sont battus à mort. Pour les Basques, c'était du football, pour le Spartak, c'était vital. Le match s'acheva sur un résultat incroyable inscrit au tableau : le Spartak avait écrasé les Basques sur un score de 6 à 2.*" J'ai assisté à ce match. Le score indiqué par Radzinski est exact. Mais il n'y avait pas de tableau alors sur le stade Dynamo, il y avait des poteaux près de la porte sur lesquels on accrochait des chiffres ; quand le score changeait, on changeait le chiffre. Et Iagoda n'a pas pu "*s'arranger*" pour brimer le Spartak, il avait autre chose à penser : les Basques sont arrivés à Moscou le 19 juillet 1937 et il avait été arrêté au début d'avril parce qu'on avait "*découvert*" ses "*crimes contre l'Etat et de droit commun*" (selon l'expression de Staline).

Mais il reste encore quelque chose de douteux. En politisant la vie du football de l'époque, l'auteur explique que "*la principale compétition (opposait) deux clubs*" : le Dynamo de Moscou (le "*club du NKVD*") et le Spartak ("*l'équipe des syndicats*"), soutenu par "*toute l'intelligentsia*", pour qui c'était "*une fronde permise*". En quoi consistait cette "*fronde*", on l'ignore, mais il fait grand cas de ce que le Spartak n'avait pas été sélectionné pour rencontrer les Basques et que ceux-ci avaient "*joué avec le Dyna-*

mo" et avaient "*écrasé deux fois l'équipe du NKVD*". Or, premièrement, contrairement à ce que dit Radzinski, les Basques n'ont pas seulement joué avec le Dynamo de Moscou, mais aussi avec le Lokomotiv (ils ont commencé par l'écraser 5 à 1), avec l'équipe de Leningrad (2-2), puis ils ont battu de Dynamo de Kiev et deux fois Tbilissi. Deuxièmement, les défaites successives devant les Basques n'ont nullement "*endeuillé*" le pays, car tout le monde les admirait, comme héros de la guerre d'Espagne et comme sportifs : on n'avait jamais vu un si beau jeu chez nous. Troisièmement, si le tout puissant Iejov avait voulu la perte du Spartak, pourquoi alors l'avait-il fait renforcer ? Et d'ailleurs plus nettement que pour le Dynamo, lors du second match à Moscou. Du reste, les deux équipes avaient été ainsi désignées lors des deux matchs : le "Dynamo renforcé" et le "Spartak renforcé". Mais le Dynamo de Moscou, on s'en souvient, avait été renforcé seulement par les clubs de Leningrad et de Tbilissi, alors que le Spartak s'était présenté en réalité comme une variante de l'équipe nationale. Les célèbres attaquants Chegodski et Chilovski, du Dynamo de Kiev, Malinine, du Club de l'Armée rouge, et celui qui allait bientôt être encore plus célèbre, l'ailier gauche Fedotov, de cette même équipe, est-ce que ce jour-là, sur le terrain du Spartak, ils n'ont pas joué au football, mais lutté pour la vie ? Non, comme les titulaires du Spartak, ils ont joué sans contrainte et de façon inspirée (et Fedotov a été déterminant pour l'issue de la rencontre). Encore un mot : je ne sais pas sur quoi s'appuie Radzinski, mais sa version s'écarte totalement de la description détaillée qu'en donne un participant à ce match, Andreï Starostine, dans son fameux livre (*Bol'choj futbol*, 3^e éd., Moscou, 1964, pp. 169 à 176).

"Je n'ai jamais remarqué..."

Je me suis un peu attardé sur le thème du football pour que le lecteur puisse ju-

ger si l'auteur rapporte fidèlement les événements dont il a été le *témoin* il y a soixante ans. Mais il y a dans ce livre d'autres choses que je peux recouper avec mon expérience personnelle. Ainsi, à propos de la nouvelle maison construite au début des années 1930 "pour les supérieurs du parti", il écrit : « *La maison donnait sur le Kremlin et sur la Moskova, on l'appela donc "la Maison sur le quai"*. » Mais c'est Iouri Trifonov qui l'a désignée ainsi dans son roman du même nom ; dans la vie réelle, on l'appelait "la maison du gouvernement". Mais le problème n'est pas là. En 1935-1937, j'y allais souvent pour voir des copains et j'y ai participé, durant plusieurs mois, à un groupe de langue allemande (à titre privé, avec un professeur), tantôt chez Semouchkine (le secrétaire d'Ordjonikidze), tantôt chez Belenki (lui aussi, si je ne me trompe, secrétaire d'un personnage connu). Et je n'ai jamais remarqué qu'il y eût dans cette maison "une garde armée non seulement à l'entrée principale, mais dans tous les escaliers", comme l'affirme Radzinski.

Et voici ce qu'il écrit sur le procès du "centre Trotsky-Zinoviev" : "Ainsi, les acteurs principaux étaient prêts à jouer leur partition. Ils furent secondés par quelques membres connus du parti. Ivan Smirnov, au parti depuis 1905, qui avait écrasé Koltchak..." Visiblement, l'auteur n'a pas relu le rapport du tribunal. Smirnov, justement, n'était pas disposé à "jouer sa partition". Je me souviens depuis mon enfance que, de tous les accusés aux trois grands procès de 1936-1938, il fut le seul qu'on ne parvint pas à casser presque jusqu'à la fin. "Malgré tous les efforts du procureur", écrit Vadim Rogovine, Smirnov "refusa durant tout le procès de se plier au bon vouloir de Vychinski" ; dans sa dernière déclaration, "comme lors de l'enquête préliminaire et judiciaire, il continua de nier toute responsabilité pour des crimes commis après son arrestation par le centre Trotsky-Zinoviev" (4) (Smirnov était emprisonné depuis le 1^{er} janvier 1933). A propos de ce même procès, qui se déroula dans la salle Octobre de la Maison des syndicats, Radzinski mentionne que les accusés tournaient le dos à

une porte qui donnait sur "un buffet, une chambre de repos pour les accusés (...), où Iagoda et l'accusateur Vychinski s'entretenaient amicalement avec eux du déroulement du procès, modifiaient certaines choses et donnaient des instructions". Ces "discussions amicales" sont tout simplement inconcevables.

On aura compris, je crois, quel est le niveau de la documentation scientifique de l'auteur, mais il fallait le signaler d'emblée, car le lecteur s'y trouve confronté à chaque page. C'est d'autant plus regrettable que, dans l'ensemble, je suis d'accord avec le jugement qu'il porte sur la parenté des figures politiques de Lénine et de Staline. Mais quand il parle, par exemple, de l'enthousiasme de Herbert Wells après son séjour en URSS et sa rencontre avec Staline en 1934 : "Il le confirma : Staline, c'est le Lénine d'aujourd'hui", on ne pense plus aux événements qu'il relate, mais on se demande pourquoi Wells emploie les mêmes mots que Barbusse. Ou encore, comment ne pas être distrait du sujet lorsqu'on s'aperçoit que l'auteur oublie lui-même ce qu'il a déjà dit ? Ainsi, à propos de la terreur stalinienne, il mentionne curieusement à deux reprises (et dans le même contexte) l'exécution de Kerjentsév : "En 1936, le vieux membre du parti Kerjentsév sera fusillé. Mais Boulgakov échappera à la mort", et, quelque cent cinquante pages plus loin : "Dans les terribles années 1937-1938 mourront l'un après l'autre les persécuteurs de Pasternak et Boulgakov... On fusilla également le dirigeant de la culture au CC, le vieux-bolchevik Kerjentsév." Que faut-il croire : en quelle année a été fusillé Kerjentsév ? Ajoutons que, en 1937-1938, Kerjentsév n'était plus "dirigeant de la culture au CC", mais président du comité soviétique aux Affaires artistiques auprès du Conseil des ministres. Les questions que pourrait se poser à ce sujet un lecteur tant soit peu intéressé restent sans réponses, d'autant que les publications officielles, le Dic-

(4) Rogovine Vadim, 1937, Moscou, 1966, pp. 40-41 (Rogovine cite le rapport judiciaire de la Pravda du 24 août 1936 — S. L.).

tionnaire encyclopédique soviétique, par exemple, donnent pour Kerjentssev les dates suivantes : “1881-1940” (5).

Rien de nouveau, mais des “nouveautés”

Ce que j’ai dit ne concerne pas seulement les faits rapportés et les idées de l’auteur sur certains détails du contexte historique, mais aussi, malheureusement, la problématique essentielle du livre. L’axe du récit, c’est bien entendu la biographie de Staline, depuis son enfance à Gori jusqu’à sa mort dans sa datcha, près de Moscou, son chemin vers le pouvoir, sa vie au pouvoir, le pays sous son pouvoir... Il s’agit d’une description “d’auteur”, pleine de grandes envolées littéraires. Il a recherché, je le rappelle, le “Staline secret”. L’a-t-il trouvé ? Personnellement, le livre ne m’a rien appris de nouveau sur Staline. Mais il y a des “nouveautés”, dont notamment celle-ci.

L’auteur pense que la “Lettre au congrès” de Lénine provient d’un “malentendu évident”. Lénine, dit-il, “parle d’un pouvoir illimité aux mains de Staline”, il craint que celui-ci « ne sache pas toujours “en user avec assez de prudence” », mais il ne propose pas de le “désinstaller”, « il apparaît qu’il faut seulement “augmenter le nombre des membres du CC en faveur des ouvriers”. Donc, ce sont les ouvriers qui doivent réfréner les ambitions de Staline et des patrons du parti ? Est-ce que vraiment Lénine a pu être aussi naïf ? » D’ailleurs, poursuit Radzinski, après l’attitude grossière de Staline vis-à-vis de Kroupskaïa, Lénine ajoute un paragraphe, où il réclame à présent “d’écarter Staline de son poste de secrétaire général”. Mais l’auteur est perplexe, il n’y a toujours “aucune recommandation par qui le remplacer. Aucun nom ? Mais cela veut dire le chaos ! Le Guide ne peut pas laisser ainsi le parti sans instructions précises ! Il devait y en avoir ! Mais où sont-elles ?”

Radzinski rapporte également les souvenirs de M. I. Oulianova sur le fait que Lénine, arrivant en octobre 1923 au

Kremlin, “est allé dans son appartement et a longtemps cherché quelque chose qu’il n’a pas trouvé. Lénine en fut très irrité, et il a commencé à avoir des convulsions.” Il en conclut : “Le plus probable est que le texte qui nous est parvenu n’est qu’une partie de la lettre... Conspirateur expérimenté, Lénine a laissé exprès cette version au secrétariat, sachant qu’il ne pouvait pas compter sur ses collaborateurs. C’était le texte pour Staline.” Mais “l’autre texte, plus complet (...), Lénine avait pu le conserver (...) dans un endroit secret, dans son bureau du Kremlin. C’est peut-être ce texte qui contenait les propositions pour le congrès... par exemple, l’idée populaire de remplacer le secrétaire général par une troïka : Trotsky, Zinoviev et Staline. Cette proposition aurait proprement mis fin à l’influence de Staline (...). Mais le secrétaire général était également un conspirateur expérimenté. Il avait déjà “vérifié” le bureau du Guide... Et c’est sans doute la raison des convulsions du malheureux Lénine.”

Le “texte le plus complet”...

Ici, tout est significatif. En dépit de ce qu’affirme Radzinski, Lénine n’a pas seulement ajouté un “paragraphe” au sujet de “l’éviction de Staline du poste de secrétaire général”, mais il a manifesté, “après l’attitude grossière de Staline vis-à-vis de Kroupskaïa”, son “inquiétude” au sujet du “pouvoir illimité” qui était entre ses mains : la “grossièreté”

(5) Après avoir écrit ces notes, j’ai appris que le livre de L. Maksimenkov, *Sumbur vmesto muzyki*, Moscou, 1997, signale (pp. 289-290) une faute grossière dans l’édition américaine du *Staline* de Radzinski (New York, 1996) : Kerjentssev n’a pas été fusillé, mais il est mort de sa belle mort, qui a fait l’objet d’un article nécrologique dans la *Pravda*. Cela dit, Maksimenkov, donne lui aussi différentes dates de la mort de Kerjentssev : “en mai 1940” (p. 289), puis, citant les “archives du CC” : “Il est mort le 2 juin 1940. Un article nécrologique a paru dans la *Pravda* le 3 juin 1940” (p. 290).

eut lieu le 22 décembre 1922 et la première partie de la *“lettre au congrès”* a été dictée le 23. Radzinski présente la formule : *“augmenter le nombre des membres du CC en faveur des ouvriers”* comme une citation de la *“Lettre au congrès”* de Lénine, mais elle ne s’y trouve pas. Et sa version selon laquelle Lénine aurait dicté *“le texte qui nous est parvenu”* spécialement *“pour Staline”* et aurait réservé pour le congrès *“l’autre texte, plus complet”*, qu’il aurait caché dans son appartement, relève du pur fantasme. Ne serait-ce que parce que *“le texte qui nous est parvenu”* a été remis au comité central en mai 1924, à la veille du XIII^e Congrès, par Kroupskaïa, qui fit inscrire au procès-verbal à propos de ces *“notes non publiées”* contenant *“des jugements personnels sur certains membres du comité central”* que *“Vladimir Ilitch (avait) exprimé le ferme désir que cette note soit portée après sa mort à la connaissance du prochain congrès du parti”*.

On peut facilement imaginer que quelqu’un, parmi les secrétaires de Lénine, le trompait (sans doute Fotieva). Mais on ne peut imaginer que lui-même ou Kroupskaïa, ou tous les deux, aient pu tromper le congrès. Et je ne parle pas du fait que l’authentique proposition de Lénine de remplacer Staline au poste de secrétaire général par n’importe qui de *“plus patient, plus loyal”*, etc., aurait été à mon avis incomparablement plus efficace pour *“mettre fin à l’influence de Staline”* que l’idée de le remplacer par une *“troïka de secrétaires”*, à savoir Trotsky, Zinoviev et Staline (selon cet hypothétique *« texte complet de la “Lettre au congrès” »*). L’histoire réelle nous apprend d’ailleurs que Staline a d’abord obtenu la défaite de Trotsky avec l’aide de Zinoviev et que, une fois Trotsky neutralisé, il a écrasé Zinoviev, avant d’en finir avec les deux. Mais le plus étonnant, c’est cette assurance de Radzinski que Lénine *“n’avait pas pu être assez naïf”* pour espérer que *“c’était aux ouvriers de réfréner les ambitions de Staline et des patrons du parti”*. Visiblement, l’auteur ne connaît tout simplement pas les idées de l’homme dont il parle. Naïf ou pas, Lénine avait

ces préoccupations à l’esprit durant toute cette période. En mars 1922, dans sa lettre à Molotov, avant que soit posé au XI^e Congrès *“le problème des conditions de recrutement de nouveaux membres au parti”*, Lénine s’inquiète du fait que *“notre parti n’est actuellement pas assez prolétarien dans sa composition”* et que les *“ouvriers des usines et des fabriques en Russie sont devenus (eux-mêmes) moins prolétariens dans leur composition qu’avant”*. *“Si on ne se voile pas la face, ajoute-t-il, il faut reconnaître qu’à l’heure actuelle, la politique prolétarienne du parti n’est pas déterminée par sa composition, mais par l’énorme autorité sans partage de la couche très mince que l’on peut appeler la vieille garde du parti. Il suffirait d’une petite lutte interne au sein de cette couche pour que son autorité soit sapée ou du moins assez affaiblie pour que les décisions ne dépendent plus d’elle (6).”*

C’est là le nœud du problème : moins il y a de prolétaires authentiques dans le parti, plus une lutte interne dans la couche dirigeante est dangereuse. C’est la même logique que l’on retrouve dans les paragraphes correspondants de la *“Lettre au congrès”* (de décembre 1922). *“L’augmentation du nombre des membres du CC jusqu’à 50, jusqu’à 100”* avec le *“recrutement”* de *“nombreux ouvriers”* doit permettre d’*“éviter”* la scission que risquent d’engendrer notamment les relations entre *“des membres du CC comme Staline et Trotsky”* (7). Finalement, il n’a existé aucun *“secret du Kremlin”* que serait, selon Radzinski, le vol par Staline du *« texte complet de la “Lettre au congrès” »* dans l’appartement de Lénine au Kremlin, et nous sommes en présence non pas d’un *“malentendu évident”* dans le document en question, mais d’une ignorance patente de l’auteur (un exemple parmi d’autres).

Une cinquantaine de pages plus loin, l’auteur revient à sa version des faits et désigne cette fois *« le texte complet de la*

(6) Lénine V. I., *Œuvres complètes*, 5^e édition, tome 45, pp. 19-20.

(7) *Ibidem*, pp. 345, 347, 344.

“Lettre au congrès” » comme « *le grand testament (...). On peut tout de même supposer, “pour la poésie”, que le grand testament a existé. En le découvrant alors dans le bureau de Lénine, Staline eut le sentiment d’avoir découvert la carte du trésor.* » Apparemment, “*tout le monde*”, aussi bien Kamenev que Staline, “*croyait à la boussole maniée par le dieu Lénine*”, tant et si bien que « *si Ilitch avait ordonné dans ce testament de s’orienter vers la NEP “sérieusement et pour longtemps”, Koba aurait emmené le pays avec la même énergie jusqu’au bout sur cette voie* ». Mais le “*radical Lénine*”, bien sûr, avait voulu “*léguer quelque chose d’autre*” ; la NEP pour lui “*n’était rien d’autre qu’une fusée, qui met sur orbite un vaisseau cosmique et doit ensuite disparaître*”, C’est pourquoi “*au XVI^e Congrès du parti, Staline a peut-être exposé avec ses mots à lui le plan économique de ce testament : parcourir un siècle en dix ans sur la voie de la révolution*”.

Moins “poétique” que fantasmagorique

Supposition moins “*poétique*” que fantasmagorique. Chacun sait que du temps de Lénine les membres du bureau politique et ses plus proches compagnons d’armes n’étaient pas toujours d’accord avec lui, qu’ils pouvaient discuter librement avec lui des questions les plus importantes et qu’ils n’éprouvaient absolument aucune frayeur sacrée devant ses instructions (à plus forte raison posthumes). La meilleure preuve en est que tous, Staline, Kamenev et Zinoviev, ainsi que Trotsky, ignoreront sans sourciller sa recommandation directe d’écarter Staline de son poste de secrétaire général. Quant à celui-ci, s’il avait dérobé le “*grand testament*”, nul doute qu’il n’aurait appliqué que ce qui répondait à ses intérêts. Si bien que “*le plan économique de ce testament*” que Staline aurait exposé “*avec ses propres mots*” au XVI^e Congrès aurait dû prévoir également la politique de liquidation des kou-

laks comme classe. Il serait intéressant, à ce propos, que Radzinski nous explique comment ce “*plan*”, qui aurait donné des frissons à Staline lorsqu’il l’a trouvé en 1922 comme s’il avait découvert “*la carte du trésor*” et selon lequel il nous fallait “*parcourir un siècle en dix ans sur la voie de la révolution*”, s’accorde avec le célèbre article “*Mieux vaut moins, mais mieux*” (de mars 1923), où Lénine demande qu’on “*s’imprègne d’une défiance salutaire envers les mouvements de précipitation*” et souligne avec insistance que pour créer “*un appareil d’Etat (...) réellement nouveau... socialiste, soviétique, etc. (...), il ne faut pas ménager son temps, mais au contraire y passer beaucoup, beaucoup, beaucoup d’années*” ?

L’amour des secrets

On peut, bien sûr, se poser encore bien d’autres questions et se demander, par exemple, comment Lénine a pu se tromper à ce point sur les gens, pourquoi il a caché son “*Testament*” à un homme qui lui était si dévoué ? Naturellement, le “*grand testament*” secret contient un “*plan économique*” secret. Radzinski aime les secrets, comme le montrent ses intertitres : “*Le secret du Kremlin*” et “*Le secret de la NEP*”. On a déjà parlé du premier secret ; en quoi consiste le second ? Dans le fait que « *quand Lénine a déclaré la NEP “sérieusement et pour longtemps”, cela voulait seulement dire qu’il voulait qu’on le pense* » (c’est-à-dire, en fait, qu’il ne fallait pas prendre l’expression “*sérieusement et pour longtemps*” au pied de la lettre). Ce n’était pas pour rien que Lénine, « *dans sa note secrète... (avait) proposé au commissaire à la Justice, Kourski, un brouillon d’articles à ajouter au Code pénal, qui auraient défini quelle “situation motiverait et justifierait de la terreur”. Car, en introduisant la NEP, Lénine pensait déjà à la répression ultérieure, lorsqu’ils rejetteraient la NEP et reviendraient à la Grande Utopie.* » « *Pour Lénine, poursuit Radzinski, la NEP n’est qu’un répit, comme la paix de Brest... Et lorsque*

Trotsky appelait la NEP une "manœuvre", c'était la vérité. Mais cette vérité n'était pas bonne à dire au parti (...), qui croyait dur comme fer à la Grande Utopie, (...) car Lénine avait décidé d'obtenir des moyens de l'Occident. Le capitalisme devait aider les bolcheviks pour qu'ils puissent ensuite le détruire. Pour cela, il était nécessaire que l'Occident croie que la Russie était débarrassée pour longtemps et sérieusement du jacobinisme, puisque la NEP était là ! »

Il répète exactement le contraire

Que dire ? On ne voit pas bien pourquoi Radzinski considère comme "secrète" la "note" de Lénine à Kourski du 17 mai 1922, dont la partie essentielle lui demandait "d'exposer clairement quelle situation motiverait et justifierait la terreur, établirait sa nécessité et ses limites" (8) fut publiée dès 1924, en pleine NEP. On ne comprend pas ce que les corrections hâtives de Lénine au Code pénal entré en vigueur deux semaines plus tard (le 1^{er} juin 1922), corrections "capitales" (avec cependant "le droit de changer la peine capitale en expulsion à l'étranger"), ont à voir avec la perspective lointaine du rejet de la NEP et la "future répression" contre les spéculateurs. Et surtout : où et quand Lénine a-t-il déclaré, "pour que l'Occident le croie", que la NEP signifiait "la mort de la Grande Utopie" (du socialisme) et qu'avec elle "la Russie serait débarrassée pour longtemps et sérieusement du jacobinisme" (c'est-à-dire du bolchevisme — S. L.) ? Jamais, nulle part. En revanche, il a répété maintes fois en public exactement le contraire, y compris lors de sa dernière intervention publique, au plénum du soviet de Moscou, en novembre 1922 : "Aujourd'hui nous reculons, nous semblons revenir en arrière, mais il s'agit pour nous de prendre du recul, de prendre de l'élan pour sauter plus loin. C'est à cette seule condition que nous avons commencé à reculer avec la mise en œuvre de notre nouvelle

politique économique." Plus loin, on trouve d'ailleurs chez Lénine une assimilation de la NEP à une "manœuvre" (sans référence à Trotsky). Mais Lénine conclut à sa manière : "Nous avons fait passer tant bien que mal le socialisme dans la vie quotidienne, à présent il faut se débrouiller, (...) voilà ce qui constitue la tâche de notre époque (...) et, quoi qu'il arrive, nous résoudrons tous ensemble, demain ou dans quelques années, cette tâche, de sorte que la Russie de la NEP engendrera une Russie socialiste (9)." Tout cela fut publié à l'époque, en novembre 1922, dans la *Pravda*, que pouvaient lire aussi bien les capitalistes occidentaux que les bolcheviks de Russie, d'où il découle que, en dépit de Radzinski, Lénine ne cachait aucune "vérité" aux uns ou aux autres.

Néanmoins, c'est essentiellement sur cette version de la NEP comme une "manœuvre", une "vérité" qu'il faudrait cacher au "parti", que Radzinski fonde sa conception de l'ascension de Staline vers le pouvoir. Lénine aurait craint, avec le développement de la NEP, le mécontentement croissant du parti, les interventions de "l'éternel révolté Trotsky", la révolte ouverte de la "vieille garde", il avait donc créé un nouveau poste de secrétaire général et y avait placé Koba, qui avait la charge de "pacifier" le parti. C'est la formule employée par l'auteur : "Le plan de Lénine pour pacifier le parti." Et, souligne-t-il, « (...) ce n'est pas Koba, mais Lénine, qui a imaginé la relève des cadres dirigeants. Le guide était fatigué de la vieille garde, de ces "brillants compagnons d'armes" qui critiquaient sans cesse, et il laissa au secrétaire général Koba le soin de préparer la relève... » Faut-il continuer ? Rappelons simplement qu'à ce moment-là, à la veille du XI^e Congrès et de l'élection de Staline comme secrétaire général, Lénine écrivait à Molotov à propos de "l'énorme autorité sans partage de cette couche très mince que l'on peut appeler

(8) Je cite Lénine plus précisément et plus fidèlement que Radzinski (cf. Lénine, *Œuvres complètes*, tome 45, p. 190).

(9) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 45, pp. 302, 307, 309.

la vieille garde du parti” et manifestait sa crainte de voir le moindre affaiblissement de cette autorité ! Et c’est ce même Lénine qui aurait demandé à Koba de “pacifier” “la vieille garde” ?

Quelques autres nouveautés

Quelques mots encore sur les “nouveautés” que j’ai découvertes dans le livre de Radzinski et que j’aurais préféré ne pas découvrir.

Il cite avec sympathie la lettre d’un certain A. Koloskov, qui affirme que, la veille du plénum du comité central du 23 septembre 1923 (Trotsky, furieux, avait quitté le plénum en claquant la porte, mais la lourde porte, de façon comique, lui avait résisté, ce que Koloskov considère curieusement comme “*le final de Trotsky*”), “*les partisans de Trotsky lui avaient proposé, à lui qui était alors encore chef de l’armée, d’arrêter Staline, Zinoviev et les autres comme traîtres à la cause de la révolution. La conversation eut lieu le soir. La nuit venue, Trotsky n’avait toujours pas donné sa réponse. A ce moment-là, l’autre camp était déjà au courant de tout. Ce fut une nuit épouvantable. Staline lança sa pipe dans un coin et disparut brusquement. Zinoviev en pleine hystérie réclamait Staline, on le chercha en vain... A l’aube, Trotsky déclara à ses compagnons qu’il refusait.*” L’auteur de la lettre énonce ensuite les raisons de son refus, après quoi Radzinski reprend la parole : “*Staline est apparu le matin aussi soudainement qu’il avait disparu.*” Je pense que tout cela est pure invention, notamment la méditation nocturne de Trotsky. On sait bien qu’il avait exclu l’éventualité d’un coup d’Etat militaire à tous les stades de la bataille. Même lors des trois grands procès ouverts de 1936-1938, on ne l’accusa pas de cela, alors qu’on ne se gêna pas pour “coller” à Boukharine une tentative d’assassinat de Lénine en 1918.

“*L’arrivée au pouvoir d’Hitler, écrit Radzinski, peut être considérée comme une cruelle déconvenue du Patron. Lui*

qui gérait le Komintern comme son propre fief, il n’a pas laissé les communistes allemands s’unir avec les sociaux-démocrates. Et la coalition de gauche divisée a perdu face à Hitler. En fait (10), l’arrivée d’Hitler lui était nécessaire, pour une nouvelle partie d’échecs. Si Hitler n’avait pas existé, il l’aurait inventé. La menace d’intervention conférait à Staline des droits énormes, justifiait n’importe quelle démarche extraordinaire et obligeait les radicaux européens à le soutenir à tout prix, l’URSS apparaissant comme un foyer de la résistance au fascisme...” Si l’on comprend bien, en faisant éclater la coalition avec les sociaux-démocrates allemands, Staline amena volontairement Hitler au pouvoir, et ce n’était pas la plus amère des déconvenues, mais le début d’une nouvelle partie d’échecs, bien entendu victorieuse. Donc, elle était prévue, cette combinaison de coups d’échecs, tels que l’invasion des troupes hitlériennes en Union soviétique, la mort de millions d’hommes, la ruine du pays, les malheurs innombrables du peuple et, pourquoi pas, le désespoir et la peur de Staline lui-même pour sa propre vie dans les premiers mois de la guerre. Sans parler du fait que celui-ci n’avait eu nul besoin de justifier ses “*démarches extraordinaires*” aux yeux des “*radicaux européens*” ni lors de la liquidation des koulaks, ni lorsqu’il avait conclu un pacte d’amitié avec Hitler.

Non moins paradoxales (et irresponsables) apparaissent les réflexions de l’auteur au sujet de la liquidation du commandement de l’Armée rouge en 1937-1938 : “*Les répressions massives affaiblissent l’armée, c’est l’argument le plus répandu.*” Radzinski le remet en cause en s’appuyant sur l’opinion du maréchal Konev : “*Parmi les commandants liquidés : Toukhatchevski, Egorov, Iakir, Kork, Ouborevitch, Blücher, Dybenko... seuls Toukhatchevski et Ouborevitch peuvent être considérés comme des dirigeants militaires modernes.*” La plupart des autres “*étaient du genre de Vorochilov et Boudienny. C’étaient des hé-*

(10) C’est moi qui souligne — S. L.

ros de la guerre civile, des chefs de cavalerie qui vivaient dans le passé... S'ils s'étaient tous trouvés à la tête de l'armée, la guerre (c'est-à-dire la Seconde Guerre mondiale — S. L.) se serait déroulée autrement.” Konev avait également participé à la guerre civile (et à l'écrasement de la révolte de Kronstadt), et s'il avait manifestement cessé durant la seconde guerre de “*vivre dans le passé*”, on ne voit pas très bien pourquoi, par exemple, Iakir, qui était de la même génération que lui, s'il n'avait pas été fusillé en 1937, n'aurait pas pu en faire autant ? Uniquement parce qu'il s'était plus distingué dans la guerre civile (trois médailles du Drapeau rouge) et qu'il commandait un corps d'armée ? Mais nous n'allons pas polémiquer avec le maréchal, écoutons plutôt le résumé de Radzinski : “*Oui, le Patron s'est trompé en pensant que les répressions affaibliraient l'armée maintenant... pour la renforcer ensuite ! Une méthode sanglante de relève des cadres. A la suite de l'extermination massive des commandants à tous les niveaux, des gens nouveaux sont arrivés au commandement à la veille de la guerre, peut-être encore inexpérimentés, mais qui pensaient et étaient instruits de façon bien plus moderne et pour qui la guerre civile n'était qu'un mythe héroïque.*”

Restons sérieux !

Portons à la connaissance de Radzinski que, “*à la veille de la guerre*”, le commissaire à la Défense et le chef de l'état-major général de l'Armée rouge étaient Timochenko et Boudienny, qui avaient participé à la guerre civile, que les premiers commandants des armées des trois “fronts” au début de la guerre étaient ces mêmes célèbres chefs de cavalerie Timochenko et Boudienny, ainsi que Vorochilov, et que, pour Vassilevski, Rokossovski, Chapochnikov, Meretskov, Malinovski, Eremenko, Govorov et Tolboukhine, la guerre civile n'était pas non plus un simple “*mythe*”. Quant à l'idée de “*renforcer*” l'armée par une rapide “*relève des cadres (...)* à la suite de l'extermination

massive des commandants à tous les niveaux”, restons sérieux ! Citons seulement un témoignage (parmi de nombreux autres) de l'ennemi : « *Lors de la réunion de l'état-major allemand de janvier 1941, Hitler laissa brièvement entendre quels espoirs lui avaient donnés ces liquidations dans le potentiel de l'ennemi : “Ils n'ont pas de bons commandants militaires.” Les événements ultérieurs ont totalement confirmé ses paroles* (11). »

D'ailleurs, Radzinski lui-même, oubliant ce qu'il a déjà dit, commente une intervention de Staline devant les élèves de l’*“Académie des commandants de l'Armée rouge”*, le 5 mai 1941, au sujet de “*la restructuration radicale de l'armée et de son accroissement rapide*”, et écrit : “*Le Patron ne se doutait pas (...) que les écoles militaires qu'il ouvrait fébrilement ces années-là produiraient des commandants insuffisamment formés.*” Et qui aurait pu leur enseigner, puisque les trois commandants de premier rang avaient été liquidés en 1940, ainsi que les douze de second rang, 60 commandants de corps d'armée sur 67 et 70 % des commandants de divisions et de régiments (12) ? On s'étonne également qu'il mentionne la colère de Staline dans les premiers jours de la guerre “*contre le maréchal Koulik, militaire sans talent, qui avait été choisi par lui à la place des maréchaux liquidés*”.

Commencer par rejeter pour confirmer ensuite

D'une manière générale, Radzinski a l'habitude de commencer par rejeter les points de vue “*très répandus*” ou “*communément admis*”, pour ensuite les confirmer dans les faits.

Staline n'a cru personne de ceux qui l'ont prévenu qu’*“Hitler avait décidé l'invasion”*, et l'invasion inattendue a eu lieu. “*Son premier coup d'échecs sur*

(11) Hosking Jeffrey, *Histoire de l'Union soviétique. 1917-1991*, Moscou, 1994, p. 290.

(12) *Ibidem*, pp. 199-200.

l'arène politique extérieure se solda par une défaite. Telle est la version communément admise.” Chez Radzinski, elle “suscite l'étonnement”. Que “le Patron rusé, le politique oriental, dont la première règle était de ne faire confiance à personne”, fasse tout à coup tellement confiance à “ce vieil ennemi” et “ce menteur” d'Hitler, “qu'il n'accorde pas la moindre attention aux mises en garde constantes” ? C'est tout simplement impossible, “cela ne lui ressemble pas. Et il l'a prouvé par toute sa vie. Alors, que s'est-il passé ?”, se demande-t-il. En guise de réponse, il constate que Staline était en droit de ne croire ni Churchill (peut-être que celui-ci “avait décidé d'entraîner l'Amérique dans la guerre par des supplications et la Russie par de fausses informations”), ni à son espion Sorge (“Comment croire un expatrié ?”). En outre, Staline “avait conclu tout à fait judicieusement” qu'Hitler ne pouvait faire la guerre à la fois contre plusieurs pays dont le potentiel total l'emportait sur celui de l'Allemagne et qu'il “ne (pouvait) attaquer la Russie. Mais Hitler l'attaqua tout de même. Pourquoi ?”, se demande de nouveau Radzinski.

Il nous propose une fois encore d’“oublier toutes les versions communément admises” et d'adopter la version de V. Rezoun (Souvorov), qui, après avoir étudié la question, “a tout compris : il s'avère que le crédule Staline, une fois le pacte conclu, s'est mis à augmenter rageusement les cadences de l'armement et à déployer à la veille de la guerre toujours plus de divisions à la frontière même, selon toutes les règles de la stratégie d'une attaque surprise”. En d'autres termes, “Staline lui-même s'apprêtait à attaquer Hitler (...). Hitler, bien entendu, était au courant : les espions faisaient leur travail.”

Ici, on peut s'autoriser une digression pour informer le lecteur de ce qu'Hitler a effectivement appris de ses services d'espionnage. Voici ce que disait Heydrich à Schellenberg à la fin d'avril 1941 : “Le Führer est d'avis que nous pouvons attaquer la Russie maintenant sans aucun risque de nous enliser sur deux fronts. Mais si nous ne profitons pas de cette

chance, nous devons nous attendre à une invasion par l'ouest, et à ce moment-là la Russie se sera déjà tellement renforcée que nous ne pourrions plus nous défendre si elle nous attaque (...). Le conflit avec la Russie aura lieu tôt ou tard. C'est pourquoi il vaut mieux conjurer le danger maintenant que nous pouvons encore être sûrs de nos forces... De l'avis de l'état-major général, c'est au moment où les troupes de l'ennemi en sont encore aux préparatifs militaires que nos troupes pourront les écraser sur leur territoire (13).” Il est donc absolument évident que ni les services allemands, ni le “Führer”, ni l'état-major ne considéraient que la Russie se préparait à attaquer l'Allemagne “maintenant”, “tout de suite”, à la veille d'une guerre planifiée par Hitler ; cette possibilité n'était envisagée que dans un avenir plus ou moins éloigné. A en juger par le célèbre Journal du général Halder (le chef de l'état-major des troupes terrestres allemandes), les Allemands n'ont pas découvert la moindre trace d'une invasion préparée par Staline, même après avoir traversé les frontières : Halder n'y fait jamais allusion. L. I. Lazarev, qui m'a parlé de ce Journal comme d'une preuve de l'ineptie des élucubrations de V. Rezoun, a apparemment raison de penser que le témoignage de Halder est meilleur et suffisant.

Je pense cependant qu'il n'est pas inutile de se rappeler que Churchill disait que, le 22 juin 1941, “les armées russes furent dans une grande mesure prises au dépourvu”. “Les Allemands, ajoutait-il, n'ont découvert aucun signe de préparatifs d'attaque en première ligne, et les troupes russes de couverture furent rapidement balayées (14).”

Revenons à Radzinski. Voici ce qu'il écrit à propos d'Hitler : “Sachant que Staline ne croyait pas à une attaque allemande, il abusa de sa confiance et se décida à faire une folie.” Ici, tout est dit.

(13) Schellenberg, Walter, *Le Labyrinthe. Mémoires d'un espion hitlérien*, Moscou, 1991, p. 192.

(14) Churchill, Winston, *La Seconde Guerre mondiale. Livre II*, tomes 3-4, Moscou, 1991, p. 168.

"Folie" ou pas, il est clair que Staline ne croyait pas à une attaque allemande, faisant confiance à la signature des émissaires d'Hitler sur les pactes de "non-agression" et d'"amitié". Si bien que tout se passa selon la "version communément admise" : "le Patron astucieux, le politicien oriental", "le grand joueur d'échecs" s'avéra si "confiant envers son vieil ennemi", "ce menteur d'Hitler", que celui-ci le berna vraiment comme un petit garçon. Peu importe, à vrai dire, qu'il y ait eu ou non "derrière" la duperie "finale" réussie par Hitler une tentative de Staline de le duper de son côté. Mais, plus loin, le recours à la "version communément admise" se fait encore plus précis. Le "Patron", selon Radzinski, "continuait" de ne pas croire à la démarche insensée d'Hitler. Il était sûr d'avoir le temps et il préparait tranquillement son virage, son "attaque soudaine". "Mais à mesure qu'approchait le jour fatal (c'est-à-dire le 22 juin — S. L.), malgré son assurance, il devint nerveux : il y avait trop de communiqués au sujet des déplacements allemands sur la frontière." Ensuite, Radzinski rapporte très sérieusement ces mêmes "mises en garde constantes", sur lesquelles il avait ironisé auparavant : le 18 juin, les agents en Allemagne avaient transmis un rapport sur l'emplacement des avions de chasse et sur la nomination des futurs commandants des régions soviétiques occupées, rapport sur lequel Staline inscrivit : « Vous pouvez envoyer votre "source" se faire... », etc. Et voici comment il décrit l'état de Staline à la fin de la "folle journée" du 22 juin : "Il hait tout le monde pour l'erreur qu'il a commise." L'auteur reconnaît donc une "erreur" de Staline, sans se rendre compte qu'il l'a déjà rejetée avec la "version communément admise".

Entorses au bon sens

On retrouve les mêmes entorses au bon sens lorsqu'il se penche sur le Staline du début de la guerre. "Les premiers jours de la guerre, conformément à une solide légende, Staline fut ébranlé par

l'attaque d'Hitler, perdit totalement son sang-froid, resta prostré, puis quitta tout bonnement le Kremlin pour sa datcha de Blijnaia, où il resta dans une totale inactivité." Pour Radzinski, naturellement, "tout cela parut (...) très étrange", car, bien entendu, cela ne correspond pas à l'image d'un Staline bolchevique, de la trempe de ces gens qui gagnèrent la guerre civile, "en ayant perdu les trois quarts du territoire" (de même que la "version communément admise" précédente ne correspondait pas à l'image du "patron astucieux, du politicien oriental"). Et une fois encore, l'auteur s'exclame : "(...) Que s'est-il passé en réalité ?" Naturellement, il a la réponse. Cette fois, la lumière lui vient de I. Tchadaev, le chef du Sovnarkom, que Staline avait autorisé à enregistrer les réunions importantes qui avaient lieu dans son bureau. En lisant dans les archives secrètes "les souvenirs de Tchadaev, je pus comprendre l'attitude de Staline", écrit Radzinski. Mais, comme de bien entendu, ces souvenirs ne dissipent pas la légende, ils la confirment. "Ensuite, Staline se mit à parler, à parler lentement, en cherchant ses mots, d'une voix spasmodique..." ; "J'aperçus Staline dans le couloir... Il avait l'air fatigué, épuisé. Son visage grêlé était amaigri..." ; "Staline se tut, il avait l'air pâle et désemparé..." ; "D'après le personnel de sa datcha, Staline était en bonne santé. Mais il s'était isolé, ne recevait personne, ne répondait pas au téléphone." Tels sont les témoignages de Tchadaev sur les premiers jours de la guerre.

Remarquable également est ce qu'il entend de la bouche de Boulganine, qui s'était rendu à la datcha de Blijnaia avec d'autres membres du bureau politique pour faire revenir Staline au pouvoir : "Nous fûmes tous frappés par la mine de Staline. Amaigri, il avait le visage desséché, couvert de boutons, le teint terreux... Il était sombre." Il est vrai que Radzinski interprète cet épisode (et là, Tchadaev n'y est pour rien) comme un "coup brillant" de Staline à l'instar de son "maître" Ivan le Terrible, qui avait feint d'être mourant pour mettre à l'épreuve la fidélité de ses boyards, ou encore comme une comédie, une "fausse re-

traite" jouée par un "grand acteur". Mais, en juin 1941, lorsque la vague des chars allemands déferla sur le pays à la vitesse de 50-60 km par jour, ce n'est pas un grand acteur que doit être un guide des peuples pour jouer pareille comédie, rester des jours entiers sans s'approcher du téléphone, etc., mais un sacré poltron. A ce propos, son "maître" ne se distinguait pas non plus par son courage personnel, et ce n'est pas pour rien que Kourbski appelait Ivan le Terrible "le couard".

La conclusion de Radzinski : "Non, cet homme de fer ne s'est pas conduit comme une jeune fille qui a ses nerfs" n'est pas seulement en contradiction avec les notes de Tchadaev. Si, dans sa datcha de Blijni, il a seulement joué la comédie à ses "boyards" afin qu'"une fois encore, ils l'implorant eux-mêmes d'être leur Guide" et qu'ils l'investissent "à nouveau" du pouvoir, alors, le 3 juin, quand "Staline, investi d'un nouveau pouvoir, prononça à la radio son allocution au peuple tant attendue", sa voix aurait dû sonner comme du bronze. Mais j'ai entendu cette allocution : il n'y eut pas de bronze dans sa voix et ce n'est pas un homme de fer que nous avions devant nous. Je me rappelle encore les sanglots retenus au début de son discours (les "spasmes", comme dit Tchadaev), un étrange trépignement et des borborygmes.

"La rencontre secrète du siècle"

Je donnerai un dernier exemple de ces révélations des secrets de Staline. Le récit "d'un vieux cheminot", entendu en 1972, la photocopie d'un document des Archives nationales des Etats-Unis, aperçu dans un numéro non précisé de la *Komsomolskaïa Pravda*, et l'absence d'inscrits au registre des visiteurs de Staline durant quelques jours, tout cela permet à Radzinski de conclure que, le 18 octobre 1939, Hitler et Staline se sont rencontrés à Lvov. "Est-ce que cette rencontre a réellement eu lieu ? feint-il de se demander. La rencontre secrète du siècle ! Comment la décrire ? Ils étaient

assis face à face, les Guides, les dieux terrestres, si semblables et si différents. Ils se juraient fidélité éternelle, partageaient le monde, chacun s'imaginant duper l'autre... Visiblement, au cours de la rencontre, le Patron se rendit compte une fois de plus qu'Hitler avait besoin de lui." Naturellement, ce "visiblement" ne se rapporte qu'à ce que le Patron a compris "au cours de la rencontre", mais ce qui n'était qu'une hypothèse est devenu pour le lecteur une certitude.

Il est temps de conclure. Soljenitsyne a sous-titré son grand livre *L'Archipel du Goulag* "Essai d'investigation littéraire". J'espère que le lecteur aura compris qu'il ne fallait pas attendre du livre de Radzinski la moindre investigation, la moindre analyse. Il n'y a rien là non plus de littéraire, comme le montre bien la "rencontre" entre Hitler et Staline. Un bon dramaturge aurait su en faire quelque chose d'original, d'artistique. Mais là, rien que des clichés ("*Les Guides, dieux terrestres*") ou des lieux communs ("*chacun s'imaginait duper l'autre*"). Dans la réalité, l'émissaire de Staline, Molotov, n'a nullement cherché à tromper Hitler lorsqu'il l'a rencontré à Berlin en 1940. Il est vraiment pénible, ce penchant de Radzinski pour le roman policier, cette infatigable prétention à révéler des secrets imaginaires. Il répète inlassablement les mêmes tournures pour ironiser sur la déification des dirigeants bolcheviques ("*le dieu Lénine*", "*le dieu Staline*") ou souligner la cible lointaine de la vindicte de Staline : "*Mais le Patron décida de les laisser tranquilles. Pour le moment.*" "*Pourtant, le Patron les laissa tranquilles. Pour le moment.*"

Sur un plan plus général, pour décrire la perspicacité de Staline ou son aptitude à tromper n'importe quel adversaire, il reprend sans cesse les mêmes métaphores du jeu d'échecs ("*le grand joueur d'échec*") ou du théâtre ("*le grand acteur*"). Nous connaissons déjà la première ; la seconde nous montre curieusement un Staline jouant parfois le rôle d'un "*brave Othello*" (ou d'Othello tout court). Tout cela (y compris les exergues tirés de l'Apocalypse ou de Platon) confère une certaine dimension métaphysique au personnage du héros,

en l'esthétisant et en le diabolisant. Le pathos qui entoure ce génie du mal nous empêche de l'observer grandeur nature et nous fait une fois de plus regretter l'absence dans le livre d'une analyse sobre du phénomène Staline, des raisons de son apparition et de sa vitalité. Bien sûr, personne ne demande des théories qui expliquent tout : il n'en existe pas. Mais d'un nouveau livre sur Staline, le lecteur est en droit d'attendre une analyse originale qui l'éclaire sur la façon dont le fils d'un savetier ivrogne de Gori a pu devenir ce qu'il est devenu dans l'histoire de la Russie. Mais, on l'aura compris, cette analyse est absente. Et cela s'explique : rappelons, en effet, que Radzinski s'étonne que Lénine ait proposé dans son "Testament" d'augmenter le nombre des membres du comité central en faveur des ouvriers. Il est tout à fait évident que l'auteur n'a jamais entendu parler du fait que Lénine avait une haute idée de la dictature du prolétariat. Une autre question est de savoir ce que représentait *en réalité* cette dictature, si le pouvoir soviétique était *effectivement* un pouvoir ouvrier, comme le pensait Lénine, etc., et si finalement il est légitime de voir dans le prolétaire le summum du développement humain. Radzinski aurait dû réfléchir à ces problèmes, mais il a préféré s'adonner au roman d'aventure, à la recherche du "grand testament", etc. Cela montre bien à quel genre de livre on a affaire.

Quelques réserves

Ici, je dois faire quelques réserves. Lorsque Radzinski parle des dirigeants bolcheviques qui rêvaient, à Smolny où ils se sont installés après Octobre, de la suppression rapide de la monnaie et de l'Etat : "Ils ont rêvé de cela, écrit-il, pour en arriver à la création de l'Etat le plus monstrueux de tous les temps", je suis d'accord. Pas seulement avec l'appréciation, car elle ne reste pas gratuite. Le livre traite largement de la "terreur rouge" sous Lénine et de la terreur globale sous Staline, des comités de pauvres, des détachements de ravitaille-

ment, de la répression de la révolte de Tambov à l'aide de l'ypérite à l'aube du pouvoir soviétique et de la liquidation des koulaks comme classe durant la dictature personnelle de Staline, de la famine inouïe du début des années 1930 en Ukraine, dans la Volga, au Kazakhstan, au Caucase, où "des millions sont morts, tandis que le pays chantait et glorifiait la collectivisation. Mais aucune ligne sur la famine ni dans les journaux, ni dans les livres des écrivains staliniens." Ici, on en arrive à la terreur idéologique, thème récurrent du livre, depuis la fermeture par les bolcheviks de tous les journaux d'opposition après Octobre et l'envoi de "détachements ouvriers" pour saccager leurs typographies, jusqu'aux "programmes idéologiques" du déclin de l'ère stalinienne : le décret du comité central « *Sur les revues Zvezda et Leningrad et la lutte contre les "cosmopolites sans famille"...* ». Le livre rappelle au moins que tout cela, la terreur et la famine, a existé, et c'est indiscutablement à son honneur. Car ces derniers temps, on assiste à des déclarations de plus en plus assurées du type : "Dans notre région, il n'y a jamais eu de terreur" et des actes tels que le refus de la Douma de se lever en mémoire des victimes des répressions staliniennes. Néanmoins, cette qualité que nous avons mentionnée est pratiquement la seule et elle reste d'ordre très général. Mais il suffit que l'auteur concrétise ses observations ou tente de mettre au jour le lien de cause à effet entre ces phénomènes (de passer de la constatation à l'interprétation) pour que surgisse ce mélange d'erreurs factuelles et d'inventions fantastiques, dont nous avons montré des exemples plus haut.

Dans mon quartier, le *Staline* d'Edouard Radzinski était vendu à côté des romans policiers, et notamment celui de Marinina. Un sociologue connu a récemment souligné l'intérêt littéraire de ce roman à la fois policier et sentimental. Mais le livre de Radzinski se vendit mieux et fut vite épuisé. Je pense que les admirateurs de Marinina pourraient tirer profit de la lecture du *Staline* de Radzinski. Aux amateurs d'une autre littérature, je vais dire ce que j'en pense. Plus

on lit attentivement ce livre et plus on se rend compte qu'il n'en vaut pas la peine : on trouve des distorsions et des inventions quasiment à chaque page. Par exemple, il écrit à propos du retour de Lénine d'émigration en 1917 : *"Koba apprécia bien ce que signifiait l'arrivée du Guide jacobin, muni de l'or allemand qu'attendait en Russie l'organisation forgée dans la clandestinité. Malgré l'effondrement général de l'armée, qui ne voulait pas combattre, Koba sent à qui appartient l'avenir. C'est pour cela qu'il est si prudent au Soviet : à partir de la deuxième moitié de mars, il attend déjà un nouveau maître."*

Mais chacun sait que, justement fin mars-début avril, Staline se trompa sur l'appréciation de la situation politique, à l'encontre de Lénine : il était pour le soutien conditionnel au gouvernement provisoire et pour l'union avec les mencheviks.

Les autres épisodes ne valent guère mieux

Grotesque est également dans ce contexte l'histoire de *"l'or allemand"* ; à la page précédente, l'auteur affirme carrément que Koba *"savait que Lénine reviendrait en Russie avec beaucoup d'argent"*. On serait curieux d'apprendre d'où l'auteur a tiré que Staline *"savait"* cela. Et pourquoi il a décidé que *"l'or allemand"* pouvait aussi rapprocher Koba du *"chef jacobin"*. Deux pages plus loin, on lit : *« Le 3 avril, Lénine présenta les "Thèses d'avril". Son intervention fit l'effet d'une bombe... (Koba) changea aussitôt de point de vue. »* Si, dès le milieu de mars, il attendait un *"nouveau maître"*, que vient faire cet *"aussitôt"* au début d'avril ? En fait, *"aussitôt"* (le 6 avril), Staline s'était déclaré *contre* les *"Thèses d'avril"* : *"C'est un schéma, mais sans faits, il n'est donc pas satisfaisant."* D'ailleurs, Lénine présenta ses *"Thèses d'avril"* non pas le 3 avril, mais le 4. Et *"la conférence consécutive des bolcheviks"* débuta non pas le 29 avril, comme l'écrit Radzinski à la même page, mais le 24, et elle s'acheva le 29.

C'est alors seulement que Staline (à la différence de Kamenev) prit le parti de Lénine sur toutes les questions. Comme on le voit, les déclarations de l'auteur sur le fait que *"dès la seconde moitié du mois de mars"* Koba attendait déjà le *"nouveau maître"* et que, entendant pour la première fois les *"Thèses d'avril"*, *"il changea aussitôt de point de vue"*, ne correspondent pas à la vérité. Ainsi, sa relation d'un épisode historique réel s'avère une invention patente. Même si cela concerne un petit épisode de la biographie de Staline, les autres épisodes, en règle générale, ne valent guère mieux.

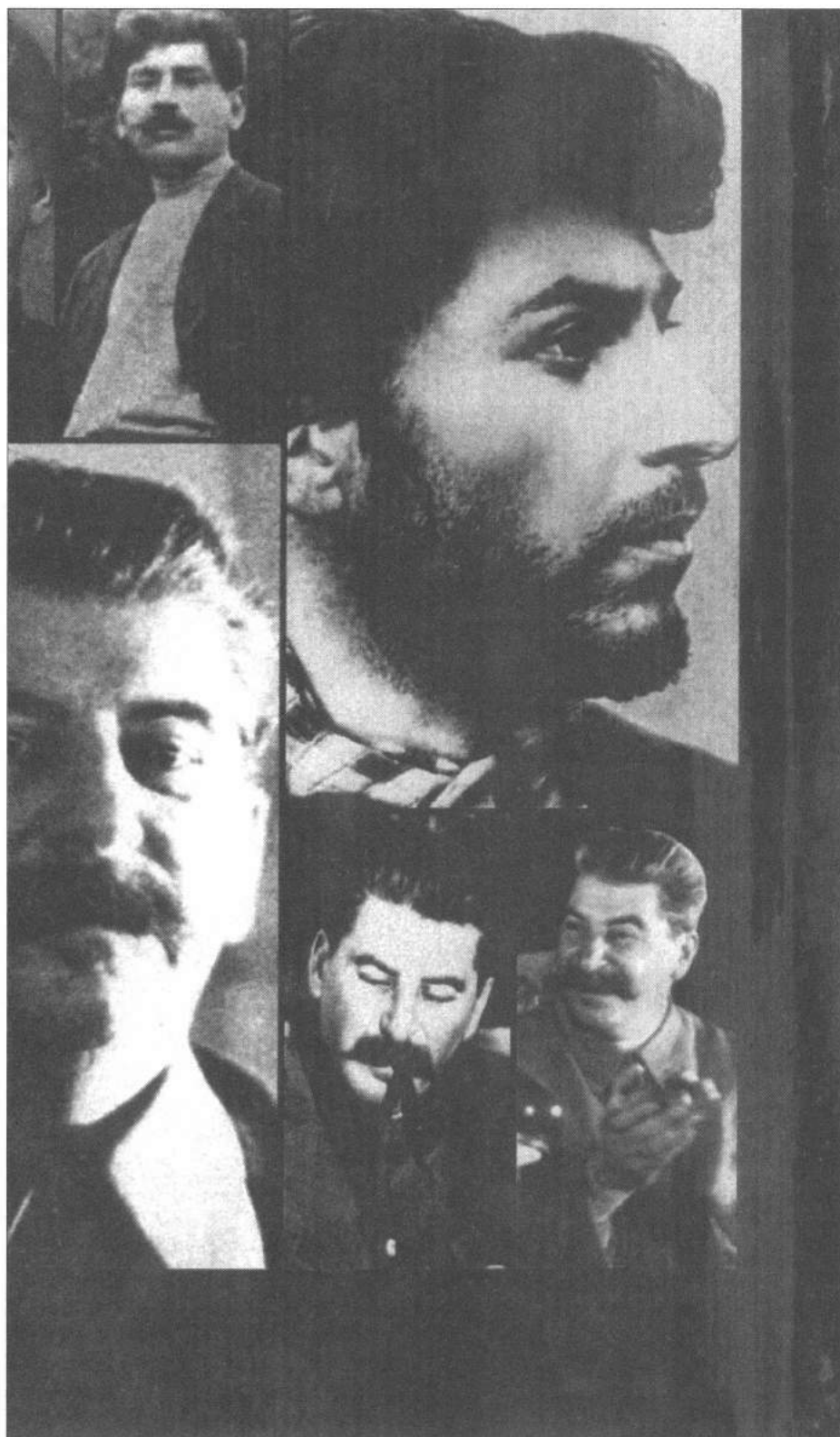
On se rappelle involontairement l'avertissement de l'auteur : *"J'ai pensé à ce livre toute ma vie."* Malheureusement, on n'y trouve pas la moindre trace d'un travail de réflexion. On aperçoit plutôt les traces d'un désir de sortir au plus vite un best-seller... Bien sûr, plutôt que de chercher à débrouiller les causes et les conséquences, d'analyser le processus contradictoire de l'apparition du totalitarisme criminel de Staline à partir de celui *"idéologique"* de Lénine, etc., il est plus rapide et plus aisé de bâcler une représentation mythifiée et romancée du *"dieu Staline"* (avatar du *"dieu Lénine"*), qui évaluait toujours précisément la situation et ne faisait que *"des coups gagnants"* dans ses *"longues parties d'échecs"*.

Malgré tout, l'irresponsabilité de Radzinski est parfois vraiment stupéfiante. Si encore il ne s'était mêlé que d'une historiographie qui ne lui est pas familière. Non, il écrit :

« Staline avait lu Dostoïevski et, bien sûr, se rappelait la fameuse question que l'auteur place dans la bouche d'Aliocha Karamazov : "Si pour ériger un monument au bonheur de l'humanité il était nécessaire de sacrifier un seul enfant, accepterais-tu de construire cet édifice sur ses larmes ?" »

Je ne sais pas si Staline s'en souvenait, mais l'écrivain Radzinski aurait dû se souvenir que Dostoïevski a placé cette célèbre question dans la bouche d'Ivan Karamazov. Comment peut-on lire *Les Frères Karamazov* et confondre Aliocha avec Ivan ?

Sergo Lominadzé



**Documents
sur la grève
des ouvriers
de Berlin-Est et de RDA
(16-17 juin 1953)**

Le 16 juin 1953, une manifestation de quelque 200 ouvriers du bâtiment de Berlin-Est contre le récent relèvement des normes décidé par le gouvernement de RDA (présidé par Otto Grotewohl) ou, plus exactement, par le bureau politique du parti stalinien, dit Parti socialiste unifié (SED), dirigé par Walter Ulbricht, se transforma au bout de quelques heures en grève générale dans la ville.

Le mouvement, entamé en réalité avant le 16 juin, se propagea avec la vitesse de l'éclair dans plusieurs dizaines de villes allemandes et suscita l'intervention brutale des chars soviétiques.

Les autorités des secteurs occidentaux (américain, anglais et français) à Berlin prirent les mesures nécessaires pour empêcher que les ouvriers de l'Ouest ne se joignent à ceux de l'Est (le Mur n'existait pas à cette époque, il sera édifié en 1961).

La brutalité de la répression, l'absence de toute organisation indépendante des travailleurs et le recul du pouvoir, qui annula la hausse des normes, étouffèrent le mouvement.

La chronique ci-après décrit ce dernier, jour par jour avant le 16, puis heure par heure pendant les deux jours de grève générale.



Grèves dès avant le 16 juin

LE ministère fédéral des Affaires panallemandes a fait, aussitôt après le soulèvement de juin, une enquête auprès de participants et de témoins oculaires, qui a fourni un matériel important. Il en est ressorti aussi le fait, inconnu jusque-là, que des grèves ont eu lieu dès avant le 16 juin.

13 mai :

A Eisleben, des ouvriers fabriquant des briques de scories métallurgiques font grève à cause d'une réduction de leurs salaires. Leurs porte-parole sont arrêtés par la Police du peuple (Vopo) et le Service de Sécurité d'Etat (SSD). Après cinq heures de grève de soutien d'autres départements de l'entreprise, ils sont relâchés.

25 mai :

Aux ateliers de construction de la Reichsbahn (chemins de fer), 40 ouvriers abandonnent le travail au reçu de leur salaire : avec les nouvelles normes, ils touchent 1,50 à 2,50 marks de moins par jour. De vives discussions s'ensuivent.

27 mai :

Le personnel de l'entreprise du peuple (VEB) Fimag (1 000 personnes)

fait grève à cause de la hausse des normes.

28 mai :

3 000 ouvriers de l'entreprise du peuple (VEB) d'électromécanique Kjellberg cessent le travail.

1^{er} juin :

A l'usine VEB Nagenia, de Chemnitz-Borna, les personnels font la grève sur le tas.

A Finsterwalde, environ 1 000 ouvriers de l'ancienne fabrique de vis (Tewa) cessent le travail.

4 juin :

A la "fosse du Progrès", à Eisleben, le travail cesse. Des wagons vides bloquent les accès. Ensuite, on continue à travailler selon l'ancienne norme.

9 juin :

Aux aciéries et laminoirs (VEB) de Hennigsdorf, environ 2 000 ouvriers protestent contre la hausse des normes. Le SSD arrête cinq des protestataires. Là-dessus, les personnels poursuivent leur grève sur le tas le mercredi, jusqu'à

ce que les ouvriers arrêtés soient libérés. La direction offre une prime de 1 000 deutschemarks à qui dénoncera les "agitateurs". La hausse des normes est annulée.

11 juin :

Dans le canton de Apolda, se forment des rassemblements spontanés de paysans, qui s'en prennent vivement aux cadres du parti SED. A Eckelstedt, le village est décoré comme pour une fête au retour de quatre paysans qui avaient été arrêtés pour n'avoir pas rempli leurs quotas. Le prêtre est arrêté parce qu'il a fait sonner la cloche de l'église.

12 juin :

A Brandebourg, environ 800 personnes accourent vers 16 heures devant le tribunal administratif, dans la rue Stein. Elles exigent la libération d'un prisonnier politique. La police est conspuée et balayée. On en vient aux mains avec des membres du parti. Vers 19 h 30, la police emmène quelques prisonniers, car elle redoute que la foule donne l'assaut à la prison. La foule réclame en chœur la libération des prisonniers et menace de faire grève. Vers 22 h 30, la revendication de la population est satisfaite.

Chantier de construction de l'école de Rüdersdorf : en commun avec le chantier sud, le travail cesse pour protester contre la hausse des normes. Des cadres du SED extérieurs à l'entreprise s'engagent à transmettre la protestation. Là-dessus, le travail reprend jusqu'au 16 juin.

13 juin :

Dans la fabrique de machines lourdes (VEB) de ABUS-Gotha, des ouvriers qui

ont pris la parole au cours de discussions animées doivent être arrêtés. Il en résulte un arrêt général du travail, qui fait renoncer la direction à toute mesure de force.

A l'entreprise (VEB) Constructions industrielles et sur le chantier "Zentral-Bettenhaus", se produisent des arrêts de travail.

A l'usine de câbles de Köpenick, la direction veut prolonger le temps de travail de la durée de la pause de midi. Les ouvriers ne tiennent pas compte de cette disposition.

15 juin :

Une équipe de nuit d'ouvriers d'une entreprise du bâtiment de Brandebourg fait grève contre la hausse des normes.

A l'hôpital de Friedrichshain, sept à huit colonnes (de chacune 14 membres) cessent le travail et appellent à une assemblée générale.

On rédige une résolution que trois ouvriers veulent apporter à Pankow (siège du gouvernement). En route, ils sont arrêtés.

Au chantier de Hohenschöpping, le travail a pratiquement cessé. Les ouvriers sont en rébellion depuis mai contre les réductions de salaires. Déjà, au début de juin, ils ont menacé de faire grève contre la hausse des normes et contre le contrat collectif d'entreprise.

Le bloc 40 de l'allée Staline cesse déjà temporairement le travail. Il est fait appel à des membres de la FDJ (Jeunesse allemande libre) pour décharger les wagons de matériel.

Les ouvriers les empêchent de briser la grève. Alors, le chef de chantier intervient avec un commando de la Police du peuple et contraint les ouvriers à reprendre leurs places (...).

Berlin, le 16 juin 1953

7 heures :

Les ouvriers de l'entreprise propriété du peuple (VEB) Union du bâtiment (Bau-Union), dans l'allée Staline, ne sont pas d'accord avec la réduction de la paie. Ils décident la grève et commencent leur marche vers la rue de Leipzig.

8 heures :

D'autres ouvriers l'apprennent. Après la pause casse-croûte, ils ne veulent plus reprendre le travail. Au début de leur marche de protestation, ils ne sont que 80. Leur groupe ne cesse de grossir.

9 heures :

Sur d'autres chantiers de l'Union du bâtiment, la grève est décidée. Un témoin raconte :

“On a procédé à la hausse des normes contre la volonté des ouvriers du bâtiment et, dès la paie de la première décade, on devait leur verser le salaire réduit (environ de 10 à 20 marks en moins par personne). Les ouvriers ont aussi eu des discussions animées sur le mauvais ravitaillement, surtout sur les prix dans les magasins HO (Handels-Organisation : Organisation commerciale, magasins où l'on payait en devises étrangères — NDT) et ils ont réclamé que soit mis fin à cette situation intenable. Dans l'assemblée générale, il a été dit que l'Armée populaire nouvellement créée devait se construire et se maintenir aux dépens des ouvriers. Les ouvriers du bâtiment ont réclamé la dissolution de l'Armée populaire.”

Les ouvriers se sont mis en route vers les chantiers des alentours et ont invité tous les ouvriers du bâtiment des autres chantiers à venir avec eux au ministère du Travail pour y manifester contre la hausse des normes et le mauvais ravitaillement de la population.”

9 h 30 :

Les premiers manifestants atteignent la place de Strausberg. Pour la première fois, la Police populaire leur fait face. Elle est enfoncée et le cortège continue sa route vers l'Alexanderplatz, de là vers le Lustgarten et vers l'avenue Unter den Linden, jusqu'à la Wilhelmstrasse.

13 heures :

Les ouvriers sont devant le ministère de la zone soviétique, l'ancien ministère de l'Aviation. Ils scandent en chœur leurs revendications. Au bout de quelque temps, le ministre de l'Industrie, Selbmann, paraît à la fenêtre du premier étage. L'excitation des grévistes monte. Ils réclament que Grotewohl et Ulbricht se montrent. Entre temps, Selbmann est descendu devant l'immeuble. Il assure comprendre les ouvriers de l'allée Staline, qui se dressent contre les normes. La réponse est cinglante : *“Nous ne sommes pas seulement de l'allée Staline, nous sommes de tout Berlin. Nous sommes contre les normes dans tout Berlin et dans toute l'Allemagne.”*

“Je ne suis moi-même qu'un ouvrier”, dit Selbmann, et on lui répond : “Mais tu l'as oublié !” Un des manifestants crie : “Nous voulons être libres. Ce

qui se passe ici, c'est un soulèvement populaire. Nous voulons des élections libres à bulletins secrets !"

Un objectif plus vaste a ainsi été donné au soulèvement intérieur, et la masse répète cette revendication. Lorsque Selbmann veut reprendre la parole, sa voix est couverte par les cris de : *"Va-t-en ! Démission ! Allez-vous en tous !"*

Il promet de téléphoner à des instances gouvernementales et rentre précipitamment dans l'immeuble.

Quand, après un quart d'heure, il n'a toujours pas reparu, les ouvriers forment un cortège de manifestation et se mettent en mouvement pour retourner à l'allée Staline.

15 heures :

Des voitures haut-parleurs du "gouvernement" roulent à côté des manifestants. Elles annoncent que *"le Conseil des ministres a annulé la hausse des normes. Les ouvriers sont priés de se disperser devant le ministère et de poursuivre les discussions dans l'allée Staline."*

Des agitateurs du gouvernement Grotewohl diffusent la déclaration suivante : *"De l'avis du bureau politique du SED, la hausse des normes ne doit et ne peut pas être appliquée par des méthodes administratives, mais seulement et uniquement sur la base de la persuasion et du volontariat."*

Mais il y a longtemps que les masses ne parlent plus des normes, mais de la démission du gouvernement. Le mot d'ordre scandé en chœur résonne dans les rues : *"Nous appelons à la grève générale."*

15 h 30 :

Le mouvement de grève s'étend. Quand le cortège des manifestants passe devant des chantiers de construction, les ouvriers font signe depuis les toits et les échafaudages, descendent des échelles et se joignent au défilé.

16 heures :

Dans d'autres endroits de la ville aussi, le travail cesse. Des cortèges — avec des banderoles qui demandent la démission du gouvernement, des baisses des prix et des élections libres à bulletins secrets — circulent dans les rues. La Police populaire — les VoPo — n'intervient toujours pas.

Des milliers de gens se rassemblent devant la prison de la rue de Barnim et réclament la libération des détenus politiques.

17 h 30 :

La nouvelle des événements est aussi parvenue dans les faubourgs de Berlin. Dans la région de Strausberg, les ouvriers décident déjà de se rendre à Berlin le lendemain et de se joindre aux manifestants.

18 heures :

Le grand cortège de la manifestation a de nouveau atteint l'allée Staline. Le SED fait intervenir ses cadres et les Jeunesses de la FDJ pour faire changer les grévistes d'avis par des discours de propagande.

Dans les échanges d'arguments, les avis deviennent de plus en plus clairs et nets. La propagande du SED n'obtient aucun apaisement, au contraire, ce que pensent vraiment les gens s'exprime après des années de silence.

Des banderoles avec des mots d'ordre communistes sont déchirées, des emblèmes de la "Société pour l'amitié germano-soviétique" sont mis en pièces.

La Police populaire n'intervient pas encore.

18 h 15 :

Mais on observe en fait d'importantes divisions de la Police populaire massées dans la cour de la préfecture de police de Berlin-Est, devant leurs cars d'intervention.

18 h 30 :

Au croisement de la Friedrichstrasse et de l'avenue Unter den Linden, les propagandistes du SED se heurtent à la population.

19 h 30 :

Les masses affluent aussi depuis le pont de Varsovie vers l'allée Staline et détruisent les emblèmes du gouvernement SED.

21 heures :

Les directions syndicales d'entreprises de la Bewag-Est et des cheminots annoncent aux ouvriers du bâtiment une grève de sympathie.

Dans la soirée, une "conférence extraordinaire des activistes du parti" eut lieu au palais Friedrich. On n'y mentionna pas directement ce qui se passait dans les rues de Berlin. Mais Otto Grotewohl parla d'autant plus clairement, quoique indirectement, de "désamorcer" le soulèvement populaire en s'en faisant en quelque sorte les porte-parole.

"La seule chose qui nous importe, c'est la cause de notre peuple. Cela seul nous permet de parler aussi clairement et ouvertement de toutes choses. Nous ne nous réfugions pas dans la démagogie, dans des manœuvres d'enjolivement ou de diversion. Nos erreurs, que nous reconnaissons ouvertement, ne sont nullement l'expression d'une incompréhension ou d'une hostilité envers le peuple. Le comité central du parti aura un expo-

sé complet et global de toutes les erreurs et des mesures nécessaires pour y remédier. Le bureau politique assumera sa totale responsabilité devant le comité central du parti. Aucune erreur, aucun manquement dans le parti et dans l'administration ne seront passés sous silence ni ne resteront dans l'obscurité.

L'avant-garde de la classe ouvrière allemande s'est coupée des masses. Il faut qu'elles se réunifient, et c'est notre tâche que de susciter cette unification. Pour toutes ces raisons, il n'y a pas d'autre voie pour nous. Il faut opérer un tournant."

L'effet recherché de ces paroles ne se produisit pas. Les événements du jour suivant s'en trouvèrent prédéterminés.

22 heures :

La Police populaire donne des consignes pour qu'"en cas de nouveaux cortèges de manifestation ou d'importants rassemblements humains, il en soit immédiatement rendu compte". On rend compte de tels rassemblements dans tous les quartiers de la ville.

23 heures :

La Police populaire prend d'importantes dispositions pour empêcher des grèves. Des commandos de la Police populaire casernée se tiennent prêts à occuper les "entreprises propriété du peuple".

Les grévistes ont entre-temps appelé à se rassembler à nouveau le lendemain, à 7 heures, sur la place de Strausberg.

Berlin, le 17 juin 1953

5 heures :

Les premiers chars soviétiques sont aperçus vers Adlershof. Au cours de la journée, les soviets envieront deux divisions motorisées (25 000 hommes) à Berlin.

7 heures :

Malgré une pluie battante, des milliers de gens se sont retrouvés sur la place de Strausberg. A la même heure ou un peu plus tard, des cortèges de manifestants venant des districts extérieurs sont en marche. La grève, qui est partie des chantiers de bâtiment Union, s'est étendue à presque toutes les entreprises. Quelques propagandistes isolés essaient encore de parler de l' "abrogation de la hausse des normes". Mais il y a longtemps que le soulèvement populaire n'est plus dirigé contre cela.

Un témoin oculaire rapporte :

"Nous nous sommes, comme il en avait été convenu, retrouvés ce matin à 7 heures sur la place de Strausberg et nous nous y sommes mis en formation, c'est-à-dire pas directement en rangs de six ou de quatre, mais au contraire nous nous sommes mis en marche de façon très dissymétrique en direction de la place Alexander.

Sur la place de Strausberg, la Police du peuple nous attendait, et aussi les "groupes de discussion" de la Jeunesse allemande libre (FDJ), qui devaient nous disperser, s'ils pouvaient. Là-dessus, il y a eu déjà tout ce mécontentement, qui a grandi parmi les ouvriers. Le cortège a poursuivi sa route en passant

par le Spittelmarkt, sans cesse de nouveaux manifestants venaient s'y joindre, entre autres du grand magasin HO et de l'entreprise (VEB) Progrès, de l'usine d'habillement, etc. Quand nous sommes arrivés dans la rue de Leipzig, nous avons rencontré des groupes de la FDJ, qui criaient en chœur que nous devions nous disperser, que nous étions des provocateurs. Pourtant, la veille, on nous avait dit — c'était le ministre Selbmann — que nous étions des ouvriers.

Dans la rue de Leipzig, devant le ministère, l'indignation a encore augmenté pour la raison qu'à la différence de la veille, la Police du peuple s'était rassemblée. Ils étaient arrivés dans des autobus, ils en sont descendus et ont barré les rues, d'abord une rangée, puis deux, puis trois. Et comme nous ne pouvions aussi vite informer toutes les masses de ce qui se passait chez nous, en tête, nous n'avons pas pu retenir la pression et nous avons naturellement été forcés de repousser les policiers. Et l'ordre leur a été donné de se servir de leurs matraques, et les policiers ont tapé sur des femmes, des enfants et des ouvriers du bâtiment.

Là-dessus, nous, qui n'avions que nos mains nues à opposer tant bien que mal aux matraques, nous avons frappé à coups de poings. Certains policiers ont hésité à frapper, quand l'ordre de sortir les matraques leur a été donné."

7 h 10, Radio Berlin-Est annonce :

"Il faut mettre définitivement et radicalement fin à toute méthode administrative dans la question des normes. Il faut absolument tenir compte des revendications des ouvriers du bâtiment concernant une amélioration de l'organisation

du travail, un réexamen des normes, qui ont effectivement été mal calculées. Il faut que le syndicat de la construction et du bois, membre de la centrale syndicale FDGB, se fasse le véritable interprète des intérêts des ouvriers du bâtiment, il ne doit pas intervenir dans les entreprises comme une annexe de la direction."

De tous côtés, les masses du peuple convergent en cortèges vers le centre de Berlin.

Un autre témoin oculaire relate :

"Des cadres de la centrale syndicale FDGB et du parti SED se sont comportés avec un calme parfait et ont pour une part encouragé la grève. Les grévistes sont allés en cortège sur les autres chantiers et à l'ancien terrain d'aviation de Johannistal. Ils ont appelé les maçons à se joindre à la grève. Mais ces chantiers avaient déjà d'eux-mêmes décidé la grève et s'étaient déclarés prêts à aller dans d'autres entreprises (industrielles) pour y inviter les personnels à partir en cortège avec eux pour Berlin. Se sont joints au cortège les ouvriers de RAW Schöne-weide, de la gare d'entreprise Schöne-weide et de l'usine de câbles d'Oberschöneweide. Les ouvriers expliquaient tous d'un commun accord, dans le défilé de la manifestation, que cette fois, il fallait veiller à ce que le régime du SED disparaisse, qu'il y ait des élections générales à bulletins secrets et la formation d'un nouveau gouvernement."

Extraits des bandes enregistrées de la radio NWDR (radio de l'Ouest) :

"Nous avons décidé de nous joindre aux ouvriers berlinois. Nous avons cessé le travail et sommes partis en cortège avec les collègues de l'entreprise LEW en direction de la frontière des secteurs (d'occupation alliée). Là, on a renversé les barrières, et ainsi, la marche a continué à travers Berlin-Ouest jusqu'à ce

que nous arrivions dans le secteur oriental, et de là dans la rue de Leipzig."

Au stade Walter Ulbricht, les grandes lettres au-dessus du portail ont été arrachées et mises en pièces par les manifestants.

Ce 17 juin, à beaucoup de croisements de rue, il y avait des groupes de la Police du peuple. Ils n'attaquaient pas encore.

Citons de nouveau un témoin oculaire :

« Le défilé, qui entre-temps regroupait environ 3 000 personnes, n'avait nulle part été arrêté par la Police du peuple. Ce n'est qu'à environ 100 mètres du bâtiment gouvernemental, dans la rue de Leipzig, qu'une chaîne de 100 policiers armés de fusils, de pistolets et de matraques en caoutchouc se posta en travers de la rue, mais elle fut cassée en peu de temps par la pression des manifestants ouvriers arrivant du secteur est. Les manifestants ouvriers criaient aux policiers : "La police avec nous !" Jusque vers 11 heures, la police se tint tranquille dans la rue de Leipzig.

Je constate expressément que les cris de "Nous voulons des élections libres", "Nous voulons la baisse des prix dans les magasins HO", "Le barbichu doit partir", venaient de manifestants qui habitent dans le secteur est et y travaillent. »

8 heures :

Semionov et Youdine assument pratiquement le pouvoir gouvernemental, avant tout, ils prennent la direction de la Police du peuple et de la Sécurité d'Etat.

9 heures :

Les premiers engins blindés de reconnaissance soviétiques interviennent. La nouvelle s'en répand comme un feu de brousse à travers toute la ville. Les cinq chars entrent dans la foule à 40 km à l'heure sur la place Alexander. Les mani-

festants se dispersent à temps, aussi n'y a-t-il pas encore de mort à signaler à ce moment-là.

9 h 15 :

Dans l'allée de Schönhausen, qui mène à Pankow (*quartier du gouvernement de RDA — NDT*), beaucoup de magasins ferment. De plus en plus d'entreprises cessent le travail.

D'après des rapports de témoins oculaires, de plus en plus de commerçants, de femmes, d'employés et de fonctionnaires de Berlin-Est se joignent aux cortèges de manifestants, qui ne cessent de grossir.

Sur la place Alexander, le tumulte se déchaîne déjà. Le grand magasin HO ferme.

Environ 15 000 personnes essaient, dans la rue de Leipzig, de prendre d'assaut le "bâtiment du gouvernement".

Venant de l'usine de laminage de Hennigsdorf, 12 000 ouvriers parviennent en ville. Les cortèges de manifestants venant de Schöneweide et de Köpenick, composés d'ouvriers, d'employés et de femmes au foyer, atteignent 20 000 participants.

9 h 30 :

Au coin des rues Friedrich et Zimmer, les poteaux marquant la frontière sont arrachés. La baraque de contrôle frontalier de la Police du peuple dans la rue de Leipzig est incendiée.

10 heures :

Les manifestants se heurtent dans la rue de Leipzig à la chaîne de policiers barrant la rue. On en vient aux mains. Le train urbain (le S-Bahn) ne circule plus, les autres moyens de transport ne circulent plus qu'irrégulièrement dans Berlin-Est, car leur personnel se joint aux manifestants.

11 h 10 :

Le drapeau rouge est enlevé de la porte de Brandebourg et brûlé.

11 h 30 :

Un témoin oculaire compte les morts sur la place Alexander : deux Policiers du peuple, un homme de la Sécurité, trois ouvriers du bâtiment.

11 h 45 :

Sur la place du Lustgarten, environ 50 000 personnes de toutes les couches professionnelles manifestent.

12 heures :

Des tanks soviétiques de type T 34 entrent en action au Lustgarten.

Un témoin oculaire rapporte : "*Nous avons eu le premier mort quand nous sommes arrivés à la porte de Brandebourg. Sept engins blindés ont foncé de derrière dans notre cortège, et là il y a eu le premier mort.*"

12 h 10 :

Les transports s'arrêtent de circuler. Dans toutes les parties de la ville, les gens sont dans les rues. De l'infanterie soviétique, équipée comme en campagne, est envoyée dans Berlin. Devant le bâtiment du gouvernement, dans la rue de Leipzig, il y a 15 tanks, 20 engins blindés et 30 véhicules de combat. Les premiers tirs partent, puis les mitrailleuses crépitent. La foule fuit vers la place de Potsdam.

Le flot de ceux qui arrivent des arrondissements extérieurs et affluent vers le centre de la ville ne cesse pas.

12 h 20 :

Dans tous les quartiers de la ville, on entend des coups de feu.

Sur la place de Potsdam, les masses populaires ont arraché les barrières marquant la limite des secteurs. Les banderoles de propagande du SED sont la proie des flammes. Les magasins HO sont sacagés, tout comme les locaux du SED.

Des dossiers volent dans la rue, tourbillonnent dans les airs, sont brûlés. Une partie de la Police populaire se joint aux manifestants. Dans les émissions en direct des reporters radio qui se sont rendus aux limites des secteurs, on entend crépiter les rafales des mitrailleuses.

Le soulèvement populaire s'est emparé de tout le monde, mais en même temps, les armes soviétiques dans les mains des soldats de l'Armée rouge comme dans celles de "Policiers populaires" allemands commencent à rétablir la paix des cimetières.

13 heures, récit direct d'un reporter de RIAS :

« Coups de feu sur la place de Potsdam. Nous avons occupé notre ancien poste sur le terrain de la station "Place de Potsdam" du S-Bahn, sortie ouest. D'ici, nous ne pouvons pas observer vers où l'on tire, et si ces coups de feu viennent de carabines russes ou de celles de la Police populaire. Mais de cet emplacement, nous pouvons voir loin dans la rue de Leipzig. Pour fermer la place de Leipzig, on a construit une barrière. Probablement, il y a des chars russes là derrière.

A ce moment, toute la masse humaine rassemblée sur la place se met en mouvement. Manifestement, de l'autre côté, un véhicule a été engagé contre les manifestants. On ne peut pas le voir, ils se sont tout de suite à nouveau arrêtés et refluent. Environ une compagnie de Russes, en deux détachements, a repoussé d'environ 50 mètres les manifestants sur les côtés droit et gauche de la rue, et maintenant le premier des gros chars T 34 se met en mouvement et se dirige, menaçant, vers la foule sur la place de Potsdam.

Il est à environ 30 à 40 mètres des premiers manifestants. Les deux autres chars continuent à être postés au barrage de la rue de Leipzig. »

13 h 30 : état d'exception !

"Ordre du commandant militaire du secteur soviétique de Berlin :

Objet : Déclaration de l'état d'exception dans le secteur soviétique de Berlin.

Pour instaurer un ordre public stable dans le secteur soviétique de Berlin, il est ordonné :

1. A partir de 13 heures, le 17 juin 1953, l'état d'exception est instauré dans le secteur soviétique de Berlin.

2. Toutes les manifestations, tous les rassemblements, tous autres regroupements de plus de trois personnes dans les rues, sur les places, ainsi que dans les bâtiments publics sont interdits.

3. Toute circulation de piétons et la circulation de véhicules automobiles et autres sont interdites de 21 heures le soir jusqu'à 5 heures du matin.

4. Ceux qui contreviendront à cet ordre seront punis selon les lois de la guerre."

*Le commandant militaire
du secteur soviétique de Berlin,
Dibrova, Major général.*

15 heures :

Le tumulte règne devant l'ancien hôtel de ville. Des insignes du SED sont arrachés.

Devant le "bâtiment du gouvernement", des T 34 lâchent des salves de mitrailleuse.

Sur la place de Potsdam, des mitrailleuses et des pistolets-mitrailleurs font feu. Dans la rue Friedrich, un poste de la Sécurité d'Etat est pris d'assaut.

17 h 30 :

L'immeuble Columbus, sur la place de Potsdam, brûle. Les pompiers de Berlin-Ouest interviennent.

Des secouristes de la Croix-Rouge allemande emmènent des blessés sous les tirs.

18 heures :

La radio de Berlin-Est annonce :

“Le service de presse près la présidence du Conseil des ministres communiqué : la décision du gouvernement du 28 mai concernant la hausse des normes de travail est abrogée. Les différents ministères sont chargés de l'application de cette mesure.”

*Otto Grotewohl,
président du Conseil des ministres.*

19 h 30 :

Sous un feu nourri, les manifestants mettent le feu à la Maison de la Patrie, place de Potsdam. Aux frontières des secteurs, des voitures haut-parleurs de Berlin-Ouest exhortent la population à garder son calme et à rentrer à la maison.

21 heures :

Dans les rues de Berlin-Est, ne pa-trouillent plus que des soldats de l'Armée rouge et des membres de la Police du peuple. Toute la population doit être rentrée dans ses logements. La ville ressemble à un immense sarcophage.

**(Extraits d'une documentation
du ministère fédéral
pour les Affaires panallemandes
[RFA], deuxième édition
augmentée.)**

**Grève de solidarité du chantier (...), (1),
en liaison avec les ouvriers du bâtiment de Berlin-Est**

“La grève est l'instrument de lutte syndicale pour la satisfaction de justes revendications.

Nous revendiquons :

- 1. Sécurité totale pour les porte-parole de la grève.*
- 2. Liberté de parole et de presse.*
- 3. A bas les normes.*
- 4. Un salaire qui corresponde aux prix en RDA, révision de l'ensemble des prix pour les vivres et les biens d'usage courant.*
- 5. Elections libres pour toute l'Allemagne.*
- 6. A bas les frontières entre les zones.*
- 7. Retrait de toutes les troupes d'occupation.*
- 8. A bas la Police du peuple encasernée.*
- 9. Rétablissement immédiat des 75 % de réduction pour les cartes de transport des ouvriers.*
- 10. Libération de tous les détenus politiques, y compris de ceux qui ont été condamnés à des peines de plus de trois ans.*
- 11. Retour de tous les prisonniers de guerre.*
- 12. Suppression des contrôles populaires.”*

Le comité de grève du chantier (...), (1).

(1) Nom effacé sur le document.

**Rousseau
et quelques figures
de la lutte
anticolonialiste
et révolutionnaire
au Viêt Nam**

(Ngo Van)

Ngo Van, né en 1912 dans une famille de petits paysans de Cochinchine (Sud-Viêt Nam), a, jusqu'à son exil aux Etats-Unis en 1948, milité dans les rangs du mouvement ouvrier vietnamien, où il fonda sa propre organisation, dont les militants furent exterminés par les colonialistes français et par le Viêt-minh.

Il a publié récemment deux ouvrages complémentaires sur cette période (*Viêt Nam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*) (1), réédité en 2000, et *Au pays de la cloche fêlée*, chez L'Insomniaque (2).

L'article ci-après en reprend et en élargit le récit, en le centrant sur l'étude de l'influence de Jean-Jacques Rousseau sur le mouvement anticolonialiste et révolutionnaire au Vietnam et sur la manière dont s'est exprimée cette influence de l'auteur du *Contrat social*, dénoncé par les représentants de la puissance coloniale.

(1) Un chapitre de cet ouvrage a été publié dans le n° 11 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 109 à 116.

(2) Ce n° 13 comporte une recension détaillée de cet ouvrage, pp. 135 à 137.

AVIS DE RECHERCHES

Sont recherchés et à conduire à la disposition de l'autorité compétente ou à celle du Chef local des Services de Police en Cochinchine, à Saigon :

* 13153. — **DÀO-HUÛNG-LONG** du HAI LONG du TÛ LONG du THÛEN du THÛY BÀ du ANH BÀ du ĐƠN du TÔ-LIÊN dit Ông ĐỒ, ancien commissaire des charbonnes « Đông-Sơn », « Đông-Phát » et « Vinh-Thiên », âgé de 23 ans, né à Phước-Long (Rachgia), inculpé de participation : 17 à l'attentat, commis en Novembre 1931 à Tân-Thạnh (BachLô), sur la famille du Linh-Trân-vân-Choài ;

27 à la tentative d'extorsion de fonds, commise le 25 Août 1930 à Saigon, au préjudice du Docteur Trần-ngọc-An.

Signalement : taille moyenne, corpulence faible, cheveux coupés à la manière. Marque particulière : une incisive surfilée ou argotée à la mâchoire supérieure, entre 2 dents manquantes.

Renseignements : connaît très bien les caractères chinois. — exerce actuellement le métier de peintre.

* 13154. — **FRAN-VÂN-HAI** dit SOS du THÛY BÀ du HAI du HƯNG du HAI du HƯNG, né en 1911 à Kôm-Chiê (Saigon), de ses Pham-vân-Nhiên et de Trương-bí-To, déjà arrêté à divers reprises pour menées communistes et libérées de preuves.

Signalement : taille 1m64. Marque particulière : narves à 5mm en arrière de l'angle externe de l'œil gauche.

Prière de prescrire des recherches actives en vue de découvrir ces deux individus qui sont membres de premier plan du parti trotskyste.

EXÉCUTION DE MANDATS DE JUSTICE

13155. — **THÛ-ĐẬU** dite THÛ-SÁU, — figure au Bulletin N° 134, signal. 11653, — inculpée de recel de produits provenant d'un vol qualifié commis au préjudice de LA-vân-Thông.

Mandat d'arrêt N° 6960 R. P. de M. NOEL, Juge d'Instruction à Saigon, en date du 18 Août 1932.

“L’oppression nous vient de France, mais l’esprit de libération aussi”

(Nguyễn an Ninh)

C'EST grâce à une toute petite note de mon livre *Viêt Nam, 1920-1945. Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* (L'Insomniaque, 1995), débusquée par Tanguy L'Aminot et qui mentionne un début de traduction du *Contrat social*, en *quôc ngu*, la langue vernaculaire du Viêt Nam, que j'ai rencontré le groupe des Etudes Jean-Jacques Rousseau. Je suis heureux d'avoir l'occasion ici d'évoquer quelques vivantes figures du combat révolutionnaire et anticolonialiste du Viêt Nam.

Il est, je pense, inutile de préciser que je ne suis un spécialiste ni de Rousseau, ni de rien du tout. Mais il se trouve que j'ai été mêlé à des événements qui m'ont fait côtoyer des gens, qui, à leur manière, et en dépit du temps et de l'espace, ont témoigné de l'actualité de Rousseau.

Au Viêt Nam, c'est dans la lecture clandestine d'ouvrages en caractères chinois venus en fraude de Chine que les lettrés formés à l'ancienne école du début du siècle, dans les années vingt, découvrirent Rousseau et les penseurs des Lumières. Car, le moins qu'on puisse dire, c'est que la colonisation s'est bien gardée d'apporter, avec ses armes et lourds bagages, la culture émancipatrice. Et c'est par un détour par l'Est, c'est-à-dire par la Chine et le Japon, que

la pensée occidentale a pénétré le pays.

Parmi les lettrés “modernistes” et révolutionnaires qui ont marqué l'histoire du pays, Phan bôî Châu (1847-1940) voulait chasser les Français du Viêt Nam, mais, à l'époque, il était partisan d'un régime monarchiste constitutionnel. En 1905, il s'est rendu au Japon dans l'espoir d'y trouver aide et soutien. Là, il a rencontré le lettré chinois Liang Qichao, réfugié à Tokyo depuis 1898, après l'échec de la Réforme des Cent Jours, et qui avait rejoint le groupe des réformateurs, animé par le Cantonais Kang Youwei. Liang Qichao était le principal propagateur de Rousseau en Chine :

“De talents éminents, aptes à guérir la maladie d'un pays, il y en a plusieurs dizaines dans l'Europe moderne. Si je considère le remède qui s'adapte le mieux à la situation actuelle de la Chine, (j'en conclus que) ce ne peut être que le Contrat social de Rousseau (1)”.

Phan bôî Châu, pour se présenter à Liang, lui écrivit :

“Dès mon premier cri en venant au monde, j'étais votre ami ; dix années

(1) Cité p. 426, dans la thèse de Wang Xiaoling sur *L'Influence de la pensée politique de Rousseau en Chine avant la révolution de 1911*, qui m'a éclairé sur les rousseauistes chinois, dont les traductions ont permis aux lettrés viets qui ne lisaient pas le français d'accéder à Rousseau.

passées à lire vos ouvrages ont fait de moi un parent par alliance (2).”

Et Phan bôî Châu de raconter : “*Cette lettre le toucha et il m’invita à venir le voir avec Tang Bat Hô comme interprète. Quand nous voulions nous exprimer plus directement, nous prenions le pinceau... (3).*”

De Liang Qichao, Phan bôî Châu connaissait déjà *Mâu tuât chinh biên* (“Les Evénements de 1898”) ; *Trung quôc hôn* (“L’Ame de la Chine”) ; *La Guerre du Moyen-Orient* ; *La Guerre franco-prussienne*.

« *Lorsque j’étais venu voir Liaup Qichao, il m’avait montré L’Histoire des trois héros de l’Italie (Mazzini, Garibaldi, Cavour), qu’il était alors en train d’écrire. J’avais été enthousiasmé par Mazzini, et notamment par cette pensée de lui : “Education et violence doivent aller de pair.” Tout en poussant les étudiants à partir outre-mer, je ne cessai pour autant d’encourager le développement de l’action révolutionnaire dans le pays. J’écrivais donc une Suite à la lettre d’outre-mer écrite avec du sang, que Lé Dai traduisit en vietnamien et diffusa à travers tout le Viêt Nam :*

“Quand le vent morne charrie une odeur fétide

Comment rester impassible, l’épée sous le bras ?

Dans nos cœurs chaque goutte de sang bouillonne de colère

Voici le ciel, voici la terre et nous voici nous

Frères, dégainez l’épée

Il n’est pas d’autre façon de nous unir” (4). »

Phan bôî Châu précise dans ses *Mémoires*, qu’il ne s’est pas fait faute de puiser dans la bibliothèque bien fournie du fraternel Liang Qichao. “*C’est seulement après mon départ à l’étranger — c’est-à-dire en Chine et au Japon —, dit-il, que je lus le Contrat social de Rousseau... (5).*” Liang Qichao était aussi l’auteur du *Contrat social, doctrine monumentale de Rousseau. Min yue lun jizi suo zhi xue shuo* (Xin min cong bao, Yoko-hama, 5 et 19 juillet 1902), et d’*Etudes sur Rousseau, Lu suo xue an*

(Qing yi bao, 21 novembre, 1^{er} et 21 décembre 1901).

C’est la lecture de Rousseau qui a, semble-t-il, radicalisé ses prises de position politiques et lui a fait sauter l’étape de la lutte pour la monarchie constitutionnelle. Ainsi, après la révolution de 1911 en Chine, Phan bôî Châu organisa en 1912 la Ligue pour la restauration du Viêt Nam, *Viêt Nam quang phuc hôi*, dont le but était d’instaurer l’indépendance du Viêt Nam et l’établissement d’une république démocratique. Au moyen, s’il le fallait, de la lutte armée et d’attentats terroristes.

Condamné à mort par contumace par les Français en 1913, après une affaire concernant des bombes qui avaient tué deux Français à Hanoï, il fut kidnappé par la Sûreté à Shanghai et ramené à Hanoï en 1925. Gracié, il fut assigné à résidence à Hué jusqu’à sa mort, en 1940.

•
•

Son compagnon, le lettré Phan châu Trinh (1872-1926), né en Annam, avait été nommé mandarin des Rites en 1903, mais, en 1905, écarté par la corruption et l’immobilisme archaïque de la cour de Hué, soigneusement entretenue par le protectorat français, il avait quitté son poste, renonçant au confort du mandarinat.

Au début de 1906, déguisé en coolie et caché par les cuisiniers du bateau, il s’était embarqué pour rejoindre Phan bôî Châu à Canton. Il le suivit au Japon, où Phan bôî Châu organisait l’accueil des étudiants annamites émigrés clandestins.

Mais demander le soutien militaire des Japonais pour chasser les Français du pays était, selon Phan châu Trinh, une idée dangereuse. Et il quitta Phan bôî Châu.

(2) *Mémoire de Phan bôî Châu*, traduction de Georges Boudarel, Paris, France-Asie/Asia, 1969, p. 49.

(3) *Ibidem*, p. 69.

(4) *Ibidem*, p. 133.

(5) *Ibidem*, p. 280.

Rentré au pays, Phan châu Trinh adressa en octobre 1906 au gouverneur général un *Mémoire sur les maux dont souffre le peuple annamite*, appelant son attention sur la corruption du mandarinat, dont la rapacité aggravait la misère d'une population déjà écrasée sous le poids des impôts, taxes et corvées. Il soulignait la responsabilité française, complice de cet état de choses, et appelait à des réformes pour revoir la sélection des mandarins, abolir le vieux système des examens, réformer le code barbare de l'empereur Gia Long resté en vigueur en Annam et au Tonkin, mettre sur pied une éducation moderne... Les mandarins corrompus lui vouèrent de ce fait une haine mortelle.

Au printemps de 1908, éclatèrent dans le Centre Annam des manifestations paysannes, qui se propagèrent comme traînées de poudre. Pour la première fois, le régime colonial dut affronter directement des protestations ouvertes et spontanées des masses paysannes écrasées de misère. La répression fut sanglante.

Une véritable Inquisition

La cour de Hué saisit ce prétexte pour sévir contre les lettrés modernistes. Dans toutes les provinces, se développa une véritable Inquisition. Les écoles furent détruites, les maîtres persécutés. Dans la même année, lorsque les paysans de son village marchèrent sur le chef-lieu de la circonscription de Dai loc (Quang nam), Phan châu Trinh, bien qu'il se trouvât alors à Hanoï, fut accusé d'être leur meneur. Amené à Hué, il fit la grève de la faim. La cour mandarinale le condamna à mort. Sur l'intervention de la Ligue des droits de l'homme, sa peine fut commuée en détention à vie, et il fut expédié au bagne de Poulo-Condore.

Après trois ans de travaux forcés, en 1911, une nouvelle intervention de la Ligue des droits de l'homme l'arrachait au bagne. Et il s'expatria en France. Il n'en avait pas encore fini avec l'emprisonnement, puisque, au cours des quatorze années de sa vie de paria passées

dans la métropole, il passa plusieurs mois à la prison de la Santé, sur accusation de complot. Cette histoire tragico-burlesque sera racontée plus tard par son ami de combat Phan van Truong (1878-1933), dans *Une histoire de conspirateurs annamites à Paris, ou la Vérité sur l'Indochine*, parue en 1928 à Saigon, au style limpide d'un épique discret et plein d'humour. Phan van Truong, qui fut aussi ami des idées rousseauistes, écrit, page 190 :

“À côté des bruits diffamatoires, on répand, en outre, des assertions risibles.

On prétend, par exemple, que j'ai des idées révolutionnaires parce que j'ai lu Jean-Jacques Rousseau, comme s'il suffit de lire Jean-Jacques Rousseau pour devenir révolutionnaire. S'il en était ainsi, je me permettrais de conseiller aux socialistes et communistes de propager à profusion les œuvres de cet écrivain pour révolutionner le monde.”

Ce livre, dévoré en cachette, eut une grande influence dans la prise de conscience historique et politique des jeunes autochtones. En mai 1925, Phan châu Trinh se rembarqua pour Saigon. Il fit le 19 novembre 1925 une causerie sur *“Éthique et morale d'Europe et d'Asie orientale”*, dans un café, qui rassembla jusque dans la rue un millier de personnes, jeunes pour la plupart, venues avant tout pour manifester leur sympathie au vieux “retour d'exil”.

Il déclara en substance : notre éthique n'est plus qu'un fruit desséché, et c'est à nous que nous devons nous en prendre pour la revivifier. L'éthique, c'est ce qui fait de l'homme, à toute époque et partout, un homme : l'humanité, l'équité, la politesse réciproque, la raison, le respect de la parole donnée...

La morale, au contraire, dépend de l'espace et du temps, elle est comme un vêtement, elle change selon les pouvoirs ; notre système monarchique désuet charrie avec lui ses règles morales, non seulement sa morale familiale, qui a abouti, avec le temps, à un despotisme répondant au despotisme royal, où les enfants se soumettent à l'esprit d'esclavage, où la femme doit obéissance à son mari, mais aussi sa morale nationale, qui, de-

puis les temps anciens, se résume en deux mots : roi et sujets ; le peuple n'a pas le droit d'intervenir dans les choses de la nation, il n'a pas de citoyenneté.

En Europe, poursuivait Trinh, la morale familiale a cédé le pas à la morale nationale, mais les nations européennes, qui sont des nations guerrières, se sont battues entre elles... Elles et nous devons avancer maintenant vers l'époque sociale où seront brisées les inégalités. Déjà, il existe en Europe des jeunesses socialistes, des jeunesses démocratiques, dont les vues dépassent les frontières nationales. Le chemin sera long, car si l'idée socialiste se développe en Europe, chez nous, c'est le "chacun pour soi", et tant pis pour ceux qui meurent en route ; on oublie le peuple, son malheur, sa misère ; on étudie pour des titres et des fonctions ; plus le peuple est esclave, plus le trône est fort et plus les mandarins s'enrichissent ; cet état d'esprit s'étend aux interprètes, aux secrétaires, et même aux boys et aux cuisiniers ; chacun espère devenir maire, chef de canton... et ainsi pouvoir à son tour dominer.

Si nous voulons qu'un jour le Viêt Nam devienne indépendant, il faut propager l'idée de socialisme, de solidarité. Et Trinh ajoute : en les observant superficiellement, nous pensons que les Européens appartiennent à une race ambitieuse, cruelle, terrible ; mais non, nous nous trompons. Si nous vivions longtemps en Europe, nous saurions que les Européens ont une éthique supérieure à la nôtre, car ils sont imprégnés de l'idée de liberté transmise à partir d'Athènes et de Rome. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, des esprits ont cherché à briser les entraves du despotisme pour aider leurs semblables à conquérir la liberté. La Fontaine, dans ses *Fables*, Pascal, Montesquieu avec *L'Esprit des lois*, Voltaire et Jean-Jacques Rousseau avec le *Contrat social*.

"La Sûreté nous inscrit sur ses listes noires"

Depuis plus de soixante ans, sous le protectorat d'un pays pourtant très civili-

sé, la Sûreté française nous inscrit sur ses listes noires quand nous manifestons notre attachement à notre pays ; elle nous accuse de manœuvres subversives. Ne nous laissons plus paralyser. Si les Français nous poussent ainsi au désespoir, il n'y aura pas culpabilité à ne pas leur être loyal (Phan châu Trinh, *Dao duc va luan ly A chau va Au chau*, Saigon, 1926). Ces déclarations de Trinh sont comme un écho au *Discours sur l'origine de l'inégalité* :

"Le despote n'est le maître qu'aussi longtemps qu'il est le plus fort (...). Sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence. L'émeute qui finit par étrangler ou détrôner un sultan est un acte aussi juridique que ceux par lesquels il disposait la veille des vies et des biens de ses sujets. La seule force le maintenait, la seule force le renverse ; toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel" (OC, III, p. 191).

Trinh a aussi rappelé la sentence : *"On peut tuer un lettré, mais on ne peut pas l'avilir"* (*"Si kha sat bat kha nhuc"*). Et commenté : que la richesse ne nous enivre pas, que la pauvreté ne nous change pas, que l'autorité et la force ne nous fassent pas courber la tête, là est l'homme véritable (*"Phu bat nang dam, ban tien bat mang di, uy vu bat nang khuat, thu chi truong phu"*). Meng Tseu (Mencius), le disciple de Confucius qui vécut aux quatrième et troisième siècles avant J.-C., a dit que le peuple est ce qu'il y a de plus précieux. Un souverain qui n'agit pas comme il le devrait idéalement a cessé moralement d'être souverain, et il n'est *"rien d'autre qu'un individu quelconque"*. Que doit faire le peuple quand le roi est cruel ? Meng Tseu n'a pas répondu à cette question, mais l'histoire l'a fait : quand le roi est cruel, le peuple le tue. Mais prenons garde de pousser le peuple à se soulever avec des couteaux et des bambous, de l'exposer à la mort sans aucune utilité ; les flagorneurs n'en deviendraient que plus arrogants et plus oppressifs.

Le 27 novembre 1925, Phan châu Trinh traita de *Monarchie et démocratie*.

Rongé par la tuberculose, il expira à Saigon le 24 mars 1926. L'émotion popu-

laire fut immense. Des milliers d'hommes, de femmes, de jeunes gens défiant la police omniprésente défilèrent pendant une huitaine de jours devant la dépouille du défunt, allumant des baguettes d'encens sur l'autel dressé pour lui au 54, rue Pelleirin. Le 4 avril 1926, ses funérailles se transformèrent en rassemblement monstre contre les maîtres... Autour du corbillard de celui dont "la voix a été un sabre qui a effrayé le pouvoir" (Phan bô Châu dans le discours d'adieu), les *jeune Annam* aux brassards blancs, avec leurs larges banderoles "Vive la révolution annamite !", et en masse, des coolies et ouvriers des décorqueries de Cholon, qui avaient quitté le travail, les élèves de la ville et des provinces, des ouvriers et employés de l'Arсенal, des paysans de Ba Diem et Hoc Mon, connus pour leur esprit de révolte...

La Cloche fêlée

Nguyên an Ninh (1900- 1943), de la génération suivante, fut formé à l'école française. En 1920, il arriva à Paris, où il allait fréquenter anarchistes et socialistes.

De retour au pays en 1922 avec une licence en droit, Nguyên an Ninh aurait pu s'intégrer facilement à la société coloniale, accepter un confortable emploi de magistrat assorti d'une concession de terre, mais c'était contraire à son éthique. Il voulait secouer la jeunesse scolarisée, l'engager à faire l'effort de se cultiver elle-même et de se battre pour l'émancipation du peuple annamite.

Dans son exposé sur "*l'idéal de la jeunesse annamite*", en 1923, il dénonce la tradition confucéenne introduite avec les marchandises chinoises et qui, usée et pervertie, n'a engendré qu'une couche sociale prééminente (*thuông luu*) au conservatisme gonflé de suffisance. Il dénonce aussi la culture utilitaire dispensée par l'école française en vue de former des "*esclaves du gouvernement français*".

« *En notre pays, écoles publiques et écoles privées abrutissent notre jeunesse, car le gouvernement a besoin d'un peuple faible et servile. C'est pitié de*

voir la sorte d'hommes domestiqués qu'elles engendrent.

Pendant que la masse des Annamites labourent et triment durement pour leur subsistance, une minorité les saigne au profit d'une puissance d'Europe. Notre tâche présente est de préparer les paysans à la lutte, de "produire la graine de l'arbre de demain". La liberté doit se préparer par une culture ouverte sur le monde actuel, sur ses besoins et ses méthodes d'action. Ce n'est pas la littérature léguée par nos ancêtres qui nous éclairera, car il n'en émane plus qu'un esprit dégénéré, fatigué, agonisant... Quittons nos montagnes et nos fleuves. Lorsque, d'un œil clair, nous aurons regardé l'univers et les sociétés des hommes, nous nous connaissons mieux nous-mêmes, et nous reviendrons ici où nous sommes nés, ici où notre esprit créateur et notre lucidité seront utiles (...). Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des imitations serviles, qui, loin de nous libérer, nous attachent à ceux que nous imitons (...). On a souvent parlé du rôle civilisateur de la France représentée par la caste dirigeante actuelle. On a fait un livre intitulé Le Miracle français en Asie. Et qu'est ce miracle ? C'est un miracle, en effet, que de pouvoir en un laps de temps si court faire descendre jusqu'à l'ignorance épaisse un niveau intellectuel qui s'était déjà beaucoup abaissé (...), précipiter un peuple aux idées démocratiques dans la servitude complète (...). Parler du rôle éducateur, du rôle civilisateur des maîtres de l'Indochine, déridement, messieurs, cela fait sourire. »

Cette conférence de Ninh est reproduite dans le beau et généreux livre de Léon Werth, *Cochinchine*, édité pour la première fois en 1926. En 1923, Ninh lança le journal *La Cloche fêlée*, titre repris du poème de Baudelaire. Ninh ne s'est jamais, à ma connaissance, expliqué sur cette référence, ce titre insolite donné à un journal engagé dans le combat anticolonialiste, mais je crois que pour tous ceux qui l'ont approché un jour ou l'autre, cette référence poétique n'a rien d'étonnant, elle est tout à fait dans sa forme d'esprit sensible, ennemi de tout cloisonnement schématisme et sectarisme.

“Bienheureuse la cloche au gosier vigoureux

Qui, malgré sa vieillesse, alerte et bien portante,

Jette fidèlement son cri religieux,

Ainsi qu’un vieux soldat qui veille sous la tente !

Moi, mon âme est fêlée et lorsqu’en ses ennuis

Elle veut de ses chants peupler l’air froid des nuits,

Il arrive souvent que sa voix affaiblie

Semble le râle épais d’un blessé qu’on oublie

Au bord d’un lac de sang, sous un grand tas de morts,

Et qui meurt, sans bouger, dans d’immenses efforts.”

Il a appelé son journal *“organe de propagande des idées françaises”*, formule déconcertante à première vue, mais tout à la fois diplomate et sincère. Ces *“idées françaises”* n’étaient pas celles des administrateurs et des colons, mais celles des libertés démocratiques. *“L’oppression nous vient de France, mais l’esprit de libération aussi”*, disait-il.

Le journal parut en français, toute publication en *quôc ngu* étant soumise à autorisation préalable. *La Cloche fêlée* attaqua le pouvoir colonial et sa société, du gouverneur Cognacq aux colons ; elle inaugurerait ainsi en Cochinchine l’affrontement ouvert de la presse avec l’administration, testant les possibilités légales d’appeler les *dong bao* (compatriotes, littéralement issus de la même matrice) à la lucidité et de les inciter à préparer eux-mêmes l’avenir de la *“nation indo-chinoise”*.

Le numéro du 21 avril 1924 exhorta les jeunes des écoles à partir pour la France, où la culture était libre.

“Ce n’est pas dans ce pays que nous pouvons acquérir ce qui nous manque. Ce n’est pas dans les gouvernements actuels de l’Indochine qu’il nous faut mettre nos espoirs en l’avenir de notre race. Un peuple esclave qui compte sur son maître pour sortir de la servitude oublie trop vite les raisons pour lesquelles on l’a fait esclave.”

Ninh colportait lui-même son journal dans les rues de Saïgon. Ses lecteurs, semi-clandestins, ne pouvaient être que ceux qui connaissaient le français, instituteurs, élèves, petits fonctionnaires annamites, et ils risquaient le blâme ou le renvoi s’ils étaient surpris en train de lire cet *“écrit séditionnel”*. La pression administrative harcelante sur son imprimeur le conduisit à installer sa propre imprimerie, rudimentaire, et de rédacteur et colporteur, il se fit aussi typographe.

En 1925, dans une brochure, *La France en Indochine*, Ninh alerta l’opinion de la métropole sur le malaise social en Indochine, où la *“mission civilisatrice de la France républicaine est révélée sous son vrai jour”*.

“Dans ces dernières années, malgré tous les efforts des coloniaux pour confiner les Annamites dans leur pays (...), des Annamites ont pu venir en France et observer la vie européenne (...). Ils en ont rapporté les idées démocratiques européennes, l’esprit critique de l’Europe, une vigueur et une foi revivifiées par le souffle occidental. Ils y ont reçu des mains des Français même l’acte de condamnation du régime imposé par les coloniaux à l’Indochine. Les coloniaux ne peuvent pas les empêcher de lire Montesquieu, Rousseau et Voltaire. Déjà quelques esprits se révèlent et s’affirment (...). Ils prêchent la réclamation des libertés élémentaires qui protègent la dignité humaine, la réclamation des réformes qui concilient l’esprit démocratique du peuple annamite et les idées européennes (...). Ils ne combattent plus en secret et par pur patriotisme. Ils combattent ouvertement au nom des idées humanitaires et des principes de 1789.”

Ninh rappelle ainsi que *“les livres chinois ne peuvent pénétrer en Indochine qu’en fraude, même les traductions d’ouvrages de Rousseau et Montesquieu”*. Dans la logique de ces convictions, en 1926, Ninh se met à la traduction de Rousseau en langue vernaculaire, le *quôc ngu*, afin que cette pensée soit accessible au plus grand nombre. Bien qu’on ignore quelle édition il utilisa, il est probable qu’il traduisit Rousseau directement du français en vietnamien. Sa

traduction consiste en un fragment du *Contrat social* (chapitres 1 à 6 du livre I) : initialement, Ninh envisagea de réaliser une traduction complète de l'ouvrage de Rousseau, mais ses activités militantes, la prison et la maladie l'en empêchèrent. Il incita à plusieurs reprises d'autres révolutionnaires à poursuivre cette entreprise.

Le fragment traduit par Ninh a été publié avec la traduction de sa conférence prononcée en français en 1923 à Saigon sur "*l'idéal de la jeunesse annamite*", dans laquelle, on l'a vu, il combat la tradition confucéenne.

Beaucoup de jeunes se sont jetés sur la lecture de Rousseau. Ce dont, d'ailleurs, s' alarma le docteur Paul Carton (célèbre, par ailleurs, en France pour son régime diététique), qui exerça aux colonies et écrivit dans *Le Faux Naturisme de Jean-Jacques Rousseau* (deuxième édition de 1931, pp. 212-213) :

"Indiscutablement, Jean-Jacques Rousseau fut donc un grand déséquilibre, et voici l'homme que nos éducateurs modernes considèrent comme un dieu et nos révolutionnaires comme un saint. Et ce sont les idées fausses de ce dément, charlatan déclamateur, qui a fini par le délire de la persécution, que, sous prétexte d'éducation nouvelle, on infuse à l'école, dans des leçons trop souvent libertaires et communistes, et que l'on propage chez les peuples colonisés. Par exemple, le Contrat social, traduit en annamite, est enlevé chez les libraires en Indochine, et dévoré par les indigènes. Ils le considèrent comme leur évangile social. Il est le ferment de leur révolte et l'instigateur de leurs assassinats.

Et c'est Jean-Jacques Rousseau, étranger qui se réclamait toujours de son titre de citoyen de Genève, bâtisseur d'utopies, cerveau enflammé d'envie et de vengeance, esprit perpétuellement faux, dieu des autodidactes, des primaires et des détraqués, destructeur de la famille et désorganisateur de l'ordre social, que la démocratie a pris chez nous comme drapeau, en lui empruntant ses prétendus immortels principes et qu'elle a transféré dans son Panthéon !

Devant un tel renversement du bon sens et de la raison, on comprendra que

nous ayons tenu à balayer hors du sage Naturisme hippocratique cet homme néfaste, ce faux naturaliste, ce faux prophète, cet idéologue malfaisant, en un mot ce paranoïaque."

Nguyên an Ninh fut incarcéré en avril 1926 et c'est Phan van Truong (l'auteur déjà cité plus haut d'*Une Histoire de conspirateurs annamites à Paris*) qui reprit en main *La Cloche fêlée*. Il y plaça en exergue la sentence frappante de Meng Tseu en chinois, et avec sa traduction française : "*Le peuple est tout, l'Etat a une importance secondaire, le prince n'est rien.*"

En mai 1926, *La Cloche fêlée* prend le nom d'*Annam* (et *L'Annam* disparaîtra définitivement lorsque Phan van Truong sera condamné en 1928 à deux ans de prison pour "*provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste*").

Le 24 avril 1926, s'ouvrit le procès de Nguyên an Ninh. Il fut condamné à deux ans de prison pour "*manœuvres subversives*". Grande émotion dans le pays, grèves de protestation parmi la population scolaire. Il y eut désertion en masse dans tous les établissements importants, tant en province qu'à Saigon. Même au Collège des jeunes filles annamites de Saigon, à l'Institut catholique Taberd et parmi les petits écoliers de Phulam, à Cholon. Plus d'un millier d'élèves furent renvoyés.

Relaxé sous condition en janvier 1927, Ninh s'embarqua en mars pour la France. Rentré en janvier 1928, *L'Annam* étant interdit et Phan van Truong inculpé, Nguyên an Ninh décida de vivre au sein de la paysannerie pauvre pour l'aider à sortir de sa torpeur, pour tenter d'y introduire le ferment d'une éthique révolutionnaire de solidarité et de responsabilité commune, dans l'optique de l'émancipation du pays.

Avec son ami Phan van Hùm, il parcourait à vélo les régions de Giadinh, Cholon, Tayninh, il y propageait les idées émancipatrices ; il suscitait les débats chez les travailleurs de la terre, tentait d'élargir leur horizon au-delà de leurs haies de bambous. Il nouait des liens dans la campagne profonde.

Son charisme alarma le pouvoir. N'était-il pas, sous le masque d'une existence ascétique et intellectuelle, en train de mettre sur pied une de ces sociétés secrètes, comme celle du Ciel et de la Terre en 1916, capables d'embraser tout à coup le monde paysan contre l'appareil de domination ?

Un soir de septembre, Phan van Hùm est interpellé à Ben luc par des miliciens, qui prétendent garder ses papiers. Il proteste et un caï lui envoie à la tête un coup de nerf de bœuf. Ninh le défend avec ses poings. Mais la nuit est noire, et c'est Hùm qui est emmené et mis aux fers à la maison commune de Longphu. Conduit au parquet de Saigon, il est inculpé d'imaginaires "*coups et blessures à agent dans l'exercice de ses fonctions*", et incarcéré. Quelques jours après, lorsque paraît le "communiqué du gouvernement", Ninh se rase la tête, se vêt de blanc et décide de rejoindre Hùm à la Maison centrale, parmi les prisonniers de droit commun.

La Sûreté torture, affame...

La Sûreté transforme qui elle peut en faux témoins : elle torture, elle affame, arrête enfants, vieux parents, qui parfois craquent et dénoncent. La police semble croire ou fait semblant de croire à une *Société secrète Nguyễn an Ninh* en train de s'armer, se livrant à la pratique du serment du sang et de la mort dans la tradition des sociétés secrètes du passé, serment qui n'a rien à voir avec l'homme de raison qu'est Ninh.

Des centaines d'arrestations se succèdent en octobre, novembre et décembre. La grande salle où l'on rassemble les détenus est bientôt baptisée *kham hoi* (prison de la société secrète). Chaque matin, des centaines de femmes et d'enfants partis de leurs villages dans la nuit attendent le moment où ils pourront remettre quelque nourriture à un mari, un père ou un fils. Beaucoup de ces derniers ne seront relâchés qu'après avoir été longuement torturés.

Cependant, du dehors vient un grand réconfort. Ninh sait que, chaque jour, des paysans de Giadinh, Cholon, Tan an, quoique soumis à la terreur, signent des pétitions en sa faveur...

C'est le 8 mai 1929 qu'a lieu le deuxième procès. Une foule de sympathisants envahit le prétoire. Ils sont expulsés dès l'ouverture de la séance. Verdict : Nguyễn an Ninh, trois ans de prison, mille francs d'amende et cinq ans de privation de droits civiques pour formation d'une société secrète. Il fut envoyé à Hatien pour y casser des cailloux, mais l'administrateur, inquiet de son charisme, le fit ramener deux jours plus tard à la Maison centrale de Saigon.

Tous les jeunes avaient la photo de Ninh dans leur chambre à cette époque-là. Tous ceux qui étaient éveillés à la révolte étaient enthousiasmés par lui et le considéraient comme leur aîné.

Pour donner une idée de ce rayonnement humain et intellectuel remarquable, il faut préciser que c'est sous son influence directe que les deux tendances communistes (celles des staliniens et des trotskystes) formèrent un front unique au sein du journal *La Lutte*, en 1933. Alors que Ninh lui-même n'appartenait à aucun parti.

Cette alliance unique — alors que Staline traquait en URSS et ailleurs, avec l'aide des partis communistes à sa dévotion, les opposants et ceux qui étaient tant soit peu soupçonnés de "trotskysme" — allait durer plus de trois ans.

Staliniens et trotskystes, d'accord avec Nguyễn an Ninh pour une lutte commune contre les ennemis immédiats, pouvoir colonial et parti constitutionnaliste, fabriqueront ensemble un journal de défense des ouvriers, coolies et paysans, sans qu'il soit question de stalinisme ou de trotskysme, les idées de Marx étant le fond théorique commun. Les articles ne seront pas signés (ni publicité personnelle, ni expression de tendances). C'est Ninh qui fut la cheville ouvrière du journal...

La Lutte gardera toujours cette orientation éditoriale : un peu de théorie, l'histoire du mouvement ouvrier au dix-neuvième siècle, mais surtout beau-

coup de faits puisés dans l'histoire en train de se faire dans le monde, dans la vie des ouvriers (grèves, syndicats, salaires, accidents du travail...), dans celle des paysans (propriétaires fonciers spoliés, exactions des notables, brutalités des colons), dans l'arbitraire et les abus de l'administration, dans les tortures pratiquées à la Sûreté, dans les violences policières, dans la vie des bagnards, dans les procès, dans le cynisme des possédants et des constitutionnalistes...

Ensuite, ce sera la rupture entre staliens et trotskystes en 1937, sur ordre du Parti communiste français.

Ninh sera de nouveau arrêté en 1937 et condamné à deux ans de prison. Peu de temps après sa libération, la police l'arrête une fois encore, quand la guerre est déclarée. Ninh est alors déporté au bagne de Poulo-Condore, où il meurt en 1943 (6).

Au début des années trente, au moment des nombreuses arrestations, dans les listes de livres saisis chez les suspects, que les journaux publiaient innocemment, ce qui orientait fructueusement les lectures des jeunes autochtones, en bonne place, figurait toujours Rousseau... N'est-ce pas là le signe d'une pensée toujours vivante dans ces premières décennies du vingtième siècle ?

En mars, 1956, des voix s'élevèrent...

Dernièrement, lors d'un séjour à Hanoï, j'ai eu l'occasion, au cours de discussions avec des écrivains et des poètes qui avaient joué un rôle dans le mouvement *Humanisme et Belles Lettres, Nhân Văn Giai Phẩm*, de les entendre se référer à Rousseau.

Ce mouvement *Nhân Văn Giai Phẩm* a surgi en mars 1956, quand, après le rapport de Khrouchtchev sur les crimes de Staline, quelques voix de poètes et d'écrivains s'aventurèrent à rompre le consensus apparent au Viêt Nam. Ces voix s'attaquèrent aux "*caporaux des lettres et des arts*", réclamèrent avec force les libertés démocratiques, s'élevèrent

contre le système de contrôle de la population par son regroupement en unités de foyers (*hồ khâu*) qui doivent se surveiller mutuellement, critiquèrent l'arbitraire, les abus et les exactions commis dans la réforme agraire en cours, qui commençaient à provoquer une série de réactions explosives...

La contestation éclata au printemps de 1956, par la publication dans le recueil *Giai phẩm* ("Belles œuvres") du poème "*Monsieur le Pot à chaux*", de Lê Dat :

"Le sort des personnes qui parviennent à vivre cent ans,

Est exactement celui d'un pot à chaux.

Plus ils vivent plus ils dégènerent,

Plus ils vivent plus ils se rapetissent."

Ce quatrain visait le "Vieux père de la nation" (titre que Ho chi Minh s'était lui-même attribué), ridiculisant le thuriféraire professionnel To Huu, dirigeant des Lettres et des Arts, auteur de ce chef-d'œuvre :

"Vive Ho chi Minh,

Le phare du prolétariat !

Vive Staline,

Le grand arbre éternel

Abritant la paix sous son ombre !

(...) Tuez, tuez encore, que la main ne s'arrête pas une minute ;

Pour que rizières et terres produisent du riz en abondance,

Pour que les impôts soient recouverts rapidement.

(6) Ecrits de Nguyễn an Ninh :

— En français : *La France en Indochine*, Paris 1925 ; articles dans les journaux *La Cloche fêlée*, *La Lutte*, etc. 1923-1939.

— En vietnamien : *Cao-vong của bon thanh-niên an-nam. Dân ừ A* ("L'idéal de la jeunesse annamite. Du Contrat social"), Saigon, 1926 ; *Hai Bà Trưng* ("Les deux Dames Trung", pièce de théâtre inspirée de l'histoire des deux sœurs, qui, au début de l'ère chrétienne, avaient chassé le gouverneur chinois du territoire viet), Saigon, 1928 ; *Tôn giáo* ("De la religion") ; *Phê bình Phật giáo* ("Critique du bouddhisme"), Saigon, 1938 ; articles dans les journaux en *quốc ngữ* à Saigon, 1933-1939.

Pour que le Parti dure, ensemble marchons du même cœur.

Adorons le président Mao,

Rendons un culte éternel à Staline."

Se sentant menacé, le pouvoir étouffa l'éclosion des Cent fleurs du printemps et de l'automne : le 15 décembre 1956, Ho chi Minh signa le décret d'interdiction de toute publication oppositionnelle sous peine d'emprisonnement allant jusqu'aux travaux forcés à perpétuité. Le recueil *Giai phâm* fut saisi alors qu'un autre jeune poète Trân Dân, qui avait lui aussi perdu tout respect du "père", était jeté en prison où il tenta de se suicider.

En automne, la dissidence affronta au grand jour le pouvoir. La revue nouvellement née *Nhan van* ("Humanisme") sera saisie à son sixième numéro, le 11 décembre. D'autres feuilles, *Dât moi* ("Terres nouvelles"), *Tram hoa* ("Cent fleurs"), *Noi thât* ("Franc parler") furent interdites. Mis au rang des assassins par les plumitifs de la presse officielle, 476 "saboteurs du front idéologique" furent, au début de 1958, rassemblés et soumis à des séances de "rectification idéologique" (*chinh huân*), obligés de consigner (*kiêm thao*) leur autocritique, allant parfois jusqu'à la confession publique : les uns seront déportés dans les camps de travail des régions difficiles du Viêt Bac (Nord) ou dans les zones agricoles à la frontière du Laos, les autres envoyés dans les coopératives ou les entreprises pour se "rééduquer par le travail" (*hoc tâp lao đông*).

Ces méthodes inquisitoriales ont poussé certains au suicide. Le philosophe Tran duc Thao, enseignant à l'université de Hanoï, sera, lui aussi, contraint à confesser "son révisionnisme" et envoyé à la garde des troupeaux. Le lettré Phan Khôi, 73 ans, et l'écrivain Truong Tuu, sympathisant trotskyste, refusèrent de faire leur autocritique. Le premier fut envoyé en résidence forcée à Chiêm hoa (Tuyên quang), le second exclu de l'université où il enseignait, et sa

femme privée de son petit commerce, leur seul moyen de subsistance.

"C'est la faute à Rousseau..."

Enfin, la campagne de répression s'acheva en janvier 1960 par le procès de l'ancien vice-ministre de la Propagande de Ho chi Minh, Nguyễn huu Dang, et de la femme de lettres Thuy An, sous les verrous depuis 1958 pour refus de confession, qui furent condamnés chacun à quinze ans de prison ; Trân thiêu Bao (Minh duc), l'imprimeur de la revue *Nhan van*, à dix ans, Phan Tai et Nguyen Chi à cinq et six ans, pour "espionnage" !

Lê Dat considère que l'on a surestimé en France l'influence chinoise sur le Mouvement dit des Cent fleurs vietnamiennes... Les intellectuels, pour la plupart, ne lisaient pas le chinois. C'est à la Révolution française que Lê Dat attribue la plus grande influence. Et Lê Dat, qui a dû aussi "se rééduquer" dans les aciéries de Thai nguyên, de chantonner, évoquant cette époque :

"Je suis tombé par terre,

C'est la faute à Voltaire,

Le nez dans le ruisseau,

C'est la faute à Rousseau..."

Et d'ironiser : non, l'inspiration n'a pas été du tout chinoise, en revanche la punition l'a été...

Dans le monde de l'oppression, de l'exploitation, partout où des hommes n'acceptent pas de dissocier rêve de vie communautaire, égalitaire et réalité, on peut dire qu'à un moment donné, fût-ce à l'autre bout du monde, le choc émerveillé de la rencontre avec l'esprit libérateur de Rousseau a eu lieu, que ce soit pour lutter contre l'impérialisme colonial ou contre la bureaucratie dominante.

Ngo Van

**L'histoire
telle qu'on l'enseigne
à nos élèves (I)**

(Odile Dauphin)



Chronique du 20^e siècle



L'histoire dans les nouveaux manuels

L'ÉVOLUTION des programmes et des manuels d'histoire-géographie depuis quelques années (nouveaux programmes collège et lycée à partir de 1996) conduit un certain nombre d'entre nous à utiliser largement la "liberté pédagogique" dont nous disposons encore à faire de la résistance passive, en multipliant montages, photocopiés, et en interprétant très largement programmes et instructions officielles (quant à elles, de plus en plus précises et impératives).

Mais cela ne constitue en rien une solution :

— d'abord, les jeunes enseignants (profilés par l'Institut universitaire de formation des maîtres [IUFM] depuis quelques années : les documents "patrimoniaux", diktat de la "problématique", même si elle est réductrice) seront majoritaires après le départ à la retraite du baby-boom (la moitié des enseignants en poste à ce jour devraient cesser leur activité professionnelle avant 2010). Ils n'auront connu que ces programmes et manuels, or le travail nécessaire à l'acquisition d'un recul minimum en histoire-géographie est tel qu'il faut du temps pour pouvoir remettre en cause le contenu de l'enseignement, sans oublier que le nombre de classes et d'élèves en charge ne cesse d'augmenter...

— de quelles sources aisément et immédiatement utilisables pourront-ils bénéficier, quand on sait que la plupart des

Centres de documentation et d'information (CDI) n'ont pas la place nécessaire pour garder les anciens manuels... que l'on a du mal à retrouver ailleurs (à Paris, le Centre national de documentation pédagogique [CNDP] les a liquidés ; à l'Institut national de la recherche pédagogique [INRP], ils ne sont en principe accessibles que si l'on fait un travail universitaire) ?

— et surtout, pour beaucoup d'enfants, le manuel d'histoire-géographie fait référence. Souvent, les parents qui cherchent à aider les collégiens le lisent avec eux. Malgré l'informatique, Internet..., les manuels restent une base (leurs documents, leurs dossiers gardent tout leur intérêt ; quant au résumé, il fait force de loi).

Il est donc important de mesurer l'infléchissement évident du contenu de nos programmes, leurs choix et leurs impasses :

— Les "dominés" (esclaves, serfs, paysans d'Ancien Régime, ouvriers des révolutions industrielles, peuples colonisés...) tiennent de moins en moins de place.

— Le tiers-monde existe-t-il encore ? Il y a, bien sûr, des pays pauvres, mais si certains s'en sortent, d'autres non, à qui la faute ?

— Les antagonismes sociaux, la "lutte des classes" (cette expression est bien ringarde !) sont gommés au profit d'un débat d'idées, impulsé par une minorité

de penseurs éclairés (philosophes du XVIII^e siècle...).

— Dès lors, si 1789 est à l'honneur, 1793, en revanche, devient un exemple des excès à éviter, un déferlement de forces obscures, de barbarie, qui prouve qu'il faut savoir s'arrêter à temps. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 a disparu dans la moitié des manuels : il est vrai qu'elle proclame le droit à l'instruction, mais aussi à un soutien pour les indigents, ainsi que le droit au "bonheur" et à l'insurrection, comme la Constitution des Etats-Unis d'ailleurs (mais que l'on n'a plus le temps d'étudier).

— Les révolutions russes ne sont plus en 3^e qu'une des conséquences de la Première Guerre mondiale.

— La revendication d'indépendance des colonies s'est faite essentiellement au nom du droit des peuples, et n'a quasiment pas de bases politiques, économiques, et sociales. D'ailleurs, en 3^e, la "*décolonisation et l'émergence du tiers-monde*" n'est plus qu'un paragraphe dans "*L'évolution des relations internationales*".

— Au nom du refus de la violence, de "Halte à la haine !", on met dans le même sac l'Allemagne nazie et l'URSS (qui, en 3^e, n'est plus que stalinienne), la torture d'Etat en Algérie et les attentats du FLN. La "montée des extrêmes" est toujours présentée comme le péril (notons qu'à gauche, on gagne vite le label "extrême").

Les réformateurs de nos programmes se sont attachés à fournir aux élèves un "paquetage de survie" historique, afin de leur donner quelques références simples, suffisantes et bien choisies :

- quelques figures nationales et quelques documents "patrimoniaux" ;
- les origines de la "citoyenneté" européenne ;

— le fameux "héritage des Lumières", la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (celle de 1789), dont notre nation s'est donnée pour mission de faire bénéficier les peuples du monde entier (du moins ceux que l'on a pu soumettre), héritage que l'on utilise

aujourd'hui comme un paravent ; mais tout de même pas l'héritage de Babeuf, de Proudhon, des communards, qui, eux, voulaient aller trop loin, et de toute façon nageaient dans l'utopie (comme, d'ailleurs, les rédacteurs de la Déclaration de 1793, d'après Belin, qui la taxe de "*rêve d'égalité sociale*").

— enfin et surtout, l'héritage judéo-chrétien. Et si la France est le pays de Marianne, il est temps qu'elle se resouviennent qu'elle était auparavant et qu'elle demeure "*la Fille aînée de l'Eglise*" catholique, apostolique et romaine.

L'étude qui va suivre est loin d'être exhaustive. Son but est, à partir de quelques exemples précis, d'apporter des éléments de réflexion sur un premier thème : "le repli sur l'Occident chrétien" et même catholique. Ce travail s'appuie sur quelques exemples précis pris dans les derniers programmes et manuels d'histoire des classes de 5^e (1997), et-ou de seconde (1996).

Après avoir analysé le repli sur l'Occident et la quasi-disparition des autres civilisations, nous essaierons de montrer, à travers l'envahissement du sacré, aux dépens de tous les autres aspects (politique, économique, social et culturel), **la mise en évidence d'un modèle religieux idéalisé, la quasi-disparition des autres religions et parfois leur caricature.**

Ce travail s'attache à montrer l'appauvrissement quantitatif et surtout qualitatif de notre enseignement (tel qu'il a été programmé), la place de moins en moins grande qu'il laisse à la formation de l'esprit critique et le rétrécissement des horizons et de la pensée qu'il induit pour nos élèves.

Conception humaniste du savoir ou chauvinisme historique ?

Les programmes de 5^e et de seconde sont les seuls à présenter une possibilité d'ouverture au-delà de l'Occi-

dent. En 6^e, on étudie trois grandes civilisations de l'Antiquité (mais seule l'Égypte est extérieure à l'Europe) et la naissance de deux religions monothéistes (en Asie, mais qui font partie de l'"héritage européen"). En 4^e, 3^e, 1^{re} et terminale, les programmes recentrent sur l'Europe (avec une place de choix à la France) et l'ensemble du monde industrialisé, essentiellement.

En seconde, par l'introduction d'une question sur "La Méditerranée au XII^e siècle", en 1996, ou plutôt la réintroduction d'une ouverture sur l'Orient (toutefois moins importante que celle des programmes en vigueur à la fin des années 1970 et au début des années 1980).

Mais en 5^e, le programme mis en place à la fin des années 1970 représentait une volonté réelle d'élargir les horizons, permettant par là même de constater qu'une civilisation pouvait connaître une période d'apogée, un foisonnement intellectuel, des progrès scientifiques et techniques remarquables, sans pour autant pouvoir maintenir indéfiniment cette avance. En 1985, les instructions officielles accompagnant les nouveaux programmes précisait : l'enseignement de l'histoire et de la géographie doit "répondre à la curiosité des élèves pour le monde qui les entoure", leur donner "le sentiment des solidarités qui les lient à ceux qui les ont précédés et à leurs contemporains". On pouvait lire plus loin :

"La conscience de la diversité des milieux et des civilisations (est) propice à la remise en cause des idées reçues, à l'acquisition du sens de la relativité, au développement de l'esprit critique, à la reconnaissance de l'universel au sein des différentes cultures, (d'autant plus qu'il y a) présence dans les classes d'élèves d'origine étrangère." Cet enseignement devait aussi permettre "de comprendre la multiplicité des réponses apportées par l'homme aux défis de la nature et de l'histoire", et créer "les conditions nécessaires d'un dialogue fécond entre les peuples".

En 1997, le ministère de l'Éducation nationale faisait paraître un *Bulletin offi-*

ciel hors série (dont la couverture et la diffusion ont été réalisées par Magnard) pour présenter les nouveaux programmes de 6^e et l'esprit général de la réforme en collège. Pour l'histoire-géographie, il s'agit de développer "des finalités intellectuelles, civiques, patrimoniales et culturelles". Le "projet pour le collège" précise : "Certes, il n'est pas possible en quatre années d'embrasser (...) la succession de l'ensemble des civilisations (...). On peut tenter une approche de l'histoire de l'humanité, qui, sans négliger les autres cultures, est essentiellement organisée autour de la lente constitution du patrimoine culturel européen."

Comment, dans la pratique, recentrer "sur le patrimoine culturel" sans pour autant "négliger les autres cultures", et le tout avec un nombre d'heures d'enseignement réduit ? C'est ce tour de force que nous allons essayer d'analyser.

En fait, la réponse est simple : **que doivent désormais connaître nos élèves en dehors de ce qui constitue les bases de la civilisation occidentale** (des bases bien choisies, et que l'on a d'ailleurs souvent tendance à annexer de façon très possessive à notre "patrimoine") ? **En fait, presque rien. Dans ce domaine, l'effort d'allègement a été maximum.**

Premières "grandes civilisations" à passer à la trappe : celles de la Chine et de l'Inde

D'abord, en glissant du programme de 5^e à celui de 6^e, puis en disparaissant au profit de "l'étude des Hébreux" et de "la naissance du christianisme". Jusqu'en 1985 (date de leur disparition des programmes de 5^e), elles avaient droit à six et vingt-huit pages dans les manuels. L'étude de ces civilisations mettait en valeur leurs spécificités, mais aussi leurs apports philosophiques, scientifiques et techniques à l'humanité en général, et à l'Occident en particulier. Cette étude avait aussi l'avantage de montrer qu'il y

avait eu, ailleurs, dans la durée, des constructions politiques et administratives efficaces, une vie intellectuelle et artistique très riche, des découvertes scientifiques et techniques très précoces, bien que les modes de pensée aient été différents des nôtres. Apprendre que les Indiens avaient inventé nos chiffres (sauf le zéro) et pressenti il y a fort longtemps l'existence de l'atome par une approche philosophique, que les Chinois avaient imaginé une écriture à vocation universelle étaient de bons exemples pour introduire la notion de relativité.

Aujourd'hui, les éditeurs insèrent quelques documents dans les chapitres de géographie sur l'Asie et, par une carte le plus souvent, introduisent des mots que plus rien n'explique : "*brahmanisme*" ou "*hindouisme*", "*bouddhisme*"; un texte ou deux sur le système des castes montre les blocages qui en résultent pour l'Inde d'aujourd'hui. Trois manuels consacrent un dossier à ces religions (photos, essentiellement), mais seul le Bordas en explique les principes de base. Il est vrai qu'après tout, elles ne sont aujourd'hui pratiquées que par 1 100 000 000 de personnes (et en très grande majorité asiatiques).

Quant à l'histoire proprement dite, pour l'Inde, rien ; pour la Chine, Magnard, à travers un document, montre que la riziculture n'est pas une découverte du XX^e siècle, et que les Han sont présents depuis l'Antiquité en Chine, grâce à quelques mots dans la légende d'une carte ; seul Hatier consacre deux pages au "*pays des Han*", avec deux idéogrammes, et même un tableau de quelques inventions chinoises : la soie, le papier, la boussole, la poudre à canon... Quant aux élèves qui n'ont pas ce manuel, il devront se contenter de lire quelques extraits du *Livre des Merveilles* de Marco Polo dans le chapitre "*Des grandes voyages de découvertes*".

C'est un peu court, surtout si l'on considère que l'aire géographique sur laquelle se sont développées et répandues ces grandes civilisations compte à peu près aujourd'hui la moitié de l'humanité. Mais après tout, que reste-t-il de ces anciennes splendeurs : quelques millions

d'Indiens, qui se précipitent dans le Gange sans penser aux règles d'hygiène élémentaires, des Chinois qui "s'ouvrent" enfin à l'Occident, mais s'obstinent à ne pas acheter nos produits (pourtant aujourd'hui bien meilleurs que les leurs).

Quasi-disparition des civilisations amérindiennes

Les programmes mis en place en 1997 ont entraîné la **quasi-disparition des civilisations amérindiennes**. Au programme depuis la fin des années 1970, maintenues en 1985, elles viennent de faire les frais du dernier dégraissage, puisqu'on ne doit plus les étudier que du point de vue de leur "*destruction*". Elles ne font plus l'objet d'une étude spécifique, ce qui a apparemment laissé les maisons d'édition perplexes. En effet, comment montrer la destruction d'une civilisation inconnue ? Elles ont donc essayé de réaliser ce tour de force en introduisant, soit quelques lignes de résumé, soit des photos et dessins dans un dossier, sur Machu Picchu et Mexico, ou sur l'art des Incas.

Magnard, plus ambitieux, fait travailler les élèves sur "*la rencontre des civilisations*" par le biais de questions, sur très peu de matériel. Bordas, dans un dossier de deux pages, réussit à rassembler Mayas, Aztèques et Incas, et propose à l'élève de s'initier à "*la démarche de l'historien*", en réalisant "*une recherche sur les Mayas*". Heureuse initiative, si elle est suivie...

Mais, dans le fond, est-il bien nécessaire de savoir que ces peuples, qui ne connaissaient ni la roue ni les armes à feu, avaient tout de même développé les mathématiques (le zéro, eux aussi...), l'astronomie, qu'ils étaient de grands bâtisseurs ; que les Aztèques pratiquaient le sacrifice humain, mais qu'ils avaient reconnu le droit à l'éducation pour tous les enfants, que, dans l'Empire inca, un système d'aide aux plus déshérités et aux victimes des catastrophes naturelles était organisé par l'Inca lui-même ?

Certes, ces "Précolombiens" sont presque tous morts au XVI^e siècle (littéralement décimés au Mexique en cinquante ans) à cause du choc microbien, et sans doute aussi un peu des traitements que la domination européenne leur a fait subir, du moins si l'on en croit Bartolomeo de Las Casas (relations des voyages et découvertes des Espagnols, 1542).

La civilisation musulmane

La civilisation musulmane reste, elle, au programme de 5^e et elle a été réintroduite en seconde en 1996. En 5^e, le monde musulman est étudié dans la première partie, "*De l'Empire romain au Moyen Age*". Les instructions précisent : "*L'essentiel est de présenter Mahomet, le Coran et la diffusion de l'Islam et de sa civilisation. On insistera davantage sur cette dernière et son rayonnement, abordés à partir de l'exemple d'une ville, que sur les constructions politiques qui résultent de l'expansion.*" Documents patrimoniaux : des extraits du Coran, une mosquée, repère chronologique : 622, l'hégire ; carte : le monde musulman au VIII^e siècle.

En seconde, c'est l'un des quatre thèmes antérieurs au XVIII^e siècle sur les fondements du monde contemporain que l'on doit étudier : "*Le carrefour de trois civilisations : la Méditerranée au XII^e siècle.*" Depuis 1996, toujours dans le but de ne pas surcharger les programmes, il a été proposé une année de mettre cette question au choix avec celle de "*La naissance du christianisme*". Et les instructions pour la rentrée 2001 disent que l'on pourra n'aborder une des quatre questions qu'en introduction des autres. Laquelle ? Au choix... Les instructions officielles de 1996 précisent : "*On situera sur une carte du bassin méditerranéen les civilisations de la chrétienté occidentale, de l'Empire byzantin et de l'Islam au XII^e siècle, et on présentera brièvement leurs spécificités. On montrera comment elles s'influencent réciproquement à travers leurs divers contacts.*"

Depuis 1996 et 1997, l'horaire suggéré est de 4 à 5 heures en 5^e et, en bonne logique, entre 1 et 2 heures en seconde (puisque l'on dispose de 5 à 6 heures pour les trois civilisations et leurs contacts). Donc, en tout, entre la 6^e et la terminale, ce sont 5 à 7 heures pour la civilisation arabo-musulmane (mais cela aurait pu être pire, puisque le projet du nouveau programme de 5^e publié au Bulletin officiel en 1996 ne prévoyait que 3 à 4 heures, pratiquement à égalité avec l'Eglise pendant les siècles d'apogée du Moyen Age).

La proportion du nombre de pages que lui consacrent les manuels de 5^e diminue (de un dixième environ du total de l'histoire dans les manuels de 1997). D'autre part, si l'on analyse précisément les instructions officielles, il y a une énigme à résoudre : comment peut-on "*insister*" sur le "*rayonnement d'(une) civilisation, à partir de l'exemple d'une ville*" ? Certes, les villes ont joué un rôle primordial dans la civilisation arabo-musulmane, mais justement, une de ses particularités est le grand nombre des centres urbains et culturels, leur richesse et leur diversité, leurs échanges (pas seulement marchands).

L'éclairage de ce nouveau programme est donc très réducteur. Et même si des manuels essaient de tricher un peu (à l'aide d'un dossier ou d'une "activité", ou de deux pages "patrimoine"), il n'en reste pas moins que l'étude de la civilisation musulmane se réduit comme une peau de chagrin. Il ne reste plus que deux manuels sur six à mettre l'accent sur la politique scientifique des califes et leur rôle actif dans la traduction des textes anciens : Bordas et Hatier (texte sur Abd Allah al Mamun, calife abbasside du IX^e siècle). Les techniques d'irrigation n'apparaissent plus que dans deux manuels sur six ; la même proportion présente encore un tableau des mots arabes francisés : Hatier et Belin (et un seul les chiffres), témoins des nombreuses connaissances que l'Occident doit aux Arabes.

Quant au raffinement de la vie en Orient, à l'essor de la littérature, de la poésie, cela devient l'exception. Le ma-

nuel Hachette sacrifie de 1995 à 1997 huit documents sur les sciences et les techniques, et la page de résumé laisse la place à une dizaine de lignes. Au terme de l'évolution, Magnard — qui a supprimé tous les documents sur les connaissances, les sciences et les techniques — se contente de cinq à six lignes de résumé sur cet aspect d'une civilisation qui a sauvé l'héritage grec, traduit des écrits perses anciens et développé sa propre réflexion et ses propres recherches, créé la méthode expérimentale et réalisé de nombreux progrès dans des domaines aussi divers que l'architecture, la médecine, les mathématiques..., et à laquelle nous devons l'amour courtois. Ainsi amputé, les chapitres sur le monde musulman le font apparaître comme une religion à l'origine d'un empire, une ville, un carrefour commercial.

En seconde, étant donné l'horaire prévu pour les trois civilisations et leurs contacts, peut-on réellement espérer compenser les lacunes ? Les manuels sont à peine plus riches que les actuels manuels de 5^e, et moins que les anciens (toujours de 5^e), à part le Belin. Le Magnard détient encore une fois le record : un seul document (un minaret derrière des colonnes romaines) et, pour conclure le résumé : *"C'est à leur initiative (des membres de l'ordre de Cluny) que commencent les grandes traductions de l'arabe en latin qui mettent à la portée de l'Occident le savoir perdu de la Grèce revu par l'Islam."* Ignorance ou mépris ?

Seuls Bréal et Belin consacrent une étude à "Al Andalus", au centre culturel fécond de Cordoue, où travaillaient ensemble Chrétiens, Juifs et Musulmans, et pas uniquement à la Tolède "reconquise". D'ailleurs, ce foyer chrétien de traduction était toujours alimenté en plein XII^e siècle par les productions de celui du sud musulman. Les "emprunts" sont tels qu'à la fin du XI^e siècle, Ibn' Abdûn, dans son traité de hisba (police des marchés), avait recommandé de ne pas vendre à des Juifs ou à des Chrétiens les livres de science arabe *"parce qu'aussitôt, ils traduisent les livres scientifiques et les attribuent à leurs auteurs ou évêques, bien qu'ils s'agisse d'œuvres"*

musulmanes". Dans les "mots clés" du paragraphe *"La rencontre des cultures d'Orient et d'Occident"*, Magnard rappelle à quelles dates ont vécu Euclide, Platon, Ptolémée et explique ce qu'est l'ordre de Cluny ; dans le résumé, il est question d'Alphonse VII, *"empereur des trois religions"*, de Gérard de Crémone, mais pas d'Averroès. Cet "intellectuel" arabe est pourtant le seul à être cité dans ce manuel, mais quelques pages auparavant : *"Cet état d'esprit (selon lequel les sciences sont tournées vers la connaissance suprême : celle de Dieu) entraîne l'absence de spécialisation. Averroès (1126-1198), au service de la cour des Almoades, est tout autant un philosophe et un médecin."*

Quant à Avicenne... Et, c'est dans le même manuel qu'on peut lire, quelques pages auparavant : *"C'est par le relais byzantin que la culture antique a pu se transmettre jusqu'à la Renaissance"...* Cela se passe de commentaire. La façon caricaturale dont Magnard présente cette civilisation est heureusement la pire, mais pourquoi ni Bertrand-Lacoste ni Hatier ne mentionnent-ils pas, au moins, le nom d'Averroès ?

Signalons (mais est-ce un hasard ?) que la chaire d'histoire médiévale arabe est restée vacante quelque temps à la Sorbonne.

Les civilisations de l'Afrique subsaharienne et du Pacifique

Quant aux civilisations de l'Afrique Subsaharienne et du Pacifique, antérieures aux "contacts" avec la civilisation occidentale, on ne les a jamais étudiées, même pas dans les colonies autrefois, ni dans les "poussières" de l'Empire français (sauf un petit peu depuis quelques années), alors pourquoi commencer maintenant ?

Les élèves africains (vivant en Afrique) peuvent travailler sur le manuel d'histoire de 5^e Hatier *"L'Afrique et le monde"* (Hatier, 1993, par exemple, réalisé par *"une équipe d'enseignants africains"*). Le quart de ce livre est consacré à l'histoire de l'Europe du VII^e au XVI^e

siècles. En revanche, dans les manuels français, on ne trouve que la définition du mot "animisme", dans les chapitres de géographie sur l'Afrique. Et rien en histoire, avant les fractures douloureuses que le continent africain subit depuis plusieurs siècles (résultant des différentes ingérences extérieures) ; rien sur les organisations sociales originales, ni sur les modes de vie traditionnels permettant de subsister dans des milieux aussi défavorables, ni sur les constructions politiques, sur ces royaumes dans lesquels les femmes (et c'est rare à l'échelle de la planète) jouaient parfois un rôle important; rien sur les cultures de l'Afrique, de la Polynésie, de la Mélanésie ; car le fait que la mémoire ne soit qu'orale ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu d'histoire ni de pensée. La création du département des Arts premiers au Louvre est donc une preuve d'ouverture suffisante ?

Bien sûr, la "France terre d'asile", pays d'immigration, scolarise côte à côte (enfin presque), mais du moins avec les mêmes programmes et les mêmes manuels, tous les enfants présents sur le territoire national. D'après le ministère de l'Éducation nationale, en 1990, les enfants immigrés constituaient 3 % des élèves de 6^e (et davantage aujourd'hui). Toujours selon le ministère, 78 % des parents des immigrés en 1989 (contre 77 % pour les parents d'élèves nés en France, et 67 % pour les parents ouvriers) souhaitaient que leur enfant poursuive ses études jusqu'à 20 ans ou plus.

D'autre part, si l'on se réfère à l'INSEE, en 1990, il y avait en France 4 700 000 enfants immigrés ou français nés de parents ayant immigré, dont plus de 3 200 000 venant d'Afrique (cf. *Les immigrés en France*, INSEE, 1997). Ces enfants ont-ils droit à leur passé, ou devront-ils se contenter du nôtre, comme cela a été le cas pour leurs parents et grands-parents (du moins ceux qui étaient scolarisés) dans les anciennes colonies françaises ?

Si notre enseignement historique se replie de plus en plus sur le passé occidental, quelles racines vont avoir ceux dont les ancêtres ne sont ni les Gaulois

ni les Francs ? L'enseignement de l'histoire permettra-t-il à ces enfants de pouvoir s'identifier à d'autres personnages, et contribuera-t-il à les aider à retrouver leur identité. S'intéressera-t-on à eux en dehors de leur potentialité sportive, musicale ou folklorique ? Et quelle compréhension et respect de l'autre pourront avoir les petits "Français" (dont un quart, d'ailleurs, a un grand-parent né au delà des frontières), si l'on exalte le passé national aux dépens de tout ce qui a pu exister ailleurs ?

Chantal de Saint Blancat, professeur à l'université de Padoue, écrit dans *L'Islam de la diaspora* (Italie, 1995 ; France, 1997) : *"Le dialogue naît seulement de connaissance réciproque entre les cultures. Plus que d'écoles séparées, on a besoin de programmes scolaires qui favorisent la compréhension et l'analyse de la diversité culturelle afin de mettre en évidence convergences et divergences..."* Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on s'éloigne de plus en plus de cet objectif.

En tout et pour tout, l'étude des civilisations, en dehors de l'Occident et de ses racines, ne doit pas excéder 8 heures (et 12 à 13 heures si, en toute rigueur, on considère que malgré Champollion, l'Égypte antique ne fait pas partie de notre patrimoine), sur toute la scolarité en collège et lycée, c'est-à-dire sur 150 à 180 heures (environ) d'histoire en collège de la 6^e à la 3^e (horaire plancher ou horaire plafond) et 140 à 180 heures (environ) en lycée (suivant les sections), soit un quotient de 8/290 heures à 8/360 heures !

A cette connaissance historique et rationnelle des différentes civilisations, s'oppose la tarte à la crème de la "citoyenneté, et du prétendu "respect de la différence", celle-ci étant ethnique (difficile de la nier) et religieuse (nous allons voir pourquoi).

C'est ainsi que si nous comptons le nombre d'heures consacrées à la religion chrétienne et à ses racines : le *"peuple de la Bible"* en 6^e (à partir de la Bible document historique majeur), 3-4 heures, les *"début (ou la naissance) du christianisme"*, 3-4 heures en 6^e, et 4-

5 heures en seconde. Et en ajoutant les 3-4 heures pour l'étude de l'Eglise au Moyen Age en 5^e, cela fait au moins 13 à 17 heures pour l'héritage judéo-chrétien. En comparaison, l'histoire et la civilisation des peuples à l'extérieur de l'Europe, y compris de l'Antiquité, devra tenir dans 8 heures (et 13 avec l'Egypte), dans toute la scolarité de collège et de lycée. Sans commentaire.

Histoire ou enseignement religieux ?

L'envahissement du "sacré" est une des caractéristiques de ces nouveaux programmes.

En 5^e, et c'est nouveau, l'étude du Moyen Age occidental au XIII^e siècle porte le titre : "*La chrétienté occidentale*" et commence par le chapitre sur "*L'Eglise*" (dont la proportion du nombre de pages augmente). Auparavant, on étudiait "*Les beaux siècles du Moyen Age*" ou "*L'apogée du Moyen Age*". Bordas insiste même : dans la partie du manuel qui traite de la "*chrétienté occidentale*", les titres de deux des trois chapitres sont : "*L'Eglise et la vie religieuse en Occident*", puis "*La chrétienté occidentale*" (dans lequel on trouve, pêle-mêle, les seigneurs, les paysans, les villes... et même la peste au XIV^e siècle). Il n'y a que le chapitre sur la monarchie française qui y échapperait, n'était Saint Louis.

La proportion du nombre de mots du vocabulaire religieux définis par rapport au total des mots à retenir dans les manuels de 5^e est un bon critère quantitatif : de moins d'un quart dans le Larousse-Duby de 1978, à moins d'un tiers dans les manuels après la réforme Chevènement, en 1997, elle atteint 40 et même 45 % chez Magnard : un nouveau record !

En seconde, le fil conducteur, à travers une bonne partie du programme, est encore une fois la religion chrétienne : "*La naissance et la diffusion du christianisme*", bien sûr, mais aussi l'étude de "*la Méditerranée au XII^e siècle*" mettent

en lumière des civilisations essentiellement définies par leur dimension religieuse. En effet, pour l'Occident, l'essor démographique, ses causes et ses conséquences, les mutations de la seigneurie et du pouvoir féodal sont complètement sacrifiés. Quant au chapitre sur le XVI^e siècle, il met en lumière l'humanisme chrétien, aux dépens du nouveau schisme de l'Eglise.

La révélation chrétienne : une vérité immanente (à partir du programme et des manuels de seconde)

Après l'avoir étudiée en 6^e, nous retrouvons la "*Naissance et diffusion du christianisme*" dans les programmes de seconde.

Le programme de seconde commence par la présentation du "*citoyen à Athènes au Ve siècle avant Jésus-Christ, et à Rome au II^e siècle après J.-C.*", en 5 à 6 heures. En 2 à 3 heures pour Rome, il est impossible (et d'ailleurs, le programme ne le demande pas) d'expliquer dans quelles conditions l'Empire romain est né de la conquête, la République romaine ne pouvant plus gérer ce nouvel espace élargi. Il est impossible d'expliquer quel choc à la fois social et politique a représenté cette domination romaine pour les cités grecques, les royaumes d'Asie mineure, de Syrie et d'Egypte, ces peuples dont le chef politique, et souvent religieux, venait d'être vaincu.

Impossible d'expliquer aussi l'angoisse des Romains, de moins en moins rassurés par une religion trop froide et trop politique (où les rites jouaient un rôle primordial), insatisfaction qui permet de comprendre leur intérêt croissant pour les cultes "à mystères", à caractère initiatique : Déméter et Koré en Grèce, Isis en Egypte, espoir d'une renaissance après l'hiver, d'une résurrection après la mort ; pour le culte de Mithra, dieu d'origine perse, qui meurt et ressuscite, dieu de la loyauté, de la fraternité, assurant la victoire. Bref, **la formulation de la question à étudier sur l'Empire romain ne permet pas d'expliquer le contexte socio-politique et psycholo-**

gique dans lequel a émergé la nouvelle religion.

S'agissant de la question suivante sur le christianisme, le *Bulletin officiel* recommande de prendre "pour point de départ une présentation de la Bible, ce qui permettra à la fois d'évoquer le contexte religieux et historique de la naissance du christianisme, et de caractériser son message". Seuls deux manuels ne prennent pas ces instructions à la lettre et permettent de prendre un peu de recul en présentant le culte de Mithra, par exemple (Magnard), ou celui de la "Grande Mère des dieux associée au drame d'un dieu jeune, qui meurt tragiquement, chargé des misères des hommes, et qui renaît avec la promesse d'une vie heureuse pour ses fidèles" (Belin).

Les cinq autres manuels sont plus conformes à l'esprit et à la lettre du *Bulletin officiel*, du 12 juin 1995, en présentant la religion chrétienne comme une création spirituelle ex nihilo, bref comme une "révélation" ; trois d'entre eux évoquent l'attente messianique, mais uniquement pour les Juifs, par conséquent dans le cadre de la Bible (puisque la venue d'un sauveur a été annoncée par les prophètes de l'Ancien Testament).

Jésus est donc né. Les professeurs d'histoire sont invités à traiter de la "naissance et de la diffusion du Christianisme" en 4 ou 5 heures, alors qu'ils ne devront consacrer que 11 à 13 heures à "La période révolutionnaire", celle-ci recouvrant : "1) la contestation de la monarchie absolue (depuis l'Angleterre au XVII^e siècle ; 2) les expériences politiques en France de 1789 à 1815 (on notera, au passage, que le mot de révolution n'apparaît plus, et celle-ci devient une expérience qui conduit à l'Empire napoléonien) ; 3) L'Europe transformée par la période révolutionnaire."

Tous les manuels présentent une "Vie de Jésus", naissance, prédication, procès et crucifixion. Un seul titre avec un point d'interrogation : "Dieu fait homme ?" (Magnard). La plupart des manuels affirment que les Évangiles (eux aussi présentés comme documents historiques, et non comme textes religieux) ont été rédigés vers 70... Bordas précise : "La

source chrétienne est la plus riche" : quatre livres, les Évangiles, même s'il précise plus loin qu'il s'agit d'un choix, (en fait, le tri fait par l'Église au cours des premiers siècles a été très sélectif et a laissé de côté de nombreux textes dits "apocryphes"). On trouve dans le même manuel : "Deux éléments sont indiscutables, Jésus a bien existé et a laissé dans son entourage un souvenir extraordinaire."

Nathan a le mérite d'introduire un élément de réflexion scientifique, en précisant que la majeure partie des textes ont sans doute été écrits après la mort des apôtres et qu'"ils contiennent ce que les auditeurs ont compris et interprété". Mais, plus loin, il rassure sur le sérieux des sources religieuses : "Les Pères de l'Église (qu'il cite tous les six) ont mis au point les dogmes (...) au prix d'un remarquable effort intellectuel..."

On pourrait multiplier les exemples, le procédé est presque partout le même : peu d'éléments de critique historique, dans un flot de détails (sur la vie de Jésus, les premiers chrétiens, les premières communautés chrétiennes, les Pères de l'Église, les progrès de l'Église dans la clandestinité, puis sa reconnaissance...). Seuls les élèves particulièrement attentifs peuvent repérer et mettre à profit les rares éléments de réflexion.

Bréal fait exception toutefois, en titrant : "D'une secte juive à une religion nouvelle" et en sous-titrant, de façon très originale par rapport à la "vulgate" : "La pensée chrétienne se normalise." Un seul manuel explique qu'il y a eu un choix, dans un ensemble de textes, et qu'une minorité seulement a été reconnue officiellement comme inspirés, et sont donc devenus "canoniques".

Quant aux miracles, on peut lire dans Hachette : "Les miracles qu'il réalise attirent à lui une foule nombreuse" ; dans Magnard : "Pierre et Jean accomplissent des miracles au nom de Jésus" ; et Belin présente cela comme une intense activité de guérisseur et d'exorciste, toutes ces affirmations étant abondamment illustrées.

Invasion de l'irrationnel et négation de la plus élémentaire des exigences scientifiques, la rigueur.

Un seul manuel de seconde propose une page de réflexion : *“Comprendre les éléments d'un débat : Jésus a-t-il existé ?”* La réponse est donnée par Michel Tardieu, professeur au Collège de France et spécialiste de l'histoire des religions, dans une interview donnée à la revue *L'Histoire*, en mars 1995, et retranscrite partiellement dans cette page d'exercice : *“Naturellement, l'idée qu'il n'ait jamais existé, qu'il doive être considéré comme un mythe sorti de l'imaginaire juif, c'est une spéculation de modernes. Elle n'a pas effleuré l'esprit des anciens polémistes Celse (II^e siècle) ou Porphyre (III^e siècle), qui pourtant réunirent contre le christianisme une masse impressionnante d'arguments (et qui) n'auraient pas hésité à exploiter l'argument de la non-historicité de Jésus s'ils avaient eu le moindre doute sur la validité de la transmission entre les disciples qui connurent Jésus, et Paul, qui est le premier auteur chrétien.”*

Les élèves ne peuvent être qu'édifiés, d'autant que le manuel leur souffle la réponse. Pourtant, ce que M. Tardieu ne dit pas, c'est que pour Celse, l'important n'était pas de savoir si Jésus avait existé ou pas. Il voulait, à travers ses écrits, convaincre les chrétiens de ne plus se comporter en mauvais citoyens et d'honorer le culte des dieux de Rome et d'Auguste (l'unité de l'Empire romain en dépendait). Son propos était donc essentiellement politique. D'ailleurs, on peut lire dans *“Le Discours vrai”* de Celse : *“La vérité est que tous ces prétendus faits ne sont que des mythes que vos maîtres et vous-mêmes avez fabriqués, sans parvenir seulement à donner à vos mensonges une teinte de vraisemblance, bien qu'il soit de toute notoriété que plusieurs parmi vous, semblables à des gens pris de vin qui portent la main sur eux-mêmes, ont remanié à leur guise, trois ou quatre fois et plus encore, le texte primitif de l'Évangile, afin de réfuter ce qu'on vous objecte.”*

En accusant les modernes de “spéculation”, M. Tardieu balaye tout le travail de l'école rationaliste, sans le réfuter. Des historiens, dont Paul Couchoud, ont émis l'hypothèse selon laquelle Jésus au-

rait été d'abord conçu comme un dieu astral, puis aurait pris figure humaine peu à peu dans l'imagination de gens qui vivaient une époque troublée. Charles Guignebert, professeur à la Sorbonne dans les années 1930, retient l'hypothèse que ce prophète a bien existé, mais que l'on ne peut rien savoir de sûr sur lui (ni sur sa vie, ni sur le contenu exact de sa prédication, ni sur les raisons de son procès). Il faut dire qu'aujourd'hui ces travaux ne correspondent pas à “l'air du temps”, et ils sont pratiquement mis à l'index.

Alors que, dans la plupart des manuels, le massacre des Indiens et la traite des Noirs n'ont droit qu'à une ligne ou deux, en revanche, tous les manuels consacrent au moins une page, et le plus souvent deux, aux **persécutions des chrétiens dans l'Empire romain**. Il est vrai que les instructions officielles (*Bulletin officiel*, juin 1995) précisent qu'il faut traiter de *“l'organisation de l'Eglise et de la diffusion du christianisme de l'époque des persécutions à...”*, tandis que, pour le XVI^e siècle, il ne faut parler que *“d'art, (de) culture, (de) société...”*, l'art pour l'art en quelque sorte, détaché de toutes contingences basement matérielles. Et puis, s'il y a eu quelques milliers ou dizaines de milliers de morts chrétiens, il y aurait eu quelques millions ou dizaines de millions de morts Indiens et Africains, sans provoquer pour autant, sauf rares exceptions, une opposition de la part des hommes d'Eglise, ni des mesures de la part des souverains “catholiques” et autres....

La Croix, des vendredi 1^{er} et samedi 2 novembre 1996, titrait : *“La religion fait sa rentrée dans les manuels”* et, en sous-titre : *“Les nouveaux manuels sont bien reçus dans les milieux catholiques.”*

Dans ce dossier d'une double page, on peut lire que les pères Hubert Herbreteau (responsable du secteur adolescence au Centre national de l'enseignement religieux) et Daniel Boichot (secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique) applaudissent l'option d'enseigner les *“religions dans l'histoire”*, plutôt que *“l'histoire des religions”* ; ce serait une matière de trop...

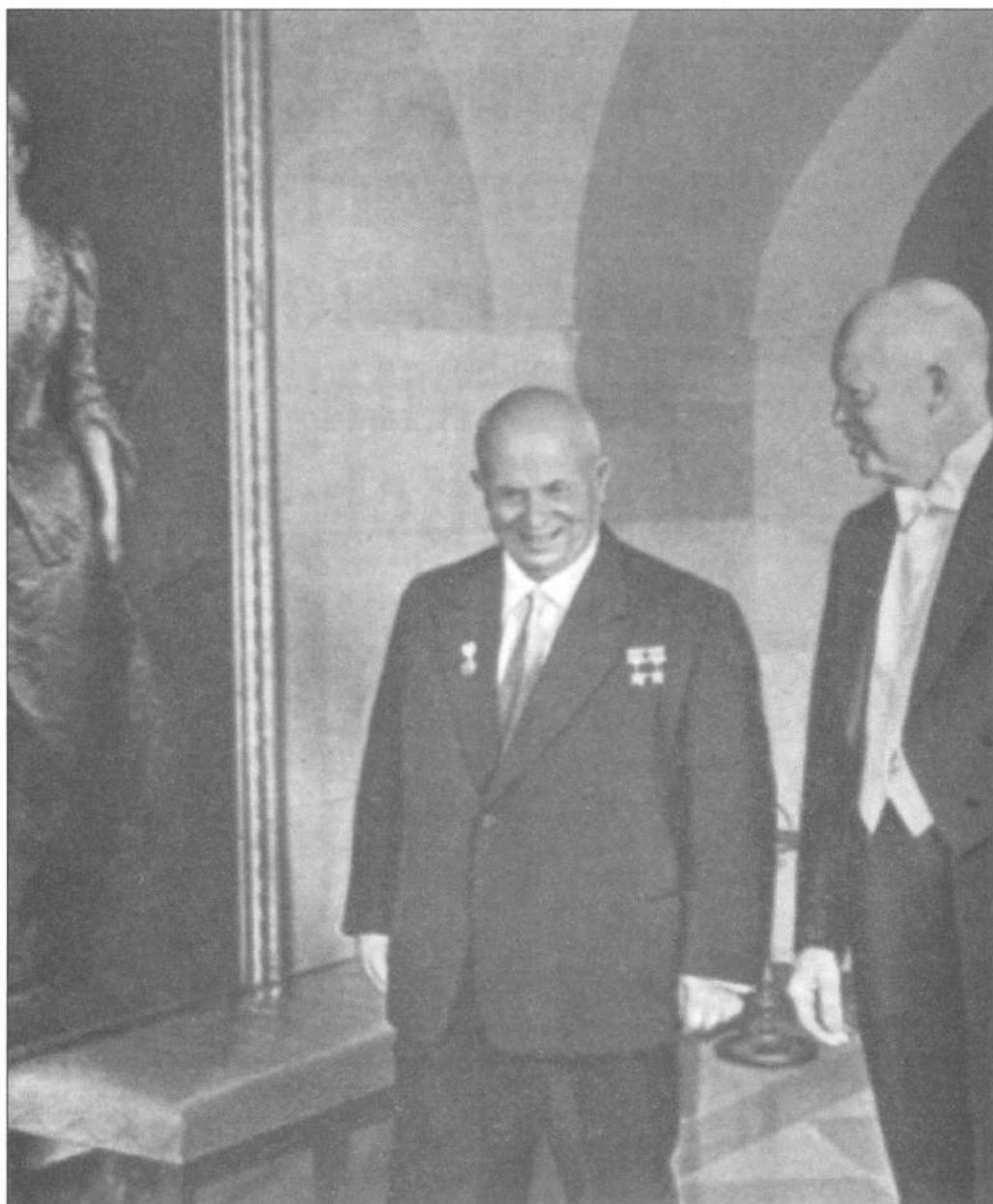
Le journaliste Bernard Gorce écrit que *“le retour d’une culture religieuse à l’école ne devrait donc que profiter aux animateurs d’aumônerie”* (lesquels devaient auparavant combler toutes les lacunes). *“Les instances catholiques heureuses de la fin d’un si long tabou semblent satisfaites des réalisations éditoriales.”*

Il y a de quoi !

Quant au “tabou”, nous renvoyons la journaliste Florence Couret, qui a écrit dans le même article que les termes “croyance” et “religion” n’existaient pas dans les programmes *“d’il y a dix ans”*, à ses anciens manuels de collège et de lycée : elle n’a pas dû être une élève très attentive ni très intéressée par l’histoire.

(A suivre)

**A propos
des souvenirs
enfin complets
de Nikita
Khrouchtchev**



Nikita Khrouchtchev et Eisenhower à la Maison-Blanche.

De l'adulation de Staline à sa dénonciation et du Capitole à la roche Tarpéienne...

STALINE semblait, à la fin de sa vie, avoir un successeur désigné : Gueorgui Malenkov, morne apparatchik, dont l'existence s'était tout entière déroulée dans l'univers clos des bureaux du comité central. Staline lui avait d'ailleurs confié la présentation du rapport d'activité du comité central au XIX^e Congrès en octobre 1952. Les kremlinologues lui désignaient comme rivaux Beria ou Molotov. Nul ne pensait à Nikita Khrouchtchev, le moins connu des dirigeants du Kremlin, en qui, selon le soviétologue André Pierre, qui avait manifestement des moyens de sonder les reins et les cœurs, Malenkov avait "pleine confiance" !

Les lendemains de la mort de Staline paraissent confirmer ce scénario : au-dessus de Beria, qui dirige le ministère unifié de la Police et de la Sécurité, Malenkov concentre les pouvoirs entre ses mains en cumulant les fonctions de président du Conseil des ministres et de premier secrétaire du comité central ; mais, dès le 14 mars, il est déchargé de cette dernière fonction, à laquelle Khrouchtchev est nommé en septembre 1953. A cette date, Beria, arrêté le 26 juin, est déjà éliminé, avant d'être exécuté le 23 décembre. Le 8 février 1955, Malenkov est remplacé par l'ectoplasme Boulganine à la tête du Conseil des ministres. En juin 1957,

Khrouchtchev limoge Malenkov, Molotov et Kaganovitch

Renversé en octobre 1964 par une nomenklatura qu'il secouait trop à son gré, il entreprend de dicter ses *Mémoires*, malgré la surveillance du KGB. Son fils, Sergueï, ingénieur, devenu en 1999 citoyen américain, fait passer les bandes à l'Ouest. En 1970, un an avant sa mort, paraît une édition américaine de souvenirs, publiée en français chez Robert Laffont, puis, en 1974, un second volume. En 1990, paraît aux Etats-Unis un troisième volume, présenté comme "entièrement composé de textes inédits", ce qui est inexact, traduit chez Belfond sous le titre *Mémoires inédits*.

Les éditions Moskovskie Novosti viennent d'éditer à Moscou, à l'automne 1999, quatre forts volumes comprenant le texte complet de ces souvenirs (plus de 3 000 pages, dont les variantes du texte enregistré sur bande magnétique et 600 pages d'annexes) ; les éditions antérieures citées ne constituent qu'une fraction aménagée de cet ensemble bavard, confus, répétitif, parfois contradictoire, et néanmoins très riche.

Khrouchtchev tente, à la fin de sa vie, de comprendre et d'expliquer ce qu'il a vu, vécu et fait ; or la trajectoire de cet ouvrier mineur, promu apparatchik et

monté jusqu'au sommet de l'appareil bureaucratique en passant sur nombre de cadavres, l'a mené de l'adulation de Staline à sa dénonciation, de l'écrasement de la révolution hongroise à la publication d'une *Journée d'Ivan Denissovitch* et du Capitole à la roche Tarpéienne.

On y découvre ainsi l'ampleur inouïe du bluff bureaucratique et policier. Un jour de 1935, Jdanov évoque avec Khrouchtchev ses visites d'usines :

"Un jour, je visite une usine. On me montre et on me raconte tout, j'examine ce que je peux, je quitte mes interlocuteurs et je vais dans une autre usine. J'arrive, là aussi on me montre et on me raconte tout. Je quitte mes interlocuteurs : c'étaient les mêmes gens que dans l'usine précédente. Pour vérifier, je vais dans une troisième usine : et là, tout s'est répété."

Nullement étonné, Khrouchtchev lui réplique :

« Cela m'est arrivé à moi aussi. On nous "balance" la garde, qui nous entoure, nous ne savons pas de qui il s'agit et nous leur serrons la main comme si c'étaient des gens de l'usine. »

Khrouchtchev était alors premier secrétaire du PC de la capitale, Jdanov celui du PC de Leningrad, la seconde ville du pays. Comme à de vulgaires Barbusse ou Romain Rolland, on leur présentait, lors de leurs tournées, les agents du NKVD qui surveillaient l'usine et son personnel, en lieu et place de ce dernier, trop douteux et incertain.

Ce même Khrouchtchev, premier secrétaire du PC ukrainien à partir de janvier 1938, y supervise la chasse débridée aux "ennemis du peuple". S'il n'en met pas alors en doute le bien-fondé et l'applique donc, il s'étonne pourtant de voir tel ou tel vieux "camarade honnête" et fidèle brusquement stigmatisé comme traître. S'il ne conteste pas la décision, il ne la comprend pas. Et comme c'est le NKVD qui démasque le "traître", l'arrête, le fait avouer et transmet son dossier au parti, il en conclut : *"La Tchéka s'est hissée au-dessus du parti."*

Mais, évoquant plus loin le tour de passe-passe qui a, en 1953, rejeté sur Be-

ria les "fautes" de Staline, il note : *"C'est élémentaire : ce n'est pas Beria qui a créé Staline, mais Staline qui a créé Beria. Il l'a fabriqué comme il avait auparavant fabriqué Iejov et avant encore Iagoda."* Ailleurs, il souligne : *"Ce n'est pas seulement le comité central, c'est le parti tout entier que Staline a puni avec ses abus, par l'anéantissement de l'encadrement du parti et des sans-parti" (sic !), c'est-à-dire de la quasi-totalité des cadres de la société. "Pour quels motifs ? Cela, c'est une autre question"...* à laquelle il ne répond pas.

Le vieillissement accéléré de Staline transforme en paranoïa sa suspicion politique. Lorsqu'il quitte le Kremlin pour rejoindre sa villa, il dicte au chauffeur un itinéraire compliqué, qu'il varie chaque soir pour tromper l'ennemi. Khrouchtchev, installé dans la seconde voiture, s'étonne auprès de Beria et de Malenkov, qui voyagent avec le "Guide" : *"Qu'est-ce que vous avez à zigzaguer par les ruelles ?" "Ce n'est pas à nous qu'il faut le demander, lui répondent-ils Ce n'est pas nous qui définissons l'itinéraire. C'est Staline lui-même qui désigne les rues."*

C'est à cette époque qu'il fait construire autour de sa villa une seconde palissade et lâcher des chiens entre la première et la seconde.

La paralysie semble alors gagner Staline et, à travers lui, tout le gouvernement du pays. Il laisse s'entasser sans les ouvrir sur la table de sa salle à manger les paquets de courrier destiné au bureau politique et au comité central, qu'on lui apporte chaque jour du Kremlin. Beria et Khrouchtchev les aperçoivent un jour et Beria dit en ricanant à son voisin : *"Ton courrier traîne sûrement là aussi."* Sans réponse.

Le rapport sur les "crimes de Staline" lu par Khrouchtchev lors de la séance finale à huis clos du XX^e Congrès du PCUS, le 24 février 1956, a été discuté par tous les dirigeants. Deux d'entre eux lui ont d'ailleurs fait supprimer le gênant passage suivant :

« Chaque membre du bureau politique peut raconter beaucoup de choses sur le sans-gêne avec lequel Staline

s'adressait aux membres du bureau politique. Un jour, peu avant sa mort, Staline convoqua plusieurs d'entre nous. Nous arrivons à sa datcha et commençons à discuter quelques questions. Par hasard, entre moi et Staline, s'élevait un tas de dossiers, qui me cachait à lui. Staline, énervé, se mit soudain à crier : "Qu'est-ce que vous avez à rester assis comme ça, vous avez peur que je vous fasse fusiller ? N'ayez pas peur, je ne vous ferai pas fusiller. Asseyez-vous plus près". »

La *Pravda* (21 février 1956) publia la condamnation — modérée — du "culte de la personnalité" (euphémisme pour stalinisme) prononcée par Mikoïan la veille.

Dès le 23 février, le fils de Staline lui-même, l'alcoolique Vassili, alors incarcéré à Vladimir pour excès de pouvoir et abus de biens sociaux, écrit au comité central du fond de sa cellule :

"Je juge correct que le comité central soit intervenu de façon décidée contre le culte de la personnalité étranger à l'esprit du marxisme-léninisme. Ce qui a été dit est la vérité et la conclusion est juste. Je ne suis pas arrivé à ce point de vue d'un coup, mais après de longues réflexions. Cette voie, celle d'une lutte intérieure et de contradictions, a été difficile pour moi. Mais si amère que soit la vérité, elle est préférable au mirage."

Le rapport "secret" de Khrouchtchev fut ensuite lu à la fin des réunions du PCUS consacrées au compte rendu du congrès — avec ordre d'en renvoyer ensuite le texte au comité central ! — et donc porté à la connaissance de millions de Soviétiques. Les réactions annoncent les tempêtes ultérieures. Des billets en général anonymes demandent :

"Pourquoi les membres du bureau politique ne prirent-ils en temps des mesures contre la propagande du culte de la personnalité du vivant de Staline ? (...) Pourquoi le comité central, connaissant les actes de Staline, n'a-t-il pas décidé de le destituer ?"

L'historienne Pankratova, qui, en neuf réunions, a parlé devant 6 000 personnes, reçoit 800 billets, qui posent des questions embarrassantes :

« Quelle est la base matérielle du culte de la personnalité ? (...) Pourquoi n'explique-t-on pas la conduite de Staline comme reflet des intérêts d'une couche sociale déterminée, qui s'est développée sur le terreau du bureaucratisme soviétique, qui a dénaturé la démocratie soviétique ? (...) Le système du parti unique et la fusion à peu près complète des organismes du pouvoir et des organismes du parti ne contribuent-ils pas au culte de la personnalité ? Est-il juste d'avoir "liquidé les koulaks en tant que classe" ? », etc.

Khrouchtchev avait donc ouvert la boîte de Pandore. Il déclara alors à ses collègues qu'il fallait faire vite :

"Au XXI^e Congrès, ce sera trop tard, si nous réussissons à arriver jusqu'à ce moment-là et si on ne nous demande pas des comptes avant" (dans l'édition de 1971, le membre de phrase "si nous réussissons à arriver jusqu'à ce moment-là", qui souligne l'ampleur de la crise sociale et politique de l'URSS en 1956, a disparu).

Les conséquences du rapport furent dévastatrices ; les dirigeants des "partis frères", catastrophés, exigèrent, Thorez en tête, le maintien d'un impossible secret. Aussi Khrouchtchev reniera-t-il longtemps son propre rapport. Trop tard. Quelques mois plus tard, c'était la révolution, rampante en Pologne, ouverte en Hongrie. Il essaya d'intimider les ouvriers polonais et envoya les chars en Hongrie contre les conseils ouvriers.

Les plus cocasses des révélations portent sans doute sur les relations entre l'URSS et les démocraties populaires. A l'époque de Staline, c'est le pillage. Un jour, le dirigeant tchécoslovaque Gottwald, éméché, déclare au "Guide" :

"Camarade Staline, pourquoi est-ce que vos gens volent nos brevets ? Dites-nous-le et nous vous les donnerons gratuitement."

L'époque de Khrouchtchev est celle des marchandages : chaque pays, à l'en croire, veut acheter à l'URSS au prix "socialiste" pour revendre aux "impérialistes" contre des devises. Il interpelle un jour le dirigeant polonais Gomulka :

“Vous voulez nous acheter du blé (dont l’URSS manque cruellement) pour nourrir vos cochons et vendre du bacon à l’Amérique. — Oui. — Et vous pensez que seuls les Polonais savent faire cela et que les Russes sont des crétins ? Achetez du blé au Canada, ils en ont des masses, faites-en du bacon et vendez-le. — Mais il faut leur payer en devises !”

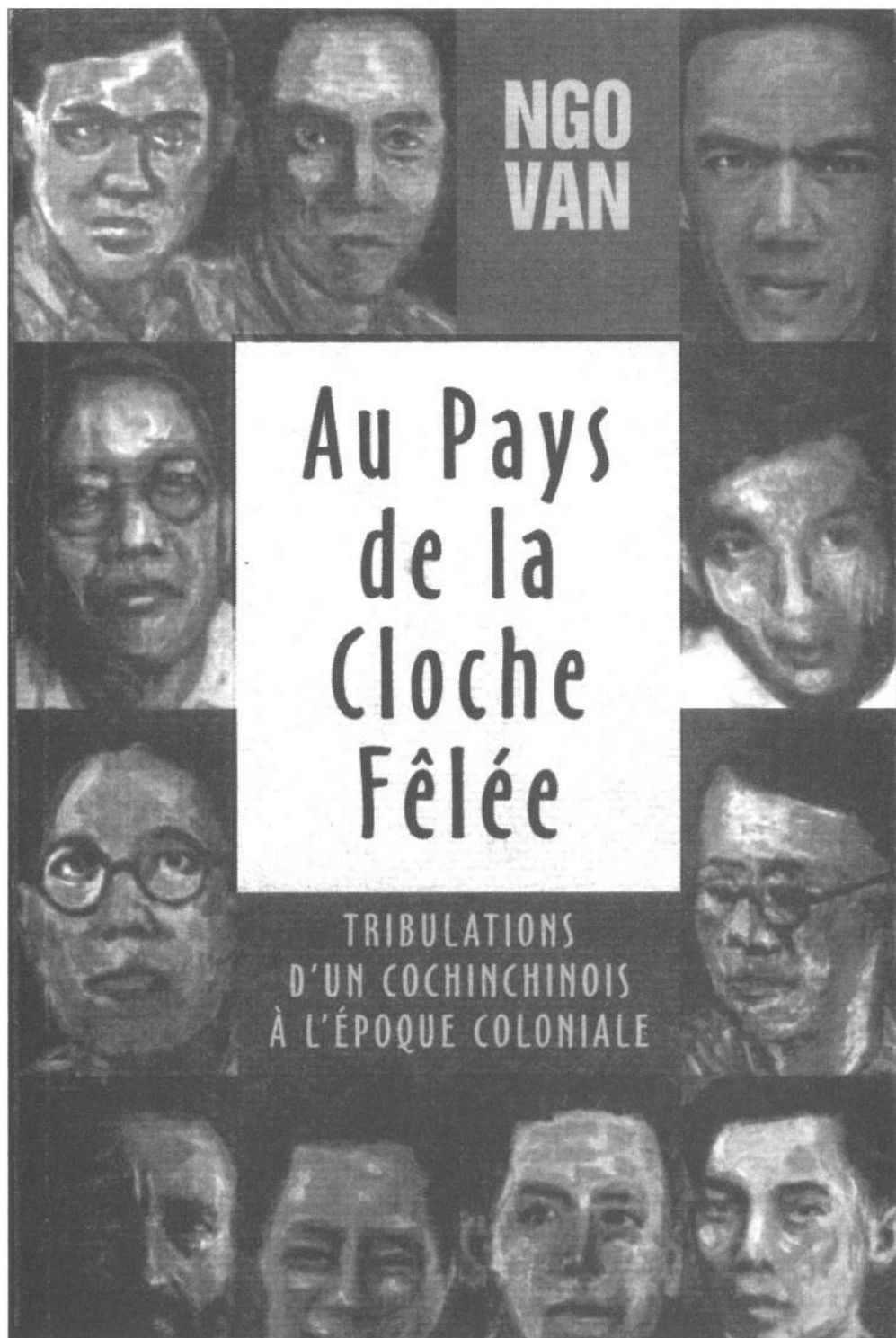
Plus loin, il gémit : les Polonais préférèrent vendre leur coke à la France plutôt qu’à la Tchécoslovaquie, donc l’URSS est obligée de vendre à bas prix à cette dernière du pétrole qu’elle revendra aux prix mondiaux, sinon l’industrie de ce pays stagnera, *“le niveau de vie baissera*

et on aura une explosion de mécontentement populaire”, crainte qui hante les nuits du Kremlin.

La nomenklatura n’a jamais pardonné à Khrouchtchev, pourtant longtemps adorateur de Staline et bourreau de la révolution hongroise, d’avoir renversé la statue de promoteur, défenseur et père Fouettard à la fois, et d’avoir suscité une ébullition politique qu’il pensait éviter en disant à mi-voix une petite partie de la vérité. Aussi est-il le seul secrétaire général disparu dont la statue ne se dresse pas derrière le mausolée de Lénine.

Jean-Jacques Marie

Notes de lecture



Le Vietnam des coolies, des ouvriers et des paysans, aux antipodes de l'histoire officielle (1)

LE mercredi 10 juin 1936, quelques jours après la formation du gouvernement de Front populaire à Paris, Ngo Van est arrêté par la Sûreté à Saïgon avec quelques autres de ses camarades trotskystes. La police embarque la malle contenant sa petite bibliothèque, qui atteste de son crime. On y trouve en effet le *Manifeste du Parti communiste*, de Marx et Engels, *La Vie de Marx*, par David Riazanov, *La Révolution permanente*, de Léon Trotsky, *Le Vietnam*, du français anticolonialiste Louis Roubaud, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, de John Reed. Les tortures que les policiers lui infligent n'ont rien à envier à celles que le KGB, au même moment, applique aux détenus à Moscou ou ailleurs. Elles ont même un petit parfum de sauvagerie raffinée (si l'on peut dire), qui manque aux bourreaux stalinien, plus primitifs.

La défense de la civilisation occidentale et chrétienne, c'est-à-dire de la surexploitation organisée par les planteurs et les patrons blancs, qui font travailler les coolies et les paysans dans des conditions inhumaines pour quelques sous, exige sans doute plus d'invention que celle de la bureaucratie stalinienne : le supplice de la magnéto, l'écrasement du thorax, les coups sur la plante des pieds, puis la prison et ses matons, la fausse

justice complice ; tout ce beau monde est mobilisé pour défendre un ordre que les "indigènes" commencent à faire craquer.

Ngo Van a commis un crime : il a constitué avec un groupe de camarades la Ligue des communistes internationalistes pour la construction de la IV^e Internationale. Ngo Van était, en effet, en désaccord avec la politique de l'organisation trotskyste vietnamienne, dirigée par Ta thu Thâu (que le Viêt-minh assassinera en 1945, comme des centaines d'autres trotskystes vietnamiens). Ta thu Thâu et ses camarades, de 1933 à 1937, firent une alliance avec les stalinien vietnamiens (le futur Viêt-minh) dans un journal commun, *La Lutte*. Cette alliance sera brisée sur ordre du secrétaire du PCF à l'organisation, Marcel Gitton, grand dénonciateur des trotskystes comme "agents hitlériens". En 1941, l'Organisation spéciale du PCF l'abattit comme provocateur après son ralliement à Doriot, lui aussi un ancien de la maison. Mais à l'époque, il appliquait la ligne dictée par Moscou, via le secrétariat du Comintern, qui ne pouvait supporter l'unité entre "stalinien" et "trotskystes" sur une plate-forme de combat anticolonialiste.

(1) Ngo Van, *Au pays de la cloche fêlée. Tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale*, L'Insomniaque, 238 pages.

Ngo Van ne nous raconte pas seulement les horreurs de la domination coloniale et de la répression. Il nous décrit aussi le combat acharné des ouvriers, employés et paysans vietnamiens pour leurs revendications élémentaires, leur dignité et leur indépendance nationale. Le récit de Ngo Van couvre près de trente ans de la vie de la Cochinchine sous la domination coloniale française. Il nous renvoie dans un passé que, de toute part, on tente depuis de longues années d'occulter.

En janvier 1937, le gouvernement de Front populaire envoie à Saïgon un nouveau gouverneur, Jules Brévié. Son arrivée ne change rien, sinon quelques mots. Les mêmes colons, les mêmes policiers, les mêmes juges, flanqués des mêmes prêtres, perpétuent, avec l'accord du nouveau gouverneur et du Parti communiste français, la même politique. Le Parti communiste français justifie ce ralliement au colonialisme par une théorie antifasciste nouvelle : il faut défendre les colonies démocratiques contre les appétits expansionnistes des pays fascistes (le Japon en Indochine, l'Italie pour le Maghreb, etc.). Donc, tous les mouvements des colonisés qui mettent en péril la domination coloniale de Londres et Paris doivent être freinés, voire dénoncés comme autant de provocations au service de Mussolini, de Hitler et (pour l'Indochine) du Japon, c'est-à-dire des trois pays qui signeront bientôt le pacte anti-Comintern... auquel Staline envisagera d'adhérer en 1940 ! Staline, désireux, pour le moment, de s'allier avec Londres et Paris contre Berlin, leur a dicté cette orientation.

Ngo Van possède un véritable talent de conteur ; il rend très présents l'atmosphère de la prison, où l'on entasse politiques et droits communs pour soumettre les premiers aux seconds (comme dans l'URSS de Staline au même moment), le sadisme des policiers, l'obséquiosité de la petite couche de colonisés intégrés à l'appareil colonial, et qui en rajoutent sur la violence de leurs maîtres pour leur complaire, la férocité et la corruption de l'administration coloniale, la sauvagerie imposée par le maître colonial et ses serviteurs indigènes, la corruption, le trafic,

la combine, le rackett, la campagne vietnamienne miséreuse. Il fait aussi revivre avec un égal talent, dès qu'il passe au récit de son enfance, le monde à la fois misérable et chaleureux de ces petits paysans vietnamiens, d'où il est sorti. Ngo Van prend peu à peu conscience de la situation de ces petits paysans surexploités et soumis par une réflexion sur son expérience vécue que nourrit la découverte, permise par sa scolarisation, de Jean-Jacques Rousseau.

Le gouvernement Blum promulgue un nouveau Code du travail en Indochine, qui change le nom du "travail obligatoire" imposé aux colonisés (vieille tradition coloniale, bien antérieure à son introduction en URSS par Staline), mais refuse le droit syndical et la reconnaissance des délégués ouvriers aux "indigènes". *"Tout syndicaliste, dit Ngo Van, reste condamné et condamnable comme antan pour affiliation à société secrète."* Le changement de nom d'une pratique colonialiste ne satisfait pas les "indigènes".

Ngo Van, tour à tour ouvrier ou employé, et ses camarades passent en permanence de l'action à l'arrestation, de la lutte à la prison, de la distribution clandestine de tracts aux manifestations de masse. Il raconte par le menu les mouvements profonds qui soulèvent ouvriers et paysans de Cochinchine (Vietnam du Sud) pour arracher des augmentations de salaires, la reconnaissance de droits élémentaires, la grève des 1 200 ouvriers et coolies de l'arsenal, nourris par les paysans des alentours, etc. Ces récits de grèves et de manifestations sont parmi les pages les plus vivantes de ce livre, qui en contient tant.

Lorsque la guerre s'achève, un profond mouvement d'aspiration à l'indépendance nationale soulève le Vietnam, et la Cochinchine en particulier. Les petits paysans affamés se jettent sur les terres des grands propriétaires pour se les partager. Ils sont pris entre le feu d'une double répression : celle des armées "démocratiques" française (dirigée par le général Leclerc) et anglaise (venue aider les amis français à rétablir leur domination), et celle du Viêt-minh, qui

obéit aux ordres de Staline : pas touche aux grands propriétaires, l'Indochine doit rester sous mandat colonial (Staline l'a expliqué à Yalta fort clairement). Le dirigeant viêt-minh, commissaire à l'Intérieur d'un gouvernement éphémère autoproclamé, déclare dans un communiqué : *"Seront impitoyablement punis ceux qui auront poussé les paysans à s'emparer des propriétés foncières."* Ils seront déclarés trotskystes et abattus par les troupes françaises ou par le Viêt-minh stalinien, ou les deux à la fois. Les troupes coloniales françaises déchaînent une terreur sanglante : villages bombardés ou brûlés, paysans massacrés par groupes entiers : *"Nous traversons un village, raconte Ngo Van en fuite, juste après le passage des Français : ceux-ci avaient aligné les villageois accroupis au bord d'un cours d'eau et les avaient fauchés à la mitrailleuse."* C'est ainsi que la soldatesque coloniale apaise leur faim de terre. *"Au pont de Thi Nghé, quelque deux cents combattants trotskystes de La Lutte sont massacrés."* Certes, les Américains feront beaucoup mieux dans les années 1960 et 1970 pour tenter d'écraser l'aspiration profonde du peuple vietnamien à l'indépendance, mais la différence n'est qu'une question de moyens.

En 1948, atteint par la tuberculose, Ngo Van s'enfuit. Deux ans plus tard, une nouvelle le terrasse un moment. Trois de ses camarades, dont deux femmes, ont été invités en zone militaire viêt-minh à une conférence secrète, prétendument organisée par des sympathisants trotskystes pour des négociations. Ils sont aussitôt arrêtés. Les deux jeunes femmes subissent un traitement horrible : *« Les Viêt-minhs de Bienhoa les torture-*

ront en les suspendant à des poutres et en leur incisant les mollets pour y introduire du coton imbibé de pétrole enflammé, afin d'en savoir plus sur "les trotskystes traîtres à la patrie"... »

Ce sont presque les dernières survivantes des centaines, voire des milliers de militants engagés dans les combats de 1933 à 1946 pour l'indépendance du pays, pour la terre aux paysans et les droits des ouvriers. *Au pays de la cloche fêlée* se clôt sur cet épisode. Il est suivi de notices biographiques extrêmement précieuses sur une vingtaine de ses camarades, abattus pour la plupart en 1945, en particulier de Phan Van Hum et de Ta thu Thâu, les deux principaux dirigeants du groupe La Lutte. Après le massacre de deux cents trotskystes vietnamiens au pont de Thi Nghé par les troupes françaises aidées par des détachements britanniques, Phan Van Hum est arrêté par la police viêt-minh et abattu sur l'ordre du dirigeant du PC vietnamien Duong bah Mai, avec lequel il avait été déporté au bagne colonial de Poulo Condore ; Ta thu Thâu est lui aussi arrêté et assassiné. Lorsqu'en 1946, Daniel Guérin interrogera Hô Chi Minh sur le sort de Ta thu Thâu, Hô Chi Minh répondra avec une morgue bureaucratique typique : *"Tous ceux qui ne suivent pas la ligne tracée par moi seront brisés."*

Malgré le caractère parfois accablant d'un récit marqué par la férocité de la répression coloniale et stalinienne, la lecture d'*Au pays de la cloche fêlée* s'impose pour retrouver un tableau réel, même s'il est nécessairement partiel, d'une réalité trafiquée par l'histoire officielle.

Jean-Jacques Marie

Les Ouvriers en URSS, 1928-1941 (1)

JEAN-PAUL DEPRETTO s'est livré à une longue étude, minutieuse et détaillée, de tous les documents disponibles qui permettent de se faire une idée de l'évolution de la classe ouvrière en URSS de la fin de la NEP au début de la guerre. La tâche est difficile. Jean-Paul Depretto souligne en effet la qualité souvent médiocre de la documentation disponible au début de la période considérée et sa raréfaction à partir de 1933. Il donne au lecteur un avertissement, qui ne vaut pas seulement pour les documents sur lesquels il a travaillé : "*Il faut se garder de fétichiser les archives : il n'est pas facile d'estimer leur fiabilité*" (p. 19).

A propos des statistiques sur les employés, il ajoute un peu plus loin que la catégorie "*recouvre toute une gamme hiérarchisée de fonctions, depuis la haute administration jusqu'au personnel de secrétariat en passant par les services comptables : nous sommes en présence d'une construction statistique qui camoufle les réalités de la hiérarchie sociale — phénomène qui n'est d'ailleurs pas limité à l'URSS*" (p. 77). Le phénomène n'est certes pas limité à l'URSS, mais dans ce pays, comme dans les "démocraties populaires" après la guerre, il répond à une nécessité plus aiguë que dans les pays capitalistes où il se pratique : dans ces derniers, il s'agit simplement de camoufler plus ou moins fortement une hiérarchie sociale ; dans les pays dits "socialistes", il s'agit de dissimuler l'existence même d'une caste, dissoute par les statistiques dans une simple catégorie professionnelle.

La première conclusion à laquelle parvient l'auteur dément une version traditionnellement acceptée : au début de l'industrialisation, qui fait passer en quatre ans la classe ouvrière soviétique

de trois millions à six millions d'individus, la majorité de cette dernière est formée par des ouvriers en poste depuis avant la guerre ou par leurs enfants. La majorité est donc une classe ouvrière traditionnelle.

L'historien soviétique Evreinov affirmait : "*Le personnel ancien a traversé la guerre civile et la ruine sans être dispersé pour l'essentiel ; après un certain temps d'éloignement, il est revenu dans la production.*"

Jean-Paul Depretto commente : "*Autrement dit, après s'être effondrée pendant la guerre civile, la vieille classe ouvrière russe s'est reconstituée sous la NEP, au moins en partie*" (p. 53). Cette reconstitution physique ne suffit certes pas à assurer la continuité politique. Le métallos de 1914 qui a traversé la guerre, la révolution, la guerre civile, la famine, les réquisitions à la campagne, où il s'est souvent réfugié de 1918 ou 1919 à 1922, a évidemment subi de nombreuses transformations psychologiques et politiques, que les chiffres ne peuvent révéler.

Après une minutieuse enquête sur les mouvements de population ouvrière, et en particulier sur la constitution d'une classe ouvrière quasiment ex nihilo dans la région minière du Kouzbass, les trois derniers chapitres du livre sont consacrés à l'étude de la baisse du niveau de vie (pp. 255 à 267), qui caractérise les premières années de l'industrialisation et en particulier le plan quinquennal (1928-1932), aux réactions ouvrières difficiles à déceler dans un régime marqué par la présence insistante des mouchards et des

Notes de la rédaction :

(1) Voir l'entretien avec Jean-Paul Depretto publié en page 63.

dénonciateurs ; puis à l'évolution des syndicats (pp. 267 à 286) et aux manifestations d'un "mécontentement multiforme". Jean-Paul Depretto souligne : "Sous la NEP, les syndicats disposaient d'une marge de manœuvre, certes étroite, qui leur permettait de défendre les intérêts des salariés. Avec le Grand Tournant, ils vont perdre le peu d'autonomie qui leur restait ; leur rôle va être redéfini dans le sens d'une soumission absolue au Parti-Etat et aux directeurs d'usine" (p. 275).

Ce changement se manifeste par une modification de la nature des conventions collectives : "Elles ont subsisté pendant quelques années, mais leur fonction s'est profondément modifiée : elles cessèrent d'être un moyen de défendre les intérêts des ouvriers et devinrent un instrument de politique économique visant à élever la production. Il n'était plus question de définir les droits des salariés, ni les devoirs de l'employeur" (p. 278). Une épuration de l'appareil syndical de haut en bas facilite cette transformation du syndicat en simple rouage de l'appareil d'Etat et de sa politique.

Jean-Paul Depretto analyse ensuite les diverses manifestations du "mécontentement multiforme" : les grèves (pp. 286-298), le turnover et l'absentéisme (pp. 298-314). Les grèves qu'il étudie ont, souligne-t-il, "toujours un caractère strictement local ; de surcroît, elles étaient très brèves (...). Les ouvriers ne pouvaient ni organiser ni soutenir des actions de longue durée : l'hétérogénéité de la main-d'œuvre, l'absence d'organisation syndicale indépendante et l'ampleur de la répression empêchaient tout mouvement de grande ampleur" (p. 298).

Il étudie ensuite les rapports entre le Parti communiste et la classe ouvrière : le recrutement systématique, sa nature et la difficulté d'analyser les motivations réelles de l'adhésion en l'absence de tout document fiable émanant des intéressés. "D'une manière générale, souligne-t-il, les autorités aggravaient les divisions au sein de la classe ouvrière (...). Les faveurs accordées aux *udarniki* (2), la différenciation des salaires, accrue à partir de 1931,

ont créé une couche de privilégiés qui peut être qualifiée, si l'on veut, d'aristocratie ouvrière ; à partir de 1935, le mouvement *stakhanoviste* (3) agira dans le même sens. Ce sont probablement ces aristocrates qui ont le plus profité du mouvement d'ascension sociale (...) en parcourant l'itinéraire suivant, typique de cette époque : participation à l'émulation socialiste, admission au PC (b), promotion ; c'est sans doute parmi eux que le régime trouvait ses soutiens les plus fermes" (p. 338).

Après avoir indiqué quelques pistes de recherches, Jean-Paul Depretto affirme :

"L'exploitation subie par les travailleurs rappelle les horreurs des débuts de la révolution industrielle, sauf sur un point capital : il était interdit d'employer des enfants ayant moins de seize ans. Les femmes et les hommes qui ont connu l'usine dans la période 1928-1953 peuvent être qualifiés de génération sacrifiée" (p. 362).

Il faut, à mon sens, nuancer cette affirmation à partir d'un double constat :

— aucun pays capitaliste réalisant l'accumulation du capital n'a été placé dans la situation de ruine générale dans laquelle se trouvait l'URSS après sept ans de guerre et de guerre civile, et entouré d'une hostilité quasi générale des pays voisins, à l'exception de l'Allemagne vaincue, jusqu'à l'arrivée d'Hitler ;

— aucun pays capitaliste, au cours de ce processus, n'a été confronté à une guerre aussi destructrice, dévastatrice et ruineuse que le carnage de la Seconde Guerre mondiale pour l'URSS. La saignée de la Première Guerre mondiale avait réduit la France — pourtant proportionnellement nettement moins touchée que l'URSS ne le sera de 1941 à 1945 — du rang de grande puissance mondiale à celui de petite puissance eu-

(2) *Udarniki* : ouvriers de choc qui battent des records de production.

(3) Du nom de *Stakhanov*, ouvrier mineur, qui, dans des conditions de trucage inconnues à l'époque, battit plusieurs fois, à partir de 1935, des records de production que les ouvriers modèles étaient invités à répéter ou à imiter.

ropéenne en déclin. Les deux guerres mondiales ont représenté pour la Russie et l'URSS une catastrophe sans exemple dans l'histoire, qui a décuplé les difficultés de l'industrialisation. Ces conditions ne justifient en rien la politique de Staline, marquée, sous la prétendue édification du "socialisme dans un seul pays", par une répression sauvage et par un gigantesque gâchis de la force de travail, aggravé par la pression militaire américaine croissante, mais en précisent le cadre.

Jean-Paul Depretto conclut son ouvrage par les lignes suivantes :

« Dans la longue durée de l'histoire soviétique, la classe ouvrière apparaît comme une classe dominée et exploitée. Mais cette vue doit être sérieusement nuancée, du moins pour les années 1928-1935 :

1) Il existait en son sein d'importants clivages internes : *udarniki* et *stakhanovistes* échappaient dans une certaine mesure au lot commun, en raison de leurs salaires élevés et des divers avantages en nature dont ils bénéficiaient ;

2) Comme A. Ciliga l'avait bien vu, la force du système ne résidait pas seulement dans la police secrète, mais aussi dans le fait qu'il réussissait "à faire entrer dans ses cadres dirigeants la partie la plus énergique de la jeunesse". Ces possibilités de promotion expliquent l'adhé-

sion d'une partie des travailleurs à la politique de Staline : pour eux, la "construction du socialisme" était synonyme d'ascension sociale ;

3) Les ouvriers étaient officiellement considérés comme le principal soutien du régime : à la différence des "koulaks" ou des ingénieurs, par exemple, ils n'ont jamais été traités comme des ennemis. Certes, ce parti pris idéologique n'empêchait nullement des pratiques répressives, mais il comportait une conséquence bien réelle : à aucun moment, la classe ouvrière n'a occupé le dernier rang de la hiérarchie soviétique. Cette place revenait sans aucun doute aux *moujiks*, sans parler des *zeki* (4) ; dans l'échelle des valeurs, les métiers de l'agriculture étaient les moins prisés de tous.

En comparaison des villageois, les salariés de l'industrie faisaient figure de "privilegiés". »

Ce livre précieux par la richesse de sa documentation et par le sérieux de ses analyses est un instrument indispensable à quiconque veut se faire une idée de la classe qui était censée exercer le pouvoir en URSS.

Jean-Jacques Marie

(4) Zeki : déportés.

Les Anarchistes russes (1)

ALEXANDRE SKIRDA, auteur d'un livre sur Cronstadt et de plusieurs ouvrages sur Makhno, tente de donner ici une vue d'ensemble sur l'anarchisme russe. Son ouvrage comporte deux grandes parties : une présentation de la Russie libertaire par l'auteur et, dans la seconde partie, dite "Documents et témoignages", quatorze documents émanant d'anarchistes russes, de l'anarchiste

américaine Emma Goldman et de l'anarchiste allemand Rudolf Rocker. Le livre se conclut par une brève présentation de l'anarchisme russe dans l'historiographie soviétique et une bibliographie fournie.

L'intérêt de l'ouvrage est double. D'abord, dans le récit qu'il fait de l'his-

(1) Alexandre Skirda, *Les Anarchistes russes. Les soviets et la révolution de 1917*, Les Editions de Paris, 350 pages, 125 F.

toire de l'anarchisme russe, avant et surtout pendant la révolution, il cite beaucoup de documents (extraits de déclarations de militants et de groupes anarchistes, de discours, de résolutions adoptées ou présentées). Ensuite, il étudie les points essentiels d'opposition entre les bolcheviks et les anarchistes. Il les situe sur deux plans : celui de l'organisation sociale (les comités d'usine décentralisés et autonomes, puis fédérés, face à la centralisation bolchevique, liée à la perspective léniniste d'édifier en Russie un capitalisme d'Etat, dans l'attente de la révolution dans les pays capitalistes avancés) et celui de l'organisation politique : la fédération des communes libres face à l'Etat centralisé construit par les bolcheviks. Les deux aspects ne sont que deux faces du même antagonisme, qui, selon Skirda, se conclut par la victoire de ce qu'il appelle "*la contre-révolution bolchevique*" parachevée par la NEP.

Entre-temps, Skirda décrit les principaux moments de l'affrontement entre bolcheviks et anarchistes (dont l'assaut donné en 1918 à la garde noire anarchiste de Moscou), il analyse le déclin du mouvement anarchiste, qu'il attribue à la conjonction de la répression et du ralliement (page 97, il fournit une longue liste de militants anarchistes qui finissent par occuper des responsabilités importantes dans le Parti bolchevique et même dans la Tchéka). Skirda voit dans la NEP, proclamée en 1921 (c'est-à-dire la restauration du commerce et de l'industrie privés), un échec qui annonce le "socialisme dans un seul pays" et voit dans cette proclamation le signe que "*Lénine a voulu jouer les apprentis sorciers, montrant ce qu'il y avait d'irresponsable dans son comportement. Avoir jugé, à partir de schémas erronés, de l'avenir de la révolution sociale en Russie et dans le monde : voilà la lourde responsabilité qu'il assume devant le prolétariat*" (p. 119). La formulation est vague, mais signifie sans doute qu'en 1917, la perspective de la révolution mondiale, sur laquelle Lénine et les bolcheviks ont fondé la prise du pouvoir en Octobre, était utopique et irréalisable. Pareille affirmation mériterait au moins une esquisse d'analyse si l'on pense qu'à l'époque, les diri-

geants britanniques eux-mêmes craignaient de voir l'Angleterre sombrer dans le "communisme". Mais si tel était le cas, les mencheviks avaient raison : la révolution d'Octobre était une folie ; il fallait continuer la guerre destructrice, attendre qu'elle soit finie pour convoquer l'Assemblée constituante, qui aurait paisiblement discuté de la réforme agraire, alors que les paysans commençaient depuis juillet à s'emparer des terres...

Skirda conclut son ouvrage en opposant aux formes centralisées du pouvoir le "*fonctionnement de l'organe de démocratie directe qu'a été pendant de longs siècles le mir, qui a servi de modèle à la commune libertaire (...). Sa force était dans sa démarche unitaire et consensuelle*" (p. 130). Rappelons que, dans la commune paysanne que constitue le mir, les paysans ne peuvent régler que les problèmes immédiats de l'existence paysanne, que le mir a coexisté avec le serfage et qu'il a prospéré sous le despotisme tsariste : au tsar et à ses ministres les décisions politiques, au mir le règlement des questions quotidiennes de la vie villageoise. Mais, bien entendu, quand le tsar avait besoin de soldats, le mir n'avait rien à dire, qu'à s'exécuter ; quand le gouvernement réclamait les impôts, le mir ne pouvait discuter au mieux que de leur répartition parmi ses membres, pas de leur montant ! Cette décentralisation était l'une des premières formes de la subsidiarité : le pouvoir, en haut, décide ; le mir, en bas, discute de la mise en œuvre de ces décisions à la base. C'est une étrange démocratie directe.

Skirda souligne lui-même une "convergence partielle" avec Soljenitsyne, qui, dans son essai "*Comment réaménager la Russie ?*", propose la "*démocratie des petites espaces*" à partir de l'existence du mir et du vetché (assemblée paysanne) (p. 130). Et Soljenitsyne souligne, comme le rappelle Skirda : "*La démocratie des petits espaces a ceci de fort qu'elle est immédiate. La démocratie est véritablement efficace là où peuvent fonctionner des assemblées du peuple et non des assemblées représentatives*" (*Ibidem*). Donc, pas de délégués élus.

La convergence avec le réactionnaire et nationaliste russe devrait inquiéter l'auteur du livre, même si elle n'est que partielle et s'il ne la juge que comme telle. La dénonciation des assemblées re-

présentatives est en effet l'une des bases du corporatisme.

Marc Teulin

Textes d'Amadeo Bordiga en langue française

AMADEO BORDIGA (1899-1970) est au mieux connu des personnes s'intéressant à l'histoire du mouvement ouvrier international au travers du texte de Lénine *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme*, ou le plus souvent complètement ignoré. Cette dernière situation étant de loin la plus répandue.

Amadeo Bordiga, n'en déplaise à Palmiro Togliatti dans son "ouvrage" *Le Parti communiste italien* (François Maspéro éditeur, *Cahiers libres*, n° 22, 1961, heureusement épuisé), fut bel et bien le fondateur du Parti communiste d'Italie, à Livourne, en 1921. Au II^e Congrès de l'Internationale communiste, Bordiga fut abstentionniste et s'opposa à Lénine et aux autres bolcheviks, mais, par discipline, accepta le mot d'ordre du parlementarisme révolutionnaire.

Pour Bordiga, Lénine était le restaurateur du marxisme, il n'y avait donc pas pour lui de léninisme. En 1926, il fut le seul à s'opposer à Staline et à prendre le parti de Léon Trotsky au VI^e Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste. Il fut exclu du PC d'Italie en 1930 pour "trotskysme". De 1944 à 1970, il milita dans les rangs du Parti communiste internationaliste, devenu en 1965 le Parti communiste international.

Si Amadeo Bordiga est donc un quasi-inconnu pour le plus grand nombre, qu'en est-il de son œuvre ? Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette dernière continue à être publiée en français.

L'initiative de ces traductions vers le "grand public" en revient à Jacques Camatte, qui fit paraître aux éditions Spartacus les recueils de textes suivants :

— *Bordiga et la passion du communisme* (1974) ;

— *Russie et révolution dans la théorie marxiste* (1978) ;

— *Développement des rapports de production après la révolution bolchevique* (en 1975 aux Editions de l'oubli, puis en 1985 aux Editions Spartacus).

Jacques Camatte, ancien militant du Parti communiste internationaliste en France, quitta ce dernier en 1966 et publia, principalement dans la série I de sa revue *Invariance*, de nombreux textes de Bordiga, ainsi que dans des suppléments à la série II. De leur côté, les membres du Parti communiste internationaliste, n'appréciant pas les préfaces de Jacques Camatte, firent publier, avec une préface plus à leur goût, un recueil de textes aux éditions Payot : *Espèce humaine et croûte terrestre* (PBP, n° 341, 1978, malheureusement épuisé).

La série IV d'*Invariance* entreprit un travail de republication de nombreux textes de Bordiga au travers de numéros spéciaux supervisés par François Bochet. Ce travail totalise près de 1 300 pages, comportant deux volumes de textes écrits entre 1912 et 1969, ainsi que les trois premières années des "*Sul filo del tempo*" (1949, 1950, 1951), titre d'une rubrique "Au fil du temps" tenue par Bordiga dans la presse du parti en langue italienne.

Ce projet éditorial trouve maintenant son prolongement dans la revue *(Dis)continuité*, qui a publié son premier numéro en juillet 1998. Cinq volumes de textes sont consacrés à l'œuvre de Bordiga : "Fili" des années 1952 et 1953, textes sur la conquête spatiale (1957-1967), des textes d'avant 1914, ainsi qu'un troisième volume de textes divers rédigés entre 1915 et 1966, l'ensemble de ce travail totalisant plus de 1 000 pages. Chacun de ces volumes est précédé d'une introduction de l'animateur de la revue, François Bochet. A paraître prochainement, les "Fili" de l'année 1954 consacrés à la question agraire.

Si l'œuvre de Bordiga occupe une place importante dans la revue, des textes d'autres courants du mouvement prolétarien sont aussi publiés. Nous espérons pouvoir les présenter dans un prochain numéro.

Pour être le plus exhaustif possible, nous pouvons aussi mentionner, depuis la fin des années 1950, les différentes presses des différents courants se réclamant de ce que l'on nommera pour faire simple le "bordiguisme", qui publièrent, d'abord de façon anonyme, comme le fit *Invariance* à ses débuts, des textes de Bordiga.

Nous signalerons l'effort de l'unique revue, certainement "aiguillonnée" par le

travail de *(Dis)continuité*, faisant encore l'effort de traduire des textes inédits de Bordiga en mentionnant son nom, *Programme communiste* (n° 96, en octobre 1998, avec deux textes de Bordiga, dont l'un très intéressant consacré à la Russie : "La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine", texte de 1955).

François Langlet

Les *Cahiers du CERMTRI* publieront en 2001 et 2002 deux *Cahiers* consacrés à Amadeo Bordiga.

- Pour le lecteur intéressé, nous signalerons les ouvrages récents suivants :

- Amadeo Bordiga 1889-1970 *biografia*, de Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, Edition Colibri, Milan, 1995.

- Amadeo Bordiga, *La Sconfitta e gli anni oscuri* ("La Défaite et les années obscures", 1926-1945), de Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, Edition Colibri, Milan, 1998.

- Sur l'histoire de la gauche italienne, nous renverrons le lecteur vers l'unique ouvrage disponible, à notre connaissance, en langue française : *La Gauche italienne, 1919-1999*, Philippe Bourinnet, La Haye, 1998.

La Makhnovchtchina (1)

MAKHNO et son armée paysanne anarchiste ukrainienne, formée dans le sud de l'Ukraine (à partir du bourg de Gouliai-Poulié) en 1918, ont fait l'objet d'une assez abondante littérature : le début des souvenirs de Makhno lui-même (2), une partie de l'ouvrage de Voline, *La Révolution inconnue* (3), les ouvrages d'Alexandre Skirda : *Nestor Makhno, le Cosaque libertaire* (4). En Russie, un certain Vladimir Telitsyne lui a consacré un ouvrage dans une collection intitulée "L'homme, la légende" (5). Les éditions Spartacus viennent de rééditer l'ouvrage que lui avait consacré dès 1921 (publié en 1924) un membre du groupe makhnoviste : Archinov.

Cet ouvrage contient beaucoup de généralités et d'envolées lyriques, quelques trop rares documents du conseil militaire révolutionnaire de la région de Gouliai Polié, le texte de l'accord signé en octobre 1920 entre le gouvernement soviétique de l'Ukraine et l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire, et qui ne durera guère, une lettre de Makhno sur la fin de son combat (pp. 203 à 210 ou en annexe), mais malheureusement très peu de faits.

Archinov n'analyse pas le mouvement makhnoviste, il en écrit l'épopée. Ainsi, au lieu de raconter en détail l'offensive des troupes de Makhno contre celles de Denikine en 1919, il écrit ainsi : "Il allait comme un balai gigantesque par les villes, les hameaux et les villages, enlevant tout vestige d'exploitation et de servitude" (p. 151). La bataille passée, Archinov écrit : "Les makhnovistes avaient été les seuls à faire retentir les roulements du tonnerre révolutionnaire et à préparer la fosse commune de la contre-révolution denikinienne" (p. 163).

Qui dit épopée dit héros plus ou moins surnaturel. Le rôle est évidem-

ment dévolu à Makhno, systématiquement qualifié de "guide aimé". En 1921, Archinov ne pouvait évidemment savoir qui se parerait plus tard de ce titre en URSS. Les makhnovistes, "avec une patience suprême, avec une volonté tendue, sous le feu terrible et continu de l'ennemi, suivaient leur guide aimé (...). Tous se jetèrent de nouveau en avant à la suite du guide aimé, qui paraissait s'être voué à la mort" (pp. 148-1498), tout cela "sous la mitraille et une grêle de balles" (p. 148), car "les forces ennemies (...) précipitaient de véritables vagues de feu sur les makhnovistes" (pp. 148-149).

Tous les combats se déroulent de cette façon. Un peu plus loin, on lit en effet : "De tous côtés, un feu incessant de canons et de mitrailleuses" (p. 202). "L'étau de feu et de mort se resserrait à nouveau" (p. 203). On n'apprend pas grand-chose sur le programme des makhnovistes — sinon qu'ils se refusent à prendre toute décision politique à la place des masses, sauf la destruction systématique des prisons —, mais on y trouve en abondance des phrases du genre : "La makhnovchtchina est constante et immortelle" (p. 265) ou la définition des "mots d'ordre actuels de la révolution russe : Prolétaires du monde entier, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité et créez-la : vous ne la trouverez nulle part ailleurs" (p. 264), ce qui, on l'avouera, n'est pas d'une très grande précision.

(1) Archinov : *La Makhnovchtchina. L'insurrection révolutionnaire en Ukraine, de 1918 à 1921*, Spartacus 2000, 286 pages, 130 F.

(2) *La Révolution russe en Ukraine*, Belfond, 1970.

(3) Réédité par Verticales en 1997.

(4) Les Editions de Paris, 1999.

(5) Editions Olympe (Moscou) et Rousitch (Smolensk), 1998.

Chez Archinov, la spontanéité décide de tout : *“L’étendard de la makhnovchtchina se dressait spontanément et flottait sur l’Ukraine entière”* (p. 166), ce qui est pour le moins une hyperbole épique. Mieux encore, évoquant le premier congrès régional de soviets organisé par les makhnovistes, Archinov écrit : *“Personne ne l’avait convoqué, il s’était assemblé spontanément, d’après le désir et avec l’approbation de la population”* (p. 108) ; cette spontanéité totale n’empêche pas qu’*“il était composé de délégués de districts situés près du front”* (p. 107). Comment en ont été fixés le lieu, la date, les modalités d’élection des délégués, l’ordre du jour, l’heure d’ouverture, tout cela reste plongé dans le mystère. Tout aussi mystérieux, les rapports entre cette spontanéité omniprésente et le *“guide aimé”*. Tout guide, par définition, guide. C’est bien ce que semble faire Makhno. Mais sur les modalités de ces rapports, on reste sur sa faim.

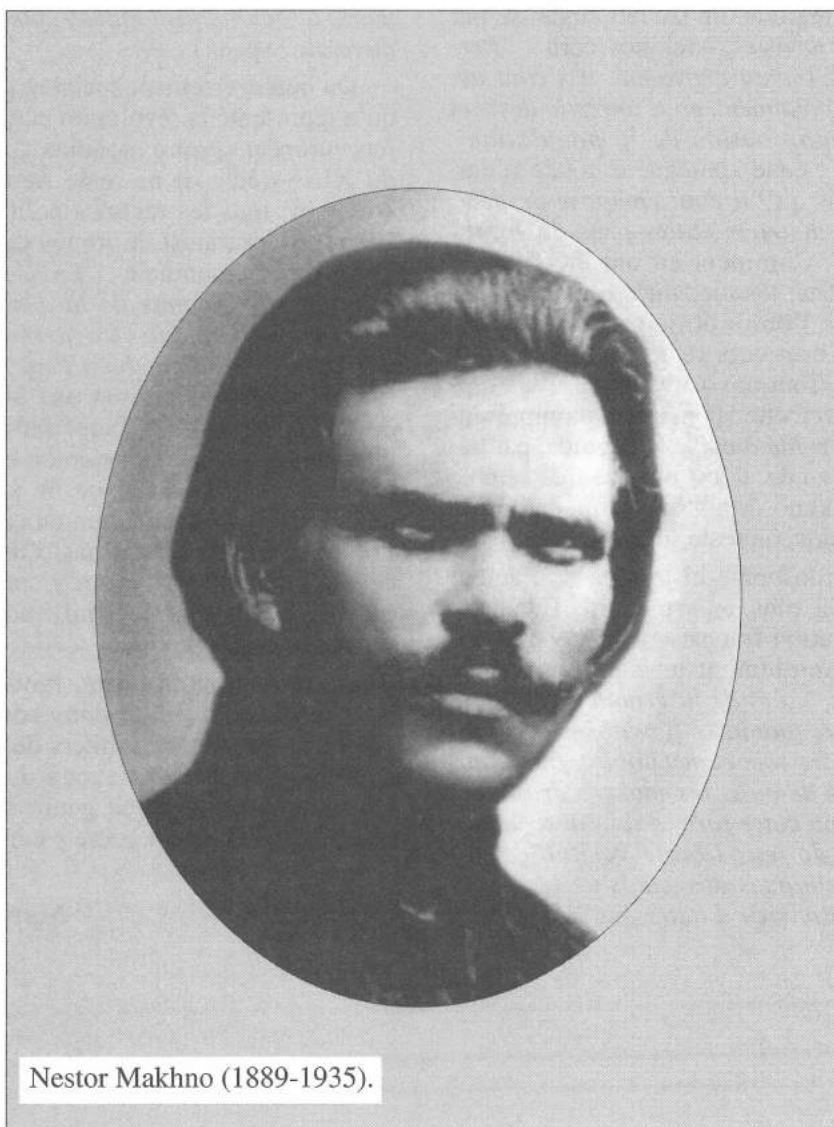
La philosophie historique de l’auteur semble, de plus, un peu courte. Evoquant la Révolution française de 1789-1793, il y voit simplement un changement de maîtres : *“Lors de la grande Révolution française, quand le féodalisme, la monarchie des rois et des nobles, fut définitivement démoli, les masses croyaient accomplir cette formidable destruction au nom de leur liberté véritable ; les partis politiques dirigeants ne leur semblaient être rien d’autre que des amis et*

des aides. Plusieurs années passèrent avant que le peuple travailleur, regardant bien autour de lui, eût saisi la réalité ; un simple changement d’autorités, la place du roi et de la noblesse occupée par une nouvelle caste de maîtres exploitteurs, la bourgeoisie industrielle et commerciale” (p. 84).

Du bouleversement social et politique qu’a représenté la révolution et de ses effets européens, voire mondiaux, au cours du XIX^e siècle, il ne reste rien... Pour Archinov, tous les régimes politiques se valent. Il écrit ainsi, à propos de la Première Guerre mondiale : *“En découvrant la vraie physionomie de la démocratie, la guerre montra que cette dernière et la monarchie se valent bien l’un l’autre”* (p. 75). Bizarrement, dix ans plus tard, Staline et ses amis expliqueront pendant cinq ou six ans que démocratie et fascisme sont jumeaux, car ce ne sont que deux formes de domination du capital, et la forme, on le sait, n’a pas d’importance. Archinov et Makhno n’y sont certes pour rien, mais cette similitude d’approche mérite réflexion.

La makhnovchtchina, mouvement paysan qui a entraîné dans son orbite plusieurs dizaines de milliers de paysans ukainiens, exige sans aucun doute une étude sérieuse, mais ce genre de prose épico-lyrique ne peut guère y contribuer.

Marc Teulin



Nestor Makhno (1889-1935).

Chronique des falsifications

Le Cimetière historique de Piquus

Les exécutions

En 1794, pendant une période de la Révolution française que l'on appela la Terreur, la Guillotine, dans son périple parisien arrive place de la Nation. (Place du trône renversé)

C'est là que furent guillotines du 14 juin au 27 juillet plus de la moitié des victimes de cette période, soit un peu plus de 1300 personnes âgées de 14 à 90 ans, de toutes conditions sociales, parisiens ou provinciaux ramenés tout exprès dans la capitale.

Les victimes dans leur majorité furent des gens du peuple, mais il y eut aussi des nobles, des militaires, des magistrats, des prêtres, des religieux et religieuses.

C'est ici que furent exécutées les Carmélites de Compiègne qui, à l'image du Christ offrirent à Dieu le sacrifice de leur vie et monterent à l'échafaud puis moururent en chantant des cantiques.

Ils furent tous condamnés par un tribunal révolutionnaire sur des motifs souvent futiles, surtout considérés comme coupable de délits d'opinion pour n'avoir pas souscrit aux idées nouvelles partagées par certains auteurs de la Révolution Française.

Leurs cadavres étaient jetés la nuit dans les fosses communes de ce cimetière de Piquus, et tout sera fait par la suite pour que ces tragiques événements tombent dans l'oubli.

Fondation de l'œuvre de Piquus

Après la Révolution trois sœurs de la famille des Noailles voulurent retrouver le lieu où leur mère, comme d'ailleurs leur grand-mère et leur sœur avaient été enterrées après leur exécution.

Elles retrouvèrent l'emplacement des fosses communes grâce à l'aide d'une jeune fille, mademoiselle Paris, qui avait réussi à repérer l'itinéraire des charrettes emportant les corps des suppliciés. Cet endroit avait été entre temps acheté et clos de murs par la Princesse Hohenzollern, sœur du Prince de Salin qui figurait également parmi les victimes.

Madame de Montaigu prit alors conscience avec ses sœurs que tous ces malheureux avaient été enterrés à la hâte, sans aucun service religieux, et que personne ne viendrait jamais plus se recueillir sur leur tombe.

C'est la raison pour laquelle elles firent le projet d'un lieu consacré au recueillement et à la prière, qui prit forme par l'achat des terrains entourant les Fosses Communes et à la construction d'une chapelle. Puis on sollicita un ordre religieux, les Sœurs de la congrégation des Sacrés Coeurs de Marie et de Jésus de l'Adoration Perpétuelle, afin qu'une prière perpétuelle s'élève en faveur des suppliciés.

Comme l'ont voulu les fondateurs l'on prie ici, dans ce lieu de mémoire non seulement pour les victimes, mais aussi pour leurs bourreaux, victimes eux aussi d'une des premières manifestations du totalitarisme opposé à toute dignité humaine. Piquus est également un lieu de méditation et de pardon pour les excès d'hommes égarés par les idéologies matérialistes et donc, avec la participation de la Congrégation des Sœurs, un lien d'amour des hommes et de la confiance dans l'avenir.

“Un lieu de pardon pour les excès d’hommes égarés par les idéologies matérialistes”

LA rue de Picpus, dans le XII^e arrondissement de Paris, est célèbre pour avoir abrité au 62 le couvent où, dans *Les Misérables*, Jean Valjean, fuyant devant Javert, s’abrite avec Cosette sous le nom de M. Fauchelevent. Ce couvent a disparu depuis longtemps.

Cette rue contient un autre lieu historique, le cimetière de Picpus, qui abrite une série de tombes princières, nobiliaires, aristocratiques et financières diverses, après l’achat de ce lieu, sous Napoléon, par la princesse Hohenzollern. On y trouve aussi l’emplacement de fosses communes où furent enterrées 1 306 victimes de la Terreur guillotines entre le 14 juin et le 27 juillet 1794.

Le cimetière et la chapelle qui le jouxte furent confiés à un ordre religieux, les Sœurs de la congrégation des Sacrés Cœurs de Marie et de Jésus de l’Adoration Perpétuelle.

Au visiteur de ces lieux, on distribue pour la modique somme de 15 francs une feuille d’une page, qui comporte un plan du cimetière et un commentaire, qui se termine par le paragraphe suivant :

“Comme l’ont voulu les fondateurs l’on prie ici, dans ce lieu de mémoire, non seulement pour les victimes, mais aussi pour leurs bourreaux, victimes eux aussi d’une des premières manifestations du totalitarisme opposé à toute dignité humaine. Picpus est également un lieu de méditation et de pardon pour les excès d’hommes égarés par les idéologies matérialistes et donc, avec la participa-

tion de la Congrégation des Sœurs, un lien d’amour des hommes et de la confiance dans l’avenir.”

Passons sur la représentation de la Révolution française comme *“l’une des premières manifestations du totalitarisme”*. Elle doit exprimer dans la bouche anonyme de ces sœurs pleines d’amour un regret très matériel pour la monarchie antérieure, où l’Eglise était la première propriétaire du royaume, prélevait la dîme sur les paysans et disposait de mille et un privilèges, dénués, bien sûr, de tout caractère totalitaire, dont le fait d’échapper à la justice ordinaire. C’était vraiment le bon temps !

Rien là que de très normal, après tout. Mais affirmer que Robespierre, Saint-Just, Lebas, Couthon et autres montagnards étaient égarés par les *“idéologies matérialistes”* relève d’une falsification grotesque. C’étaient dans le plein sens du terme des *“idéalistes”*. Aucune analyse matérialiste ne fonda jamais la moindre de leurs propositions... et sûrement pas, on en conviendra, le *“Culte de l’Etre suprême”* fondé par Robespierre. On sait que, pour ce dernier, d’ailleurs, l’athéisme était suspect et qu’il avait tendance à y voir une manifestation d’hostilité à la République, voire de liaison avec l’Angleterre et son Premier ministre, Pitt. Peut-être les Sœurs de la congrégation des Sacrés Cœurs de Marie et de Jésus de l’Adoration Perpétuelle passent-elles trop de temps dans cette adoration perpétuelle pour connaître l’histoire de leur pays et de cette époque ? On peut en douter. Il s’agit tout simplement,

pour elles, de convaincre le visiteur de ces lieux que le "matérialisme" débouche naturellement et automatiquement sur la Terreur et les fosses com-

munes. C'est évidemment une œuvre d'amour et de confiance dans l'avenir.

Jean-Jacques Marie

Un antisémite "scientifique" : Lev Goumilev

LEV GOUMILEV était le fils de Nicolas Goumilev, poète russe fusillé par la Tchéka en 1921 pour participation fortement exagérée à un complot monarchiste, lui-même fortement gonflé par la Tchéka, et d'Anna Akhmatova. Lev Goumilev fut par deux fois envoyé au Goulag, d'où il ne ressortit qu'en 1954. Il fit ensuite une longue carrière d'historien-géographe, ethnologue spécialisé dans les théories des races. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages très à la mode en Russie depuis l'effondrement de l'URSS. Notre revue n'a pas pour objectif d'étudier ce type de problèmes et n'a pas, de toute façon, la compétence nécessaire pour ce faire. Mais Goumilev est utilisé depuis plus de dix ans en URSS, puis en Russie, par des groupes dits rouges-bruns (dont le caractère prétendument "rouge" se limite à l'exhibition de portraits de Staline), sans que l'on puisse dire que ces derniers aient besoin de beaucoup solliciter ces textes pour ce faire.

Goumilev est, en effet, l'inventeur de la théorie de l'"*ethnoparasitisme*", qui a l'avantage de la simplicité ; il existe deux types de races : celles qui sont originellement liées au milieu naturel, où elles vivent et qu'elles mettent en valeur (dites par lui "*superethnies*"), et celles qui les parasitent en utilisant et détournant à leur profit l'activité des premières et le milieu où elles vivent. Goumilev range les Juifs dans la catégorie des "*ethnoparasites*". Certes, il n'en tire aucune conclusion pratique. Mais chacun sait comment on se comporte avec les parasites et Goumilev n'est apparemment nullement gêné par le fait que les

nazis assimilaient les Juifs à des animaux parasites (les rats et les poux) et en ont tiré, eux, des conclusions pratiques... Apparemment aussi, le statut de rescapé du Goulag a considérablement aidé Goumilev à promouvoir ses "théories". Ce n'est sans doute ni la première ni la dernière fois dans l'histoire que des souffrances servent à cautionner une cause détestable, comme si le destin d'un individu devait interférer dans l'analyse de sa pensée...

En 1992, trois lecteurs envoyèrent à la revue de Leningrad *Neva* leurs remarques sur la conception des Juifs présentée par Goumilev. Dans la mesure où les analyses racistes de Lev Goumilev sont peu connues en Occident et ne suscitent donc pas de discussions, elles méritent d'être évoquées. Son livre *La Vieille Russie et la Grande Steppe*, publié à Moscou en 1989, tente, sous son titre anodin, de fonder historiquement ses théories, en ajoutant au parasitisme qu'il attribue aux Juifs un trait supplémentaire : leur rapacité les conduit, selon lui, à mettre en péril l'existence même des autres peuples. A travers l'évocation fantaisiste de l'histoire de l'empire khazar (dont les chefs s'étaient convertis au judaïsme), il présente un peuple juif assoiffé de sang et de meurtre (tout juste s'il ne les accuse pas de génocide...). C'est à propos de cet ouvrage qu'un lecteur, du nom d'Alexandre Tiourine, adresse à la revue *Neva* une lettre que celle-ci a publiée dans son numéro d'avril 1992 (pp. 223 à 225). Nous en reproduisons quelques extraits.

J.-J. M.

•
••

L'ouvrage abonde en épisodes dans lesquels l'auteur "reconstruit" le rôle traître ou pillard joué par les Juifs. Nous n'en aborderons que quelques-uns, qui se rapportent à la partie la plus intrigante de ce que l'on a envie d'appeler un roman.

"En 6367 (859), les Varègues d'au-delà des mers imposèrent un tribut aux Tchoudes, aux Slovènes, aux Merriens et à tous les Krivitchs. Et les Khazars imposèrent un tribut aux Polianes, aux Severianes et aux Viatitchs (en monnaie d'argent et par foyer)."

Ce fragment des *Récits des années écoulées* est pour l'auteur la preuve que *"les Juifs et les vikings, en 859, se sont mis d'accord pour partager les sphères des futures conquêtes qu'ils devaient accomplir"* (p. 171) et que le tribut exigé par les Khazars était effroyablement lourd... L'auteur est convaincu que, sous le masque des Khazars, se dissimulaient des Juifs connus, des marchands juifs et des talmudistes. Et avec une férocité diabolique venue de l'Ancien Testament, ils auraient mené une "guerre totale" inhabituelle à l'époque du haut Moyen Age contre l'aristocratie originelle de toutes les ethnies du kaganat khazar.

Ainsi, selon Goumilev, les marchands juifs qui rôdaient de par le monde auraient pris le pouvoir en main en Khazarie aux alentours de 800, mais on n'en savait bizarrement rien cent cinquante ans plus tard dans les centres de la diaspora juive comme l'Espagne : *"C'est précisément sur la base du commerce avec les centres de l'esclavagisme, Bagdad et Cordoue, que se sont enrichis les gouvernants d'Itil"* (p. 197). Mais alors, pourquoi le chef de la communauté juive espagnole, Hasdaï, envoie-t-il, entre 951 et 962, une lettre aux dirigeants de ce pays amical en leur posant un certain nombre de questions, en particulier sur leur nationalité ? Et le roi Joseph lui répond : *"Sache que nous descendons des fils de Japhet, des fils de son fils Togarma."* Il aurait été beaucoup plus honorable pour Joseph, qui était de religion

juive, de dire qu'il descendait de Sem ou d'Abraham, mais le tsar agit honnêtement.

Mais Lev Goumilev a absolument besoin que la couche dirigeante de la Khazarie soit composée de Juifs d'origine, parce qu'il considère que le gouvernement de la Khazarie a été le pire du Moyen Age et qu'il n'est même pas possible de le qualifier de "féodal" (p. 141). *"La frontière des IX^e et X^e siècles constitue le point culminant de la puissance judéo-khazare et une catastrophe pour les aborigènes de l'Europe orientale, qui étaient placés devant l'alternative : l'esclavage ou la mort"* (p. 134). Ces mots font frémir. On croirait lire une version du plan hitlérien "Ost".

Dans son style vigoureux, l'auteur raconte comment, à l'époque du tsar Joseph, les Juifs ont dominé les Russes-Slaves au combat, se les sont soumis (ce qui n'a guère désolé le tsar-Varègue Igor) et les ont contraints à partir avec eux à Byzance, que dirigeait alors Romain Lecapine, et en Azerbaïdjan. De plus, lors du voyage de retour, ils ont liquidé *"les Russes-Slaves. Il n'était pas très compliqué de massacrer des malades et des convalescents"* (pp. 192 à 198) (...).

Remarquons que l'empereur et historien byzantin Constantin Porphyrogénète garde un silence obstiné sur l'accord entre Varègues et Khazars. Le chroniqueur Nestor se sait rien des esclavagistes juifs. D'après Lev Goumilev, ils se taisent *"tout simplement parce qu'il leur était pénible d'évoquer la destruction de leur pays"* (p. 194).

L'auteur avance comme l'une des principales preuves de la violence juive sur l'ancienne Russie l'apparition d'un quartier juif à Kiev : *"C'était un cadeau des könung varègues aux habitants de Kiev qui les accueillait"* (p. 198). Et, bien entendu, les dirrhams arabes qui s'entassaient dans les entrepôts de la terre russe sont le prix *"du sang des héros slaves-russes répandu pour des intérêts étrangers"* (p. 191)... Mais l'affaire s'approcha d'une fin heureuse. Le prince Igor, vassal khazar, ne voulait plus s'occuper de ses sujets et, au premier rang, des Drevlianes. *"C'est là une façon typi-*

quement juive de poser la question, où l'on ne tient aucun compte des émotions d'autrui" (p. 203).

Selon la théorie de l'ethnogénèse élaborée par Lev Goumilev, il existe de très mauvaises unions d'ethnies, qu'il appelle des "chimères". La chimère naît de la façon suivante : si, dans une superethnie, "pénètre une nouvelle entité étrangère, cette dernière, ne trouvant pas pour elle de niche écologique, est contrainte de vivre aux dépens de ses occupants" (L. N. Goumilev, *L'Ethnogénèse et la biosphère de la terre*, p. 302). Autrement dit, on peut considérer la population indigène "comme une partie constituante du paysage que l'ethnie-parasite exploite en même temps que les animaux, les plantes et les minerais précieux" (*ibidem*, p. 304). Pour donner de la saveur à son image, l'historien compare ces allo-gènes envahissants à des vers.

L'absurdité de cette affirmation saute aux yeux. L'accumulation de connaissances techniques aboutit tôt ou tard à ce que la partie fondamentale tant de la population indigène qu'allo-gène se dégage de la simple interaction directe avec le milieu ambiant. Les sociétés primitives des Huns, des Mongols et autres se nourrissaient effectivement des dons de la nature et guerroyaient constamment pour les conquérir... L'essence du développement historique consiste en ce que le milieu naturel de résidence se transforme en milieu artificiel, et la "consommation" de la nature en une transformation plus intelligente de ses ressources primitives. Ce n'est que grâce à un tel développement que l'accroissement de la population est possible. Tout recul signifie la mort de millions de gens, qui périssent alors de faim ou des suites du travail forcé et des maladies. Les variantes stalinienne, maoïste ou polpotienne en sont un témoignage.

Et les fondements de la civilisation, je veux bien dire de la civilisation et non de la modernisation, se trouvent dans les villes du Moyen Age, nœuds où s'est formé l'échange de marchandises et d'informations. C'est dans ces lieux et non au sein de la nature que se sont constituées les nouvelles "niches économiques" permettant la mise en œuvre du travail physique et intellectuel...

A mon avis, l'histoire à la Goumilev peut parfaitement convenir aux piliers du néostalinisme. La synthèse de ce courant, initié par Staline avec ses camarades, se développe intensément aujourd'hui. Ou, pour être plus précis, ceux qui veulent établir un "tableau des rangs" (1) pour les nations utilisent à plein la "découverte" de Goumilev. L'ethnoparasitisme inventé par Goumilev est pour eux un véritable cadeau : ils peuvent maintenant s'appuyer sur la science pour tirer un fil qui mène de l'adoration des anciens Juifs pour le Diable au joug "judéo-khazare" et à l'emprise judéo-maçonnique dans ce siècle. Celui qui ne me croit pas n'a qu'à lire *Sovremennik* (2) et écouter les "théoriciens" de toutes les fractions de Pamiat, près de la cathédrale de Kazan (3)...

Et pourtant, la séance solennelle de la Société géographique de l'URSS a souligné "la valeur pratique de la théorie de Léonide Goumilev dans les conditions contemporaines des conflits interethniques" (*Leningradskaja Pravda*, 20 mai 1990).

Notes de la rédaction :

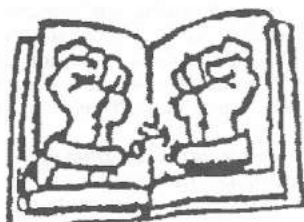
(1) Tableau des rangs : sous le tsarisme, tableau classant l'ensemble des serviteurs de l'Etat en quatorze catégories soigneusement hiérarchisées.

(2) Revue russe stalino-monarcho-antisémite.

(3) Cathédrale de Leningrad, un temps transformée en musée de l'athéisme.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les Cahiers du CERMTRI Cent numéros à votre disposition (première partie)

Le CERMTRI célèbre en l'an 2001 ses vingt-cinq années d'existence. Depuis 1976, il publie chaque trimestre des textes qu'il puise dans son fonds d'archives, sur un sujet chaque fois différent. Le premier numéro de 2001 portera le n° 100 et le n° 101 retracera ces vingt-cinq ans de travail.

Nous vous faisons connaître une première série de ces publications, une sélection de celles consacrées au mouvement international. Publications toujours disponibles, et que vous pouvez vous procurer en nous les commandant.

Jusqu'au n° 77 : 20 F (sauf n° 51, 30 F) ; des nos 78 à 93 : 25 F ; des nos 94 à 100 : 30 F + 10 F de frais de port pour un ou deux Cahiers, 20 F pour trois ou quatre Cahiers.

Etats-Unis

Cinq Cahiers sont consacrés au mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

N° 51 "*Teamster Rebellion*" : il s'agit de la reproduction de la brochure de Farrel Dobbs, militant et dirigeant trotskyste du SWP aux Etats-Unis. Cette brochure relate la grève des camionneurs de 1934, à Minneapolis, qui fut l'un des grands moments de la lutte de la classe ouvrière américaine.

N° 56 "*James Cannon : la lutte pour un parti prolétarien*" : traduction en français de larges extraits de l'ouvrage de James P. Cannon paru en 1943 ("*The struggle for a Proletarian Party*"). C'est une contribution à la discussion qui se développait dans la section américaine de la IV^e Internationale, pendant l'année 1939, discussion qui se termina en 1940 par le départ de la fraction Shachtman-Burnham-Abern. Les textes et lettres de Trotsky à ce sujet sont inclus dans le livre *Défense du marxisme*.

N° 74 "*Documents sur le mouvement ouvrier aux Etats-Unis au XIX^e siècle et au début du XX^e*"
Publication d'un document peu connu sur la "*Constitution des chevaliers du travail de l'Amérique*". Reproduction d'un article de Zinoviev : "*Adresse de l'Internationale communiste aux Industrial Workers of the World (janvier 1920)*". Extraits de la revue *L'Internationale communiste*, n° 9, avril 1920, sur la fusion du Parti communiste américain et du Parti ouvrier communiste américain, et du n° 24 de mars 1923, "*Pour un Labour Party américain*".

N° 82 "*Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis*"
Ce Cahier s'intéresse à la période qui précède 1870. Il s'agit des premières phases du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, qui montrent notamment que, dès la période constitutive de ce mouvement, la question du "Labor Party" se trouva posée. Sont reproduits des extraits de procès-verbaux et de correspondances de la Première Internationale, qui soulignent les efforts de son conseil général pour étendre l'organisation de l'Internationale aux Etats-Unis. Est également publiée la traduction d'articles de Stan Phipps, historien du mouvement ouvrier américain, consacrés aux premières tentatives de constitution d'un parti politique de la classe ouvrière.

N° 83 "*Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis, 1875-1900*"

Suite du numéro précédent, ce numéro continue la publication des écrits de Stan Phipps sur la période allant de 1870 à la veille du XX^e siècle. Sont également publiées plusieurs lettres d'Engels consacrées aux Etats-Unis.

Allemagne

Quatre Cahiers sont consacrés à l'Allemagne.

N° 29 "*Contribution à l'histoire du trotskysme allemand*"

Ce numéro publie la thèse de Maurice Stobnicer, contribution importante pour la connaissance de l'histoire du mouvement trotskyste allemand, qui tient une grande place dans l'histoire du mouvement

communiste et, par conséquent, dans l'histoire tout court. Publication de deux documents : lettre de Bauer (Erwin H. Ackerknecht), dirigeant trotskyste allemand, rédigée à Prinkipo en 1933, et prise de position du SAP sur la question de l'unité avec l'Opposition de gauche.

N° 35 "Documents sur la tragédie du prolétariat allemand en 1933"

Traduction de la brochure "*Que s'est-il passé en Allemagne ?*", publiée par les trotskystes allemands en 1933. Publication de deux lettres de Hippolyte Etchebehere (dit Juan Rustico), communiste argentin, réfugié à Berlin en 1932. Reproduction du texte de Trotsky "*Qu'est-ce que le national-socialisme ?*" et d'un extrait de la brochure de Daniel Guérin *La peste brune a passé par là*.

N° 59 "Problèmes de la révolution allemande, 1929-1931, Léon Trotsky"

Reproduction d'une brochure rédigée par Trotsky et éditée à Paris en 1931 par la Ligue communiste (Opposition de gauche).

N° 91 "La révolution allemande, 1918-1919, témoignages et documents"

Publication de textes classiques : Karl Liebknecht proclame la république socialiste (9 janvier 1919) ; lettre de Karl Radek au comité central du Parti communiste allemand ; Rosa Luxemburg : "*L'Achéron s'est mis en mouvement*" ; Léon Trotsky : "*Une révolution qui traîne en longueur*" ; deuxième séance du congrès de la Ligue Spartacus. Reproductions de documents divers : extraits des livres de E. O. Volkman, de Paul Gentizon (correspondant du *Temps*) et de Frölich sur Rosa Luxemburg.

Espagne

Trois *Cahiers* sont consacrés à la révolution espagnole.

N° 38 "Documents sur la révolution espagnole, 1936-1939"

Ce numéro est exclusivement constitué par les reproductions de journaux ou d'articles montrant la politique des différents partis composant le gouvernement républicain de Front populaire et celle des groupes révolutionnaires contre la participation à ce gouvernement.

N° 51 "Documents sur la révolution espagnole (50^e anniversaire)"

Publication de trois documents :

- 1.- "*L'Espagne livrée*", par Casanova (alias Bortenstein), article publié par la revue "*Quatrième Internationale*" en mai 1939.
- 2.- Texte de Katia Landau : "*Le stalinisme, bourreau de la révolution espagnole*".
- 3.- Traduction d'un article de Walter Held publié en janvier 1938 par *Unser Wort*.

N° 71 "Documents sur la révolution espagnole"

A partir de la reproduction de toute une série d'articles publiés en 1936-1937, cette publication s'efforce de montrer comment se posait le problème : pour vaincre le franquisme, fallait-il surseoir au développement de la révolution, ou au contraire, pour gagner la guerre, n'était-il pas indispensable de faire la révolution ? Positions de la social-démocratie, du stalinisme, mais aussi du POUM, de la CNT, de la FAI et de la IV^e Internationale.

Italie

N° 79 "Documents sur la révolution italienne et la IV^e Internationale"

Textes et documents sur la période 1943-1948. La chute de Mussolini et la montée des masses en Italie. Reproduction d'articles de *La Vérité*, organe du POI (1943-1944), manifeste de la IV^e Internationale (août 1943), rapports et résolution du congrès mondial de 1948. "*Le trotskysme et la révolution en Italie*", exposé présenté à Florence en 1987 par Paolo Casciola.

N° 80 "Documents sur l'Opposition de gauche et la IV^e Internationale en Italie"

Ce numéro est consacré à certains aspects de l'histoire du trotskysme en Italie, en relation avec la Seconde Guerre mondiale. Il est plus précisément centré sur Blasco (Pietro Tresso), l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche en Italie, militant responsable de la IV^e Internationale, liquidé dans un maquis par des tueurs staliens.

Belgique

N° 13 « Documents du groupe belge "Contre le courant", Verreken, 1940-1944 »

N° 14 "Documents du groupe belge PSR (IV^e Internationale)"

Ces deux *Cahiers* donnent, le premier, un inventaire des publications clandestines (bulletins intérieurs et tracts du groupe belge "Contre le courant", dirigé par Verreken, pendant la Seconde Guerre mondiale), le second, les publications clandestines du Parti socialiste révolutionnaire, autre groupe trotskyste qui éditait *La Voie de Lénine*.

N° 27 "*Contribution à l'histoire des trotskystes belges avant la dernière guerre mondiale*"

Résumé, par Catherine Legein, d'un mémoire de Nadia De Beule sur l'histoire du trotskysme avant la Seconde Guerre mondiale. Un apport important sur le PSR et la place importante de la section belge dans la IV^e Internationale.

Grande-Bretagne

N° 87 "*La grève des dockers à Liverpool, 1945*"

Un épisode important de la lutte des classes en Grande-Bretagne, ne serait-ce que parce que, se produisant dans les mois suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale et immédiatement après que les élections eurent porté le Labour Party au pouvoir, cette grève a été le premier conflit majeur auquel le gouvernement a dû faire face. Le texte publié est une traduction d'une étude de John McIlroy, intitulée "*La première bataille dans la marche au socialisme : dockers, staliniens et trotskystes en 1945*", qui a été publiée par la revue de A. Richardson, *Revolutionary History* (été 1996).

Grèce

N° 60 "*Documents sur la révolution grecque de décembre 1944*"

Textes du bulletin intérieur du secrétariat européen de la IV^e Internationale : janvier 1945, octobre 1946, avril 1947. Biographie de dirigeants trotskystes grecs. Liste des militants trotskystes disparus ou assassinés avant et pendant la guerre.

Les Balkans

N° 73 "*Documents sur la question balkanique (1908-1923)*"

Reproduction d'articles de Léon Trotsky parus entre 1908 et 1910 dans la *Pravda* de Vienne (le journal que Trotsky avait fondé lors de son exil après son évasion de Sibérie, et qu'il ne faut pas confondre avec la *Pravda* bolchevique), dans *Proletary*, journal bolchevique, et dans la *Kievskaya Mysl*, journal de gauche local (Kiev) ayant une large diffusion. Ensuite, sont publiés des textes tirés de *L'Internationale communiste* et du *Bulletin communiste* consacrés aux divers Etats des Balkans.

N° 78 "*Documents sur la question balkanique (1912-1943)*"

Trois séries de textes sont publiés dans ce numéro :

- 1.- "*La II^e Internationale et la guerre des Balkans (1912)*". Textes reliés au congrès de Bâle, dont le *Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans*.
- 2.- "*La III^e Internationale et les Balkans (1922-1924)*". Textes publiés dans *L'Internationale communiste*.
- 3.- "*La Seconde Guerre mondiale, la Yougoslavie et la IV^e Internationale*".

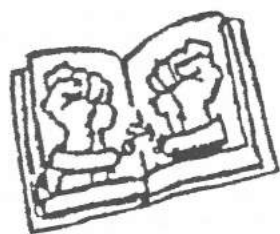
N° 85 "*Documents de la IV^e Internationale sur la Yougoslavie (1948-1950)*"

Quelques textes consacrés au conflit entre le Kremlin et la Yougoslavie, à la caractérisation de l'Etat yougoslave et à l'évolution des positions politiques du PC yougoslave. Il s'agit d'articles adoptés par les instances de la IV^e Internationale et d'articles de discussion.

**Vous trouverez la suite de cette sélection de publications
consacrées au mouvement ouvrier international
dans le prochain numéro des Cahiers du mouvement ouvrier,
concernant la Hongrie, la Russie soviétique, la Chine, l'Indochine, l'Inde,
l'Afrique du Sud et la Palestine**

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.



Cahiers du mouvement ouvrier

C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

L'HISTOIRE de tous les courants du mouvement ouvrier est aujourd'hui systématiquement déformée, trafiquée, mutilée. Cette opération s'effectue sur les écrans de télévision, les journaux, les médias de toutes sortes, sous la couverture de la dénonciation des "crimes du communisme".

C'est une entreprise sans rivage. Prétendant répondre au *Livre noir*, le responsable du *Siècle des communismes* déclare : "L'idée majeure de notre livre est que l'essence du communisme est complexe, elle n'est pas uniquement criminogène" (*Le Monde*, 21 septembre 2000). Les auteurs d'un ouvrage intitulé *La Grande Conversion*, sous-titré "Destin des communistes en Europe de l'Est", consacré aux "ex-nomenklaturistes aujourd'hui entrepreneurs" et aux "principaux leaders des partis communistes aujourd'hui présidents, Premiers ministres, députés, hauts fonctionnaires internationaux", affirment : "Trotsky, révolutionnaire répressif et victime de la révolution, est l'illustration de la complexité du communisme dans ses destructions criminelles comme dans ses constructions illusives." Un membre du comité central du PCF, lors d'une émission sur le *Livre noir*, déclare à la télévision : "L'histoire du communisme ne se réduit pas à celle de ses crimes."

Le père dudit livre, stigmatisant "la mégalomanie paranoïaque" des fondateurs de l'URSS, déclare : "Cette mégalomanie paranoïaque des dirigeants relève moins, à notre sens, d'un dérèglement psychologique que de l'adoption d'une philosophie strictement matérialiste et historiciste."

Cet "historien" paraphrase les "Sœurs de la congrégation des Sacrés Cœurs de Marie et de Jésus de l'Adoration Perpétuelle" (*sic !*), qui distribuent à l'entrée du cimetière de Picpus un papier dénonçant les révolutionnaires de 1793, qualifiés de "bourreaux égarés par les idéologies matérialistes". Ces phrases ont l'avantage de la clarté : le criminel, c'est le matérialisme historique, agrémenté d'un "dérèglement psychologique" peu ou mal soigné.

Face à ce déchaînement obscurantiste, *Les Cahiers du mouvement ouvrier* tentent d'illustrer l'histoire réelle des divers courants du mouvement ouvrier, en utilisant en particulier les documents d'archives venus de Moscou et d'autres pays de l'Est. Outre les rubriques régulières ("Chronique des falsifications", "Pages oubliées", "Notes de lecture", etc.), les principaux articles des douze numéros publiés à ce jour en donnent une idée.

SOMMAIRE DU N° 1

• Pourquoi les *Cahiers du mouvement ouvrier* ? (Jean-Jacques Marie) • Du bon usage des archives : comment les archives révèlent ce qu'on leur demande (Jean-Jacques Marie) • La Grande Terreur : trois plénums du comité central du Parti bolchevique russe (décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937) (Vadim Rogovine) • Pages de la Terreur • Lutte contre le fascisme et front unique en Allemagne en 1933-1934 • Autour du procès du POUM (11 au 22 octobre 1938) (Olivier Simon) • A propos d'Artur London (Jean-Jacques Marie) • La Terreur

blanche (extrait de *Souvenirs d'une révolutionnaire*, d'Irina Kachovskaia, socialiste-révolutionnaire de gauche) • Pages oubliées : Friedrich Adler • Fonds d'archives : le dossier Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou ; l'organisation de la chasse aux opposants ; la provocation comme moyen de lutte contre l'opposition : l'exemple de Nicolas Mouralov.

SOMMAIRE DU N° 2

• La Grande Terreur (Vadim Rogovine) : le plénum du comité central du Parti communiste russe de janvier 1938 ; l'affaire Postychev ; le bilan des répressions stalinienne ; • Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky (Mark Goloviznine) • Les liens de l'Opposition de gauche (Mark Goloviznine) • Lutte de classes et Goulag (Jean-Jacques Marie) • Trois militants russes : Avenir Nozdrine, Vladimir Smirnov et Eva Broïdo • Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta • Un bloc pour renverser Staline • Documents : une page d'histoire des trotskystes vietnamiens ; Marceau Pivert : "*Et pourtant, elle tourne*" ; Juin 36 et la censure ; un document "confidentiel" • Bribes d'histoire : un tract du groupe espagnol de la IV^e Internationale au Mexique sur l'assassinat d'Ehrlich et Alter ; à propos de Zimmerwald (1915) ; en 1930, un paysan pauvre dénonce la collectivisation stalinienne • Pages oubliées : Friedrich Adler : pourquoi j'ai tué le comte Stürgkh ; Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire et l'affaire Dreyfus • Un auteur du *Livre noir du communisme* dans ses œuvres ; qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ? ; Léon Feuchtwanger et *Moscou 1937* ; Karel Bartosek et le complot sioniste de 1952 ; un jeu impudique avec les chiffres • Qu'est-ce que la "*plate-forme de Rioutine*" ? • Le sort d'Edmondo Peluso.

SOMMAIRE DU N° 3

• La Grande Terreur (Vadim Rogovine) : dans les arcanes du bureau politique ; la liquidation du comité central • Le mouvement trotskiste mondial dans les années 1930 à travers les documents internes du Comintern (Mark Goloviznine) • Le dossier Aoussem (dirigeant trotskyste "disparu" en 1936) (Mark Goloviznine) • L'assassin de Kirov et son journal (Jean-Jacques Marie) • David Riazanov, le "dissident rouge" • L'année 1939 dans les souvenirs de Blagoi Popov • Un crime du stalinisme : l'évacuation du Goulag en 1941-1942 • Le "printemps de Prague" et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 à travers les souvenirs de Piotr Chelst, membre du bureau politique du PCUS et secrétaire du PC ukrainien • Daniel Guérin : le Front populaire et les colonies • Pages oubliées : — Marceau Pivert : James Maxton (1885-1946), discours de James Maxton aux Communes (1922) ; — Articles du journal ouvrier polonais *Proletaryat* (1883-1884) ; — Louis Lecoin : l'année 1910.

SOMMAIRE DU N° 4

• Quatre textes de Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps ; La composition sociale et le niveau de vie de la population ; Le stalinisme et la paysannerie ; L'inégalité sociale • Interview du dernier survivant de l'Opposition de gauche • Une falsification stalinienne (Natalia Mouchitz) • Ne pas vivre dans le mensonge (sur Soljenitsyne) (Alexandre Ilitchev) • Documents : la révolte de Tambov • Lettres de Lominadzé à Orjonikidzé • Le testament de Maria Spiridonova • L'écrivain Mikhaïl Cholokhov et la collectivisation stalinienne • Reprendre conscience (la renaissance du mouvement ouvrier en Russie) (Alexandre Zolotov) • La déclaration du PC italien du 1^{er} août 1936 à destination des fascistes italiens • Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937 (Eleas Garcia) • John Mac Nair : George Orwell • Léon Vikenti Lipski, fondateur du PC polonais indépendant • Chronique des falsifications • Pages oubliées : Fiodor Dan (menchevik) sur les procès de Moscou • Un document sur la Yougoslavie.

SOMMAIRE DU N° 5

• La grève des ouvriers du textile à Leningrad, au printemps 1928 (Dmitri Lobok) • Lettre de Lominadzé à Orjonikidzé sur la situation des ouvriers et des paysans du Caucase en 1930 • La vie de Sergueï Ossipovitch Tsederbaum (frère cadet du dirigeant menchevique Iouli Martov) (Tatiana Popova-Tsederbaum) • Sur la mort de Léon Sedov (Marc Goloviznine, Jean-Michel Krivine) • Deux textes de Vadim Rogovine : — Le NKVD en 1938 ; — Le Komsomol en 1938 • La résistance à Staline en URSS : — Le Parti ouvrier antifasciste d'URSS (1938) (Lev Landau) ; — La Société des jeunes révolutionnaires de Saratov (1943) (Andreï Kourionichev) • Berlin-Est, 1953 : des soldats et officiers soviétiques refusent de tirer sur les ouvriers allemands • Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937 (Elias Garcia) • Une interview de Rémi Skoutelsky à propos des brigades internationales • La politique co-

loniale du Front populaire : la répression au Maroc • L'Action ouvrière (MUR) de l'Hérault en 1944-1945 (Gérald Suberville) • Raffin-Dugens : de la lutte contre la guerre de 1914 à la IV^e Internationale • Pages oubliées : — L'école d'Uriage et le nazisme, ou le négationnisme discret du corporatisme chrétien — Marcel Baufrère : un trotskyste de retour des camps.

SOMMAIRE DU N° 6

• La II^e Internationale et la guerre des Balkans (1912) • Les soldats russes dans les camps algériens (1918-1920) (Rémi Adam) • Moïse Solomonovitch Ouritski et la Tchéka • Vadim Rogovine : — L'Armée rouge en 1938 ; — A qui a profité la grande purge ? • Par qui et quand a été trahie la révolution ? (Alexandre Podchtchékoldine) • L'URSS en 1932 (Flodor Dan) • Gramsci et le stalinisme (Giortio Amico) • Rencontre au Goulag avec la première femme de Léon Trotsky (1937) (Nina Ivanovna Gagen-Thorn) • Sur la mort de Léon Sedov • Staline et le "séjour volontaire forcé" (1938, inédit) • Souvenirs du Goulag (Nina Savoieva) • Le "non" de Léon Vikenti Lipski (1943), secrétaire national du PC polonais • La résistance à Staline en URSS : l'Union des jeunes socialistes de Tcheliabinsk (1945) • *L'Autre Résistance* (suite) (Gérald Suberville) • Raffin-Dugens : l'adhésion à la IV^e Internationale (1945) • La grève de Cronstadt (1998) • Sur le babouvisme méridional (Michel-André Iafelice) • Pages oubliées : Daniel Guérin : la situation de la Tchécoslovaquie en 1939.

SOMMAIRE DU N° 7

• L'apport de Vadim Rogovine (Mikhaïl Voïekov) • Les armées blanches en 1919 : pillage, chasse aux juifs, terreur contre les paysans et les ouvriers • Marcel Ollivier : la formation des Etudiants communistes en 1919, en France • Amadeo Bordiga : lettres de 1926 • Le procès des militaires de juin 1937 (Iouri Primakov) • L'entourage de Staline : 1. Molotov (Vadim Rogovine) • Deux rapports de Zborowski (Etienne) au NKVD sur Léon Sedov (1938) • La répression contre la famille Sedov • Le tract du PC allemand interdit par Staline (septembre 1939) • Le PCF en 1939 (Jean-Marc Schiappa) • Les archives Sneevliet à Moscou (Mark Goloviznine) • Le dossier de la police politique bulgare sur l'anarchiste Gueorgui Konstantinov Gueorguiev • Pages oubliées : — Victor Marouck : la tuerie de 1848 ; — Edouard Vaillant : la répression de mai 1906 ; — Jean Longuet : Lénine (1924) ; — La vie de Pantelis Pouliopoulos • Correspondance : — A propos de l'école d'Uriage.

SOMMAIRE DU N° 8

• Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus (Pierre Roy) • De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien (Jean-Jacques Marie) • L'intervention à la Chambre des députés de Pierre Brizon contre les crédits de guerre, suivie de la suspension de son mandat de député (1916) • Errico Malatesta : la révolution italienne, l'anarchisme et le front unique (1921-1922) • Mikhaïl Toukhatchevski : les révoltes paysannes (Tambov et autres) • Sur la maladie de Lénine et la manière dont il fut soigné (première partie) (Iouri Lopoukhine) • L'entourage de Staline à l'époque de la grande purge : 2. Kaganovitch, Mikoïan et Molotov (Vadim Rogovine) • L'affaire de la plate-forme Rioutine (Léonide Petrovski) • Buenaventura Durruti et Jaime Baliu : pages de la révolution espagnole (1936) • Souvenirs du Goulag (II) (Nina Savoieva et Boris Lesniak) • Pages oubliées : — Blanqui : le toast de Londres (1851) ; — Raymond Lefebvre : la préface à *L'Eponge de vinaigre* (1919) ; — L'appel de *La Vérité* du 11 août 1944 ; — Roparz Hémon, autonomisme breton et nazisme • Histoire en sixième et propagande religieuse (Gérard Lorigny) • Révolution et contre-révolution : l'assassinat du maire de Saint-Brieuc, Poulain-Corbion, en 1799.

SOMMAIRE DU N° 9

• Eric Mühsam : *La République des conseils de Bavière* (1918-1919) • La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'Armée (blanche) des volontaires • La maladie de Lénine (deuxième partie) (Iouri Lopoukhine) • Dmitri Lobok : la Nouvelle Opposition dans les syndicats de Leningrad (1925-1926) • La grève générale de 1926 en Angleterre • Andreï Kourionichev : des gravures qui mentent • La famille Bronstein (Trotsky) (Valeri Bronstein) • Vladimir Tsederbaum-Levitski : les destins du socialisme en Russie • Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne (1936) (Mark Goloviznine) • L'entourage de Staline : 3. Andreïev, Kalinine, Jdanov, Khrouchtchev (Vadim Rogovine) • Blasco : Antonio Gramsci • Le manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin • Interview de Robert Mencherini : les grèves de 1947 en France • Pages oubliées : — Pierre Monatte ; — Louise Bodin.

SOMMAIRE DU N° 10

• Grèves sous le Directoire (Jean-Marc Schiappa) • La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'Armée (blanche) des volontaires (deuxième partie) • Les bolcheviks et la révolution chinoise (1926) (Alexandre Pantsov) • Le procès de l'Union des organisations d'ingénieurs du *Promparti* (1930) (Mikhaïl Panteleïev) • L'Opposition unitaire (1930-1932) (première partie) (Loïc Le Bars) • L'entourage de Staline : 4. Beria, Malenkov, Mekhlis, Chkiriatov (Vadim Rogovine) • Le procès des bolcheviks-léninistes espagnols (1938) • Le dossier du NKVD sur un secrétaire de Trotsky : Vermel (fusillé en 1938) • Zygmunt Zaremba : le Parti socialiste polonais (PPS) et les premiers jours de la guerre (1939) • Chalamov et l'esprit de résistance (Valéri Essipov) • Notes sur le journal (1933-1949) de Gueorgui Dimitrov, secrétaire général du Comintern • Morale, humanisme et bombe atomique • La direction du Parti communiste d'Union soviétique et la révolution hongroise (1956) • Dimitar Gatchev devant ses juges • A propos de l'antisémitisme stalinien • Pages oubliées : — Camillo Berneri : la révolution espagnole ; — L'adresse des autonomistes bretons au maréchal Pétain • Notes de lecture : — Robert Weinberg : *Le Birobidjan, 1928-1996* ; — Karl Marx, Friedrich Engels : *Manifeste du Parti communiste* ; — Fred Zeller : *Témoin du siècle* • Deux Cahiers du CERMTRI • Les archives du CERMTRI.

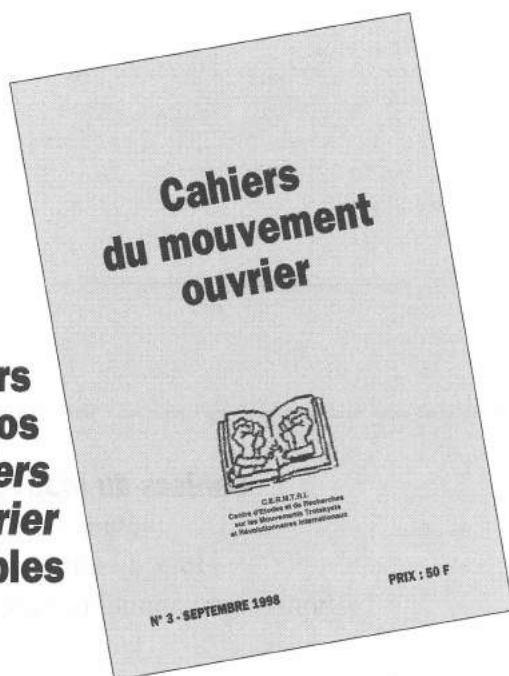
SOMMAIRE DU N° 11

• Benoît Malon : la grève du Creusot (1870) • Loïc Le Bars : l'Opposition unitaire (1930-1932) (suite) • André Ferrat : discours au comité central du PCF de mai-juin 1936 • Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937 à Barcelone • Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov (Jean-Jacques Marie) • Alexis Rykov, ou le parcours semé d'embûches d'un réformateur de l'opposition (Alexandre Sénine) • Documents sur Rykov (souvenirs de sa fille) • Vadim Rogovine : les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline • Le NKVD et l'espionnage systématique de la IV^e Internationale • Ngo Van : trotskystes et stalinien au Viêt Nam à la veille de la guerre • L'Eglise et le nazisme : les déclarations du cardinal Baudrillard en 1941 • Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme • Correspondance : Victor Marouk, Louis Ménard et la révolution de 1848.

SOMMAIRE DU N° 12

• Maurice Poperen : histoire et actualité de la Roche de Mûrs • Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (suite) • Pierre Lantenant : de "la Marianne" à la III^e Internationale. Itinéraire d'un communiste (Jean-Marc Schiappa) • La révolte de Radomir (Tico Jossifort) • Otto Bauer : révolution politique et révolution sociale • Alexandre Chliapnikov : souvenirs de France (1925) • La famine en Ukraine (1932-1933) • Le mouvement ouvrier anglais au début des années 1930 (John Archer) • Les promus de 1937. Le sort des bourreaux (Vadim Rogovine) • Roparz Hémon dans le nazisme (Pierrick Le Guennec) • Un savant soviétique contre l'antisémitisme stalinien (1949) • Le Parti communiste italien et la révolution hongroise de 1956 • La révolte du camp de Kenguir (1954) (Jean-Jacques Marie) • La lutte contre la réhabilitation de Staline (1965-1966) (L. Petrovski) • Pages oubliées : l'Eglise sous Pétain (Maurice Nadeau) • Notes : — Beria et l'Allemagne ; — Les fantaisies de Nicolas Werth • Un Cahier du CERMTRI sur la révolution hongroise de 1919 • Les archives du CERMTRI.

**Les douze premiers
numéros
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sont toujours disponibles**



Au sommaire des prochains numéros

- Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (fin) ;
- Jules Martov (dirigeant menchevique) : discours au soviet de Moscou (5 mai 1920) ;
- Le comité central du Parti socialiste révolutionnaire (de droite) russe et la guerre avec la Pologne et Wrangel, en juin 1920 ;
- Herbert George Wells : la nécessité du socialisme (1922) ;
- Evgueni Gromov : Staline et l'art ;
- Le dossier Poznanski (secrétaire de Trotsky) au KGB ;
- Vadim Rogovine : le Parti communiste russe à l'époque du XVIII^e Congrès (mars 1939) ;
- La grève des ouvriers de Berlin-Est et de RDA (16-17 juin 1953) : documents (suite) ;
- Une brochure du CERMTRI : l'assassinat de Trotsky ;
- Chronique des falsifications ;
- Dans les archives du secrétariat du comité central du PCUS (1945-1952).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14
 à partir du n° 15 à partir du n° 16

Commande du (des) n° (nos) :

La collection complète des n°s 1 à 12
est vendue au prix de 300 francs + 50 francs de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360